REVUE

DES

DEUX MONDES

LXIe ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

TOME CENT QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—

1891

ÉTUDES DIPLOMATIQUES

FIN DE LA GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE.

IV[1].

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1747. — PRISE DE BERG-OP-ZOOM. CONVOCATION D'UN CONGRÈS A AIX-LA-CHAPELLE.

Si l'échec douloureux d'Exilles condamnait à l'impuissance l'armée française, qui combattait en Italie, le résultat imparfait de la journée de Lawfeldt était loin, je l'ai dit, d'avoir avancé le succès de celle de Flandre. Dès que l'enchantement de la victoire fut dissipé, il devint évident que la fâcheuse négligence qui avait permis à l'armée alliée de se reformer et de se réunir au-delà de la Meuse rendait impossible l'investissement de Maestricht, c'est-à-dire l'objet même de la bataille. Maurice, qui avait essayé un instant de se dissimuler ce mécompte, fut lui-même obligé de le reconnaître. La déception fut alors d'autant plus tristement ressentie que la joie du premier moment s'était plus vivement exprimée.

(1) Voyez la *Revue* du 15 décembre 1890, du 15 janvier et du 1er février 1891.

La conséquence de cette réaction naturelle fut une reprise et même un redoublement d'animosité dans l'entourage royal contre le maréchal. Les mécontens, les envieux, les frondeurs, réduits un instant au silence par l'éclat d'un exploit auquel il fallait bien rendre hommage, relevèrent la tête, dès qu'ils purent à la fois s'apitoyer et s'indigner sur le sang versé inutilement. Mais ce qu'on a peine à croire, c'est qu'au lieu de se borner à accuser, comme on l'avait déjà fait après Fontenoy, l'insuffisance et l'imprévoyance des dispositions prises par le maréchal, on eut bien le courage de reproduire, en l'aggravant, la sotte imputation qui lui prêtait le dessein de perpétuer la guerre, afin de prolonger l'importance de son rôle. S'il avait livré la bataille, c'était bien malgré lui, dit-on, et de propos délibéré, il l'avait laissée inachevée, afin de garder en réserve l'occasion de remporter de nouvelles victoires. On voudrait douter d'un tel excès d'injustice et de crédulité si ce bruit ridicule n'était sérieusement consigné et légué à l'histoire comme un fait avéré, dans les souvenirs de Valfons lui-même, si vaillamment dévoué au maréchal pendant le combat. Il est vrai que c'était le ministre de la guerre, le comte d'Argenson, qui ne craignait pas d'accréditer le soupçon par des insinuations captieuses et en témoignant une surprise affectée de ne pas se trouver le lendemain plus avancé que la veille. On disait couramment autour de lui et on écrivait à Paris que le roi, bientôt éclairé, ne tarderait pas à reconnaître le *peu que c'est que le maréchal de Saxe*.

Maurice, de son côté, avait de chauds amis, très ardens à le défendre, et lui-même n'était pas d'une patience à toute épreuve : comment n'aurait-il pas répondu ou, tout au moins, laissé dire qu'après tout il n'avait eu ni ce jour-là, ni aucun autre, la pleine liberté de ses mouvemens ; qu'il n'avait choisi lui-même ni l'heure, ni le lieu du combat, et qu'en risquant sa vie et en sauvant l'honneur des armes françaises, il obéissait encore plus qu'il ne commandait? S'il est vrai qu'il lui échappa de dire : — « Voilà ce que c'est que de forcer les généraux, » — cette justification, sans répondre à toutes les critiques, avait sa valeur ; mais ajouter, comme plus d'un de ses défenseurs n'hésita pas à le faire, que c'était le ministre de la guerre lui-même qui avait contraint le général à engager la partie dans des conditions défectueuses, avec l'espérance qu'il la perdrait et se perdrait lui-même du même coup, c'était répondre à une calomnie par une autre qui n'était ni moins odieuse, ni plus vraisemblable, et rien ne prouve que Maurice, même par représailles, s'en soit rendu coupable.

Quoi qu'il en soit, l'hostilité n'en resta pas moins désormais déclarée entre les deux hommes dont dépendait le sort

des armées françaises, au grand détriment de la cause commune et sous les yeux du roi, qui les laissait se quereller sans y mettre ordre. Il y eut désormais ouvertement deux partis à la cour et à l'armée : celui du ministre et celui du général. Leurs dispositions réciproques sont assez bien exprimées par une lettre du comte d'Argenson lui-même, où il essaie de faire la part des responsabilités dans la circonstance même qui faisait le sujet principal et la gravité de leur débat : — « En ce qui concerne l'occasion, la détermination et la suite de cette bataille je n'y prétends rien que d'avoir été le témoin de la conduite du roi, qui a été admirable en tout point : l'intelligence, l'esprit, la fermeté, le coup d'œil, la justesse du raisonnement. Mais quant à la détermination et aux ordres, soyez sûr que le maréchal a tout conduit, que, depuis que le roi est arrivé à l'armée, il n'a pas été plus gêné dans ses opérations que s'il avait été seul. *L'inaction de l'armée pendant quelque temps a pu donner lieu à ceux qui sont à portée de dire leur avis, de marquer l'impatience où ils étaient qu'on en sortît.* Mais pour ce qui est des moyens et de la nature des opérations, elles ont toutes été au choix et à la volonté du maréchal de Saxe (1).

Dans cette controverse, qui devint bientôt très vive et dont le bruit ne tarda pas à se répandre, Maurice eut le bonheur de rencontrer un défenseur dont l'approbation pouvait le consoler même du mécontentement de son supérieur. Ce n'était autre que Frédéric lui-même, à qui il avait coutume, comme on sait, de rendre compte de toutes ses opérations, et qui témoignait autant d'estime, je dirais volontiers autant de coquetterie au héros saxon qu'il était généralement prodigue de mépris et même de paroles blessantes pour les généraux et les politiques français. Dans cette circonstance Frédéric, pour connaître et apprécier la nouvelle victoire, n'avait

(1) Le comte d'Argenson à Belle-Isle, 20 juillet 1747. (Ministère de la guerre, partie supplémentaire.) — Cette lettre était adressée à Belle-Isle, qui, la recevant peu de jours après la mort de son frère, dut avoir à peine la force de la lire jusqu'au bout. — *Souvenirs de Valfons*, p. 220-221. — *Journal de Barbier*, juillet 1747. — *Journal et Mémoires du marquis d'Argenson*, t. v, p. 8 à 86. C'est dans ce dernier récit que l'hostilité de tout un parti de la cour et de l'armée contre le maréchal de Saxe est rapportée avec le plus de détails; mais plusieurs de ces détails ne méritent pas qu'on y ajoute foi. On y voit trop à découvert l'effet de l'humeur chagrine à laquelle le marquis était livré depuis sa sortie du ministère, et qui n'épargnait personne, pas plus son frère qu'aucun autre, peut-être même moins, parce qu'il ne pouvait lui pardonner de n'avoir pas partagé sa disgrâce. Des faits qu'il raconte sont contredits par tous les témoignages : ainsi, il suppose que c'est au roi lui-même, et tout de suite après la bataille, que le maréchal de Saxe s'est plaint d'avoir été forcé à se battre, tandis qu'il est certain que, le premier jour, il n'y eut entre le roi et lui que des échanges de félicitations.

pas eu à attendre son rapport. Le hasard amenait au camp, le lendemain de la bataille, un de ses chambellans favoris, le marquis d'Argens, ce Français, émigré volontaire, que j'ai déjà eu plus d'une fois l'occasion de nommer. Frédéric, en le laissant partir, l'avait chargé de la double commission d'offrir au roi de France une magnifique paire de chevaux de Mecklembourg et de recruter dans les théâtres de Paris des acteurs et des danseuses pour la scène de Berlin: et il venait tout à la fois présenter à Louis XV le cadeau de son maître et commencer sa recherche par la troupe de Favart (que par parenthèse il trouva très médiocrement composée). L'occasion était belle, en envoyant des remercîmens pour les chevaux, d'annoncer l'heureux succès du jour. Puisieulx n'eut garde de la manquer, et dès le 3 juillet, il écrivait à Valori : « Sa Majesté se flatte que cette glorieuse journée n'affligera pas le roi de Prusse. Je voudrais que ce grand prince, qui est connaisseur, eût vu par lui-même la présence d'esprit et le sang-froid avec lequel le roi a donné des ordres dans des momens assez critiques (1). »

Effectivement Frédéric, qui autrefois, on l'a vu, n'avait pas applaudi sans réserve à la victoire de Fontenoy, s'exprima cette fois avec une satisfaction dont la vivacité parut sincère. « Il n'appartient qu'à Votre Majesté, répondit-il, de faire de grandes choses et de les surpasser même par sa modestie. La bataille du 2 de ce mois aura sans doute appris à M. de Cumberland à distinguer la témérité de l'audace. Les troupes de Votre Majesté seront invincibles *autant* (*sic*) qu'elles combattent sous vos yeux et qu'elles seront menées par d'aussi habiles généraux que ceux qui les commandent à présent... Les officiers que j'ai dans l'armée de Votre Majesté ne cessent de chanter des hymnes à sa louange : ils rendent bien justice aux talens supérieurs du maréchal de Saxe et à la valeur des troupes, et ils jouissent d'un avantage plus grand encore et que je leur envie beaucoup, qui est celui d'entendre et d'admirer Votre Majesté. Si mes applaudissemens et mes suffrages peuvent être comptés pour quelque chose dans ce concert universel des louanges de toute l'Europe, je prie Votre Majesté d'être persuadée qu'ils partent d'une source bien pure, qu'ils ne sont altérés par aucun mélange d'envie et que je m'intéresse vivement à sa gloire (2). »

Sous cet enthousiasme complaisant, quelque ironie secrète était-elle encore cachée? et pendant que la bouche parle avec emphase, surprendra-t-on un sourire déguisé aux coins des lèvres? C'est pos-

(1) D'Argenson à Frédéric, 1er juillet 1747. (*Correspondance générale de Frédéric.*)— Puisieulx à Valori, 3 juillet 1747. — (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

(2) Frédéric à Louis XV, 17 juillet 1747. — *Pol. Corr.*, t. v, p. 436.

sible; en fait de railleries, Frédéric était tellement coutumier qu'on peut toujours le soupçonner. Mais ce qui partait certainement du fond du cœur, c'était la joie de l'échec et de l'humiliation de Cumberland. Elle éclate d'une façon inattendue dans une lettre confidentielle, écrite tout d'un trait à d'Argens, au reçu de la nouvelle de la bataille et avant que la communication officielle lui en eût été faite. « J'ai tressailli de joie, dit-il, en apprenant la victoire que le comte de Saxe vient de remporter. Il faut avouer que M. de Cumberland est une grande pécore et quelque chose de pis; ces animaux ont vu perdre trois batailles à leurs alliés pour s'être laissé attaquer dans leurs postes et ils retombent toujours dans les mêmes fautes: pour quoi ils seront réprouvés des César, des Condé, des Turenne, des Montecuculli et hués par les Feuquière, et, s'il plaît à Dieu, damnés dans l'autre monde comme des animaux incorrigibles. Point de raison, monsieur de Cumberland, point de raison! Ah! la belle raison (1)! Ah! le beau projet dont vous venez d'accoucher! »

Quel emportement et d'où vient tant d'amertume dans la critique d'une action militaire après tout honorablement soutenue? Le vainqueur de Molwitz et de Kesselsdorf avait-il donc craint un instant de rencontrer dans celui de Culloden un rival de gloire, issu comme lui d'un sang royal? et tenait-il à rester le seul qui eût le droit de joindre l'éclat de la renommée à l'élévation du rang? On le croirait en vérité, ne fût-ce qu'à l'empressement avec lequel il détourne tout soupçon de ce genre, en rentrant dans son rôle de philosophe désintéressé et d'ami du plaisir, revenu des rêves de l'ambition: « Ayez bien soin de Terpsichore, ajoute-t-il... et adieu. Tous ces grands événemens qui excitent l'ambition des autres amortissent cette passion en moi. Plus je fais de chemin dans le monde et plus je reconnais que les plus simples et les plus heureux sont les citoyens des vignes, qui n'ont d'autre soin que de se rendre raisonnables et les hommes heureux (2). »

Outre la lettre destinée au roi, d'Argens en reçut une autre spécialement à l'adresse de celui que Frédéric se plaisait à appeler l'*Achille Français*. Louis XV accusa réception des complimens dont il était comblé avec une modestie pleine de dignité et de goût. — « Il n'appartient qu'à Votre Majesté de dire des choses aussi flatteuses en deux mots. Je suis bien touché des témoignages de son amitié. Elle doit et peut compter sur la mienne. Mes victoires

(1) Allusion à un trait d'un écrit très connu de Saint-Évremond : *le Dialogue du Père Canaye et du maréchal d'Hocquincourt.*

(2) Frédéric à d'Argenson, 7 juillet 1747. (*Correspondance générale de Frédéric.*) — Sans-Souci avait été bâti au milieu des vignes et en avait quelque temps porté le nom.

sont l'effet de la Providence, elles ne doivent pas avoir déplu à Votre Majesté. Je travaille en les gagnant autant pour elle et pour mes alliés que pour moi-même. Celles que Votre Majesté a remportées ont procuré la paix à ses sujets, je ne suis occupé qu'à la rendre aux miens et à l'Europe ; un si noble dessein et aussi désintéressé devrait être mieux secondé et trouver plus d'accès auprès de mes ennemis. Mon général m'a bien servi et m'a souvent fait craindre pour sa vie (1). »

Maurice, sans être assurément insensible à des éloges venus de si haut, semble avoir éprouvé un peu plus d'embarras à les accepter. Il sentait bien que le bon juge qui les lui envoyait ne les trouverait peut-être pas absolument mérités quand il connaîtrait mieux les circonstances et surtout le résultat de la journée. Comment expliquer, comment excuser auprès d'un si grand maître, qui excellait peut-être encore plus à tirer parti des victoires qu'à les remporter, cette stérilité d'une action si meurtrière ?

Impossible, d'ailleurs, autant qu'inutile d'essayer de tromper la perspicacité de son coup d'œil. Maurice aima mieux convenir de la vérité tout entière. Après avoir rendu compte, suivant son usage et comme le roi de Prusse le lui demandait, du plan et des principaux incidens de la journée : — « Je comptais, ajoute-t-il, faire passer, à une partie de l'armée, la Meuse à la pointe du jour, et je fus bien surpris lorsqu'on vint me dire, le lendemain matin, que les ennemis l'avaient tous passée à Maestricht et à Schirmer, sur le pont qu'ils avaient établi pendant la nuit. Quelque incroyable que paraisse cette aventure, elle n'est pas moins véritable... » Et après quelques mots sur les précautions qu'il croyait avoir prises : — « Toute l'armée avait passé la Meuse sans que personne s'en soit inquiété et m'en ait fait avertir, il n'y avait pourtant qu'à faire avancer deux pièces de canon dans la nuit et à tirer au hasard, la moitié se serait noyée. Que dire sur cela ? Il faut croire que la Providence ne l'a pas voulu autrement, car les hommes ne peuvent pas tomber dans un pareil aveuglement. Enfin, j'appris cette nouvelle à cinq heures du matin et je compris que nous avions donné inutilement cette grande bataille (2). »

Frédéric était bien fait pour apprécier la candeur de ces aveux que le génie peut se permettre sans craindre de se diminuer et dont il a lui-même donné plus d'un exemple dans ses mémoires ; aussi quand Chambrier lui fit savoir de Bruxelles, où il avait suivi

(1) Louis XV au roi de Prusse. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

(2) Maurice au roi de Prusse, 2 juillet 1747. (Ministère de la guerre.)

le roi, qu'on critiquait vivement, même parmi les membres du ministère, cette faute incontestable du maréchal, il le fit taire avec ces paroles dédaigneuses : — « Je dois vous dire que ceux qui vous ont parlé du maréchal de Saxe de la façon que vous me marquez sont des gens jaloux ou mécontens de lui ; car autant que je puis juger des démarches qu'il a faites jusqu'ici, elles sont fort bonnes et très convenables aux circonstances où il a été (1). »

C'était bien d'avouer une faute et de trouver un si bon avocat pour l'excuser, mais mieux valait encore la réparer, et c'est de quoi Maurice n'avait pas tardé un seul jour à s'occuper. Puisque ce n'était plus sur Maestricht, il fallait bien le reconnaître, qu'un nouveau coup pouvait être tenté, sa pensée s'était retournée immédiatement vers une autre place, celle de Berg-op-Zoom, située, j'ai déjà eu l'occasion de le dire, à l'extrémité opposée de la frontière et dominant comme Maestricht une des entrées principales de la Hollande. Il ne pouvait songer à s'y transporter lui-même. Cumberland n'aurait pas manqué de l'y suivre avec toutes ses forces, et une nouvelle course des deux armées à travers la Flandre n'aurait abouti qu'à recommencer le même jeu dans des conditions peut-être moins favorables. Il se borna donc à envoyer celui de ses lieutenans-généraux en qui il avait le plus de confiance, le comte de Lowendal, avec un des corps d'armée et tout le matériel d'un siège, en lui donnant l'ordre d'en commencer les opérations sans délai. De deux choses l'une alors, pensait-il : ou Cumberland, cédant aux instances des Hollandais, voudrait encore cette fois porter secours à la place attaquée, et laisserait Maestricht en prise, ou la garnison de Berg-op-Zoom, restée sans appui, serait bientôt réduite à capituler ; une nouvelle démonstration de vigueur serait, dans tous les cas, ainsi faite, et la république, atteinte sur un de ses points les plus sensibles, se lasserait peut-être de servir toujours de quartier-général à la coalition.

En attendant, il restait en observation pour régler ses mouvemens sur ceux qu'il verrait opérer en face de lui. Un armistice de fait était établi ainsi entre les deux armées que séparaient seulement le cours du fleuve et une distance de quelques lieues, et cette situation dut se prolonger pendant quelques semaines. L'inaction, qui n'était pas du goût de Maurice, pesait encore davantage à Louis XV, obligé de séjourner dans le petit hameau et le méchant gîte de *la Commanderie,* loin de ses aises et de ses habitudes, et ne voulant pourtant pas s'éloigner sans rapporter à l'impatience du public de France quelque ombre d'espoir de paix. Fut-ce à lui, fut-ce au ma-

(1) Frédéric à Chambrier, 18 juillet 1747. — *Pol. Corr.*, t. v, p. 318.

réchal de Noailles, ou à Maurice lui-même, que vint la pensée qu'on pourrait profiter du voisinage du roi de France et d'un fils du roi d'Angleterre pour tenter entre les deux princes, en dehors et pardessus la tête des ministres et des cabinets, un essai direct d'accommodement? Si cette idée, assez originale, réussissait, ce serait une brusque surprise dont les deux souverains auraient tout l'honneur. Maurice se laissa charger d'en faire l'ouverture à Cumberland.

L'entrée en matière lui était facilitée par la position des deux camps, à portée, comme je l'ai dit, et presque en vue l'un de l'autre. Entre deux armées si rapprochées et qui ne veulent pas en venir immédiatement aux mains, il y a chaque jour des points de contact à régler et des différends à prévenir qui rendent les relations des commandans naturelles et même à peu près inévitables. Mais, pour entrer en rapport avec Cumberland (comme le roi le lui demandait), Maurice avait auprès de lui un intermédiaire tout trouvé, dans la personne de cet aide-de-camp favori du prince, sir John Ligonier, dont j'ai raconté la capture, faite sur le champ de bataille de Lawfeldt, dans d'assez singulières conditions. Admis par ordre de Louis XV au quartier-général de l'état-major royal, et traité avec la même distinction que les officiers du grade le plus élevé, Ligonier, très aimable compagnon d'ailleurs, devint bientôt un commensal d'autant plus apprécié qu'il parlait le français comme sa langue maternelle. C'était, aux repas pris en commun et dans les longues heures de loisir de la vie des camps, des conversations familières où Maurice put se livrer à des épanchemens d'une bonhomie affectée : « Voyez-vous, lui disait-il, le roi désire la paix, il vous l'a dit, et moi je la désire encore plus que lui. Pourquoi voudrais-je la continuation de la guerre? Je suis au comble des honneurs et n'ai plus de récompense à attendre : un échec au contraire pourrait me faire tout perdre. Je n'ai pas d'illusions à me faire. Je suis détesté ici : on me regarde comme un étranger; on m'en veut d'avoir rétabli la discipline, j'ai autant d'ennemis qu'il y a de soldats; et s'il m'arrivait malheur, le roi lui-même ne pourrait me défendre. Puis, je suis malade, ma constitution est brisée, il me faut la paix si je ne veux pas mourir à la peine. »

Comprenant à demi-mot ces confidences, Ligonier s'y prêta, y entra lui-même de si bonne grâce qu'il devint tout simple de lui proposer d'aller sur parole trouver Cumberland pour lui en faire part. Il ne fut chargé que d'un message verbal, Maurice se gardant bien de rien écrire. Mais ce fut l'Anglais lui-même qui, pour aider sa mémoire, voulut fixer par écrit les termes de sa commission, dont le résumé était à peu près celui-ci : « Que Sa Majesté très Chré-

tienne avait toujours désiré la paix et la désirait encore et qu'elle ne voyait rien qui pût l'avancer avec autant de succès que de la traiter lui-même avec le duc de Cumberland par l'entremise du maréchal de Saxe et de moi ou de tout autre général que Son Altesse Révérendissime voudrait nommer ; qu'il serait bien glorieux pour Sa Majesté très Chrétienne aussi bien que pour Son Altesse Révérendissime que la paix se fît à la tête des deux armées, et que, si l'on pouvait s'accorder sur les principaux articles, les ministres feraient le reste. » Suivait la proposition déjà connue, mais renouvelée en termes assez vagues, de traiter sur le pied de la restitution réciproque des pays conquis, le seul engagement un peu précis étant la promesse de rendre les Pays-Bas dans l'état où ils étaient présentement. — « Au reste, était-il ajouté, on connaissait trop la droiture de Son Altesse Révérendissime pour lui proposer de traiter sans la participation de ses alliés ; mais on ne doutait point que tous ses alliés lui confiassent leurs intérêts et que l'inaction où, selon toute apparence, la position des deux armées les tiendrait peut-être deux mois, donnerait le temps à Son Altesse Révérendissime d'envoyer les courriers et de recevoir leur réponse et cependant on pourrait continuer les opérations de part et d'autre. »

Cumberland, qui n'était pas très fier des résultats de ses faits d'armes, accueillit avec une satisfaction visible la pensée d'être chargé de faire la paix, puisqu'il avait si médiocrement fait la guerre. Il répondit donc sans délai que la proposition du roi de France l'honorait infiniment et qu'il ne doutait pas que le roi son père y fût sensible autant que lui. Un courrier fut expédié sur-le-champ à Londres, et Ligonier dut rester auprès du prince pour attendre et rapporter la réponse. Maurice, en l'autorisant à séjourner au camp ennemi, lui écrivait : — « Je vois avec satisfaction que nos intentions sont dépouillées de tout l'artifice que les négociateurs mettent à leurs moindres démarches. Nos deux princes règleront plus de choses en une heure que des ministres en un mois. » — « La franchise, répliquait Ligonier, doit être inséparable des gens de guerre : il me semble qu'on peut espérer un heureux succès d'une affaire qui serait traitée entre deux grands princes (1). »

La proposition, arrivée à Londres, causa un véritable émoi dans les conseils du roi George et fit éclater la sourde division qui y régnait déjà depuis quelque temps. Pour la première fois, les partisans de la paix qui, jusque-là, se bornaient à murmurer et à gé-

(1) Maurice à Ligonier, — Ligonier à Maurice, 7, 11, 13 juillet 1747. (*Correspondance de Hollande*. — Ministère des affaires étrangères.) — *Pelham Administration*, t. II, p. 308. — *Journal de Marchemont, ami de Chesterfield*, t. II, p. 210.

mir tout bas, osèrent élever la voix. Ce qui leur prêta courage, ce fut que le roi, dont les sentimens belliqueux ne s'étaient jusque-là jamais démentis, se montrait très flatté des égards témoignés par le roi de France à son fils. De tous ses enfans, Cumberland était le plus chéri et il lui donnait en particulier la préférence sur son héritier, le prince de Galles, qui, suivant une tradition assez habituelle dans les maisons royales, s'entendait avec l'opposition parlementaire pour faire de la popularité à ses dépens. L'aîné s'étant prononcé publiquement pour la paix, ce serait, si on était réduit à la faire, un tour plaisant à lui jouer que d'en donner tout l'honneur au cadet. S'apercevant de cette complaisance paternelle, Pelham et bientôt Chesterfield lui-même montrèrent leurs sentimens à découvert. Des paroles d'une gravité inaccoutumée furent prononcées dans le sein du conseil. La situation militaire y fut peinte sous les couleurs les plus sombres. Les Autrichiens ne savaient se défendre nulle part, et les Hollandais, si Berg-op-Zoom succombait, seraient réduits à discrétion. Combien de temps l'Angleterre continuerait-elle à payer et à se battre pour tout le monde? On tenait la paix, pourquoi se refuser à la prendre? Elle serait moins bonne que celle qu'on aurait obtenue l'année précédente; l'année prochaine, les conditions en seraient pires encore. L'opinion contraire fut soutenue avec une vivacité égale par le duc de Newcastle, qui voulait s'obstiner dans la lutte, et par lord Sandwich, qui, de passage à Londres, était admis à la délibération et ne se souciait nullement de céder, même à un prince, l'honneur de conduire la négociation. Le roi hésitait : le conseil était divisé : comme il arrive presque toujours en cas de partage, un moyen terme prévalut. On ne refusa pas de prêter l'oreille à la proposition, mais les termes en parurent trop vagues et on demanda des explications plus précises, en particulier sur l'établissement destiné à l'infant en Italie et sur le traitement réservé à la république de Gênes (1).

Les moyens dilatoires n'étaient pas du goût et n'allaient pas au tempérament de Maurice. Quand cette réponse évasive lui fut connue, il comprit tout de suite que tout serait manqué si on n'allait pas plus vite et plus franchement en besogne. Aussi, pendant qu'on lui préparait un mémoire plus détaillé sur le thème déjà rebattu des propositions françaises : — « Vous allez être surpris, écrivit-il à Ligonier, qu'après trois jours j'accouche d'une question. Son Altesse Révérendissime est-elle autorisée à traiter et à conclure, ou simplement ouïr des propositions? C'est un point qu'il faut

(1) *Pelham Administration*, t. II, p. 308-309. — D'Arneth, t. III, p. 42.

préalablement éclaircir et que j'ai ordre de vous mander. Le reste sont des complimens. » — Cumberland dut convenir qu'il n'avait d'autre pouvoir que d'ouvrir l'oreille, puis de transmettre un nouveau message.

Maurice n'avait pas tort de croire que l'essentiel était d'aller vite, surtout si on voulait traiter l'affaire royalement et militairement et n'admettre aucun tiers dans le tête-à-tête des deux princes. Effectivement, le temps nécessaire pour un nouvel échange de lettres, et de nouvelles allées et venues de courriers était déjà mis à profit par les conseillers belliqueux du roi George pour donner avis à Vienne et à La Haye que, sur le théâtre de la guerre, les deux adversaires pensaient à autre chose qu'à se battre, et l'émotion que cette révélation causa indique assez dans quel état de méfiance réciproque les coalisés vivaient à l'égard les uns des autres. Saisie de crainte à la pensée d'être gagnée de vitesse et surprise par un arrangement direct entre la France et l'Angleterre, Marie-Thérèse, sans perdre un jour, envoya à son général, le maréchal Bathyany, l'ordre de ne laisser entamer aucune conversation entre Cumberland et Maurice sans s'y faire admettre, et tous les pouvoirs nécessaires pour y prendre part. « Je ne veux, disait-elle, retarder en aucune manière une voie si salutaire, étant bien aise que les affaires se traitent par le maréchal de Saxe, que j'estime beaucoup. » Ajoutons que, pour la première fois, l'impératrice se montrait résignée à se laisser parler d'un établissement espagnol en Italie. A la vérité, elle offrait à l'infant un lot ingrat qu'elle n'avait garde de laisser prendre sur son propre domaine : c'était la Corse, propriété nominale très mal soumise et toujours à l'état de rébellion de la république de Gênes (1).

A La Haye, l'alarme fut plus chaude encore : le nouveau stathouder, élu dans un mouvement d'effervescence patriotique et populaire, ne pouvait se dispenser d'avoir toujours à la bouche les mots de guerre et de résistance, même quand au fond de l'âme (comme on commençait à s'en apercevoir dans ses communications plus intimes) la responsabilité du pouvoir lui inspirait des désirs et lui suggérait des conseils de prudence. Mais, de plus, sa jalousie contre son royal beau-frère était chaque jour plus excitée, et, déjà très mécontent d'avoir dû lui laisser faire la guerre à sa place, il ne pouvait se résigner à lui laisser traiter la paix en son nom. Il dépêcha en toute hâte à Londres son confident, le comte Bentinck,

(1) D'Arneth, t. III, p. 239 et 478. — La lettre de Marie-Thérèse à Bathyany est datée du 17 juillet, évidemment écrite au moment où elle dut recevoir l'avis de Londres, où la proposition de Maurice fut connue le 11.

avec ordre de s'opposer à toute négociation clandestine. Il assurait que Berg-op-Zoom saurait se défendre, et qu'en tout cas, si on savait attendre la campagne suivante, on verrait apparaître un secours russe de trente mille hommes, déjà tout prêt, pourvu qu'on voulût bien le payer; et quand on lui demandait qui en ferait les frais, il répondait que la Hollande y contribuerait largement, moyennant un impôt de 2 pour 100 sur tous les revenus que les états-généraux étaient, sur sa demande, déjà résolus à voter (1).

Sous l'empire de cette pression, George ne se décidant pas à prendre parti entre son fils et son gendre, les ministres parlementaires et pacifiques durent encore une fois faire taire, en soupirant, leurs aspirations, et une réponse d'un ton officiel, et par là même très décourageante, fut opposée au second message de Maurice : « Le roi d'Angleterre, y était-il dit, n'avait aucune démarche à faire pour solliciter la paix, n'ayant pris les armes que pour la défense de son royaume et le soutien de ses alliés, sans le concours desquels, d'ailleurs, il ne pouvait rien entendre. » Puis, tout en repoussant l'ouverture en bloc, on n'en prenait pas moins occasion pour insister sur deux exigences dont on connaissait le caractère particulièrement blessant : le rétablissement de Dunkerque dans l'état qui avait précédé la guerre, et l'exclusion à perpétuité du sol français, non-seulement du chef de la maison des Stuarts, mais de toute sa descendance et de toute sa famille. Et avec le courrier qui rapportait cette communication, assez semblable à un défi, arrivait au quartier même de l'armée alliée lord Sandwich, ayant repassé le détroit en toute hâte, comme pour bien établir que rien ne pouvait être engagé que par son intermédiaire, et que toute autre voie que celle de la diplomatie restait interdite. C'était, disait plus tard Chesterfield, traiter les conditions de la paix comme les mystères de la foi, qu'on renvoie aux conciles-généraux pour n'en jamais finir, ni même commencer la discussion.

Maurice ne se fit aucune illusion et comprit qu'en ce qui le touchait, du moins, tout était manqué : « Je vous envoie, écrivait-il à Puisieulx (2) sur le ton goguenard qui lui était familier, des nouvelles auxquelles je ne m'attendais pas; et comme il est bon de voir clair

(1) *Pelham Administration* et *Journal de Marchemont*, etc. — Voir aussi dans la *Correspondance de Chesterfield*, t. III, p. 209 et suiv., les lettres de ce ministre à l'envoyé anglais à La Haye, Dayrolles, avec qui il s'entendait à l'insu du ministre extraordinaire, lord Sandwich, lequel correspondait directement avec le duc de Newcastle.

(2) Maurice à Puisieulx, 20 août 1747. (*Correspondance de Hollande*. — Ministère des affaires étrangères.)

et que M. de Ligonier m'envoie trois paires de lunettes, vous voulez bien que je vous en envoie une, quoique assurément vous n'en ayez pas besoin; mais, comme on dit : un peu d'aide ne fait pas de mal. »

Quoi qu'en pût dire Maurice, on ne voit bien que quand on veut regarder, et, quelque désobligeant que fût le procédé du gouvernement anglais, la fatigue et l'ennui régnaient à tel point dans les conseils de Louis XV, que la mauvaise grâce ne fut pas ressentie autant que la dignité peut-être l'aurait exigé. On se persuada que l'arrivée d'un plénipotentiaire anglais à l'armée, au lieu de fermer la porte à une entente directe, pouvait la rendre plus régulière et plus efficace, et laissant de côté la pensée, qui avait paru séduisante, de négocier avec des ambassadeurs qui avaient le sabre au côté, ce fut Puisieulx qui demanda un rendez-vous à Sandwich pour s'aboucher avec lui sans intermédiaire. L'entrevue, assez difficile à organiser, dut avoir lieu à Liège le 11 septembre.

Mais le secret en avait été si mal gardé qu'avant la date fixée, les ministres d'Autriche et de Sardaigne s'étaient rendus, eux aussi, à l'armée, de leurs personnes, et ne laissèrent partir l'envoyé anglais qu'après lui avoir fait la leçon de point en point et lui avoir fait promettre qu'il ne ferait aucune concession dont ils ne fussent convenus d'avance ou sur laquelle leur consentement n'eût été expressément réservé. Dans de telles conditions, rien ne pouvait aboutir et ce ne devait être (comme le disait Frédéric, qui lui aussi était mis, même de Berlin, dans la confidence par le bruit public) que du *papier perdu*. Effectivement, Puisieulx, s'apercevant tout de suite que Sandwich n'était en mesure de rien accorder, n'eut garde, de son côté, de lui rien proposer, et le débat se prolongea plusieurs heures durant sans avancer, en tournant, en quelque sorte, autour des points déjà tant de fois débattus. A deux reprises, seulement, Puisieulx parut sortir de la modération habituelle de son tempérament : impatienté de ne pouvoir obtenir une réponse précise sur la restitution du cap Breton et de Louisbourg, proposée en échange des conquêtes françaises en Flandre : — « Eh bien! qu'à cela ne tienne, s'écria-t-il, gardez Louisbourg et nous gardons les Pays-Bas. Voulez-vous que je signe l'échange ici même et tout à l'heure? » — Une autre fois Sandwich ayant insisté sur le bannissement du prétendant comme sur une condition *sine qua non* de tout arrangement : — « Ce serait bien fort, dit-il, et une grande humiliation pour le roi; et, si nous le subissions, ce serait bien le moins qu'on ne nous parlât plus de Dunkerque. » — Si ce ton de menace avait été pris au sérieux, peut-être la conversation

aurait-elle pris un autre tour. Malheureusement, ce n'étaient que des boutades sans conséquence, et le vrai mot de la situation était prononcé par Puisieulx lui-même qui, en se levant, dit à son interlocuteur : — « Nous ne combattons pas à armes égales. Vous connaissez notre ultimatum, vous ne nous faites pas connaître le vôtre. »

Bref, de guerre lasse, et désespérant non pas seulement de se convaincre, mais d'arriver à se comprendre mutuellement, puisqu'ils se tenaient avec un soin égal sur la réserve, ils durent convenir (ce fut l'expression de Sandwich) que le fruit n'était pas mûr, mais qu'en raison du désir général et de l'attente de toute l'Europe, il convenait d'indiquer un lieu et une date pour l'ouverture d'un congrès, et cette fois tout le monde y serait admis sans aucune des exclusions qui avaient rendu, à Bréda, si difficile et presque impossible même, d'engager le débat. Puisieulx entra d'autant plus volontiers dans ce dessein que Sandwich laissa entrevoir que plus la réunion serait générale, plus les conversations particulières y seraient faciles... « Il me dit qu'il serait le plénipotentiaire du roi son maître, qu'il s'entendrait très volontiers avec celui du roi, qu'il me priait d'y envoyer quelqu'un qui fût un homme sage et point difficultueux; et m'assura que, s'il était tel, il se livrerait à lui en peu de temps, et ils pourraient peut-être convenir des principaux points. Il m'ajouta que, si une fois nous pouvions nous accorder, nous amènerions insensiblement nos alliés à une conciliation générale. Il me fit entendre qu'on pouvait négocier séparément dans un congrès et que, sans trahir ses alliés, on pouvait les rendre raisonnables... Je lui fis sentir que j'étais plus content de ces dernières paroles que de tout ce qu'il m'avait dit jusque-là. »

Sandwich, en effet, ne pouvait faire comprendre plus clairement qu'il en aurait dit davantage, si, au lieu d'un tête-à-tête, dont tous les mots avaient dû être comptés et pesés d'avance, il avait pu parler à demi-voix dans une compagnie plus nombreuse, où, l'attention étant plus partagée, tous les regards n'auraient pas été fixés sur lui. Cette remarque en confirmait une autre que Puisieulx avait eu occasion de faire à plusieurs reprises pendant l'entretien. Il s'était aperçu que tandis que le ministre anglais prenait vivement à cœur tout ce qui touchait la Sardaigne ou la Hollande, il ne défendait que froidement et presque que pour la forme les prétentions de l'Autriche. Parfois même il n'avait pu cacher son mécontentement de certains procédés de l'impératrice. Il y avait donc lieu d'espérer (et cette prévision, on le verra, devait être en partie vérifiée) que même en plein congrès on pourrait trouver un joint pour passer entre les deux principales puissances de la

coalition, et après les avoir tenues en échec, finir par les faire capituler l'une par l'autre (1).

Avec ce sous-entendu de part et d'autre, le rendez-vous fut pris pour le moment où la campagne devrait finir, et le lieu de réunion choisi fut la ville impériale et neutre d'Aix-la-Chapelle.

En réalité, ce qui indépendamment de toute autre cause aurait toujours empêché les pourparlers d'aboutir, c'est que, pendant que l'on conversait, chacun était dans l'attente de l'issue du siège de Berg-op-Zoom, dont la durée se prolongeait au-delà de ce qu'on avait pu prévoir, et dans des conditions de nature à rendre le succès incertain : l'échec, s'il avait eu lieu, eût eu pour conséquence de remettre tout en question. Le biographe et le confident de Maurice, d'Espagnac, convient qu'en décidant cette entreprise un peu précipitamment peut-être, au lendemain de Lawfeldt, il ne s'était pas rendu suffisamment compte de la résistance qu'on devait rencontrer. Il est difficile pourtant de supposer qu'il ignorât avec quel soin particulier ce point important de la frontière hollandaise avait été mis en état de défense par le rival de Vauban, le célèbre Cohorn, à une date encore récente, pendant la guerre de la succession d'Espagne. Cet habile homme avait tiré le plus heureux parti de la position originale de la ville, située à peu près au sommet de l'angle que forme la bifurcation de l'Escaut à son embouchure, et en relation avec l'un des bras du fleuve par la petite rivière de Zoom qui la traverse. Après avoir enfermé la place elle-même dans une enceinte de fortifications rasantes, très enterrées et donnant peu de prise au canon, il avait établi, attenant à l'un des flancs de cette enceinte, un véritable camp retranché qui se prolongeait pendant plus d'une lieue, couronné de plusieurs forts, et dont les abords pouvaient, moyennant une double inondation du fleuve et de la rivière, être complètement submergés. De plus, un autre fort avait été dressé en dehors de la ville, à l'endroit où la Zoom se jette dans l'Escaut.

L'erreur de Maurice, nous dit toujours d'Espagnac, avait été de croire que de ce côté au moins on pourrait aborder la ville à marée basse et l'enlever par un coup de main. Trompé dans cette espérance, Lowendal n'eut plus de ressource que d'entreprendre devant la place elle-même et devant les forts du camp retranché, un siège

(1) Précis de la conversation de M. le marquis de Puisieulx avec M. le comte de Sandwich, 11 septembre 1747. (*Correspondance d'Angleterre.* — Ministère des affaires étrangères.) — Lord Sandwich à Chesterfield, 11 septembre 1747. (*Record office.*) — Les deux récits anglais et français de l'entretien sont assez semblables. Seulement Sandwich, par une raison facile à apprécier, ne dit rien de la perspective d'une négociation séparée pendant le congrès, dont Puisieulx fait mention.

en règle qui ne pouvait manquer de traîner en longueur, puisque, l'investissement étant impossible, la porte restait ouverte indéfiniment à tous les secours. Pour commencer, le prince de Saxe Hildbourghausen avait fait soutenir la garnison par un renfort de dix-huit mille hommes, pendant que lui-même restait en dehors, pouvant sur tel point qui lui conviendrait inquiéter et paralyser les efforts de l'armée assiégeante.

Ce n'était pas même le plus grand danger auquel cette armée se trouvait exposée. Du moment où Maurice restait lui-même avec le gros de l'armée royale devant Maestricht, il avait dû se préoccuper de maintenir entre lui et l'important détachement confié à Lowendal des communications régulières. Mais de Maestricht à Berg-op-Zoom la distance était grande, et quoique des postes fussent placés pour garder les points principaux de cette longue ligne, elle pouvait cependant être coupée par une manœuvre imprévue et inaperçue de l'armée alliée : la position se trouverait alors renversée, et ce seraient les assaillans qui, tournés et restant en l'air, courraient risque de se voir à leur tour véritablement investis. C'est bien effectivement ce que tenta de faire le prince de Waldeck, qui, se séparant de Cumberland avec ses Hollandais, et arrivant par Bréda et Bois-le-Duc, vint se placer en face de l'extrémité gauche du camp français, avec l'intention évidente de le prendre à revers et de placer ainsi l'armée tout entière entre deux feux. Lowendal, averti à temps, courut à sa rencontre pour lui offrir la bataille qu'il n'osa pas accepter, et le fit ainsi heureusement reculer.

Mais l'essai manqué une première fois pouvait à tout moment être repris avec des forces plus considérables et un général plus entreprenant. Aussi une grande inquiétude se répandit, tant dans le corps d'armée menacé, qu'au quartier de troupes devant Maestricht, et bientôt dans l'entourage du roi. Ce sentiment, très naturel et jusqu'à un certain point fondé, s'exprima avec d'autant plus de vivacité que les ennemis de Maurice ne se firent pas faute de l'exploiter à plaisir, n'ayant garde de négliger une si belle occasion de le décrier dans l'esprit du prince. Effectivement, sa responsabilité était grande; car il avait décidé l'expédition à lui tout seul, sans prendre avis de personne, sur des renseignemens qui, à l'épreuve, se trouvaient insuffisans, et de plus (ce qui lui était peut-être reproché plus que toutes choses) il en avait confié l'exécution (au grand déplaisir de beaucoup de concurrens) à un étranger comme lui, son ami ou plutôt, disait-on, son favori. Un cri d'irritation et d'impatience assez général s'éleva : à tout moment on craignait, ou on feignait de craindre la nouvelle d'une catastrophe. Le siège durait déjà depuis plus de six semaines, sans aucun progrès sensible, à la grande sa-

tisfaction des alliés qui ne cachaient pas, ni à Londres ni à La Haye, leurs espérances et leur joie. Combien de temps allait-on rester l'arme au bras à attendre une issue fatale? L'affaire une fois si imprudemment engagée, il n'y avait plus, semblait-il, qu'un moyen d'en sortir : c'était que Maurice se transportât de sa personne avec toute l'armée à l'aide du lieutenant qu'il s'était choisi. Le conseil en fut donné de tant de côtés et revint aux oreilles du roi sous tant de formes, que le maréchal de Noailles, toujours inquiet pour une renommée qui lui était chère, crut devoir faire part lui-même à Maurice de l'opinion commune en l'appuyant, bien que sous une forme amicale, avec beaucoup d'instance. « A tout prix, lui écrivait-il, le 17 août, il faut empêcher les ennemis de se placer entre l'armée du roi et celle de Lowendal... Rien n'égale maintenant l'importance du siège de Berg-op-Zoom... C'est la clé de la Hollande... Le roi y met un prix extrême, et un échec serait mortel. » En même temps, ce qui était plus grave, il en écrivait à Lowendal lui-même, en l'engageant à agir prudemment et à ne rien risquer si on ne lui envoyait pas tous les secours dont il aurait besoin. Lowendal, ému de cette insistance, quoique espérant toujours bien du succès final, se décida à écrire à Maurice pour le prier de se rapprocher afin d'être en mesure de lui tendre la main en cas de péril. Il est vrai qu'il faisait cette demande, à son corps défendant, moins, affirmait-il, pour assurer *la communication* qui est *bien intéressante* que pour faire taire les bavarderies d'une nation impatiente (1).

Rien ne pouvait causer à Maurice plus de contrariété que de telles instances; c'était en réalité le renversement de tout son plan et la preuve qu'il n'était compris par personne. Bien loin d'être surpris que tout ou partie des forces de l'armée ennemie se portât du côté de Berg-op-Zoom pour soutenir la résistance de la place, il avait prévu et au fond même peut-être désiré ce mouvement de la part de Cumberland lui-même, comme une diversion, qui lui permettrait de reprendre contre Maestricht la tentative à laquelle il n'avait renoncé qu'à regret. Et quant à la crainte de voir interrompre les communications avec le corps d'armée chargé du siège, il ne s'en inquiétait que médiocrement; convaincu d'avance que Lowendal, dont l'intelligence et la résolution lui inspiraient une confiance entière, saurait se dégager à temps, en levant le siège, s'il était nécessaire et il lui avait même donné, on a lieu de le croire, des instructions pour ce cas (2).

(1) Le maréchal de Noailles à Maurice, 17 août. — Lowendal à Codère, secrétaire du maréchal, 20 août 1747. (Ministère de la guerre.) Noailles à Lowendal, 27 juillet et 19 août 1747. (*Papiers de Mouchy*.)

(2) Maurice, dans la lettre dont je vais citer un fragment, assurait que, si les enne-

Il ne voyait que des inconvéniens, au contraire, à se transporter lui-même d'une extrémité de la Flandre à l'autre avec l'armée et la personne du roi. C'était abandonner un camp parfaitement établi, où toutes les positions étaient gardées et toutes les subsistances assurées, et s'aventurer sur un terrain où rien ne serait préparé pour un vaste déploiement de troupes. La prise de Berg-op-Zoom, quelque prix qu'on y attachât, ne valait pas à ses yeux les chances qu'un tel risque ferait courir. C'était donc la seconde fois, dans le cours de la même campagne, que des propos d'intrigans et d'ignorans tenus dans des antichambres ministérielles ou royales venaient entraver des mesures arrêtées après de sérieuses réflexions. Pour le coup, il en conçut une humeur qu'il ne put contenir, et sa réponse à Noailles eut un accent de découragement et de dépit qui ne lui était pas habituel : — « Les personnes d'esprit, lui dit-il, et surtout les personnes éloquentes sont très dangereuses dans une armée, parce que leurs opinions font des prosélytes et, si le général n'est pas un personnage opiniâtre et entêté de son opinion (ce qui est un défaut), ils lui donnent des incertitudes, capables de lui faire commettre de grandes fautes; c'est le cas où je me trouve. »

Rappelant alors les fausses manœuvres dues à des influences de ce genre qui l'avaient amené malgré lui à Lawfeldt et qui étaient en partie cause du résultat imparfait de cette victoire, il n'hésitait pas à s'accuser lui-même pour mieux être en droit de se plaindre des autres; il convenait qu'il avait résolu le siège de Berg-op-Zoom, pour *justifier l'événement* du combat de Lawfeldt, croyant *par erreur que c'était une mauvaise place,* et il ne dissimulait pas que, dans les conditions où elle était entreprise, *cette entreprise paraissait dépasser les forces humaines.* « Mais, maintenant, ajoutait-il, la politique nous porte et notre amour-propre nous échauffe sur cette entreprise au point que nous sommes prêts à y sacrifier l'armée, la gloire de nos armes et celle du roi. Les esprits s'échauffent, on blâme le général de sa lenteur; il ne saurait partir trop tôt pour se précipiter dans ce labyrinthe qu'il prévoit: on parle, on remet des mémoires, on se communique ses idées comme si celui qui est chargé de la conduite de cette campagne n'en était pas occupé, on veut le faire marcher, on brigue, on cabale à cet effet... Quelque ferme que je sois sur mon opinion, je ne suis pas assez hardi pour

mis marchaient au secours de la place, Lowendal pourrait se retirer sans courir le moindre risque. « C'est sur cette opinion, dit-il, que nous avons formé cette entreprise, moins pour l'objet de prendre cette place que pour opérer une diversion qui pût engager les ennemis à s'y porter en assez grand nombre pour nous donner le moyen de passer la Meuse et de faire le siège de Maestricht, auquel les raisons militaires nous prescrivent de donner la préférence. »

la donner pour bonne, je dirai seulement, puisqu'il faut que je me justifie, que je ne suis pas assez persuadé qu'on puisse prendre Berg-op-Zoom pour être d'avis qu'on y mène mon maître pour recevoir un affront, que si Berg-op-Zoom peut se rendre, M. de Lowendal a suffisamment de quoi le faire capituler... que si nous quittons les positions où nous sommes actuellement, nous abandonnons à l'ennemi des subsistances immenses et que nous nous commettons à une excursion en France... Voilà ce que mes faibles lumières me font apercevoir. Au demeurant, on me permettra de prendre le parti que prennent les médecins qui cèdent toujours à l'avis de la consultation pour ne pas encourir de blâme (1). »

Effectivement, faisant mine, au moins, de se soumettre à l'avis général, il offrit à Lowendal d'aller le trouver si véritablement, réflexion faite, son arrivée était jugée nécessaire. Mais dans l'intervalle, Lowendal, s'étant aperçu que ses travaux avançaient, sans rencontrer, de la part de la garnison de la ville mollement commandée, toute la résistance qu'on pouvait craindre. Rassuré aussi contre le danger d'une nouvelle attaque par l'attitude embarrassée de Waldeck (qui évidemment ne comptait pas être soutenu par le reste de l'armée alliée), il avait repris complètement confiance et ne craignit pas d'affirmer que les ressources dont il disposait lui suffiraient pour s'en tirer à son honneur, et même que le dénoûment ne se ferait pas attendre. — « Les communications fussent-elles interrompues, je puis, disait-il, m'en passer pendant huit jours et je ne pense pas que la prise de la ville aille au-delà. » — Puis, sentant bien qu'une assertion si décisive serait aisément taxée de présomption : — « Si vous saviez, ajoutait-il, combien je voudrais éviter d'être suffisant et de paraître trop en sécurité, vous verriez dans quel embarras je suis en vous exposant ce que je pense. Ce qu'il y a de certain, c'est que je tâcherai de ne faire aucune étourderie. Ma situation me permet de ne hasarder rien de douteux, et l'esprit de ma troupe me promet tout (2). »

La confiance du valeureux Danois fut justifiée, et à quelques dates près, son calcul se trouva exact. Après huit jours de batterie de brèche, on fut en mesure de livrer l'assaut, le 16 septembre; moyennant un effort de quelques heures seulement, trois bataillons de grenadiers purent se ranger en ligne sur le rempart. En un instant, dit un récit du temps, le front de l'attaque fut garni des drapeaux du vainqueur. Toutes les troupes purent déboucher alors l'épée à la main, les premières venues ouvrant du dedans les

(1) Maurice au maréchal de Noailles, 17 août 1747. (Ministère de la guerre.)
(2) Lowendal au maréchal de Saxe, 31 août 1747. (Ministère de la guerre.)

portes à ceux qui les suivaient. La garnison surprise et épouvantée recula en désordre, et pendant qu'une partie se réfugiait dans les rues de l'intérieur, se mettant à couvert, ou dans les maisons, ou derrière des barricades précipitamment élevées, une autre sortait par les issues restées ouvertes du côté du camp retranché. Avant la fin de la journée, Lowendal pouvait écrire à Maurice : — « Monseigneur, je vous fais mon très humble compliment sur la prise de Berg-op-Zoom que nous venons de prendre l'épée à la main... Nous avons perdu fort peu de monde, l'ennemi beaucoup : il a été nécessaire de désaccoutumer ces gens-là d'attendre cette sorte d'extrémité... *Au reste, de sang-froid on n'a tué personne.* »

Ces dernières phrases portaient l'empreinte d'un sentiment de tristesse et d'embarras qui se mêlait déjà dans l'âme du vainqueur à la joie d'un si glorieux fait d'armes. Effectivement, les plus louables efforts avaient bien été faits pour épargner, à une cité que la politique autant que l'humanité commandait de ménager, le sort ordinairement réservé aux places prises d'assaut, et pendant les premières heures, l'ordre et la discipline furent maintenus non sans peine dans les rangs de la troupe victorieuse. Mais quand on apprit qu'une partie seulement de la garnison, comme je viens de le dire, s'était mise en retraite, et que l'autre, entassée dans les ruelles intérieures, continuait à s'y défendre, puis, qu'en essayant d'y pénétrer, on fut assailli par un feu très vif, parti des fenêtres ou des toits, l'impatience et l'irritation du soldat ne purent plus être contenues ; rien ne put l'empêcher de frapper au hasard et sans pitié, et de faire main basse sur tout ce qui tombait sous sa main; plusieurs quartiers de la ville furent livrés, pendant la fin de la journée et toute la nuit qui suivit, à d'horribles scènes de violences. « Le pillage, écrivait le lendemain un témoin oculaire, a duré jusqu'à dix heures du matin, et il s'est passé tout ce que la fureur du soldat effrénée peut produire. La ville, ainsi désolée, est devenue un sépulcre effroyable, remplie d'ivrognes et de malfaiteurs. » Les routes environnantes par lesquelles de malheureux fugitifs avaient essayé de se dérober à la furie du vainqueur étaient jonchées de cadavres. Puis le lendemain, ce fut une scène d'un autre genre qui n'était pas moins repoussante. Une sorte de foire fut ouverte, où des juifs et des trafiquans de bas étage venaient acheter aux soldats tous les objets de valeur qu'ils s'étaient appropriés.

Quand Lowendal connut l'étendue du désordre, il sentit le besoin de se justifier lui-même et ses soldats, d'y avoir volontairement concouru : il s'efforça de rejeter toute la faute sur les valets, les goujats et toute la méprisable suite qui s'attache toujours aux pas d'une grande armée. « J'aurais bien voulu, écrivait-il, préserver

cette malheureuse ville du pillage, mais il n'a pas été humainement possible de le faire. Trois cents volontaires de notre armée qui me sont tombés des nues ont donné de si mauvais exemples, qu'il n'y a pas eu moyen que tous les équipages des généraux et des officiers, les approvisionnemens et ce que les habitans y avaient laissé encore ne fussent entièrement pillés. »

Il est vrai qu'après s'être excusé ainsi pour la forme, il ajoutait une remarque qui ne prouvait pas que ces excès l'eussent beaucoup scandalisé. « Cela a prodigieusement enrichi l'armée, et j'espère que cela la rendra aussi audacieuse que cela humiliera celle des ennemis, » et il entrait avec complaisance dans le détail du grand nombre de canons, de munitions, de choses de toutes sortes et de prisonniers qui restaient entre leurs mains (1).

Lowendal n'avait pas tort de craindre l'effet qu'allait produire ce douloureux dénoûment d'une journée si honorable pour lui. Il semble en vérité qu'une sorte de mauvaise chance s'attachât aux pas de l'armée de Maurice pour lui enlever le fruit de tous les succès qu'elle remportait. A Rocoux, à Lawfeldt, la victoire était restée stérile, faute d'être complétée ; à Berg-op-Zoom, le but qu'on se proposait, le grand effet moral à produire fut compromis au contraire pour avoir été dépassé.

Ce ne fut pas, cette fois non plus, le premier jour qu'on s'aperçut de ce qui devait le lendemain troubler la joie du triomphe. La satisfaction, au camp français, fut d'autant plus générale qu'elle succédait à une plus longue attente et à de plus vives alarmes. Maurice, entrant chez le roi pour lui annoncer la nouvelle, n'hésita pas à lui demander sur-le-champ, pour son valeureux lieutenant, étranger et protestant comme lui, la récompense inaccoutumée qu'il avait obtenue pour lui-même. Le roi enchanté, mais surpris, hésitait ; le comte d'Argenson, debout derrière lui, gardait un silence chagrin : « Que dira ma noblesse? — Elle dira, sire, reprit Maurice, que Votre Majesté sait récompenser les grandes actions, et qu'il n'est rien d'impossible aux soldats de Votre Majesté, bien commandés. » L'assentiment royal fut ainsi enlevé, et les murmures des rivaux mécontens ne se firent plus entendre qu'à demi-voix : le ministre lui-même, tout en s'excusant et en jurant qu'il n'était pour rien dans ce choix précipité, n'en fut pas moins obligé d'écrire à Lowendal en le félicitant d'avoir à lui transmettre une grâce si bien méritée (2).

Il fallait bien qu'il s'exécutât, puisque Maurice l'avait devancé

(1) Lowendal à Maurice de Saxe, 16, 17 septembre 1747. (Ministère de la guerre.)
(2) *Souvenirs du marquis de Valfons*, p. 214.

par un petit billet significatif, auquel (pour ne rien lui enlever de son caractère) je me permettrai de laisser l'orthographe. « Je suis bien aise, mon cher comte, d'aître le premier à vous saluer maréchal de France : je vous envoy notre ami Sourdis, pour vous porter saite nouvelle. La gloire ait plus dans vos œuvre que dans la grasse que le roy vous a accordés : je ne vous en dires pas davantage dans ce moment ou la joy éclate d'une part sur les visage et la jalousie de l'autre. Vous savez ce que je vous suis (1). »

Et le même jour, le roi, en écrivant aux évêques de France pour leur demander de faire chanter un *Te Deum*, faisait valoir, en quelques lignes dont la précision était due sans doute aux indélicatesses directes du maréchal de Saxe, la grandeur et l'importance de l'opération. « Pendant que je contenais mes ennemis, disait-il, retirés sur la droite de la Meuse, j'ai fait marcher sur le Bas-Escaut le comte de Lowendal, l'un de mes lieutenans-généraux, vers la place de Berg-op-Zoom, et cette place formidable, entourée de forts, de retranchemens et d'inondations qui en empêchaient l'investissement, défendue par une armée et rafraîchie continuellement de troupes et de munitions, vient d'être emportée par la valeur de mes troupes dirigées par l'expérience du chef qui les commandait. L'importance de cette conquête qui achève de m'assurer tout le cours de l'Escaut doit faire connaître de plus en plus aux alliés de mes ennemis qu'ils auraient dû plutôt concourir aux vues pacifiques dont je les ai faits tant de fois dépositaires, qu'à fomenter, comme ils font, une guerre dont leur pays devient le théâtre, quelque désir que j'aie de l'éviter, s'il m'avait été possible. »

Enfin, la nouvelle était d'autant mieux venue qu'on ne tarda pas à savoir que Cumberland, pressé depuis longtemps par les Hollandais d'aller au secours de la ville assiégée, allait céder enfin à leurs instances et devait se mettre en mouvement le 18, le lendemain du jour où la ville avait succombé (2). La veille encore, un officier, envoyé tout exprès pour s'enquérir de l'état des opérations, déclarait qu'elle était imprenable par un coup de main et qu'on avait tout le temps de lui venir en aide.

Dans les rangs ennemis, la déception fut donc profonde ; on avait avidement accepté l'espérance de voir la France humiliée sur le théâtre même de ses derniers exploits. On reconnaissait au con-

(1) Tongres, 17 septembre 1747. — Cette pièce si précieuse est en la possession de M. le marquis de Bouillé, qui a bien voulu me la communiquer.

(2) D'Arneth nous apprend (t. III, p. 325) que c'étaient les Autrichiens qui avaient retenu jusque-là Cumberland, craignant toujours, si Maestricht était abandonné et par suite conquis, d'être privés d'un centre de communications entre l'Allemagne et les Pays-Bas.

traire que, dirigée par un capitaine sans rival, elle était véritablement invincible. Il y eut dans les cours alliées un instant de découragement tel qu'on put les croire prêtes à rendre les armes. A Londres, le parti de la paix, qui était celui du premier ministre, releva la tête en poussant un cri d'impatience et de douleur. Dans une lettre écrite et envoyée à l'armée, au reçu de la triste nouvelle, Pelham se jetait en quelque sorte aux pieds du duc de Cumberland lui-même, en le suppliant de ne pas insister davantage pour courir après la fortune qui lui tenait rigueur. « J'importunerais plus souvent, lui disait-il, Votre Altesse Royale de ma correspondance, si je croyais avoir quelque chose d'agréable à lui faire savoir, ou si une pensée quelconque de ma part pouvait contribuer à la gloire et à l'avantage de Votre Altesse Royale; mais ce n'est pas le cas... quand nous apprenons que Berg-op-Zoom est pris d'assaut et la garnison passée au fil de l'épée. Je vous regarde, monseigneur, comme le boulevard et le soutien de Sa Majesté, de sa famille et de la patrie. Mais que pouvez-vous faire seul? Vous ne pouvez, à vous seul, conquérir des provinces, lever des troupes et les payer!.. Tout ce que Votre Altesse pouvait faire, elle l'a fait... Personne n'aurait pu mieux faire dans la situation, bien peu auraient pu faire aussi bien. Mais le malheureux état où sont réduites les Provinces-Unies, le peu d'espérance d'une issue favorable que lord Sandwich a rapporté de sa conférence de Liége, jettent votre fidèle serviteur dans des grandes difficultés et lui font concevoir les plus tristes appréhensions. On nous demande chaque jour d'accroître nos armemens. C'est un bon avis qu'on nous donne, assurément; mais ne sommes-nous pas dans la nécessité de répondre comme le roi Guillaume, à qui on conseillait de changer son cheval de main : « Allez dire cela à Windham? » Et Windham n'avait qu'une main. Notre cas n'est-il pas semblable? N'avons-nous pas été aussi loin que nous pouvions? Avons-nous un moyen de lever et de payer plus de troupes? J'espère que Votre Altesse Royale me pardonnera cette lettre trop longue, et qui lui paraîtra peut-être peu judicieuse; mais je connais votre bienveillance, et je me flatte que Votre Altesse Royale croira que ce que je fais ne vient pas d'une disposition de me mêler de ce qui ne me regarde pas, mais de ma conviction que notre situation est mauvaise et du désir que vous la jugiez telle qu'elle apparaît à de fidèles et dévoués serviteurs (1). »

Mais c'est en Hollande surtout qu'il eût été désirable que ce coup d'éclat eût fait réfléchir et calmer les passions populaires, et au

(1) *Pelham Administration*, t. I, p. 373.

premier moment on put croire que cet heureux effet serait, au moins en partie, obtenu. « Il serait difficile, écrivait le chargé d'affaires de France, d'exprimer à quel point la consternation a pris ici la place de cette prétendue sécurité, de cette maligne joie à laquelle on se livrait, et que le stathouder lui-même accréditait... Le stathouder n'est rien moins que tranquille, et, malgré la dissimulation dont il est capable, il ne peut cacher son inquiétude et l'embarras où il se trouve. Il se crut perdu sans ressource lorsqu'il vint ici hier, de sa maison des bois, pour assister au conseil d'État qu'il avait convoqué extraordinairement. Il se vit pressé et arrêté dans son carrosse par un peuple nombreux, la douleur peinte sur le visage, qui lui demanda ce qui était de la nouvelle qui courait. Il répondit sur-le-champ qu'il n'était que trop vrai que Berg-op-Zoom était pris, mais que la garnison était sauvée et qu'il n'y avait rien à craindre de cet événement. Je ne sais s'il lui réussira toujours à en imposer de la sorte (1)... »

Il eût peut-être mieux valu qu'il y réussît, car, dès que l'horrible vérité fut connue, l'abattement et la douleur firent place, dans cette multitude toujours en effervescence, à une véritable fureur. Les Français ne furent plus que des bourreaux couverts de sang et des bandits gorgés de pillages dont, à tout prix, il fallait faire justice. Dans cette fermentation générale, qui eût prononcé le mot de paix eût payé ce propos de sa tête. Puis, suivant l'usage, quand les imaginations sont en feu, on ne vit plus partout que des coupables et des complices à punir : d'abord, tous ceux qui, de près ou de loin, touchaient à la nation maudite, puis les catholiques suspects de faire des vœux pour leurs coreligionnaires, enfin les partisans et les fonctionnaires du gouvernement déchu, accusés d'avoir sous main pactisé avec l'ennemi. Le gouverneur de Berg-op-Zoom n'était qu'un traître qui s'était laissé corrompre. On ne parlait plus que de supplices et de vengeance. A Amsterdam, à Harlem, à La Haye, des maisons réputées suspectes furent forcées et mises à sac. L'envoyé de France dut armer ses gens et se mettre en défense pour garder l'entrée de sa demeure et de sa chapelle. « Je ne puis comparer, écrivait un témoin, le peuple de ce pays qu'à celui de Jérusalem pendant le dernier siège qui a suivi sa destruction... On entend crier dans les rues : Vive le prince d'Orange! Au diable le roi de France! Point de paix ni de neutralité avec lui! Ce qui est encore pis, s'ils vous rencontrent dans la rue et que vous ne criiez pas comme eux, ils vous y forcent, surtout

(1) Chiquet à Puisieulx, 13 septembre 1747. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

si vous avez l'air français. Si vous faites la moindre difficulté, vous êtes sûr d'être jeté pour le moins dans le canal... ou bien on vous donne un coup de couteau (1). »

Le stathouder, incapable de résister au mouvement, trouvait plus simple de le seconder dans une proclamation qu'il fit publier sous prétexte de réprimer les troubles, et qui n'était qu'une suite de grossières invectives contre le *roi français*, et il annonça l'intention de se rendre en personne à l'armée pour racheter, au prix de sa vie, le sang de ses concitoyens, et il se vit récompensé tout de suite de cette association bruyante aux passions populaires par la proposition, que des amis officieux firent aux États-généraux, de rendre le stathoudérat héréditaire dans la maison de Nassau.

Devant ces cris de douleur et de rage d'une alliée fidèle et cet hommage rendu à un prince anglais par alliance, personne, à Londres, ne put plus penser à se retirer d'une lutte où l'honneur paraissait plus que jamais intéressé. La France, de son côté, provoquée avec éclat, ne pouvait se laisser insulter sans réponse. Une nouvelle déclaration royale, bien que conçue encore en termes assez modérés, dut annoncer que la prise des villes hollandaises jusque-là conquises n'était qu'un commencement et que les armées françaises iraient jusqu'où on leur rendrait nécessaire de s'avancer.

Cependant la menace ne pouvait être mise tout de suite à exécution : la saison ne permettait pas de faire un pas de plus sur le territoire hollandais défendu par ses canaux comme par des véritables remparts aquatiques, que les pluies d'automne pouvaient rendre absolument inabordables. De guerre lasse, Louis XV fut obligé de quitter l'armée, qui elle-même dut prendre ses dispositions d'hiver. D'ailleurs, il fallait bien finir par rejoindre Mme de Pompadour, qui écrivait au comte de Clermont qu'elle s'ennuyait à pleurer. Ce fut un assez triste adieu pour le lendemain d'un véritable triomphe. Tout espoir de paix semblait perdu, puisque ni la modération poussée parfois jusqu'à la faiblesse, ni la force déployée avec éclat n'avaient suffi pour la conquérir. Le roi et ses ministres rentrèrent en France, dans une attitude peu convenable à des vainqueurs, laissant trop apercevoir une déception qui allait jusqu'au découragement, et froidement accueillis par des populations qui voyaient, presque avec désespoir, se rouvrir, par l'attente d'une nouvelle campagne, une perspective indéfinie d'efforts et de souffrances. L'annonce d'un congrès convoqué à Aix-la-Chapelle n'atténuait pas cette fâcheuse impression. On cessait de se confier aussi bien à la diplomatie qu'à la guerre.

(1) *Correspondance anonyme*, septembre 1747. (Ministère de la guerre.)

Encore si on en eût été quitte pour attendre et si, moyennant une patience de quelques mois, on eût été assuré de retrouver les conditions de la lutte dans l'état où on les laissait et les parties belligérantes en même nombre et à la même place. Mais une éventualité qui, bien que souvent prévue, n'avait jamais paru bien à craindre, se présenta tout d'un coup avec un caractère menaçant.

J'ai dit au moyen de quel argument l'envoyé hollandais à Londres avait réussi dans un moment critique à relever les cœurs et à prévenir les défaillances dans le conseil du roi d'Angleterre : c'était en faisant luire l'espoir de voir arriver au printemps suivant, sur le champ de bataille, un corps d'armée de trente mille Russes, moyennant que, par un effort commun, les puissances maritimes consentissent à se charger des frais énormes du transport. Cette ressource extrême n'avait rencontré d'abord que des incrédules. L'intervention russe avait été si souvent annoncée depuis le commencement de la guerre, et si peu réalisée, qu'on avait peine à prendre cette chimère ou ce leurre au sérieux. Les indécisions de la tsarine, la contrariété des influences qui se disputaient l'esprit de cette fantasque souveraine étaient la fable de toutes les chancelleries d'Europe. Ne venait-on pas de la voir, dans la dernière lutte terminée par la paix de Dresde, manquer de parole à l'heure décisive à son alliée Marie-Thérèse et, faisant reculer ses troupes déjà en marche, par un caprice imprévu, sauver ainsi Frédéric, qui se croyait perdu, d'une ruine certaine? Comment croire que, n'ayant pas eu la résolution d'agir, à la porte même de son empire, elle oserait envoyer ses troupes braver la fortune des combats, à près de mille lieues de distance, sur le théâtre éloigné où la guerre était désormais transportée? Dans les derniers temps, cependant, et surtout depuis le voyage de l'envoyé hollandais à Londres, certains indices qu'on ne pouvait négliger et l'attitude équivoque du chargé d'affaires russe qui paraissait encore de temps en temps à Versailles, commencèrent à donner une véritable préoccupation. De Saxe et de Pologne, on annonçait que des armemens étaient poursuivis sur toute la frontière voisine avec une activité inaccoutumée. Interrogé sur le sens et le but des préparatifs, l'agent russe qui continuait à se présenter à Versailles refusa de s'expliquer. Ordre fut donné alors au résident français à Saint-Pétersbourg de poser la même question avec plus d'instance et de précision au chancelier Bestouchef : — « Nous avons bien le droit de défendre les alliés de notre souveraine quand on les attaque, répondit celui-ci avec sécheresse. » Ce langage évasif et hautain d'un ministre dont les prédilections autrichiennes et russes étaient bien connues ne permit plus de douter que son parti était pris et

qu'il se croyait cette fois assuré d'avoir fixé les irrésolutions de sa maîtresse (1).

C'était le fait : les insistances affectueuses de Marie-Thérèse, l'intimité rétablie entre les deux reines et même un traité d'alliance et de défense réciproque conclu depuis plus d'un an déjà (26 juillet 1746), tous ces arrangemens domestiques ou diplomatiques étaient restés lettre morte, tant qu'aucune offre pécuniaire n'était venue les sanctionner. Mais tout changea quand les puissances maritimes se décidèrent à ouvrir leurs bourses qu'on croyait toujours bien garnies et que, cédant aux instances du stathouder, le gouvernement anglais consentit, de concert avec les États-Généraux, à prendre à son compte par deux conventions successives (juillet et décembre 1747) les subsides nécessaires pour assurer un convoi suffisant de troupes à travers l'Allemagne. On se mit alors sérieusement à l'œuvre pour joindre les effets aux promesses, et avec d'autant plus d'empressement que, dès qu'il y avait à Saint-Pétersbourg un maniement d'argent à faire et des fonds à recevoir, le trésor impérial n'était jamais seul à toucher les versemens et plus d'un intermédiaire haut placé, sans excepter le chancelier lui-même, prélevait au passage une commission à son profit. Le chargé d'affaires français continua bien à assurer que, quelle que fût l'hostilité manifeste des intentions, jamais en fait les vices et les lenteurs de l'administration russe ne permettraient à un corps d'armée d'arriver à temps pour le jour du combat dans les plaines de la Flandre; mais cet agent, à qui on reprochait de n'avoir su rien prévoir ni rien prévenir, n'inspirait plus de confiance. On dut le rappeler en ne lui laissant d'autre remplaçant qu'un simple consul : les relations diplomatiques se trouvèrent interrompues et il fallut s'attendre à voir apparaître sur la frontière même de France un ramassis de troupes semi-barbares dont la composition était peu connue et dont la valeur n'avait même jamais été éprouvée, mais qui, ne fût-ce que par leur nombre, pouvait altérer à un moment donné toute la balance des forces.

On était donc en présence, à courte échéance, d'un fait inouï, presque incroyable, dont on ne pouvait trouver d'exemple qu'en remontant jusqu'au temps des grandes invasions musulmanes ou tartares. Restait à savoir ce qu'en allaient penser les puissances dont, sinon le concours, au moins le consentement était nécessaire pour qu'un déplacement d'hommes si lointain et si considérable pût s'accomplir et qui devaient se trouver par là troublées dans

(1) Daillon, chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg, à Puisieulx, 23 décembre 1747. (*Correspondance de Russie.* — Ministère des affaires étrangères.)

le repos de leur neutralité. Le corps germanique se prêterait-il à voir son territoire traversé dans toute sa longueur et foulé sans ménagement par des visiteurs armés, de langue et de mœurs inconnues. Le débile Auguste III ouvrirait-il sans résistance l'entrée de la Pologne à sa redoutable voisine, au risque de soulever, par cette complaisance, l'irritation d'une noblesse turbulente? Enfin et surtout qu'allait dire Frédéric, dont l'imagination, on l'a vu, semblait toujours hantée par le fantôme d'une agression russe et qui avait si souvent prétexté cette inquiétude sincère ou affectée pour justifier son inaction ou ses défaillances? Ce n'était pas lui, sans doute, qui était cette fois directement menacé; mais pour aller de la Vistule au Rhin, il fallait passer si près de lui que, de Berlin même, il pourrait entendre le bruit des armes. Trouverait-il prudent de laisser donner à sa porte des billets de logement à des hôtes qui pourraient être soit tentés d'y séjourner, soit prendre l'habitude d'y revenir? Et si, pour ne pas permettre un si fâcheux précédent, il prenait le parti de sortir de son indifférence apparente, de pousser lui-même l'Allemagne à la résistance et d'en prendre la tête, tout alors changeait de face. L'hostilité d'Élisabeth, provoquant la rentrée en scène d'un si important personnage, n'était plus pour nous un mal sans compensation.

Par malheur, si on eut un instant cette espérance, ou du moins cette illusion, elle ne fut pas de longue durée. Dès que Puisieulx eut fait sonder le terrain, il fut très évident que, même en face d'une prévision qui devait assurément lui déplaire, Frédéric était résolu à ne rien changer à son attitude d'immobilité systématique. Dans ses relations avec la Russie tout aussi bien qu'avec toute autre puissance, son parti était pris de faire ses affaires lui-même et lui seul, ne songeant qu'à ses propres intérêts et ne liant partie avec personne, avec la France moins qu'avec tout autre. Dût-il même être plus tard forcé d'appeler ou de demander aide, il ne voulait pas d'avance s'engager à la reconnaissance. C'est ce qu'il avait déjà clairement fait entendre (on peut se le rappeler) au marquis d'Argenson, lorsque ce ministre, à la veille de sa chute, s'était activement employé à lui faciliter un arrangement avec la Suède, auquel il attachait un grand prix, pour assurer, contre les pièges qui lui seraient tendus de Saint-Pétersbourg, la tranquillité de sa frontière orientale. Le consentement de la Suède une fois obtenu, grâce au concours et surtout à l'argent français, il s'était nettement refusé à laisser la France intervenir comme partie contractante au traité qui devait en assurer l'effet, et Puisieulx qui, trouvant la négociation inachevée, dut la poursuivre, n'avait pas été plus heureux

que son prédécesseur. Tout au plus, à force d'instance, obtint-il la permission, une fois la convention signée, d'y apporter une adhésion tardive, qui ne permettait ni d'en discuter les clauses, ni d'en surveiller l'exécution. On ne pouvait montrer plus de mauvaise grâce, ni une résolution plus arrêtée, même quand les intérêts de France et de Prusse seraient pareils, de ne plus les unir dans une défense commune : et Puisieulx, malgré son désir de plaire, ne put s'empêcher à plusieurs reprises d'en témoigner, avec un mélange de dépit et de désespoir, son impatience. Il lui échappait de dire assez haut, même au ministre de Prusse à Paris : « Mais que veut donc le roi de Prusse ? Prend-il plaisir à souffler le froid et le chaud pour attiser le feu de la guerre ? Veut-il donc nous forcer de faire affaire avec la reine de Hongrie ? Il ne manque pas de gens dans le conseil qui m'y poussent, et on peut m'en faire une nécessité (1). »

Frédéric, qui connaissait son monde et ne savait que trop à qui il avait affaire, s'émut très peu de ces menaces. Le rapprochement de la France et de l'Autriche était bien et non sans cause, pour un avenir plus ou moins éloigné, un de ses sujets habituels de préoccupation ; mais Puisieulx lui avait donné sa mesure, et de sa part il ne craignait pas plus de coups de tête que de traits de génie. « Il m'est revenu, écrit-il (et de sa propre main à Valori), que M. le marquis de Puisieulx me soupçonne de souffler également le froid et le chaud à la France et à l'Angleterre... Si M. de Puisieulx appelle attiser le feu, que je déclare à toute l'Europe que je ne me mêlerai pas de cette guerre-ci, et que je garderai exactement la neutralité, je suis obligé de convenir qu'il a raison ; mais il y a une grande différence à se déclarer neutre et à animer les parties les unes contre les autres, et je regarde M. de Puisieulx comme un ministre trop éclairé pour le soupçonner lui-même de confondre les objets si grossièrement... » « M. le marquis de Puisieulx, écrivit-il aussi à Chabrier, sur un ton d'ironie mal déguisée, reconnaîtra avec sa grande pénétration qu'il était impossible que je pusse souhaiter que la France s'épuisât par une longue guerre et que, naturellement, tous les maux qui pourraient arriver à la France rejailliraient en partie sur moi : mais que si je ne me déclarais pas ouvertement pour la France, c'étaient les circon-

(1) *Correspondance de Lamary*, ministre en Suède, 1747, *passim*. — Chambrier à Frédéric, 20 août, 1er septembre 1747. — Puisieulx à Valori, 5 septembre 1747. (*Correspondance de Prusse*. — Ministère des affaires étrangères.) — Frédéric à Valori, 18 août 1747. — *Pol. Corr.*, t. v, p. 465. — Flassan, *Histoire de la diplomatie*, t. v, p. 380.

stances présentes qui m'en empêchaient, étant obligé d'ailleurs de respecter dans un temps comme celui-ci *les forces et les ostentations russiennes...* Sur ce qui regarde, ajoute-t-il, les insinuations que M. le marquis de Puisieulx vous a faites, que la France pourrait se voir obligée à devenir l'alliée de la reine de Hongrie, vous lui direz que j'étais bien éloigné de croire qu'il y ait aucun ministre en France qui pût oublier les intérêts de la France jusqu'à ce point, mais que si elle voulait abandonner son meilleur ami et son plus fidèle allié, il n'y aurait assurément pas de ma faute, et que je n'y pourrais rien changer. » Enfin, feignant, au lieu d'accuser le ministre lui-même, de s'en prendre à un de ses collègues qu'il ne nomme pas : « Je souhaite, dit-il, que vous eussiez nommé celui du ministère qui a lâché ces propos indécens... afin que j'aurais pu juger si ç'a été quelque homme de conséquence ou quelque autre bavard inconsidéré; mais tel qu'il soit, je crois que vous ferez toujours bien de faire insinuer convenablement par vos amis, à ces gens-là, et de leur faire faire ces réflexions, que quand la France voudrait oublier ses intérêts les plus essentiels jusqu'à vouloir me sacrifier, elle pourrait peut-être se raccommoder avec les Autrichiens, mais que cette démarche ne produirait pas l'effet qu'elle se serait promis; qu'elle ne lui ferait pas ravoir le cap Breton, ne lui amènerait pas la paix avec les puissances maritimes, et qu'elle augmenterait peut-être ses embarras par un surcroît d'ennemis qui *sauraient plus imposer que les Hollandais* (1). »

Le trait final était aussi direct que menaçant : aussi arriva-t-il tout droit à son adresse, il n'en fallut pas davantage pour que Puisieulx, changeant complètement de ton, ne songeât plus qu'à faire oublier par des excuses, tristement humbles, les propos qui lui avaient été arrachés plutôt par une sorte d'agacement nerveux que par aucun sentiment de fierté ou de dignité véritable. Il se hâta de rappeler qu'il n'avait jamais manqué de placer la garantie de la Silésie au premier rang parmi les conditions de paix exigées par la France, en particulier dans le mémoire remis au roi d'Angleterre par l'intermédiaire du général Ligonier, et qu'il considérait la Silésie comme *l'anneau d'une alliance à jamais;* puis, entrant dans une justification toute personnelle : « Le roi de Prusse

(1) Frédéric à Valori, 18 août 1747, — à Chambrier, 8 et 10 sept., 7 octob. 1747. — *Pol. Corr.*, t. v, p. 465-472-476. — Droysen, t. III, p. 366-367. — D'après cet écrivain, Frédéric aurait fait à ce moment offrir sa médiation à la France et à l'Angleterre. Mais il ajoute qu'il était sûr qu'elle ne serait pas acceptée par l'Angleterre, qui croyait la Prusse trop liée à la France. L'offre, effectivement, ne paraît pas avoir été sérieuse; à aucun moment Frédéric, par la raison que j'ai expliquée, ne voulut réellement rentrer en scène ni comme combattant, ni comme médiateur.

ne me connaît pas encore, disait-il, il s'est laissé séduire par les apparences; il a confondu l'écorce avec le cœur... Il doit savoir mieux que personne qu'un ministre, dans la place où je suis, ne peut ni ne doit toujours développer ses véritables sentimens. Je suis fort souvent obligé de cacher les miens, et je le servirais mal si je mettais trop à découvert ceux que nous avons pour lui (1). »

Si Chesterfield avait eu connaissance d'un langage pareil, c'est bien alors qu'il aurait dit, suivant la parole que rapporte un de ses amis : « Jamais chapelain n'a flatté son archevêque comme la France flatte le roi de Prusse (2). »

Sans se laisser attendrir par ces excuses, et même sans les attendre, Frédéric crut que l'occasion était bonne pour prendre le ton de plus haut encore et morigéner la France tout entière, roi, ministre et nation, avec toute l'autorité d'un docteur politique : « Je regarderais, écrivait-il à Chambrier (dans une longue épître que celui-ci eut bien soin de ne pas garder pour lui), comme des effets ordinaires de la légèreté et de la vivacité inquiète qui caractérise la nation française, les cris immodérés, après la paix, qu'on fait retentir à Paris, malgré les succès les plus éclatans, et je ne daignerais point y faire d'attention si cette espèce d'enthousiasme ne se manifestait que parmi le peuple et le public d'un ordre inférieur; mais quand je vois les ministres mêmes et des personnes de poids, qui ont de l'influence dans les affaires, donner dans de pareils travers, qu'ils montrent à tout bout de champ le défaut de la cuirasse, qu'au lieu de tenir une contenance capable d'en imposer aux ennemis et que la situation brillante des affaires de la France les met en droit de prendre, ils s'abaissent jusqu'à solliciter la paix auprès de ceux à qui ils sont en passe de la donner, j'avoue que cela me passe et je ne sais plus qu'en penser. Il est certain que cette étrange conduite fait un tort infini à la réputation de la France, et ce n'est pas là le moyen d'inspirer de l'envie pour son alliance à ses voisins que de montrer tant de faiblesse dans le temps de ses prospérités; le pis de l'affaire est que cette maladie paraît être devenue habituelle, et que les sentimens mous et flasques ont tellement pris le conseil de France qu'il n'y a presque plus d'espérance de l'en corriger; les expériences réitérées qu'il a déjà faites des mauvais effets de sa conduite n'ayant pas pu l'engager à la changer. Les premiers événemens de la présente guerre auraient certainement produit de toutes autres impressions sur les

(1) Puisieulx à Valori, 16, 23 octobre 1747. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

(2) Marchemont, t. II, p. 201.

ennemis de la France, si ses propres ministres n'avaient pris soin de les affaiblir par les avances faites au général Ligonier. La mauvaise réussite de cette tentative ne les rebute pourtant pas ; ils continuent de saisir toutes les occasions pour rechercher la paix, avec un empressement si peu ménagé que leurs ennemis mêmes en sont surpris et ne peuvent s'empêcher d'en conclure que la France est aux abois, qu'elle sent elle-même l'impossibilité de soutenir plus longtemps la gageure, et que, pour peu qu'on s'obstine à lui refuser la paix, on l'aura à merci. Est-il possible que des gens qui, d'ailleurs, ne manquent ni d'esprit ni de jugement, ne sentent pas l'incongruité de leur conduite ; et, qu'au lieu de rapprocher par là le but qu'ils recherchent avec tant de chaleur, ils ne font que le reculer ? »

Puisieulx écouta la réprimande jusqu'au bout, sans sourciller, et poussa même la bonne grâce jusqu'à remercier des charitables avis qu'on lui donnait. « Toutes les réflexions que fait le roi de Prusse sont très justes, lui fit-il dire par Valori, je suis bien convaincu aussi qu'une contenance vigoureuse et assurée de notre part est le seul moyen pour en imposer à nos ennemis. Je suis cette route autant que je le puis. Mais il faut que le roi de Prusse considère que nous gouvernons une nation dont la vivacité et la légèreté la font passer sans cesse d'une extrémité à l'autre, et qui, ayant paru désirer la guerre, ne soupire aujourd'hui qu'après la paix. Le ministère du roi ne doit pas s'assujettir aveuglément à cette inconstance : mais il faut aussi qu'il sache s'y prêter en faveur des grandes qualités que cette nation a d'ailleurs, surtout dans un temps où elle prodigue son sang et ses biens pour son roi avec une générosité et un désintéressement dont il n'y avait qu'elle qui soit capable (1). »

La justification était sans valeur : plus la nation avait témoigné de dévoûment à son souverain, plus elle avait le droit de se plaindre d'être si mal payée de tant d'efforts ; et, dans le congrès qui allait s'ouvrir, il était triste d'entrer en demandant la paix, sans être sûr de l'obtenir, quand on avait versé assez de sang et conquis assez de gloire pour l'imposer.

Duc de Broglie.

(1) Puisieulx à Valori, 25 novembre 1747. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère de la guerre.)

UNE

PASSIONNETTE

DERNIÈRE PARTIE (1)

VII.

Presque tous les jours, M. de Guibray venait à Kildare, ou s'arrangeait pour rencontrer la marquise quand elle se promenait. Il avait pris l'habitude de la voir; elle meublait sa vie, et il se disait que les journées lui paraîtraient longues quand elle ne serait plus là. Quant à elle, elle ne pouvait plus se passer de lui et elle voyait avec terreur approcher la date du départ.

Un soir, en la reconduisant jusqu'à l'avenue de Kildare, le vicomte lui dit d'un air inquiet :

— Vous savez qu'on jase sur nous?

— Ah!.. fit-elle indifférente.

— Et ferme!

Elle ébaucha un geste qui signifiait :

— Qu'est-ce que vous voulez que j'y fasse?

Puis, voyant qu'il la regardait avec étonnement :

— Eh! oui!.. autant je me révolte et je m'indigne contre les

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

calomnies, autant je m'incline devant les blâmes mérités... Ce qu'on dit de moi, cette fois, on a le droit de le dire.

— Mais non ! s'écria-t-il, non !

— Ah !.. qu'est-ce qu'on dit donc ?

— On dit... on dit... ce qui n'est pas, en somme !

Liane resta interdite. En effet, elle n'était pas, à proprement parler, la maîtresse de M. de Guibray. Mais elle lui appartenait si complètement, elle l'adorait si profondément, elle était si absolument sa chose, qu'elle considérait la faute comme accomplie, et qu'il lui importait peu, pour se juger sévèrement elle-même, que le dernier pas fût ou ne fût pas franchi.

Elle s'avouait que, si cela ne dépendait que d'elle seule, ce qu'on disait serait pleinement justifié. Malgré sa conviction absolue de n'être pas aimée de Jean, elle éprouvait un désir fou d'être à lui tout de même ; un besoin de souffrir plus qu'elle n'avait souffert encore.

Elle sentait bien qu'elle n'était pour lui qu'une « rencontre ; » qu'elle ne pouvait être que cela. Elle comprenait que sa vie, à elle, s'achevait dans le sillon creusé depuis quinze ans, alors que lui n'avait pas commencé à vivre de l'existence inconnue qui serait la sienne.

Et, pour l'instant, elle le devinait partagé entre la crainte de l'opinion publique, — impitoyable dans ce tout petit pays breton, — et la satisfaction d'amour-propre de se savoir aimé d'elle, qu'il ne considérait pas, — cela, elle le voyait bien, — comme la première venue.

Préoccupée, elle ne parlait pas ; alors Guibray proposa :

— Il serait peut-être prudent de nous voir un peu moins ?..

Et comme elle faisait un mouvement, il ajouta :

— Pendant quelque temps.

Elle répondit :

— Je pars vendredi.

— Ah non ! pas possible !

— Si, très possible.

— Je ne pourrai jamais m'habituer à ne plus vous voir !

— Que si !..

Il allait protester, elle l'interrompit :

— Vous avez peut-être du plaisir à me voir ? Mais vous vous passerez très bien de moi !.. Je vous suis, au fond, assez indifférente ?..

Il sourit :

— Les femmes ont toujours le merveilleux à-propos d'attribuer aux autres leurs propres sentimens.

Elle le regarda, très convaincue qu'il ne pensait pas ce qu'il ve-

nait de dire. Elle croyait deviner derrière son regard franc une sorte de finesse matoise et un manque total d'abandon. Elle demanda :

— Vous êtes sûr que vous êtes Breton, vous?

Il répondit en riant :

— Mais oui, pourquoi ?

— Parce qu'on croirait plutôt que vous êtes Normand.

Il prit un air fâché.

— Vous savez que c'est très méchant, ce que vous venez de me dire? Pourquoi m'avez-vous dit ça?

— Je ne sais pas !

— Enfin, c'est pour une raison quelconque?

— Non!.. c'est pour l'ensemble.

— De mieux en mieux!

Liane demanda :

— Quand je serai partie, me donnerez-vous quelquefois de vos nouvelles ?

— Mon Dieu!.. si vous le voulez?.. mais c'est bien imprudent d'écrire!.. C'est toujours ainsi qu'on se fait pincer!.. Pourquoi riez-vous?

— Parce que je pense à quelque chose.

— A quoi?

— A la Normandie... qui est un beau pays!.. le pays des pommes... et de la prudence.

— Encore! d'ailleurs pourquoi voulez-vous avoir de mes nouvelles?.. Vous ne penserez plus à moi dans huit jours.

— Il me semble que vous faites ce que vous reprochiez aux femmes tout à l'heure?..

— Qu'est-ce que je fais?

— Vous attribuez aux autres vos sentimens à vous?..

— Vraiment? Alors vous ne croyez pas que je penserai à vous ?

— Je crois que l'absence est à l'amour, — en admettant que vous appeliez ça de l'amour...

— J'appelle ça ainsi!.. Qu'est-ce qu'elle fait, l'absence ?

« — L'absence est à l'amour ce qu'est au feu le vent. Il éteint le petit, il allume le grand! »

— C'est vous qui dites cela?

— Non, c'est... je crois, — sans en être sûre, — Bussy-Rabutin, moi je répète modestement, parce que ça me paraît vrai.

— Ça l'est!

— Ah oui! ça l'est!

Et elle ajouta à part elle, se raillant comme toujours elle-même :

— C'est bien pour cela que je suis sûre de mon affaire!

Le vicomte s'arrêta :

— Je vous croyais plus clairvoyante.

— Et moi, je voudrais l'être moins encore que je ne le suis.

— Au revoir, à tout à l'heure, vous savez que je dîne chez vous ce soir ?

— Oui, je le sais.

Quoiqu'il n'y eût à dîner que Guibray et Villiers-Naufle, la marquise s'habilla comme s'il y avait beaucoup de monde, et lorsqu'elle entra dans le salon, Faucher s'écria :

— Mâtin !.. qui donc voulez-vous éblouir? Est-ce Jacques, Guibray, Villiers-Naufle ou moi ?.. Je vous avertis que moi, je suis très difficile à éblouir !

Elle se mit à rire.

— Soyez tranquille, je ne ferai rien pour cela!

— C'est le tort que vous aurez!.. Mes... éblouissemens, — appelons ça des éblouissemens pour être convenable, — sont peut-être délicieux?.. On ne sait pas...

Jacques s'était levé pour examiner la toilette de Mme de Gueldre. Il s'inclina profondément et envoyant du bout des doigts un baiser sonore :

— Jolie, jolie, la cousine Liane !

La marquise sourit, contente au fond, car Jacques était difficile et peu complimenteur.

Depuis quelque temps, elle se préoccupait d'être ou de n'être pas jolie.

Pour la première fois, elle s'examinait avec une attention inquiète, découvrant d'un œil férocement clairvoyant les moindres imperfections, et se jugeant avec une impartialité absolue.

Alors elle se prenait à regretter la vraie jeunesse, que rien ne vaut ni ne remplace : la jeunesse avec sa fraîcheur de fleur et son duvet de fruit. Elle trouvait ses yeux moins brillans, ses cheveux moins lourds. Elle regardait chaque jour les petites rides de ses yeux, avec le même serrement de cœur que si elle les apercevait pour la première fois ; et les cheveux blancs des tempes, qui jusqu'ici l'avaient fait rire, lui donnaient à présent envie de pleurer.

Souvent, elle se disait qu'après tout elle était encore jeune ; que pendant cinq ou six ans, peut-être plus, elle resterait sinon jolie, du moins désirable, puis, tout à coup elle pensait :

— Non, ce n'est pas vrai, c'est fini !

Et le désespoir la prenait, de vieillir précisément à l'heure où pour la première fois elle aimait.

Elle trouvait, contrairement au dicton qui dit : « Qu'on n'a que l'âge que l'on paraît avoir, » qu'au contraire on a l'âge qu'on a... et elle jugeait que, seule, la jeunesse excuse l'amour. La phrase de

Jacques : « Jolie, jolie, la cousine Liane ! » lui rendit un peu de confiance, et le coup d'œil très admiratif que lui lança en arrivant Villiers-Naufle acheva de la tranquilliser.

A table, elle fut plus gaie qu'elle ne l'avait été depuis longtemps, et comme Faucher, à moitié content, à moitié malicieux, en faisait l'observation, le marquis s'écria :

— A propos de gaîté, c'est votre oncle, Guibray, qui n'était pas gai pendant votre dernier déplacement !.. le pauvre bonhomme faisait peine à voir !

— C'est vrai, il ne peut pas vivre seul, il faut absolument que quelqu'un lui tienne compagnie, et comme ce quelqu'un, c'est toujours moi, je trouve ça un peu sévère.

D'un ton grave, Faucher conseilla :

— Voyez-vous, vous n'avez qu'une chose à faire.

— Laquelle ?..

— Mariez-vous.

— Pourquoi ?

— Pour pouvoir aller vous promener... Votre femme gardera l'oncle Jardane, et pendant ce temps-là, vous serez libre.

— Ah ! dit en riant le vicomte, je n'avais jamais envisagé à ce point de vue le mariage... auquel, d'ailleurs, je pense très souvent...

— Quelle drôle d'idée de penser souvent au mariage ! fit Jacques d'un air ahuri, moi je me suis fait une fois arracher une dent, il le fallait !.. Je n'en souffrais pas, mais on m'affirmait que j'en souffrirais plus tard ! Eh bien ! je me suis appliqué, de tout mon pouvoir, à ne penser à ma dent qu'en posant un pied craintif sur le paillasson du dentiste.

Guibray protesta :

— Ah ! mais moi, je ne suis pas du tout hostile au mariage !.. j'estime qu'il faut se marier.

— Moi, j'estimais aussi qu'il fallait arracher ma dent, mais je ne trouvais pas ça drôle !

— Je me marierai très volontiers, affirma le vicomte, mon oncle n'a qu'à me trouver une femme, je la prends les yeux fermés !

— Ceci, c'est excessif !

— Pourquoi ? Je suis sûr que mon oncle la choisira riche, — il a tiré longtemps le diable par la queue, — et jolie, — il a eu ma tante sous les yeux pendant quarante ans. — Et puis, il la choisira comme il voudra... au fond, je m'en moque un peu, vous savez ?

Il ajouta, après un instant de réflexion :

— Seulement, il est probable que d'ici au printemps ce sera bâclé, cette affaire-là !

Très pâle, silencieuse, le regard voilé et le sourire glacial, Liane

écoutait avidement. Certes, elle savait bien que Jean se marierait! Mais elle ne croyait pas que ce fût ainsi, tout de suite. Elle ne s'attendait pas non plus que, devant elle, il traitât cette question qui la bouleversait affreusement.

— Qu'est-ce que vous voulez? demanda Faucher, qui connaît une foule de sujets à marier, je vais vous trouver ça, moi!

— Je veux de l'argent, le plus possible!

— C'est convenu! mais comme femme, qu'est-ce que vous voulez? Une jeune fille, bien entendu?..

— Pourquoi « bien entendu? » J'épouserais très bien une veuve, ça m'est égal!

— Pas moi, jamais!

— Mais pour quelle raison?

— Parce que je ne me crois pas assez... réussi, pour affronter une comparaison continuelle avec un monsieur qui, par ce seul fait qu'il est mort, se trouve subitement paré de toutes les vertus les plus étrangères à son tempérament!

— Alors vous n'épouseriez pas une veuve?

— Ah! fichtre non!.. Moi, voyez-vous, j'aime mieux une femme qui ait eu plusieurs aventures qu'un seul mari,.. parce qu'au moins elle n'en parle pas!

— Oui, fit Guibray, qui riait. Oui, certainement!.. Mais une jeune fille, c'est bébête!.. ça demande à être débrouillé... Il y a tout un travail préparatoire à exécuter.

— Eh bien! moi, justement, quand j'achète un livre, j'ai presque autant de plaisir à le couper qu'à le lire!

— Et vous, madame, demanda Villiers-Naufle se tournant vers la marquise, quel est votre avis?..

Elle répondit d'une voix blanche, dont le son étrange la surprit :

— Oh!.. moi!.. je n'ai pas d'avis sur des questions aussi graves!..

Puis, comme le dîner finissait, elle prit le bras de Villiers-Naufle et passa dans le hall, où elle se mit à servir le café.

Guibray vint auprès d'elle et lui dit très bas :

— Que vous êtes jolie, ce soir!

Et il ajouta, de cette voix caressante qui la faisait rougir et pâlir :

— Je voudrais tant vous embrasser!

Une partie de billard commença entre Villiers-Naufle, Faucher, M. de Gueldre et Jacques.

Le vicomte se mit à causer avec les joueurs, tandis que la marquise, assise sur le divan, rêvassait, se répétant douloureusement :

— Dans trois jours, je ne le verrai plus!

Elle fut tirée de sa rêverie par la voix de son mari, qui disait :

— Comment! Liane?.. Guibray ne connaît pas votre nouveau poney?

— Non,.. répondit-elle, je n'ai pas pensé à le montrer à M. de Guibray.

Le marquis reprit, s'adressant au jeune homme :

— Après la partie, nous irons le voir!.. Il est drôle!

— Mais, dit Liane, saisissant cette occasion d'être seule avec Guibray, nous pouvons y aller tout de suite.

— Prenez garde au feu! cria M. de Gueldre en la voyant sortir suivie du vicomte, faites-vous éclairer par Pierre!

Les domestiques dînaient. Liane, sans appeler personne, décrocha une des boules de verre suspendues à la porte des communs et entra dans l'écurie. Là elle posa la lanterne; et, ouvrant le box du poney :

— Voilà *Moucheron*, dit-elle. C'est mon beau-frère qui me l'envoie de Dublin.. N'est-ce pas, il est joli?.. Il est rond comme une pomme!

Elle fit un pas pour entrer dans le box; mais Guibray la retint, l'enveloppant étroitement de ses bras. Et, la regardant bien droit dans les yeux d'un regard qui, cette fois, lui parut non plus seulement caressant, mais infiniment bon et tendre, il lui dit d'une voix chaude :

— Je vous aime!

Brisée de bonheur, elle répondit de toute son âme :

— Moi aussi, je vous aime!

Pour la première fois elle se croyait aimée; pour la première fois elle croyait que, au moins pendant cette minute, Jean était à elle, comme elle était à lui.

Et ce fut elle qui, prudente, dit en montrant leurs ombres rapprochées qui se dessinaient gigantesques et tremblantes sur le grand mur blanc de l'écurie :

— Prenez garde!.. Rentrons!

VIII.

La veille de son départ, la marquise alla se promener avec Guibray dans la lande où elle l'avait rencontré un soir. Comme ce soir-là, lorsqu'ils revinrent, il faisait tout à fait nuit.

Lui était infiniment agacé de ce départ, qui bouleversait son organisation de vie. Peu à peu aussi il s'était attaché à cette femme simple, gaie et très meublante; un peu plus il allait, ma foi, l'aimer pour tout de bon!

Elle, écrasée par un chagrin dont elle ne voulait pas laisser soupçonner la violence, marchait silencieuse, attendant qu'il parlât, et s'énervait de le voir écouter si aucun pas ne sonnait sur la route et si aucun froissement ne faisait bruire les haies. Les petites terreurs de Jean lui semblaient mesquines, à elle, qui l'eût embrassé devant le monde entier plutôt que de ne pas l'embrasser du tout!

Et elle allait le quitter!.. le quitter sûrement pour deux ou trois mois,.. peut-être pour toujours!

Elle l'aimait tant!.. Elle s'était si bien habituée à ses longues causeries sans abandon, mais pleines d'entrain; et à ses baisers, un peu distraits, mais très doux.

Ah! comme elle comprenait bien, à présent, ce qu'autrefois elle déclarait enfantin ou ridicule!

Elle se souvenait qu'en lisant un jour à son beau-père, qui aimait à l'entendre lire de sa voix grave les poètes latins,

Da mi basia mille, deinde centum;
Dein mille altera, dein secunda centum;
Dein usque altera mille, deinde centum.

elle s'était écriée, riant comme toujours des choses sentimentales ou passionnées :

— Tant de baisers que ça!.. Comme on comprend que Lesbie en ait eu vite assez!

Aujourd'hui elle jugeait différemment!.. Elle eût voulu rester toujours blottie entre les bras de Jean, la joue appuyée contre son cœur, toute pénétrée de la chaleur des mille baisers qui tomberaient sur ses cheveux.

Et elle continuait à marcher sans dire un mot; Guibray s'arrêta, demandant :

— A quoi pensez-vous?

Elle répondit :

— A vous!

Il posa ses mains sur les épaules de Liane, et, attirant son visage tout près du sien, il lui demanda la bouche sur sa bouche et les yeux dans ses yeux :

— Voyons! le croyez-vous que je vous aime assez?

Elle murmura :

— Assez, c'est si peu!

Il reprit :

— Je vous aime comme je n'ai jamais aimé personne!.. J'éprouve pour vous ce que je n'ai jamais éprouvé pour nulle autre... Mais puisque vous ne le croyez pas, c'est que j'exprime probablement ce que je ressens moins bien que...

Elle l'interrompit brusquement, ne voulant pas entendre la fin de la phrase.

Qu'est-ce qu'il allait dire? « Moins bien que?.. » que les autres, sans doute?.. Cette pensée, qu'il la jugeait mal, lui était odieuse, et cependant elle ne voulait pas le détromper.

Cent fois elle avait été sur le point de lui crier qu'elle n'avait jamais été à personne, et toujours elle arrêtait ce cri qui venait à ses lèvres.

D'abord elle se disait qu'il ne la croirait pas! Et puis elle soupçonnait en Guibray un fond de snobisme, et elle sentait vaguement que sa situation de femme à la mode, et ses aventures supposées, étaient à ses yeux sa plus grande, sinon sa seule valeur.

Une autre pensée l'inquiétait aussi.

Elle craignait de paraître à Jean maladroite et naïve dans ses tendresses, alors qu'il s'attendait à trouver une femme savante et expérimentée.

Il demanda encore, la tenant toujours serrée contre lui :

— Dites-moi que vous croyez que je vous aime?

Elle répondit :

— Non, je ne mens jamais!.. je vous aime, moi!.. Ça, j'en suis sûre!.. et ça me suffit!..

— Eh bien! dites-moi au moins pourquoi vous m'aimez?

— Vous me l'avez déjà demandé!.. Je vous ai répondu que je n'en savais rien!

— Mais maintenant?

— Maintenant, comme alors, je ne sais pas pourquoi je vous aime!.. Mais je vous aime bien, allez!.. Vrai!

Et, brusquement, elle ajouta :

— Je veux vous parler d'une chose qui me préoccupe,.. promettez-moi que vous ferez ce que je vais vous demander?

— Mais...

— Oh!.. vous pouvez promettre!.. ce n'est pas une chose importante... pour vous?

— Eh bien! je promets.

— Voici : je vous prie, quand vous vous marierez, de m'annoncer vous-même votre mariage... avant qu'il soit connu.

Il se mit à rire :

— Quelle drôle d'idée!.. Pourquoi voulez-vous cela?..

— Parce que je ne veux pas l'apprendre brusquement,.. au milieu d'un dîner,.. ou à des cinq heures quelconques!

Il réfléchit :

— Mais ce ne sera pas agréable du tout pour moi de vous annoncer cette nouvelle!..

— Qu'est-ce que cela peut vous faire?.. Je vous en prie,.. ne me refusez pas la première chose que je vous demande?

— Eh bien! c'est convenu!

Après un silence, il ajouta :

— Mais je ne vois pas ce que cela changera, que je me marie?

— Comment, balbutia Mme de Gueldre effarée et s'éloignant involontairement de Guibray, comment, ce que cela changera?.. mais tout!

— Tout... d'abord « tout, » ce n'est pas grand'chose!.. ensuite je ne sais pas pourquoi mon mariage modifierait quoi que ce fût?

— Pourquoi?.. s'écria Liane, parce que je trouve qu'être la maîtresse d'un homme marié, c'est faire une action ignoble!

— Mais cependant... le contraire,.. fit observer le vicomte, le contraire a lieu couramment!

— Eh bien! mais, le contraire... c'est le contraire!.. Un homme est de taille à se garer de ces accidens-là!.. et si on lui prend sa femme, c'est qu'il n'a pas su la garder!.. Aussi voyez!.. on ne le plaint jamais, et, presque toujours on se moque de lui!.. mais une femme?.. une jeune fille surtout? Qu'est-ce que vous voulez qu'elle fasse, ignorante et maladroite, contre une femme souvent rouée, et, dans tous les cas, plus expérimentée qu'elle?.. C'est une situation atroce et sans issue!.. Elle est condamnée à souffrir sans se plaindre, si elle est douce et résignée, ou à crier et à faire du scandale, si sa nature ne lui permet pas de supporter les humiliations et les dégoûts?.. Ah! non!.. je ne serai jamais mêlée à ces vilenies-là!

Il demanda :

— Mais si j'avais été marié quand vous m'avez connu?

— Je ne vous aurais pas aimé!.. ou du moins je ne vous aurais pas revu!

— De telle sorte, fit en riant le vicomte, que, si demain je me mariais, vous ne me verriez plus?

— Jamais!

Il comprit qu'elle disait vrai, et murmura :

— Une drôle d'idée!..

Liane restait pensive. Elle en voulait à M. de Guibray des sentimens qu'il venait d'exprimer avec une tranquillité parfaite. Ainsi il était décidé, en principe, à tromper la femme qu'il épouserait!

Certes, elle admettait qu'au bout d'un temps plus ou moins long, un mari trompât sa femme! Elle trouvait cela regrettable et logique. Mais qu'un homme recevant dans ses bras une jeune fille candide et confiante n'eût pas la pensée de rompre, au moins momentanément, avec son existence passée, cela lui paraissait malpropre et monstrueux.

Et regardant Jean, comme si elle distinguait dans la nuit sa tête qu'elle connaissait si bien, — cette tête au front têtu, à la mâchoire violente et au regard coupant, dès qu'il oubliait de se faire doux, — elle se dit :

— Si sa femme l'aime, elle sera horriblement malheureuse !

Pour la seconde fois, la voyant absorbée, Guibray demanda :

— A quoi pensez-vous ?

Elle répondit franchement :

— Je pense que, si votre femme vous aime, vous la rendrez très malheureuse !

Elle devina qu'il souriait en répondant :

— Eh bien !.. c'est très possible, ce que vous dites là !

— Voilà l'Angelus qui sonne, s'écria la marquise, je vais être en retard !

— Alors, c'est décidé, vous partez demain ?

— Demain.

Et, suppliante, elle demanda :

— Je vous en prie, donnez-moi de vos nouvelles ?..

— Je vous en donnerai.

— Bientôt ?

— Bientôt !

Liane sentait en elle un affreux déchirement. Elle s'arracha brutalement des bras de Jean, et partit en courant, lui criant :

— Je vous aime !.. adieu !

Il répondit :

— Au revoir !

Elle fit non de la tête et, tandis qu'un grand sanglot la secouait toute, elle disparut dans la nuit.

IX.

Souvent, en causant avec la marquise, Guibray lui avait dit :

— Ça m'étonne tellement que vous m'aimiez ?.. Je ne vois pas ce qui peut vous plaire en moi ?.. Réfléchissez-y donc... et quand vous aurez bien réfléchi, vous me direz « si c'est encore vrai ? »

Elle passa toute cette dernière soirée à courir dans le parc et sur la plage, suivie de ses chiens. Elle voulait revoir encore ce pays qu'elle aimait tant et qu'elle quittait toujours avec tristesse. Cette fois, ce n'était plus seulement de la tristesse qu'elle éprouvait, mais une sorte d'angoisse, un chagrin profond.

Lorsqu'elle rentra enfin, brisée par sa longue course, M. de Gueldre et Faucher, las de l'attendre, se décidaient à aller se coucher. Faucher, qui montait déjà l'escalier, s'arrêta en sentant Toc et Vlan se précipiter dans ses jambes.

— Ah!.. fit-il, vous êtes une maîtresse de maison aimable, vous!

Et comme Liane s'excusait:

— Oui! vous laissez ce pauvre Faucher en tête-à-tête avec votre mari, qui passe toute sa soirée à lui fumer des pipes dans le nez?

— Mais... vous pouviez aller au salon?

— Non!.. je n'aime pas à être seul!

— C'est singulier!.. j'aurais parié que vous fumiez, vous aussi?

— Parbleu!.. certainement, il fume!.. cria le marquis en riant, mais il ne supporte pas la fumée des autres!

Faucher redescendit deux marches, se hérissant, prêt à se fâcher.

— Qu'est-ce que tu dis, toi?.. Non, je n'aime pas la fumée des autres!.. Et puis après?.. Je trouve qu'il y a dans l'air assez de microbes et de saletés de tous les genres, sans qu'on vienne encore en apporter exprès!.. Et ici, dans ce billard rempli de tapis et de tentures, le microbe se plaît particulièrement!.. C'est vrai!.. pour bien faire... pour vivre dans des conditions saines, on devrait habiter uniquement des appartemens blanchis à la chaux!

Il s'interrompit, regardant Liane, qui, toute pâle, souriait en l'écoutant:

— Qu'est-ce que vous avez donc?.. vous êtes blanche comme votre robe? Or, c'est peut-être joli pour une robe, d'être blanche... mais pour des joues, ça manque de montant!.. Est-ce que vous avez une vague idée de vous trouver mal?

— Mais non, du tout!

— Oui... je connais ça!.. On dit non.. et puis au moment où on s'y attend le moins... patatras!.. on tourne l'œil!

— Merci!

— Oh!.. pas pour toujours!.. momentanément!

— Vous êtes bien gentil de me rassurer!.. D'ailleurs, tourner l'œil momentanément ou pour tout de bon, cela n'a pas grande importance!

— Permettez?..

— Je parle pour moi!

— Comment?.. vous voudriez mourir?..

— Je ne « voudrais » pas mourir, mais je mourrais sans grande peine!.. la mort ne me fait pas du tout peur!

— Mâtin!.. c'est une preuve que vous avez une rude idée de vous-même!

— C'est une preuve plutôt que j'ai une rude idée de Dieu!

Le marquis demanda:

— Mes enfans, est-ce que vous allez rester dans l'escalier à parler de choses aussi sérieuses?.. Si oui, je voudrais que vous me laissiez passer.

— Dis « laissassiez » et tu passeras!

— Voyons!.. c'est stupide, il est minuit!.. et nous partons demain matin... Je suis fatigué, moi!

— Moi aussi!.. dit Mme de Gueldre.

Faucher se récria.

— Parbleu!.. ce n'est pas étonnant que vous soyez fatiguée!.. vous marchez depuis le dîner!.. car je ne pense pas que vous vous soyez assise sur l'herbe par ce froid?..

— Non, j'ai marché...

— Eh bien, c'est fou!.. ces petits rien du tout de femmes, ça s'imagine toujours que c'est en fer!.. Tout de même, vous avez une fichue mine!.. Allons, dormez bien!.. la nuit vous remettra!

« Dormez bien!.. » Elle ne dormit pas du tout, la pauvre Liane! Elle pensa toute la nuit à Jean, avec cette idée bien arrêtée que lui ne pensait pas du tout à elle, et qu'elle ne tenait pas dans sa vie plus de place que la petite de Montreu ou que n'importe quelle autre. Quand il la voyait, il croyait l'aimer et il l'aimait peut-être effectivement pendant la minute présente. Quand elle ne serait plus là, il en verrait une autre qu'il aimerait également. Et elle ne lui en voulait pas des sentimens qu'elle lui supposait. Il ne manquerait à aucune promesse!.. Il ne lui avait rien promis. Elle ne lui avait d'ailleurs rien demandé, et si elle n'espérait rien de cette liaison bizarre et inachevée, elle ne regrettait rien non plus!

Regardant attentivement au fond d'elle-même et cherchant, — non pas à se reprendre, c'était impossible, — mais au moins à se blâmer, elle finissait par conclure :

— Oui!.. si c'était à refaire, je le referais!

Et, incapable d'envisager gravement les choses, même les plus graves, elle ajoutait :

— Comme le caissier des brigands!

Après cette nuit passée à réfléchir, à pleurer, et à se moquer d'elle-même, la marquise pensa qu'elle pouvait répondre à la question de Jean, et elle lui écrivit ces trois mots :

« Vrai, horriblement vrai!

« LIANE. »

Elle éprouvait certainement le désir de crier à Guibray la vérité, mais elle voulait surtout le forcer à lui écrire. Il ne pouvait

guère, en recevant cette nouvelle affirmation de son affection, ne pas lui répondre.

Au moment de monter en voiture, M. de Gueldre, qui regardait charger les bagages, demanda distraitement :

— Qu'est-ce que vous vouliez donc à Guibray?.. je viens de voir Cyprien qui partait pour les Aulnes avec une lettre?

Elle devint très rouge et répondit :

— Rien!.. c'est... pour un renseignement que je lui avais promis.

Le trouble de la marquise n'échappa pas à Faucher, et il s'écria :

— Oh!.. pas la peine de rougir!.. il n'est pas défendu d'écrire à Guibray!

Et toujours taquin, il ajouta en riant :

— N'empêche que, si la petite de Montreu le savait, elle montrerait les dents!..

Agacée, Liane répondit :

— Elle aurait tort!.. parce que je les montrerais aussi... et que la partie ne serait pas égale!..

Le marquis n'entendit pas, mais Faucher, très surpris, regarda Mme de Gueldre d'un air absolument effaré. C'était si peu d'elle, cette riposte pointue et cette façon de se complimenter elle-même! Il ne reconnaissait plus « le bon garçon. » Ah çà!.. est-ce que?.. Et ses premiers soupçons lui revinrent; mille petits faits passés inaperçus se présentèrent à son esprit; et il se dit :

— J'ai été un imbécile de ne rien voir!

Mais quand, assis dans la voiture à côté de la marquise, il l'examina de nouveau attentivement, le résultat de cet examen fut :

— Une femme si intelligente!.. Allons donc!.. C'est maintenant que je suis un imbécile!

X.

Le lendemain de son retour à Paris, Mme de Gueldre s'éveilla inquiète et agitée, beaucoup plus tôt que d'habitude, et, tout de suite elle comprit que c'était l'attente du courrier qui l'énervait ainsi.

Elle eut beau se raisonner pour se prouver qu'il était fou d'espérer une lettre de Jean, elle continua à l'espérer vaguement, recommençant pour la vingtième fois le même calcul.

— Voyons?.. Cyprien est parti hier à huit heures,.. il était aux Aulnes avant huit heures et demie... Mais à huit heures et demie, Jean était peut-être déjà sorti?.. s'il était sorti, je n'ai rien à attendre!.. mais s'il était là, il a eu le temps de me répondre un mot avant le facteur... ou de porter sa lettre à la boîte de Baden

ou à celle d'Auray?.. S'il l'a pu, il m'aura écrit! Oh! oui! c'était hier!.. il devait penser encore un peu à moi, hier?..

Quand la femme de chambre entra, portant le petit plateau sur lequel était le courrier, la marquise prit rapidement les lettres, secoua les journaux, pour voir si l'enveloppe tant désirée ne s'était pas glissée dans leurs plis; et, ne trouvant rien, fut prise d'un profond découragement.

Ainsi, à ce mot si simplement et vraiment tendre, il ne trouvait rien à répondre! Rien, pas même une phrase banalement aimable, sorte de carte de visite signifiant : « Je pense à vous! »

Tant qu'elle espérait un peu une lettre, elle pensait : « Il m'écrira peut-être?.. » Depuis qu'elle était sûre de ne rien recevoir, elle se disait : « Que c'est mal de ne m'avoir pas écrit!.. Elle se leva pour le déjeuner seulement, et, au moment de passer dans la salle à manger, se trouva si pâle et si changée qu'elle se réjouit de n'être pas obligée d'affronter, comme les jours précédens, le regard perçant de Faucher, qu'elle aimait beaucoup, mais qu'elle appelait volontiers *le grand inquisiteur*.

M. de Gueldre la regardait si rarement, que de ce côté elle n'avait rien à craindre.

Pendant le déjeuner, on lui remit un petit billet de Mme de Chavannes, qui lui demandait de venir la prendre pour aller au bois.

A quatre heures, Liane, accompagnée de son amie, descendait de voiture à l'entrée de l'allée des Acacias. Mme de Chavannes, qui a très peur d'engraisser, fait chaque jour une assez longue promenade à pied. Elle s'essouffle, se fatigue, rentre les traits tirés, les yeux battus et les jambes cassées, mais ne maigrit pas d'un gramme.

En commençant à arpenter l'allée à petits pas pressés, elle dit à la marquise :

— Je suis joliment contente que tu sois revenue!.. d'abord parce que je ne peux pas me passer de toi!.. Oui... tu me distrais... tu me fais rire!.. tu n'es pas à la pose, toi, au moins!.. ensuite, tu es la seule personne qui consente à marcher avec moi!

Liane se mit à rire :

— Ah!.. c'est que tu sais, c'est dur de te suivre!.. tu vas d'un train!

— Qu'est-ce que cela vous fait? demanda derrière elle une voix gouailleuse, vous suivriez n'importe qui, vous!.. Vous marchez comme un grand fauve!

Ainsi interpellée, Liane se retourna brusquement, tandis que Mme de Chavannes s'écriait :

— Ah!.. monsieur de Mons!.. Je suis ravie de vous rencontrer!.. car on ne vous voit pas souvent au bois!..

Et, maligne, elle ajouta, en regardant la marquise :

— ... Quand rien ne vous y attire.

— En effet!.. répondit M. de Mons, qui ne sourcilla pas, je viens très rarement aux Acacias!.. Je rentrais du tir aux pigeons; je vous ai vues descendre de voiture... et j'ai voulu vous rejoindre... est-ce mal?

— C'est au contraire très bien!.. je vous aime beaucoup!.. Liane aussi vous aime beaucoup!.. n'est-ce pas, Liane?

La marquise répondit dans un élan sincère :

— Beaucoup!

— Vous le voyez... fit Mme de Chavannes, ça part du cœur!

M. de Mons examinait attentivement le visage pâli de Liane, et sa taille plus svelte encore qu'avant son départ pour la campagne.

— Il me semble, dit-il enfin, que votre séjour en Bretagne vous a bien moins réussi qu'à l'ordinaire?

Elle se troubla, et demanda avec un très visible embarras :

— Pourquoi cela?

— Parce que je vous trouve un peu pâlotte... un peu maigrie!

Mme de Chavannes regarda d'un air d'affectueuse envie la taille si mince de la marquise, et s'écria :

— En a-t-on une chance, d'être roseau comme elle!.. on n'a pas besoin de faire des marches forcées pour maigrir, au moins!

— Croyez-vous donc, demanda Bernard de Mons, que ces marches forcées vous fassent maigrir?

— Certainement!.. et tenez!.. fit-elle triomphante en apercevant Faucher qui s'avançait, — voilà M. Faucher qui va vous le dire, si ça fait maigrir?.. Il en sait quelque chose, lui!

Faucher s'approcha.

— Qu'est-ce que je sais, moi?

— Si, oui ou non, ça fait maigrir de marcher?

Faucher se recueillit et répondit d'un ton grave :

— Il y aurait beaucoup à dire là-dessus!

— Eh! alors, dites-le?.. cria Mme de Chavannes agacée.

— Eh bien, ça fait maigrir moi!.. mais pas vous!

— Et pourquoi, pas moi, je vous prie?

— Parce que, vous, vous allez, en partant d'ici, rentrer chez vous pour vos cinq heures, où vous grignoterez des petits gâteaux à en mourir?..

— Oh!

— Il n'y a pas de « Oh!.. » vous savez bien qu'il en sera ainsi dans vingt minutes?.. moi, au contraire, j'irai, à ces mêmes cinq heures, et là, en proie à une émotion et une surexcitation extrêmes, je vous regarderai, vous et vos amies, grignoter lesdits gâteaux!..

et le... la... disons la convoitise, n'a jamais engraissé personne, que je sache...

— La « convoitise?.. » Vous ne pourriez pas, en cherchant bien, trouver un autre mot plus convenable?

— Permettez, ce mot s'applique aux gâteaux!

— Ah!.. si c'est aux gâteaux?.. Voyons, marchons-nous?

— Volontiers, dit Faucher, s'appliquant à régler un de ses pas immenses sur trois des petits pas de Mme de Chavannes.

Liane et M. de Mons suivaient à quelques mètres. Tout à coup, Bernard demanda :

— Avez-vous eu beaucoup de monde à Kildare, cette année?

— Non, pas beaucoup!.. Hélène de Chavannes et ses enfans,.. Jacques de Boufflers et Faucher.

— Et c'est tout?.. pas d'allans et venans? pas d'officiers de terre et de mer?

— Quelques-uns à des dîners, mais pas à demeure.

— Et les voisins?

— Eh bien! les voisins, ils sont toujours les mêmes! murmura la marquise en rougissant beaucoup.

Et, éprouvant le besoin de parler quand même de la seule chose qui l'intéressait, elle continua :

— C'est M. de Guibray,.. M. de Villiers-Naufle,.. les Montreu,.. M. Lagardy, les voisins!..

— Il n'y en a pas d'autres?..

— Non!.. Pourquoi me demandez-vous tous ces renseignemens... peu intéressans, en somme?..

— Vous le savez bien?

Elle resta silencieuse; il reprit :

— Vous voyez bien que vous le savez, puisque vous ne dites rien?

Elle fit un effort pour répondre de l'air le plus naturel qu'elle pût prendre :

— Je suppose tout simplement que vous voulez savoir si je,.. si,.. si « la passionnette, » enfin?..

— Oh!.. pour cela je suis fixé!

Elle fit un mouvement.

— Oui, fixé!.. depuis le matin où je vous ai rencontrée au bois,.. donc je ne cherche pas si « la passionnette?.. » je suis sûr de son existence!.. je cherche seulement « qui » a su l'inspirer?

— Ah! ah!.. vous qui disiez ce même matin, que vous venez de rappeler à l'instant, que vous étiez discret et pas du tout disposé « à jouer les Juvisy?.. »

— Mais Juvisy questionnait, lui!.. moi je devine, c'est bien dif-

férent!.. Quand je dis, « je devine, » c'est une manière de parler!.. car du diable si je me doute qui, par exemple!

Liane ressentit une petite contrariété. Sans doute, elle eût été désespérée que M. de Mons sût qu'elle aimait Jean!.. et, malgré cela, elle lui en voulait de n'avoir pas deviné tout de suite que c'était lui qu'elle aimait!..

Un grand jeune homme très élégant, qui conduisait un phaéton, s'arrêta en apercevant Mme de Chavannes et lui fit un salut profond. Puis il causa avec elle un instant et la marquise comprit qu'il était question d'elle et que son amie la désignait.

Dès que le promeneur fut parti, Mme de Chavannes revint au-devant de Liane :

— Ma chère, ce monsieur?.. tu l'as vu, ce monsieur?

— Oui.

— Eh bien, il meurt d'envie de t'être présenté... je voulais te le présenter là, séance tenante, mais il n'a pas voulu!.. Oh! il est très correct! je te le mènerai un de ces jours chez toi!.. c'est toujours les jours d'opéra qu'on te trouve?

— Oui, mais à quatre heures seulement!.. Comment s'appelle-t-il, ton monsieur?

— Le comte de Livry,.. il est charmant, tu verras!

— Je verrai!..

— Il est cinq heures moins cinq, dit Faucher, s'adressant à Mme de Chavannes; — ce n'est pas pour vous renvoyer certes, mais je vous assure que vous allez manquer vos cinq heures!

Elle chercha de l'œil sa voiture.

— Vous avez raison, monsieur Faucher!..

Faucher, impassible, répondit :

— J'ai toujours raison!

XI.

Pendant huit jours, Mme de Gueldre attendit l'arrivée du courrier avec une angoisse fébrile, s'éveillant, — les nuits où elle dormait, — de grand matin, et allumant une bougie toutes les dix minutes pour voir si l'heure du facteur approchait. Ne recevant rien à la première distribution, elle restait couchée, attendant la seconde; sans dormir, sans lire, le regard fixé sur un tableau, sur une fleur, ou sur un point de la tenture de quinze-seize citron, dont les raies mates et satinées finissaient par se brouiller devant ses yeux, s'allongeant ou se raccourcissant en dessins fantastiques et difformes. Et au milieu de ce chaos bizarre, Jean! toujours Jean! tranquille

et satisfait, la regardant et lui répétant d'un air banalement reconnaissant :

« — Je n'oublierai jamais combien vous avez été gentille! »

Ne voulant pas quitter la maison le matin, elle avait renoncé à ses promenades à cheval et, pour expliquer son refus de sortir, elle disait qu'elle se sentait souffrante.

Quoiqu'il n'aimât guère sa femme, M. de Gueldre, quand il s'agissait des choses de santé, faisait strictement ce qu'il se croyait obligé de faire.

Il appela le médecin et assista à sa visite. Comme cette visite eut lieu le matin, à l'heure de l'attente désespérée qui bouleversait si affreusement Liane, le docteur déclara qu'elle avait une très forte fièvre et la questionna sur ce qu'elle éprouvait. Mise au pied du mur, obligée d'inventer à l'improviste une maladie qui ne lui fît pas garder la chambre, elle raconta que chaque matin elle ressentait dans le bras gauche une douleur qui, venant précisément à l'heure de sa promenade, l'empêchait de monter à cheval. Elle n'en avait pas parlé pour qu'on ne lui fît pas prendre de précautions.

— Mais, demanda le docteur, vous souffrez donc beaucoup?

Elle répondit, gênée de simuler une maladie qu'elle n'avait pas :

— Je souffre... assez.

— Docteur, fit M. de Gueldre, elle n'est pas douillette, vous savez?

— Effectivement, car il faut que la crise soit forte pour amener une fièvre aussi violente!.. Le mieux, pour éviter cette fièvre qui affaiblit inutilement Mme la marquise, serait de faire, un peu avant l'heure où commence la douleur, une piqûre de morphine.

Liane voulut protester. La morphine lui faisait horreur; mais le docteur, qui n'avait pas vu son mouvement, continua :

— Ce sera d'autant plus facile que Mme la marquise sait très bien faire les piqûres? — je me souviens que c'était elle qui les faisait à votre cocher quand je l'ai soigné, — et qu'elle est des femmes auxquelles on peut confier de la morphine sans craindre qu'elles en abusent.

Mme de Gueldre se tut et laissa écrire l'ordonnance. A quoi bon discuter?.. elle ne ferait pas ce qu'on lui prescrivait, voilà tout!

Certes, elle ne le ferait pas!.. les morphinés la dégoûtaient infiniment plus que les ivrognes, et jamais, pour de réelles souffrances, elle n'avait laissé essayer sur elle ce remède qu'on dit être si délicieux. Elle se connaissait bien, et se savait incapable de résister à aucun entraînement, si cet entraînement ne faisait tort qu'à elle-même. Son seul frein, c'était la crainte de nuire aux autres; et ja-

mais, quelque désir passionné qu'elle en pût avoir, elle n'eût commis une action déloyale ou mauvaise. Mais ici elle était seule en jeu. La morphine lui répugnait et lui faisait peur, comme une chose à la fois malpropre et séduisante, et, certaine de ne pas lutter si la séduction l'emportait sur la répugnance, elle n'avait pas voulu tenter l'épreuve.

Tandis qu'elle réfléchissait en regardant son mari qui se chauffait adossé à la cheminée et en écoutant crier la plume du docteur, la femme de chambre était entrée, apportant les lettres, et Liane, découragée de ne pas trouver celle qu'elle cherchait, était restée toute glacée et stupide, n'ayant presque plus conscience de ce qui se passait autour d'elle. Chaque jour, à la fièvre de l'attente, succédait un abattement sombre et lourd.

A peine entendit-elle le docteur qui expliquait :

— Madame la marquise, vous voudrez bien serrer la fiole de morphine, n'est-ce pas?.. J'en fais mettre une assez forte dose, parce que le pharmacien n'en donnerait pas sans une nouvelle ordonnance... Ceci devra vous durer quinze jours... à une piqûre par jour,.. je suis d'ailleurs tranquille,.. je sais que vous n'en abuserez pas?

La regardant, il murmura, étonné de voir que la tache rose des pommettes avait disparu :

— Tiens!.. Voyons donc le pouls?

Et prenant le poignet de Liane, il continua, se tournant vers M. de Gueldre qui se chauffait toujours :

— Il n'y a plus du tout de fièvre... et le pouls est très faible!.. C'est singulier!

Dans la journée, la marquise, non plus seulement malheureuse, mais inquiète d'être sans nouvelles de Jean, se décida à lui écrire une lettre presque banale qui, sans lui reprocher son oubli, disait seulement : « Je n'ai rien reçu de vous. »

Comme le petit mot envoyé de Kildare le matin du départ, cette lettre resta sans réponse. Alors, Liane, désespérée, n'eut presque plus la force de cacher son chagrin et changea en quelques jours d'une effrayante façon. Trois personnes s'aperçurent de ce changement : M. de Mons, Mme de Chavannes et Faucher, dont les taquineries et les boutades faisaient encore sourire la marquise, mais n'amenaient plus les accès de gaîté qu'elles amenaient auparavant.

Tous les jours, lorsqu'elle sortait, après avoir attendu le courrier de trois heures, elle se faisait conduire à Saint-Roch avant d'aller au bois. A Saint-Philippe, elle risquait de rencontrer ses amies et ça l'ennuyait. Et puis, elle aimait cette grande église sombre, où

elle se sentait seule et tranquille au milieu des dévotes et des mendians qui ne la connaissaient pas. Dès qu'elle arrivait, se dirigeant vers la chapelle où, depuis son retour, elle venait brûler un cierge chaque jour, la petite vieille marchande accourait joyeusement au-devant d'elle, demandant d'une voix flûtée :

— Un cierge de cinq francs, n'est-ce pas, madame?

Et Mme de Gueldre restait là debout pendant quelques minutes, priant de toute son âme meurtrie. Elle ne criait plus à Dieu, comme à Sainte-Anne-d'Auray deux mois plus tôt : « Mon Dieu, faites qu'il m'aime! » elle lui criait seulement : « Mon Dieu, faites qu'il m'écrive! »

Pas un instant, elle ne supposait qu'elle pût offenser Dieu en lui parlant de son amour! Très Bretonne au fond, c'est-à-dire très simple d'âme, Liane s'était fait du Dieu auquel elle croyait passionnément une idée primitive et absolue que l'instruction n'avait jamais pu déformer.

Toujours on lui représentait Dieu comme un maître, alors qu'il lui plaisait, à elle, de voir en lui un ami. Dieu, disait-on, jugeait sévèrement les fautes de ses créatures. Liane, ayant cru remarquer, dès sa toute petite enfance, que les sévères sont des sots et des mesquins, se figurait un Dieu superbe et doux, indulgent aux faibles par cette raison même qu'il était exempt de toute faiblesse. Elle était convaincue que la parole, les écrits et la peinture concouraient pour donner une idée absolument fausse de Dieu. Pourquoi les peintres anciens représentaient-ils Dieu le Père, — et cela dans un temps où les types étaient plus beaux qu'aujourd'hui, — avec la figure et l'attitude d'un vieux figurant d'Opéra-Comique? Pourquoi, anciens et modernes, s'acharnaient-ils à faire du Christ une sorte d'être bizarre et indécis, au corps fléchi, à la barbe rare, alors que cette admirable figure s'impose à l'esprit sous les traits d'un homme beau, solide et fort comme tous les êtres vraiment grands et bons et résignés. Et chaque fois qu'en Allemagne et en France elle avait, dans les musées ou les salons, regardé des tableaux représentant le Christ, — que ce fût le Christ de convention d'un vrai peintre ou le Christ révolté de M. de Munkacsy, — elle s'était dit, exprimant sa pensée dans la forme familière qui lui était naturelle : — Ça, le Christ?.. Jamais de la vie!.. Au lieu de dire : « Mon Dieu, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font! » ce type-là aurait craché au nez de ses bourreaux!.. Tout ça est petit, étriqué, sans souffle... et surtout sans foi!.. Ceux qui peignaient autrefois faisaient des tableaux religieux ou mythologiques, parce que c'était « la commande qui donnait, » comme aujourd'hui ils font des petites femmes dans un *tub* ou au Moulin-Rouge... parce que

c'est « demandé... » La vérité, c'est que si le bon Dieu est satisfait de ses portraits, il n'est pas difficile!

C'est cette susceptibilité de l'œil qui dirigeait aussi la marquise dans ses moindres actes religieux. Quand elle avait quelque chose à demander à Dieu, elle ne faisait pas dire de messes. Elle brûlait des cierges. Elle s'imaginait que cette jolie colonne blanche, élégante comme une tige de lis, qui se consumait silencieusement en élevant vers le ciel sa flamme claire, plaisait à Dieu plus que des paroles marmottées au galop par un prêtre, assisté d'un enfant qui se mouche dans ses doigts entre les répons. Que de fois aussi elle s'était sentie malgré elle éloignée de la religion par ses représentans; non pas jamais par les humbles et simples prêtres, mais par les prêtres mondains, qui s'occupent de diriger les salons beaucoup plus que les consciences!

Souvent elle avait éprouvé, en entrant chez Dieu, la sensation qu'elle éprouvait en entrant chez des amis dont les relations lui déplaisaient : une sorte de gêne, de contrainte pénible, de désir de voir partir « tout ce monde-là » et de rester enfin en tête-à-tête avec ceux qu'on vient voir. Elle adorait l'église où il n'y a personne, où le moindre bruissement vibre sous les voûtes, où, se voyant seul, on se sent, tout près de quelqu'un. Et longtemps elle restait là, immobile, priant de tout son cœur. Priant?.. c'est-à-dire confiant à Dieu toutes ses pensées et le suppliant de réaliser ses vœux, car elle ne priait pas, à proprement parler.

Encore une chose qui la stupéfiait, « la prière, » comme on la comprend ordinairement!

Les gens qui mâchonnent on ne sait quoi, en remuant les lèvres, lui étaient déplaisans à regarder. Elle s'étonnait aussi qu'on lût des prières dans des livres!.. Il lui semblait que la prière devait être spontanée et que, si mal tournée qu'elle pût être, il valait mieux qu'elle fût inédite.

Ce jour-là, en sortant de Saint-Roch, Mme de Gueldre pensa :

— Il est bien tard pour aller au Bois... et puis, Hélène doit m'en vouloir?.. Depuis trois jours, je n'ai pas été la voir!..

Et, montant en voiture, elle dit au cocher :

— Chez Mme de Chavannes!

XII.

Quand la marquise entra chez Mme de Chavannes, elle fut accueillie par un :

— Ah!.. enfin!.. je croyais que je ne te reverrais plus!

— J'ai été malade!.. répondit-elle en embrassant Yvonne, qui accourait au-devant d'elle.

Faucher, debout au fond du salon, buvait une tasse de thé. Il cria :

— Malade!.. parfaitement!

Liane se retourna.

— Tiens!.. vous êtes là, vous?

— Je suis là!.. Enfin, nous l'avons donc pincée, cette bonne petite névralgie?..

— Comment savez-vous ça?

— Par votre mari, que j'ai rencontré!.. Vous l'avons-nous assez prédit, cet été, hein?.. quand vous restiez en bateau, trempée pendant des heures... ou encore quand vous vous couchiez, le soir, sur les pelouses... en robe décolletée!

Mme de Gueldre se mit à rire. Elle devinait qu'au fond, tout au fond, le bon Faucher trouvait très bien fait qu'elle eût une névralgie, et comme cette névralgie, elle ne l'avait pas réellement, elle ne lui en voulait pas de sa satisfaction peu charitable. L'idée d'avouer qu'elle n'était pas malade lui vint : elle aurait voulu voir la tête de Faucher. Mais, prévoyant qu'elle allait s'attirer des ennuis de toute sorte, elle répondit seulement :

— Eh bien! vous en avez aussi, des névralgies!.. et vous ne vous êtes pourtant pas roulé sur l'herbe en robe décolletée, que je sache?

Faucher, qui parle tout le temps de ses maladies, n'admet pas que les autres y fassent allusion. Il répliqua un peu sèchement :

— Je ne vois pas ce que mes névralgies viennent faire ici?

— Et les miennes, donc!.. elles y viennent d'autant moins que ce n'est pas leur heure!

— Allons! allons! fit Mme de Chavannes, vous êtes insupportables tous les deux!.. Il faut toujours que vous vous disputiez!

— C'est l'oncle qui commence! affirma Yvonne.

— C'est ça... accablez-moi aussi!.. C'est charmant!.. D'ailleurs, trois femmes réunies contre un malheureux qui est tout seul!.. Aussi, ce que je vais filer... Ah! heureusement, voilà du renfort!..

Le gros Juvisy entrait, suivi de M. de Halsen, un Autrichien naturalisé Français, l'homme le plus spirituel et le plus fin causeur de Paris.

Liane fut ravie de le voir paraître; elle allait se distraire un peu! Elle le trouvait absolument charmant et disait souvent :

— Halsen?.. De lui, tout m'amuse!.. même ses silences sont drôles...

Elle n'avait pas prévu que Juvisy allait troubler son plaisir.

Quand Juvisy est quelque part, c'est lui qui parle! Il commença par examiner Mme de Gueldre d'un air attendri et s'écria :

— Ah! mon Dieu! comme vous êtes maigrie!.. et quel air grave! Ça ne va donc pas?

— Je vous préviens, dit brusquement Liane, que je suis de très mauvaise humeur, et qu'aujourd'hui, je ne suis pas du tout disposée à me laisser asseoir sur la sellette!

— Ah!.. fit le gros Juvisy en riant, vous êtes de mauvaise humeur?.. Est-ce de cela que vous vous accusiez tout à l'heure à Saint-Roch?

Le visage de la marquise se rembrunit. Il lui était infiniment désagréable que l'on connût ses stations à l'église.

— A Saint-Roch?.. fit Mme de Chavannes très surprise. Tu étais à Saint-Roch?

— Oui... mais je me demande comment M. de Juvisy sait que j'y étais?

— Tout simplement, madame, parce que j'ai vu votre voiture à la porte.

Il s'interrompit, regardant une jeune femme qui s'avançait dans le premier salon :

— Voici, comme diraient les échos des journaux mondains, « la toute charmante baronne de Montreu. »

Et il ajouta entre ses dents :

— Sûr!.. elle ne vient pas de Saint-Roch, celle-là!

La petite de Montreu entrait, se trémoussant dans un froufrou de soie. Elle sembla fort étonnée de voir la marquise et demanda :

— Comment!.. vous êtes de retour?

— Oui... depuis un mois!

— Moi, je suis revenue hier!.. Mais j'étais convaincue que vous étiez encore à Kildare!

— Pourquoi donc?

La jeune femme étala gentiment sa robe, allongea son pied bien chaussé et répondit, en tapotant son petit manchon tout fleuri :

— Oh! mon Dieu!.. parce que, depuis un mois, M. de Guibray n'est pas venu nous voir plus souvent!.. Quand vous n'êtes pas à Kildare, il vient continuellement nous demander à dîner;.. quand vous y êtes, il va chez vous...

Elle prit un temps et conclut, au milieu d'un silence :

— Parce que c'est beaucoup plus près!..

— Voyez-vous la petite rosse!.. grommela Faucher.

Yvonne demanda :

— Qu'est-ce que vous dites, notre oncle?

Il répondit d'un ton bourru :

— Rien d'intéressant!

Juvisy détestait la petite de Montreu. Il prétendait être le seul homme de sa coterie dont elle eût repoussé les hommages, et il commentait parfois très drôlement les causes de cette exclusion, imméritée selon lui. Comme il lui parut qu'elle venait de lancer à la marquise une impertinence que rien ne provoquait, il releva cette impertinence :

— Si j'avais le bonheur de posséder, loin ou près de chez moi, une aussi adorable voisine, il me semble que la distance serait très secondaire et n'influencerait en rien mon choix...

Et comme la petite de Montreu le remerciait, minaudant, il reprit :

— Oh! ne me remerciez pas!.. C'est à Mme de Gueldre que je faisais allusion!.. Je suis convaincu que si elle habitait à dix lieues des Aulnes, Guibray se transporterait chez elle avec la même facilité.

Il vit que Mme de Chavannes le suppliait d'un œil éperdu de se taire, et, pour rompre les chiens, il demanda :

— Il ne se marie donc pas, Guibray?

— Son oncle de Jardane lui cherche cependant une femme avec une ardeur!

La marquise, au supplice, comprit qu'il fallait absolument dire quelque chose. Elle questionna, d'un ton indifférent :

— Et il ne trouve pas cette femme tant cherchée?

Mme de Montreu répondit :

— Oh! il la trouvera certainement!.. car toutes les jeunes filles sont folles de M. de Guibray et rêvent de l'épouser!

— Pas toutes!.. affirma Yvonne.

Et, malgré les signes de sa mère, elle continua :

— J'en connais au moins une qui n'est pas folle de lui... et qui ne rêve pas du tout de l'épouser, car elle a formellement décliné cet honneur!..

Mme de Gueldre demanda :

— Et cette jeune fille, c'est?..

— Une de mes amies! répondit Yvonne en riant.

Et, voyant que la marquise allait insister, elle reprit :

— Vous pensez bien que je ne vais pas vous dire qui c'est, n'est-ce pas?

Quand tout le monde fut parti, Mme de Chavannes dit à Liane :

— Yvonne est stupide!.. Mais puisqu'elle a commencé à parler, moi, j'achèverai. C'est elle, la jeune fille qui n'a pas voulu épouser M. de Guibray.

— Elle?.. murmura la marquise stupéfaite.

— Oui... Quand j'ai vu M. de Guibray à Kildare, cet été, il m'a

plu... et sa situation aussi m'a plu... Bien né, assez d'argent, gentil, et à une portée de fusil de chez toi... J'ai eu l'idée de t'en parler... Mais je sais que tu as l'horreur de te mêler des mariages... D'autre part, comme je veux marier Yvonne de très bonne heure et que ce garçon m'irait comme un gant, j'ai chargé Mme Lagardy de savoir si ma fille réunirait les conditions voulues... L'oncle Jardane a répondu qu'Yvonne convenait à merveille à lui et à son neveu...

— A son neveu aussi?.. Et quand a-t-il répondu ça?

— Au mois de septembre.

— Ah!.. fit Liane d'une voix enrouée.

Mme de Chavannes reprit :

— Moi, tu comprends, j'avais vu qu'Yvonne le trouvait charmant... je croyais que ça allait marcher comme sur des roulettes?.. Ah! bien oui!.. Voilà mademoiselle qui déclare qu'elle trouve, effectivement, M. de Guibray très agréable, mais qu'elle sait très bien que le monde, la chasse, et lui-même, passeront toujours avant sa femme... et qu'elle ne veut pas de ça!.. qu'elle veut un mari qui l'aime... pour qui elle soit, non pas tout, mais plus que le reste...

— Enfin, des bêtises!.. interrompit la marquise d'un ton amer.

Mécontente, Mme de Chavannes s'écria :

— Ris tant que tu voudras!.. C'était un charmant mariage pour Yvonne!

— Yvonne ne trouvait pas ça!.. dit la jeune fille en riant, et je suis sûre que Mme de Gueldre l'approuve...

Elle ajouta, en s'asseyant sur un coussin aux pieds de la marquise :

— Car vous ne l'admiriez pas du tout, vous, madame, M. de Guibray?.. Vous rappelez-vous qu'un soir vous avez tenu tête à tout le monde à propos de lui?..

— Oui,.. balbutia Liane, bouleversée par ce souvenir. Oui, tu as raison.

Et aussitôt elle reprit :

— Mais tu sais, moi,.. la moitié du temps je suis distraite,.. l'autre moitié je ne sais pas ce que je dis!.. Il ne faut jamais, vois-tu, attacher d'importance à mes paroles!

— Maman! cria tout à coup Yvonne en s'élançant vers sa mère, maman! ne mange donc pas comme ça des gâteaux?.. Tu sais bien que ça t'est détestable!

Et, se tournant vers la porte, elle dit à demi-voix :

— Ah! heureusement, voilà une visite « chic!.. » Tu n'oseras plus!

Mme de Gueldre se leva, prête à partir; mais Mme de Chavannes la retint, et, lui présentant un grand jeune homme distingué et élégant qui entrait :

— Liane!.. le comte de Livry... de qui je t'ai parlé,.. tu sais?

M. de Livry s'inclina devant la marquise, et, en se relevant, l'enveloppa d'un regard très respectueusement curieux et admiratif.

— Allons!.. assois-toi un instant, dit Mme de Chavannes, tu ne vas pas partir tout de suite?

— Si,.. il faut que je rentre.

Depuis qu'il avait été question de Guibray, Liane se sentait encore plus triste. Elle avait froid; il lui semblait que tout s'éloignait d'elle.

M. de Livry demanda :

— Me permettez-vous, madame, d'aller vous présenter mes hommages?

Elle répondit :

— Oui, monsieur.

Et, d'un pas raide, elle marcha vers la sortie, suivie de Mme de Chavannes, qui disait :

— Toi, tu as quelque chose?.. quelque chose de pas naturel?

Puisque la névralgie était consacrée maintenant, autant valait « en jouer; » la marquise murmura :

— C'est cette maudite névralgie!

— Taratata!.. il ne s'agit pas de ça! Sais-tu ce que je crois, moi?

Elle demanda, inquiète :

— Qu'est-ce que tu crois?

— Te rappelles-tu l'histoire que tu m'as racontée?.. Tu sais, l'histoire du gardien du château de Blois?

— Oui... Eh bien?

Mme de Chavannes se mit à rire; et, se penchant à l'oreille de Liane, elle lui dit :

— Eh bien!.. je crois que tu as rencontré quelqu'un... qui, jusqu'à présent, a négligé de te montrer « l'armoire ousqu'on met les balais?.. »

XIII.

Enfin, M. de Guibray se décida à écrire à la marquise une lettre très correcte, très indifférente, dans laquelle il s'excusait de ne lui avoir pas répondu plus tôt. Il était allé en déplacement de chasse; et, à son retour seulement, il avait trouvé la lettre qui l'attendait aux Aulnes.

Quoiqu'elle fût profondément découragée, Liane répondit à c mot glacial et prudent par une lettre affectueuse et confiante, et une correspondance à peu près régulière s'établit. Jean con-

serva la note banale et cérémonieuse; Mme de Gueldre, le ton bon enfant qui lui est habituel, avec parfois un mouvement abandonné et tendre qu'elle ne parvenait pas à réprimer.

Au bout de quelque temps, le vicomte annonça à Liane qu'il venait à Paris. Il aurait, disait-il, l'honneur de se présenter chez elle le mercredi suivant.

Pendant la semaine qui précéda cette visite, la marquise parut à ses amis énervée et bizarre. Elle, qui adorait le calme et la tranquillité, ne tenait pas en place. On la rencontrait partout, agitée, fiévreuse, angoissée, ne pouvant plus rester seule. Elle cherchait, par tous les moyens possibles, à brûler le temps qui la séparait de cette rencontre, à la fois redoutée et ardemment désirée.

M. de Livry, dès le lendemain du jour où la permission lui en avait été donnée, s'était présenté chez Mme de Gueldre. Depuis, il revenait régulièrement la voir, demandant toujours, lorsqu'il se levait après une heure de causerie :

— Vraiment, madame, vous ne me trouvez pas trop indiscret?

Elle répondait, polie, et d'ailleurs sincère :

— Mais pas du tout!.. J'ai beaucoup de plaisir à vous voir!

Et en effet il ne l'ennuyait pas! Elle le regardait sans le voir, et l'entendait sans l'écouter, comme elle regardait et entendait toutes choses depuis que sa pensée l'emmenait bien loin du présent.

M. de Livry est un très joli garçon : un peu trop joli, un peu trop élégant, un peu trop riche, auquel on ne peut guère reprocher que la légère exagération d'une infinité de qualités qui, à un degré moindre, le rendraient probablement très séduisant. Il cause agréablement de toutes choses, et ne parle jamais de lui. Assez sec et cassant avec les hommes, il est avec les femmes d'une politesse caressante, respectueuse, et exquise.

La veille du jour où elle devait revoir Jean, la marquise n'ayant pas rencontré Mme de Chavannes, qui lui avait donné rendez-vous aux Acacias, renvoya sa voiture et revint à pied du bois. Au moment où elle allait traverser l'avenue de l'Impératrice pour rentrer chez elle, M. de Livry, qui passait en phaéton, la salua :

Elle s'arrêta, demandant :

— Comment!.. vous allez au bois si tard?.. Il va faire nuit.

Le jeune homme avait vu que Mme de Gueldre rentrait. Il répondit, en descendant rapidement de voiture :

— Je ne vais pas au bois, madame!.. Je croyais que c'était aujourd'hui mercredi,.. et je venais vous faire une visite... C'est en arrivant à votre porte que je me suis souvenu que nous étions au mardi seulement.

Liane vit une occasion de n'être pas seule jusqu'au dîner, et elle s'écria :

— Qu'est-ce que ça fait?.. Vous allez entrer tout de même!

— Non!.. si indulgente que vous soyez, vous me trouveriez à la fin trop encombrant?

Elle insista, gentille et gracieuse :

— Mais non,.. pas du tout!

Il se décida à entrer; et, tandis qu'elle défaisait son chapeau, il suivait tous ses mouvemens d'un œil attentif et surpris.

Depuis que M. de Livry avait rencontré la marquise, il l'étudiait avec un intérêt étonné.

Elle ressemblait si peu aux femmes qu'il connaissait jusqu'à présent!

Sa gaîté, sous laquelle il sentait une pointe de tristesse; son absence totale de coquetterie, son indulgence aimable, sa simplicité, le surprenaient fort et le charmaient très vivement. Physiquement, il la trouvait, pas jolie, mais bizarre, et, telle quelle, elle lui plaisait infiniment. Il avait pour elle un caprice différent de ses autres caprices; un caprice d'un genre nouveau, qui déjà lui faisait éprouver des sensations raffinées et inconnues. Et, un peu inquiet de la réussite de ses projets, il se demandait, en regardant Liane aller et venir dans le salon :

— Quelle femme est-ce?.. Comment faut-il procéder?..

Ce soir-là elle se montra singulièrement aimable et captivante. Désireuse, avant tout, d'échapper à elle-même et de faire rester le jeune homme jusqu'à l'heure où elle s'habillerait pour aller dîner en ville, elle causa vraiment, évitant les distractions et les silences qui lui étaient devenus habituels.

Une fois, M. de Livry s'avança vers elle, le visage inquiet, prêt à parler, et comme si ce qu'il allait dire lui coûtait quelque effort. Mais la marquise, toujours absorbée dans son unique pensée, ne vit que son mouvement et demanda, croyant qu'il venait de prononcer un mot qu'elle n'avait pas entendu :

— Qu'est-ce que vous disiez?..

Un peu interloqué, il murmura :

— Je ne disais rien!..

Et, au bout de quelques minutes, il partit très agacé et tout à fait amoureux, se demandant :

— Voyons!.. Faut-il oser ou ne pas oser?.. Drôle de femme!

Quand Liane, le lendemain, reçut M. de Guibray, elle se promettait de rester maîtresse d'elle-même. Elle avait tant souffert, pendant ces quelques mois, qu'elle ne voulait plus s'abandonner à un bonheur d'un instant, pour retraverser ensuite les mêmes souffrances. Mais dès que, la porte refermée, elle se vit seule avec Jean, dès qu'elle se sentit enveloppée de ses bras, elle oublia toutes

ses résolutions et se rejeta à corps et à cœur perdu dans son amour.

Elle se serrait follement contre lui, tandis qu'il répétait, couvrant de baisers le petit visage tout pâle qui s'offrait à ses caresses :

— J'avais tant besoin de vous revoir !

Liane posa ses doigts sur la bouche de Guibray, désireuse de l'empêcher de parler. Elle voulait que rien ne troublât sa joie, et cette phrase lui avait déchiré l'oreille, comme une fausse note.

Non !.. ça n'était pas vrai !.. il n'avait pas besoin de la revoir !.. il serait venu plus tôt ?.. Rien ne l'empêchait de venir !.. et surtout il lui aurait écrit moins sèchement des lettres moins rares. Quand elle sentait les caresses de Jean, elle était tout près de croire à son amour; mais, dès qu'elle entendait sa voix affirmer cet amour, toutes ses espérances s'enfuyaient au loin.

Tout à coup, il demanda :

— Est-ce que, à Paris, je ne peux pas vous voir autrement que dans ce salon ?.. il me semble qu'il y a encore plus de portes et de fenêtres qu'à Kildare ?

Comme deux mois plus tôt, la marquise répondit :

— Je ferai ce que vous voudrez.

Il parut embarrassé.

— C'est que je suis ici chez mon oncle !.. Vous ne pouvez pas venir chez mon oncle ?.. Sortez-vous souvent ?

— Presque tous les jours.

— Le diable, c'est qu'il y a votre cocher qui sait où il vous mène ?

— Je sortirai à pied !..

— Oui... mais pour où aller ?..

— Je n'en sais rien !.. Je vous dis simplement ceci : où vous me direz d'aller, j'irai !

— Mais c'est qu'en vérité, je ne vois pas trop ?.. Voyons, trouvez quelque chose ?

Stupéfaite, elle balbutia :

— Que je trouve quelque chose ?.. moi ?..

Et après un silence, elle ajouta avec une tristesse narquoise :

— Vous me croyez, je vous assure, beaucoup plus... débrouillarde que je ne le suis ?

Il reprit avec une moue d'enfant gâté :

— Moi qui comptais vous voir un peu plus librement à Paris !.. Comment ?.. nous ne pouvons pas découvrir un moyen quelconque ?

Elle secoua la tête, ayant l'air de dire :

— Que voulez-vous !.. Je n'ai pas l'habitude de ça, moi !

Il s'écria :

— Voyons, il faut absolument que je vous voie... n'importe où... aujourd'hui ou demain... car je pars vendredi !

Elle balbutia, atterrée :

— Comment, vous partez?

— Oui... j'accompagne mon oncle à Nice.

— Et vous revenez quand?

— Je ne sais pas!

Liane, le cœur affreusement serré, resta un instant sans rien dire. Il répéta :

— Il faut pourtant que je vous voie?

Sans regarder M. de Guibray, elle balbutia d'une voix incertaine :

— Écoutez!.. si vous voulez... ma chambre est là... au rez-de-chaussée... Je peux vous faire entrer cette nuit?

Il bondit et cria effaré :

— Jamais de la vie!.. par exemple!

Et suffoqué, il reprit encore :

— Ici!.. jamais!

L'intonation était si drôle, l'ahurissement si profond, que malgré son chagrin Mme de Gueldre éclata de rire en disant :

— Je vous offrais la seule chose que je pouvais vous offrir... Ça ne vous va pas... n'en parlons plus!

— Ça ne me va pas!.. parce que c'est fou!.. Trouvez quelque chose de raisonnable!

Elle répondit :

— Ah! voilà!.. c'est que justement je ne suis pas raisonnable, moi!

Et elle ajouta en souriant :

— Mais qu'est-ce que cela fait, puisque vous l'êtes pour deux?

Il murmura avec un peu d'embarras :

— Allons, bon!.. Voilà à présent que j'ai l'air de... que vous allez croire...

Brusquement elle l'interrompit :

— Je ne crois rien!

Et découragée et profondément lasse, elle pensa :

— C'est bien vrai que je ne crois rien! rien! rien!

Jean s'agenouilla devant elle et voulut l'attirer à lui; mais elle le repoussa doucement.

— Prenez garde!.. on entre ici à chaque instant!

Il s'assit sur une petite chaise, tout près d'elle, et s'emparant de sa main se mit à l'embrasser doucement, en relevant la manche pour monter jusqu'au haut du bras, comme il l'avait fait la première fois à Kildare.

Toute remuée par cette caresse, mais bien résolue à cacher à présent son émotion et son amour, la marquise commença à parler de choses et d'autres; des voisins de campagne, de Vannes... de Nice, où allait Guibray. Et il répondait gaîment, l'esprit libre, causant de tout gentiment, parfois même avec un brin d'humour. A la fin elle demanda:

— A propos! vous ne me dites pas que vous avez failli vous marier cet automne?

Il répondit en riant:

— J'ai failli tant de fois me marier!

— Oui... mais cette fois, il s'agissait d'une petite amie que j'aime beaucoup!.. Yvonne de Chavannes?

— Ah! oui!.. il en a été sérieusement question!

Et vivement, il demanda:

— Puisque vous êtes au courant de cette histoire... dites-moi donc ce qui a fait manquer l'affaire?

Comme elle ne répondait pas, il continua sans cesser de couvrir son bras de baisers très doux :

— J'ai été très ennuyé!.. ça me convenait parfaitement, ce mariage-là!

Involontairement elle se recula. Cette inconscience l'écœurait un peu. Et elle souffrait de sentir que, malgré tout, son amour, sans s'illusionner, restait vivace et profond.

Au moment où Jean prenait congé d'elle, lui baisant une dernière fois la main, elle lui dit :

— Vous n'oublierez pas ce que vous m'avez promis?.. n'est-ce pas?

— Qu'est-ce que je vous ai promis?

— De me faire part vous-même de votre mariage... avant qu'il soit connu?.. afin que je ne l'apprenne pas... à l'improviste?

Du seuil de la porte, il répondit:

— C'est convenu!

Restée seule, Liane toute frissonnante considéra un instant son visage pâle et aminci en disant:

— C'est fini!.. je ne suis plus assez jolie pour qu'il m'aime!

Elle se retourna en entendant ouvrir la porte et fut surprise de voir qu'on introduisait M. de Livry.

Le jeune homme s'avança souriant; mais son sourire s'effaça devant le visage sérieux de la marquise, et il demanda presque craintivement:

— Je ne vous dérange pas?.. vous ne trouvez pas que j'abuse?

Déjà elle regrettait la raideur de son accueil. C'était injuste, en somme, de faire payer à ce garçon, qui n'en pouvait mais, les en-

nuis causés par un autre que lui. Il venait bien un peu trop souvent, mais puisque la veille elle avait été bien aise de le voir, pourquoi, quand elle n'avait plus besoin de lui, lui ferait-elle moins bonne mine ?

Elle s'assit dans la grande bergère qu'elle venait de quitter un instant auparavant, et lui indiqua un siège ; puis, elle commença à causer... à causer beaucoup pour s'étourdir et oublier.

Lui, plus silencieux au contraire que d'habitude, la regardait étrangement. Depuis la veille, il n'avait pas cessé de penser à elle. Habitué à plaire aux femmes de tous les mondes, à rencontrer peu ou pas de résistance, il n'admettait point qu'un de ses désirs ne devînt pas très rapidement une réalité. Et, cette fois, il était inquiet. Souvent, il avait parlé de la marquise dans des milieux où on lui répondait avec aplomb : « — Mme de Gueldre, charmante femme!.. un tempérament et pas de préjugés. » Et, néanmoins, il hésitait à aller de l'avant. Il lui semblait, à lui, qui avait une grande expérience des femmes, que celle-là n'avait jamais fait le plus petit faux pas. Il devinait cela à son regard limpide et appuyé, à son éclatant sourire, à son indulgence et à sa bonne humeur. Et l'idée qu'il pouvait se heurter à une honnêteté ou à une indifférence le tourmentait fort. Tout en la marquise l'intriguait et le déroutait. Comment s'y prendre avec elle? Et plus il avait besoin de sang-froid et de présence d'esprit, plus il perdait la tête.

Mme de Gueldre, si préoccupée qu'elle fût, s'aperçut tout de suite qu'il était « tout chose ! » Mais elle n'y prit pas garde, et fit de son mieux pour boucher les nombreux trous de la conversation languissante.

Tandis qu'elle s'ingéniait à dégeler M. de Livry, une des bûches consumées se brisa par le milieu, envoyant rouler dans l'âtre des tisons fumeux. Le jeune homme se leva pour réparer le désordre, mais déjà Liane à genoux, la pincette à la main, ramassait les débris épars. Il resta debout derrière elle, respirant le parfum qui montait des cheveux blonds tordus bas sur la nuque, où frisaient des bouclettes drues et brillantes. Et tout à coup, s'inclinant vers la marquise, il lui saisit la tête à pleines mains, et renversant en arrière son visage, il couvrit de baisers emportés et chauds ses yeux tout remplis de stupeur.

Violemment, d'un mouvement à la fois onduleux et brutal, elle se dégagea ; et se dressant toute droite, rouge de colère, elle dit seulement :

— Oh !..

M. de Livry s'était reculé, effaré de ce qu'il venait de faire. Il balbutia :

— Madame, je vous demande pardon!

Puis, attachant sur elle ses beaux grands yeux gris, aux paupières un peu lourdes, il dit dans un élan sincère :

— Il faut me pardonner, je vous aime tant, tant!

Et Liane qui le regardait, se souvenant des baisers dont ses yeux étaient meurtris, fut convaincue qu'il disait vrai, et qu'en cet instant il l'aimait de toutes ses forces. Et involontairement elle pensa :

— Si j'offrais à celui-là ce que j'ai offert à l'autre tout à l'heure, je crois qu'il ne me répondrait pas: « Jamais de la vie! »

M. de Livry restait arrêté devant elle, doux et respectueux. Il demanda d'une voix qui tremblait un peu :

— Voulez-vous me pardonner? dites?..

Jugeant que le mieux était de n'avoir pas l'air d'attacher d'importance à l'aventure, elle répondit souriante :

— Sans doute, je vous pardonne! Mais je vous invite à ne pas recommencer.

Le jeune homme inclina une dernière fois devant la marquise sa haute taille élégante, et sortit sans parler.

Alors Liane, encore un peu émue, s'approcha de la glace pour lisser ses cheveux qu'elle sentait envolés autour de son front. En ce moment, elle se trouva fraîche et jeune, et se dit toute joyeuse:

— Si un homme qui a la facilité de choisir parmi les plus jolies femmes a été un instant amoureux de moi, c'est qu'on peut encore m'aimer? Jacques m'aimera peut-être?

Puis, pensant à la mine penaude de M. de Livry, elle murmura en riant :

— Et je l'ai brusqué, ce pauvre garçon! J'aurais dû le remercier, au contraire!

XIV.

— Veux-tu me rendre le service d'emmener Yvonne au patinage? demanda Mme de Chavannes, qui entrait suivie de sa fille, son frère est un tel étourneau que je n'aime pas à la lui confier.

Et s'apercevant que le marquis était seul dans le fumoir :

— Ah! je vous demande pardon! Je croyais que Liane était là!

— Elle est allée mettre son chapeau. Je vais la faire avertir.

— Dites donc? vous ne trouvez pas qu'elle change terriblement?

— Qui ça?

— Liane.

— Croyez-vous? répondit distraitement M. de Gueldre.

— Ça crève les yeux! Elle devient maigre comme un coucou,

et puis, la moitié du temps, elle est triste ou alors si elle est gaie, elle l'est trop !

— Que voulez-vous? les femmes manquent toujours de mesure!

L'œil clair d'Yvonne se posa dur et méprisant sur le marquis. Elle adorait Mme de Gueldre et elle s'indignait de l'indifférence ironique qu'affectait son mari en parlant d'elle.

Agacée aussi, Mme de Chavannes avait pris *le Sport* posé sur la cheminée et le parcourait en se chauffant.

— Je vois, dit-elle, que votre voisin Jardane est à Nice?

— Oui, Guibray aussi, il était ici il y a quelques jours.

— Ah ! fit avec intérêt Mme de Chavannes.

Au fond, elle conservait l'espoir qu'Yvonne reverrait le vicomte, et changerait peut-être d'avis quand elle le connaîtrait davantage. Elle reprit :

— Quand M. de Guibray était-il ici ?

— Mais je ne sais pas trop!

Et se tournant vers sa femme qui entrait, le marquis demanda :

— Liane, quand donc Guibray est-il venu vous voir ?

Elle répondit :

— Mercredi dernier, je crois !

Et s'adressant à Yvonne :

— Il paraît que tu viens patiner avec moi?

— Oui, dit Mme de Chavannes, moi qui ne patine pas, j'ai vraiment trop froid !.. ils sont heureux à Nice, ils voient le soleil, eux !

Elle continuait à regarder *le Sport*, tout à coup, elle poussa un cri :

— Ah !.. voilà !.. on fait des manières !.. et puis après... trop tard, si on veut se raviser !.. Ça y est !.. il est marié !

— Qui donc?.. demanda Mme de Gueldre, qui mettait ses gants.

— M. de Guibray, parbleu !

— Marié ?.. balbutia Liane, devenue toute blanche.

— Quand je dis marié, c'est une façon de parler... il se marie, enfin !

— Qui épouse-t-il ?.. demanda le marquis.

Yvonne répondit en riant :

— Mlle de Grossac !..

Mme de Chavannes se leva, furieuse :

— Tais-toi !.. c'est stupide, ce que tu dis là !

Et très énervée de voir son projet tout à fait anéanti, mécontente de la gaîté de sa fille, elle tapa sur le journal pour indiquer les lignes de la *Gazette héraldique* qui dansaient devant ses yeux, et cria rageusement :

— Il fait un mariage superbe, au contraire !.. il épouse une gueule d'argent !

— Vous dites?.. fit le marquis étonné, tandis qu'Yvonne se roulait sur un des divans, en répétant :

— Une gueule d'argent!.. une gueule d'argent!

Puis, voyant que sa mère les regardait sans comprendre, elle vint d'une glissade se pendre à son cou en disant :

— Pauvre maman! va!

Mme de Gueldre, debout à la même place, les paupières baissées, les lèvres tremblantes, continuait à mettre ses gants d'un mouvement lent et régulier, craignant d'être obligée de parler ou de bouger. Sans voix, les jambes fauchées, incapable de faire un pas ou de prononcer un mot, elle écoutait son mari, qui à présent lisait :

« On annonce le mariage de M. Marie-François-Jean vicomte de Guibray, neveu de M. de Jardane, l'un des plus grands propriétaires du Morbihan, avec Mlle Louise-Marie-Caroline de Lancey, fille de M. René-Guillaume baron de Lancey, et de la baronne, née des Ramures. »

M. de Gueldre respira; puis il acheva, dans un fou rire :

« *Armes :* de gueules, au sautoir d'argent. »

Et Yvonne, reprise d'un nouvel accès de gaîté, se mit à gambader à travers le fumoir en criant :

— Une gueule d'argent!.. une gueule d'argent!

Mme de Chavannes, qui avait pris aussi le parti de rire, interpella tout à coup la marquise :

— Et toi?.. qu'est-ce que tu dis de ça?

Elle balbutia dans un violent effort :

— Rien!.. que veux-tu que j'en dise?

Plus pratique, et pensant au voisinage si rapproché des Aulnes, M. de Gueldre s'écria :

— Pourvu qu'elle soit agréable, au moins, la gueule d'argent?

Liane était au supplice; elle se tourna vers Yvonne :

— Allons!.. viens-tu, petite?

Elle sortit, suivie de la jeune fille; tandis que, se rasseyant au coin du feu, en face du marquis, Mme de Chavannes demandait avec un dédain méfiant :

— Est-ce que vous connaissez ça, vous?.. les Lancey?

La fin de la journée parut à la marquise horriblement longue. En filant, rapide et souple, au milieu des patineurs qui la saluaient ou l'arrêtaient, à qui elle était forcée de répondre et de sourire, elle se sentait isolée, perdue, absolument seule! Il n'y avait plus d'espoir possible!.. C'était fini, fini pour toujours!.. « Toujours! » ce mot à présent lui paraissait sinistre!.. lui faisait entrevoir un déroulement infini de meurtrissures et de désespoirs! Ainsi, c'était ça l'amour?.. ça vivait dans les larmes, ça sombrait dans le ridi-

cule... et ça ne pouvait pas mourir?.. car elle sentait bien que malgré la scène grotesque de tout à l'heure, malgré le manque de parole de M. de Guibray, elle aimait toujours; elle aimait sans pouvoir se reprendre.

Elle eut honte de voir que cet amour la possédait toute, et elle pensa :

— Je ne peux pas vivre ainsi!.. je ne peux pas!

Et tout de suite, l'idée de mourir lui vint. Pourquoi pas?.. il lui en coûterait si peu?.. oui, mourir! mais comment?.. Ça n'était pas, au fond, aussi simple que ça en avait l'air?.. Se tirer un coup de revolver?.. elle avait l'effroi des armes à feu; elle se manquerait sûrement!.. Se noyer?.. dans la Seine, au milieu des glaçons boueux?.. et puis, elle nageait trop bien, la lutte serait atroce, car elle n'aurait jamais la force de volonté nécessaire pour se laisser couler à pic. Et aussi pour son mari, elle n'avait pas le droit de finir ainsi! Si elle mourait, il fallait absolument qu'on ne sût jamais, ni lui, ni personne, qu'elle n'était pas morte naturellement? Et, alors, elle songea qu'au contraire, en mourant bruyamment, elle causerait peut-être à Jean une dernière satisfaction d'amour-propre... Certes, il ne dirait pas tout haut : « C'est pour moi qu'elle s'est tuée!.. » mais il penserait : « Faut-il qu'elle m'ait aimé tout de même? » et ça le flatterait.

Faisant signe à Yvonne de rentrer, elle conclut :

— Voilà!.. le difficile est de trouver une mort propre!

Pendant qu'elle enlevait ses patins, M. de Mons demanda :

— Vous avez votre voiture?

— Non!.. Yvonne veut bien revenir à pied, nous demeurons si près d'ici.

— Est-ce que je peux vous accompagner?

— Est-ce que nous pouvons aussi?.. dirent Juvisy, Halsen et Damartin, nous ferons suivre les voitures jusqu'à votre porte.

Halsen regarda autour de lui, et demanda à la marquise :

— Vous n'avez pas vos chiens?..

— Si! ils m'attendent au tir!.. Je ne les laisse pas venir sur la glace, ils feraient peut-être tomber quelqu'un.

Halsen observa :

— Ils feraient même tomber tout le monde!..

Au moment où la marquise appelait Toc et Vlan, qui se précipitaient joyeusement vers elle, une bonne voix pleine et goguenarde s'écria :

— Ah!.. je vois avec plaisir, madame la marquise, que vous ne vous ressentez plus du tout de votre indisposition?

Elle se retourna.

— Tiens!.. qu'est-ce que vous faites ici, docteur? Est-ce qu'il est arrivé un malheur?

— Un accident,.. un microscopique accident!.. C'est M[lle] de Saint-Leu qui est tombée et s'est légèrement,.. oh! très légèrement, foulé le pied;.. elle a été tout de suite admirablement soignée... par sa mère d'abord, et aussi par M. le marquis d'Argos!.. un homme charmant!.. qui assistait à sa chute.

Yvonne se mit à rire en disant :

— Vous êtes un très méchant docteur?

— Moi!.. pas du tout!

— Et bourru!

— Je trouve seulement que ce n'est pas la peine de me faire quitter ma consultation,.. où m'attendent peut-être des malades pour tout de bon,.. pour me faire venir avec ma trousse,.. regarder flirter des gens qui n'avaient pas besoin de moi pour ça!

Il se tourna de nouveau vers la marquise, demandant :

— Est-ce que vous avez fait des piqûres?

M[me] de Gueldre rougit. Elle se reprochait d'avoir joué la comédie pour sa névralgie comme la petite de Saint-Leu pour son pied. Elle répondit :

— Non, docteur!.. j'ai horriblement peur de la morphine, vous savez?

— La morphine n'a, pour les gens raisonnables, aucun inconvénient...

Sans savoir exactement pourquoi elle faisait ce nouveau mensonge, Liane reprit :

— J'en ai une peur si ridicule que j'ai jeté la petite bouteille!.. je ne veux pas qu'il y ait de morphine à la maison... Et puis, ma névralgie ne doit pas être une névralgie... Vous riez?.. je vous assure que ça change de place!.. j'ai des étouffemens,.. des battemens de cœur...

Et voyant que le docteur l'écoutait en souriant sans répondre, elle ajouta :

— Vous verrez!.. je mourrai un beau jour,.. sans qu'on sache de quoi?.. tout à coup, pan!.. d'une chose quelconque et inconnue... Vous verrez ça!

Le docteur haussa imperceptiblement les épaules, et, saluant, rejoignit sa voiture qui stationnait contre la palissade du tir aux pigeons.

Juvisy demanda en riant à la marquise :

— Ça vous prend souvent, ces gaîtés-là?

Elle se mit à rire aussi et répondit :

— Quelquefois?

— Tenez! dit M. de Mons en montrant Toc et Vlan, qui levaient vers leur maîtresse leurs beaux yeux intelligens, on croirait vraiment que vos chiens ont entendu les absurdes choses que vous venez de dire?

Elle regarda les deux chiens :

— Ils m'aiment!.. c'est vrai!.. mais ils vous aiment presque autant que moi!

— Oh! non!

— Appelez-les donc?.. là!.. Vous voyez comme ils vous caressent?.. ils se promènent si souvent avec vous... et vous êtes si bon pour eux!

— Je n'ai à cela aucun mérite!.. j'adore les animaux!.. et, à Paris, je n'en ai pas!.. Il faudra que j'achète un chien?.. non, deux chiens!.. un seul s'ennuierait en tête-à-tête avec moi!

Halsen regarda Toc et Vlan :

— Ces deux-là sont peut-être très beaux, dit-il doucement, mais ce n'est pas le genre de beauté qui me plaît!

Yvonne répondit :

— Mme de Gueldre a ramassé Toc écrasé sous un omnibus place de la Bourse... et elle a trouvé Vlan à Clichy, passage du Soleil!.. Il était à un vieux chiffonnier qui allait le tuer, parce qu'il ne pouvait plus payer la taxe,.. il avait essayé de le perdre, mais il revenait toujours!

Liane dit en caressant affectueusement les deux grosses têtes velues :

— Ils sont affreux et ridicules, mes chiens!.. mais ils m'aiment tout autant que s'ils étaient jolis!..

Et elle pensa :

— Ce sont peut-être les seuls êtres qui m'aiment!..

XV.

Toc et Vlan étaient toujours dans la salle à manger pendant les repas; et aussi un des grands chiens de chasse de M. de Gueldre. Un matin, Vlan, voulant s'emparer d'un fromage posé sur une table de service, souleva sournoisement du bout de son nez noir et humide le globe de cristal qui roula à terre avec fracas.

Le marquis sauta en l'air et s'écria en colère :

— Ils sont odieux, ces chiens-là!

Liane, qui habituellement était d'humeur très facile, s'emporta; et son mari, étonné, lui fit remarquer qu'elle était aujourd'hui bien nerveuse.

Elle dit doucement :

— C'est vrai!.. il faut me pardonner!.. depuis quelque temps, je ne vais pas très bien...

— Qu'est-ce que vous avez?

— Je ne sais pas,.. mais j'ai quelque chose, bien sûr!

M. de Gueldre répondit, moqueur :

— Comme explication, c'est vague!

Après le déjeuner, la marquise sortit à pied emmenant ses chiens, et alla chez M. de Mons, qui demeurait rue de la Faisanderie dans un joli hôtel situé au milieu d'un jardin.

Il fut stupéfait de voir entrer Liane et courut au-devant d'elle, demandant :

— Est-ce qu'il vous est arrivé quelque chose?..

— Non!.. je viens vous prier de me rendre un service?

— Lequel?

— C'est de prendre mes chiens!.. J'ai eu ce matin, à leur sujet, une petite discussion avec Henry, qui les trouve assommans,.. et je ne veux pas que cela se renouvelle!.. Voulez-vous me faire le plaisir de les prendre et de les garder toujours?.. ou, si pour une raison ou pour une autre, vous ne pouviez pas les conserver, de les faire tuer « devant vous?.. »

— Mais, dit Bernard tout surpris, comment est-il possible que vous consentiez à vous séparer de ces deux chiens qui ne vous quittent jamais?

— Je sais qu'avec vous ils seront plus heureux encore qu'avec moi!.. vous m'avez dit un jour que tous vos domestiques aimaient les bêtes!.. Vous avez un grand jardin,.. vous vous promenez au bois, à pied ou à cheval pendant la moitié de la journée; l'été, vous allez à la campagne.

— Oui,.. mais ils ne vous verront plus?

— Bah!.. ils me rencontreront comme ils vous rencontraient auparavant!.. et, d'ailleurs, ils m'oublieront vite!

Elle aperçut Toc qui venait de se coucher sur un divan, et elle voulut le faire descendre.

Le chien, étendu sur le ventre, les pattes allongées, la regarda en remuant la queue, mais ne bougea pas.

Elle se levait pour le prendre par son collier, M. de Mons s'y opposa :

— Permettez!.. à présent, il est ici chez lui!

— C'est vrai!.. dit la marquise en souriant; et regardant autour d'elle, elle ajouta :

— C'est très joli, chez lui!

— Vous trouvez?.. voulez-vous voir ma petite maison?.. j'ai des tableaux qui vous plairont?..

Elle se leva prête à le suivre; les deux chiens, couchés à présent côte à côte, la regardèrent sans faire un mouvement.

— Vraiment, dit la marquise, on dirait qu'ils ont compris ce que je vous ai dit?

Et gaîment :

— Savez-vous ce qui sera drôle?.. Quand ces pauvres vilaines bêtes auront été vues avec vous, elles vont devenir deux types d'élégance!.. Tous les petits jeunes gens qui cherchent à vous imiter, beaucoup de cocottes et quelques femmes du monde vont s'ingénier et remuer toute la terre pour trouver des chiens pareils à ceux-là.

Elle éclata d'un rire jeune et frais.

— Et pour en trouver d'aussi laids, il faudra trimer ferme!.. C'est égal, je parie que, dans deux ou trois ans, Paris sera couvert de grands Tocs et de gros Vlans?

Et, distraite, elle ajouta :

— Ça m'aurait amusée de voir ça!

— Comment, ça vous « aurait » amusée?.. interrogea M. de Mons. Pourquoi parlez vous comme si vous ne deviez pas le voir?

Elle répondit, un peu interdite :

— Comment ai-je parlé?

Bernard secoua la tête, et, tristement :

— Vous avez parlé comme quelqu'un qui a l'idée de mourir.

Craignant qu'il ne devinât la vérité, elle protesta brusquement.

— L'idée?.. Ah! mais non!.. La crainte, oui... Notez que je ne dis pas la peur... Vous avez bien vu qu'hier j'ai dit au docteur que je me sens malade... Et puis, vous savez, moi, j'ai beaucoup étudié les mains, les écritures et les horoscopes.

— Eh bien?

— Eh bien! dans ma main, dans mon écriture et dans mon horoscope, je vois se répéter les mêmes signes...

— Qu'est-ce qu'ils disent, ces signes?..

— Ils se contredisent sur quelques points... Mais il en est un sur lequel tous sont d'accord.

— Et c'est?..

— Vie courte!

— Vous croyez à toutes ces bêtises?

Elle le menaça du doigt.

— Vous y croyez plus encore que moi, vous!.. Vous souvenez-vous qu'un soir, à Deauville, vous m'avez tous montré vos mains?

— Oui.

— J'ai bien vu que vous en saviez là-dessus tout aussi long que moi!.. J'ai vu aussi votre main, qui est la plus belle, la plus droite,

la plus honnête que j'aie jamais regardée!.. Et vous avez une admirable ligne de vie, vous!

Elle acheva en riant :

— Aussi je suis tranquille sur le sort de Toc et de Vlan!.. Vous les enterrerez!.. Et maintenant, montrez-moi vos tableaux?

Quand elle eut visité les salons, la salle à manger et la bibliothèque, Liane, voyant que M. de Mons rentrait dans le cabinet de travail où il l'avait reçue, demanda :

— Je voudrais voir aussi votre chambre?

Il s'inclina, et, ouvrant une porte, introduisit la marquise dans une grande pièce tendue, murs et plafond, en toile à voile. Un lit très étroit et très bas; des armes; une chasse de Lewis Brown; une petite danseuse de Forain, au pastel, faisant bouffer sa jupe bleuâtre derrière un portant; des jockeys de Degas; un champ de coquelicots de Monnet; un faune de Clodion; une femme nue de Rodin; un éventail de Guérard. Sur un grand bureau Louis XVI, dans un merveilleux petit cadre ancien, une photographie, celle de Liane, photographie instantanée, faite deux ans plus tôt au tir aux pigeons; patinant, les mains dans un manchon, le nez au vent, tout emmitouflée de fourrures, avec, au coin, cette dédicace :

« *A monsieur de Mons*,

« Le Bon Garçon. »

— Ah! s'écria Mme de Gueldre, c'est gentil d'avoir mis le Bon garçon dans ce si joli cadre!

Et, un peu embarrassée de se voir trôner ainsi dans la chambre de Bernard, elle demanda, ne sachant que dire :

— Vous n'avez pas d'autres photographies?

— Non... je n'ai que celle-là!

En questionnant, elle regardait autour de la grande pièce. Tout à coup, elle rougit et resta les yeux fixés sur un objet qu'elle venait d'apercevoir.

Au-dessus du lit, sous un christ de vieil ivoire, se détachait un bibelot ancien, à moitié cadre, à moitié bijou, renfermant une petite fleur séchée. Et cette pauvre fleur pâlotte, cette humble petite fleur sans nom, Liane la reconnaissait bien... C'était celle que Bernard lui avait demandée le jour où il lui avait dit qu'il l'aimait!

Il vit ce qu'elle regardait, et, d'un ton bourru :

— Oui!.. c'est bête... c'est vieux jeu!.. c'est romance! Vous vous moquez de moi, n'est ce pas?.. Vous avez raison!

Elle tourna vers lui son visage tout couvert de larmes, et, lui tendant les deux mains, elle balbutia :

— Vous m'aimiez bien, vous!

Il se pencha, et, posant son front sur les mains de Liane, il dit d'une voix profonde, qui la fit frissonner toute :

— Si, au moins, je vous savais heureuse?

Elle pensa, désespérée :

— Pourquoi n'est-ce pas lui que j'aime?

Et aussitôt une peur la prit qu'il ne sût qui elle aimait... Elle eut honte et dit en retirant doucement ses mains :

— Il faut que je m'en aille!

XVI.

Pendant la semaine qui suivit sa visite chez Bernard, Liane se montra d'une gaîté extrême. Mme de Chavannes, ravie, répétait :

— Enfin!.. je te reconnais à peu près!.. Et quand ta bonne frimousse sera revenue, ça sera tout à fait toi!

Et Yvonne disait à Faucher :

— N'est-ce pas, l'oncle, elle va tout à fait bien, Mme de Gueldre?

Mais Faucher, trouvant que la marquise avait les pommettes trop roses et les yeux trop brillans, secouait la tête sans répondre.

La légende de la « maladie inconnue » avait d'ailleurs fini par s'établir à tel point que M. de Gueldre lui-même s'était cru obligé de dire :

— Il faudrait peut-être revoir le docteur?

— Bah! avait répondu Liane, si je suis plus souffrante, il sera temps de le faire venir... En ce moment, il ne pourrait rien dire, je ne suis pas malade!

Un matin, elle fit prévenir le marquis qu'elle était fatiguée et ne monterait pas à cheval. Dès qu'elle l'eut vu partir, elle sortit elle-même, prit un fiacre et se fit conduire à Saint-Roch. Depuis longtemps, elle n'y allait plus, et puis, ce n'était pas son heure. Aussi la petite vieille des cierges leva les bras au ciel en l'apercevant, et tout de suite demanda :

— Un cierge de cinq francs, n'est-ce pas, madame?

— Non, dit Liane, je veux tout!.. tout ce que vous avez!..

Et comme la bonne femme la regardait, la bouche ouverte et l'œil stupide, elle ajouta :

— Je veux rattraper le temps perdu!..

Quand tous les cierges grands et petits furent allumés; quand

Liane eut vu trembler leurs jolies flammes claires, elle dit à Dieu, confiante :

— Ils vous implorent pour moi, ceux-là, mon Dieu!.. pardonnez-moi!.. et prenez-moi!

Et, au moment de sortir, elle s'arrêta, voulant revoir encore ce petit coin de la vieille église, gaîment illuminé par les cierges qui, cette fois, brûlaient pour elle.

Quand elle rentra, M. de Gueldre n'était pas encore revenu du bois. Elle se dit :

— J'ai le temps de m'habiller avant le déjeuner... ça vaut mieux!.. ça aura l'air plus naturel!

Ouvrant l'immense armoire où elle mettait ses robes, elle les regarda et murmura en souriant :

— Il faut que je choisisse la plus jolie de mes « housses blanches... » comme dirait Faucher!

Elle mit une grande blouse de velours d'un blanc éclatant, à longue traîne, qui tombait autour d'elle en plis très doux. Elle attacha ses cheveux avec un peigne d'écaille blonde. Puis, comme on sonnait le déjeuner, elle se regarda rapidement dans la glace et pensa :

— C'est parfait!.. Quand on s'apercevra de... la chose... c'est Hélène de Chavannes qu'on ira chercher probablement... et elle ne me laissera pas déshabiller!.. elle dira : « On ne peut rien lui mettre de mieux que ça!.. » Ça m'est désagréable de penser qu'on pourrait me toucher!.. Je n'ai jamais pu supporter ça... même de « mon vivant!.. » ainsi...

Quand elle entra dans la salle à manger, le marquis fut surpris de la voir en robe de chambre.

— Tiens!.. je croyais que vous étiez sortie?

— Oui... un instant!.. je voulais prendre l'air.,. mais je suis rentrée presque tout de suite... Ça ne va pas, ce matin!

Enlevant la coquille de son œuf, M. de Gueldre répondit :

— Dame! vous ne voulez jamais voir le médecin!

— Après le déjeuner, je l'enverrai chercher.

— C'est aussi cette neige qui vous rend malade!

— Comment? s'écria-t-elle, il neige?

— Depuis une demi-heure... et ça tient ferme, je vous en réponds!.. j'ai eu de la peine à rentrer!..

— Ah!.. il neige! fit Liane tristement.

— Je croyais que vous adoriez ça?

— Oui!.. dit-elle.

Elle adorait la neige, en effet!.. et elle pensait que l'avenue allait être toute blanche, comme elle l'aimait tant!.. et qu'elle ne la verrait pas!

En sortant de table, elle ne fit que traverser le salon.

— Je me sens très fatiguée!.. je vais m'étendre un peu sur mon lit!

— Vous avez raison!.. ça vous fera du bien!

Et regardant la robe de sa femme, M. de Gueldre ajouta :

— Elle est jolie, votre robe de chambre!.. Vous avez l'air de vous être roulée dans la neige!

Liane, étonnée, pensa :

— C'est tout de même drôle!.. la dernière chose qu'il m'aura dite aura été une chose aimable!

Elle fut contente de se retrouver dans sa chambre si gaie, au milieu de ses bibelots et de ses tableaux; mais elle s'attrista un peu en voyant les vides laissés par les niches des deux chiens. Elle eût voulu avoir près d'elle ses anciens compagnons.

Ouvrant un tiroir, elle prit les lettres de Jean et les brûla une à une, en les relisant. Il y en avait seize. Et, quand ce fut fait, elle pensa :

— Vraiment!.. je me demande pourquoi je les ai brûlées?.. elles ne compromettaient personne!

Puis, se souvenant du jour où le vicomte s'était fâché, parce qu'elle lui avait demandé « s'il était sûr de n'être pas Normand, » elle se dit :

— Et quand je lui ai demandé ça, je ne connaissais pas encore ses lettres!

Elle remua les cendres pour qu'il ne restât pas trace du papier brûlé, et prit ensuite l'écrin et la fiole de morphine, restés dans le tiroir du bureau depuis le jour où le docteur était venu. Et, tout de suite elle commença à se faire des piqûres, et elle absorba la morphine jusqu'à la dernière goutte, disant seulement :

— Mon Dieu!.. Pourvu que l'effet ne soit pas trop prompt?.. que j'aie le temps de tout mettre en ordre!.. qu'on ne s'aperçoive de rien!

Elle enleva rapidement l'étiquette de la fiole, et, ouvrant la fenêtre, la lança à toute volée dans les pelouses neigeuses de l'avenue. Puis elle démonta le petit instrument et le nettoya avec un soin infini. Il était impossible de voir qu'il avait servi. Elle le rentra dans son écrin, et remit l'écrin au fond du tiroir, qu'elle referma. Alors, il lui sembla que le bout de ses doigts devenait lourd. Bien vite, elle courut s'étendre sur son lit, et quand elle fut enfin allongée, gentiment roulée dans sa robe blanche, elle murmura, plaisantant une dernière fois :

— Allons!.. ça va bien!

Puis elle s'impatienta.

Elle ne s'engourdissait pas assez tôt à son gré ; l'image de Jean dansait devant ses yeux.

Elle voulut essayer de lire. Sur une petite table, à côté de son lit, étaient posés deux volumes. La petite édition des *Contes et Nouvelles*, de Maupassant, et *la Tentation de saint Antoine*, de Flaubert. M. de Gueldre prétendait, en riant, que depuis cinq ou six ans, elle relisait tous les soirs ces deux livres, et qu'elle savait par cœur : *Boule de suif; l'Héritage* et *Mademoiselle Fifi!..* Elle savait moins bien *la Tentation*, disait-il, parce que c'est plus compliqué.

Liane allongea la main et ramena *la Tentation*. Elle choisit le chapitre qu'elle préférait : la conversation d'Hilarion et d'Antoine, et elle se mit à lire, ne sentant aucun trouble, et se disant, inquiète :

— Est-ce que ça ne va pas réussir?..

Au bout de quelques instans, sa vue se voila un peu, et son inquiétude se calma.

Mais une nouvelle crainte lui vint : — si on allait voir toutes ces piqûres?

Tout de suite, elle se rassura :

— Bah!.. ils ne s'amuseront pas à me déshabiller!

Devant ses yeux, commençaient à tourbillonner des choses étranges : de grandes fleurs!.. de grands pavots gris... dont les feuilles se roulaient dans des courbes de vagues qui déferlent,.. et puis, brusquement, c'étaient des vagues qui à leur tour roulaient les grands pavots... tout cela lui paraissait éclairé par les lampes fumeuses de l'auberge d'Elven... et très douce, la voix de M. de Guibray demandait :

— Est-ce que ça vous contrarierait, marquise, de me donner ce mouchoir?

Et elle crut sentir sur ses bras courir les baisers de Jean!.. Elle voulut se soulever et ne put faire aucun mouvement. Puis, tout à coup, une pensée atroce traversa son esprit :

— Si ça n'était pas vrai, le mariage de Jean?.. Si ce journal avait été mal informé?.. Et elle allait mourir!.. mourir sans le revoir?..

Bientôt, il lui sembla que son corps devenait infiniment léger, et qu'un immense frisson l'enlevait très haut. Alors elle comprit que c'était la fin, le grand repos qu'elle avait cherché et, résignée, elle balbutia en souriant, dans un long soupir :

— Mon Dieu!.. pas de « passionnette », là-haut,.. n'est-ce pas?

. . . .

GYP.

DANS L'INDE

IV[1].
AGRA ET DELHI.

AGRA ET DELHI.

6 décembre.

Cette Inde est très variée. A soixante-dix lieues de Bénarès, la grande ville païenne, commence un nouveau monde. Lucknow est une cité musulmane et une cité anglaise. Somptueux hôtels, riches et blanches villas ceintes d'opulens jardins, larges avenues, vastes parcs bien soignés où trottent des cavaliers corrects, hardis régimens de *scotch-greys* aux têtes viriles et pâles, cheminées d'usine qui fument à l'horizon, j'ai déjà vu ces choses à Calcutta. Les mosquées, les architectures sarrasines sont d'un beau style simple qui tranquillise après les folies hindoues. Mais la matière est vile : les monumens sont de plâtre, et cela suffit pour qu'on n'ait pas l'envie de les revoir.

La plus belle chose, ici, c'est la nature heureuse et calme, non pas dévergondée et accablante comme dans le sud humide. Le ciel est d'un azur pâle, l'air tressaille d'un souffle léger et presque frais; au lieu des éternelles grandes palmes, des arbres fins bruissent d'un millier de petites feuilles. L'or des mandarines et

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier et du 1er février.

des oranges luit dans les fourrés, et de grandes roses fragiles, plus glorieuses que les nôtres, épanchent leur senteur familière. On imagine ainsi la nature persane, celle des poèmes de Firdousi.

Même beauté paisible, même épanouissement heureux des fleurs dans le cimetière où reposent les morts de 1857. La *Résidence*, que sir Henry Lawrence défendit si longtemps avec une poignée de soldats, est un monceau de ruines noircies par le feu, trouées par le canon, aujourd'hui enlacées par une verdure de plantes grimpantes d'où retombent en flammes des grappes de fleurs jaunes.

Je viens de relire le récit de ce siège. Ce qui frappe dans cette histoire, c'est le sentiment qui soutenait les défenseurs. Il y a eu autre chose chez eux que de la bravoure, que l'amour de la gloire ou de la patrie, — j'entends d'abord un fonds d'orgueil grave et de ténacité, et aussi un sentiment religieux très haut et très sérieux. Tous les matins, les officiers et les soldats, avec les femmes et les enfans réfugiés dans le château, entonnaient des psaumes, les mêmes que chantaient les aïeux puritains persécutés, pour se soutenir, pour s'encourager à la constance, et les grands versets bibliques leur inspiraient l'enthousiasme grave et silencieux, la ferveur qui donne la force de faire tranquillement et de sang-froid le sacrifice de la vie. « Ici repose Henry Lawrence, qui essaya de faire son devoir. Que le Seigneur ait pitié de son âme, » dit simplement une dalle du petit cimetière parfumé.

Aujourd'hui, à Cawnpore, j'ai vu le puits que Nana-Sahib combla des corps pantelans des Anglais, hommes, femmes, enfans qui s'étaient fiés à sa parole. Tout autour on a mis le silence d'un grand parc et le calme des fleurs. Un ange de marbre, les ailes repliées, se dresse à la margelle du puits, que ceint une balustrade gothique. Les yeux baissés ont une sérénité divine, les mains jointes retombent dans un geste de pardon.

7 décembre.

Nous montons toujours, dans le nord-ouest, vers le pays musulman. J'admire beaucoup ces chemins de fer de l'Inde. Les wagons sont munis de cabinets de toilette où l'on peut prendre une douche, de couchettes que l'on rabat lorsqu'on veut s'étendre, et, la nuit, tout voyageur de première et de seconde classe a droit à l'une de ces couchettes. Si l'on veut dîner en route, on avertit le conducteur, qui commande les repas par le télégraphe, et l'on trouve la table servie aux stations où le train s'arrête : le matin, pour le déjeuner ; à une heure, pour le tiffin ; à six heures, pour le dîner. On parcourt ainsi, et sans fatigue, des espaces de deux mille kilomètres, et l'on pense avec pitié aux pauvres gens qui,

partis de Paris par les trains du soir, arrivent à Marseille ou à Brest tout moulus, tout fiévreux d'une nuit d'insomnie.

Chez mes compagnons de voyage, je ne cesse pas de remarquer la même humeur confiante et sociable. Officiers, missionnaires, commerçans, au bout d'un quart d'heure on lie connaissance avec eux, — conversation courtoise de *gentlemen*, presque toujours instructive. Ils s'intéressent aux choses publiques, ils ont des idées sur l'avenir de l'Inde, sur les progrès de la Russie. L'un d'eux me disait que, dans cinquante ans, l'Inde aura son parlement autonome. Il en est partisan. « Notre devoir, ajoutait-il, est de faire l'éducation de l'Inde. » Entendez d'en faire une Anglaise, de la vieille reine asiatique. « Une fois cette éducation faite, nous n'aurons plus qu'à nous en aller. *We shall have done our duty to India.* » Ses filles écoutaient, deux charmantes *English girls* toutes fraîches et roses, en toilette simple de flanelle claire. Le calme et le sérieux des visages étaient frappans. Ce ne sont pas des rastaquouères que ces colons anglais, mais des pères de famille honnêtes et énergiques qui vivent ici dans l'intimité, la paix, le charme du *home* anglais.

« L'Angleterre fait son devoir envers l'Inde, » elle la civilise. Par exemple, pour détruire les préjugés de caste, elle use d'un moyen fort efficace : elle fait voyager les Hindous. A traverser des contrées diverses, à se coudoyer en chemins de fer, ils s'instruisent, et leur esprit doit s'élargir. C'est pourquoi les compagnies ont réduit au minimum le prix des places. Le billet avec lequel mon boy fait douze cents lieues, de Calcutta à Calcutta, par Delhi et Bombay, coûte quarante-quatre roupies. Aussi les troisièmes sont toujours bondées d'indigènes. Rien de pittoresque comme ces wagons chargés d'un peuple bariolé.

Cette ligne, construite et possédee par une compagnie anglaise, est exploitée par des indigènes. Hindous les mécaniciens, hindous les conducteurs, les chefs de gare, et l'on s'en aperçoit à la façon dont le service est fait. Rien de la précision automatique, de l'exactitude froide, de la gravité, de la décision des employés anglais. A Bénarès, j'ai voulu envoyer des bagages directement sur Bombay. Là-dessus, grand émoi dans la gare, colloques entre le chef de gare, les commis, les contrôleurs, mon boy, colloques peu dignes, fort animés de gestes et de cris, flux de paroles interminables. Nous sommes partis avec vingt minutes de retard et j'ai dû coller moi-même les étiquettes sur mes malles. Non, l'Inde n'est pas encore tout à fait anglaise; non, son « éducation » n'est pas encore terminée.

Aux stations, mon boy descend très vite de son wagon pour voir si je désire des fruits. Quarante-huit ans, petit, chétif, maigre, un

vrai Bengali fin et malingre. Très précieux, ce boy, à la fois un guide, un domestique, un interprète, un compagnon. Seulement, il est entendu qu'il ne servira pas à table. Voir manger un pourceau de chrétien, respirer l'odeur des viandes, c'est une souillure dont il ne se laverait pas. Comme il sait très bien l'anglais et connaît les pays que nous traversons, il demande trente roupies par mois. Là-dessus il se nourrit, fort économiquement d'ailleurs : un peu de riz qu'il fait bouillir dans son vase de cuivre et qu'il mange assis par terre sur ses talons, un peu d'eau pour se laver la bouche selon le rite, il ne lui en faut pas plus. Son métier est d'enregistrer les bagages, de connaître le nombre de mes colis, de les compter à tout instant, de m'empêcher de les perdre. Impossible d'égarer un mouchoir sans qu'il s'en aperçoive au bout de trois minutes et me force à fouiller toutes mes poches. Hindou de race et de religion, sivaïste de secte, il semble vénérer particulièrement les singes et les vaches. Comme je faisais semblant de le railler à ce sujet, il a eu un sourire mystérieux et a gardé le silence.

Cheddy appartient à la caste çoudra, qui fut, dit-on, créée des pieds de Brahma : « Pur de corps et d'esprit, humble serviteur des hautes classes, doux en paroles, jamais arrogant, cherchant son refuge chez les brahmes, tel est, dit Manou, le vrai Çoudra. » — Celui-ci, qui est fort et gros comme une sauterelle, succombe sous le poids d'un petit sac de nuit, et il est entendu qu'il ne portera rien. En revanche, il me suit comme son ombre, couchant en travers de ma porte comme un petit chien fidèle et se battant comme un lion contre les mendians qui nous assaillent. Il sait quelques mots de sanscrit, l'anglais, le bengali, l'hindoustani, l'histoire des rajahs, des shahs et des khans, et, le soir, assis à ma porte, il lit à la lueur d'une lanterne un grimoire mystérieux. Mais malgré tant de science, son cœur est humble, un vrai cœur timide et pur de Çoudra.

Nous avons causé. Élève des missionnaires protestans de Calcutta, il ne s'est pas converti. Il aime beaucoup les Anglais : — « Juge anglais dire à pauvre homme : *Tu as raison*, et à homme riche : *Tu as tort.* » — Voilà le petit fait qui, souvent répété, assure la domination anglaise dans l'Inde. Sous ce régime, le paysan est tranquille. Il n'est plus traqué et harrassé par tous les fonctionnaires des gouvernemens indigènes ou musulmans. Il paie un petit impôt régulier, et le voilà maître de son gain ; il connaît un sentiment tout nouveau chez le paysan hindou, celui de la sécurité.

En revanche, Cheddy Lall n'aime pas les soldats : — « Trop fiers, me dit-il, pauvre Hindou porter tous leurs bagages. » — Cette petite image suffit. On voit la morgue, le silence hautain du

soldat britannique, de Tommy-Atkins qui réalise ici le rêve de la plèbe anglaise, qui se traite en gentleman et se fait servir comme un gentleman. Que de fois je l'ai vu descendre du train, superbe et calme, portant haut la tête, ses cheveux blonds collés par la pommade, correctement ganté, badine en main, faisant sonner ses éperons, dominant de sa haute taille bombée la foule des coolies courbés sous le poids de ses valises!

Nous courons toujours dans le nord-ouest, vers le pays musulman. Mon Dieu! que cette campagne est belle! des plaines interminables et désertes, par instant argentées du frissonnement blanc des grands roseaux. Jusqu'à l'horizon, ils se pressent les uns contre les autres, dressant hors de leurs gaines leurs hautes tiges sèches et droites où tremble un plumet pâle et léger comme une fumée. Quelquefois des antilopes détalent d'un trot menu et puis s'arrêtent, leur course légère un instant suspendue, un pied levé, leurs fines têtes tournées vers nous avec anxiété. Très graves, des cigognes et des hérons nous regardent passer. Le grand ciel est vaporeux de lumière : devant nous les rails fuient en lignes rigides et luisantes, se rencontrent là-bas vers un point que nous n'atteignons jamais. — La nuit, la noirceur et la solitude de ces plaines vides sont solennelles et par instans, très loin, un cri presque imperceptible, deviné dans le grand silence, un glapissement perdu de chacal serre mystérieusement le cœur.

9 décembre.

Nous voici dans la capitale des premiers Mogols. Et il y a beaucoup de choses à voir, surtout des architectures, des palais et des tombeaux. Car ils ont lutté contre le temps et contre la mort, ces musulmans. Ils n'ont pas accepté d'être abolis tout entiers. Tandis que l'Hindou paisible et rêveur rentrait sans lutte, sans rien laisser de lui-même dans le sein de l'être qui, pour un instant, l'avait soulevé à la surface de ce monde illusoire, eux, les passionnés et les volontaires, ils s'affirmaient après la mort par le jaspe et par le marbre, comme ils s'étaient imposés pendant leur vie par le glaive et par le feu.

Akbar fut l'un d'eux, et sa tombe se dresse, intacte comme au premier jour, dans la campagne silencieuse. Quatre grandes portes posées aux quatre points cardinaux, quatre arcs de triomphe monumentaux, flanqués de minarets, couronnés de clochetons, donnent accès dans un jardin solitaire où des grappes d'or se balancent au milieu de la verdure. De chacune part une large chaussée de dalles rouges, et toutes convergent vers le monument central. Il est à la fois chinois et sarrasin, ce tombeau, fait d'une superposition de

terrasses en retrait que surmontent des kiosques mongols. Le vide soutient le plein : des files de colonnettes portent les pans solides de marbre qu'incrustent des pierres fines, enchâssées avec exactitude, et qui flambent sur le blanc parfait des surfaces. Chaque terrasse est un quadrilatère pavé de mosaïque, encadré par des colonnes grêles qui montent et se rejoignent en ogives. Derrière ces colonnes de marbre un couloir circule autour de la terrasse, fermé au dehors par une guipure de pierre blanche qui découpe la pâleur du ciel en dentelles exquises. Si légère et délicate, cette architecture de pierre parfaite semble indestructible dans cet air jeune et lumineux qui la pénètre de toutes parts.

A l'intérieur, au centre, au point mathématique où se croisent les diagonales du carré, s'allonge la tombe d'Akbar, un rectangle de marbre à peine fleuri de quelques lotus en relief dont les tiges frêles serpentent d'un mouvement timide et doux. Là, dans l'ombre noire, le Mogol dort depuis deux siècles. Au dehors, pour le glorifier dans la lumière, c'est l'enroulement du marbre découpé, l'éclat des dalles de couleur, la profusion des mosaïques, la pureté des lignes simples, l'art achevé atteint au prix de la souffrance d'un peuple d'ouvriers. Tous sont morts, mais cette architecture parfaite, l'une des plus nobles œuvres qu'ait conçues leur race, se déploie sous le ciel, dans la campagne paisible.

Des sons d'accordéons traînent dans l'air. Des soldats anglais sont venus flâner sur cette terrasse et jouent des airs du pays... Accoudés à la balustrade délicieuse, quatre d'entre eux fument leurs pipes de bruyère, dont la fumée monte tranquille et calme comme toute la scène.

On aime à noter avec précision les détails d'une vision qui va fuir pour toujours. Aujourd'hui 9 décembre, onze heures et demie, voici ce que j'ai sous les yeux, du haut de ce tombeau d'Akbar. Par-delà les guipures de pierre et les kiosques blancs qui le terminent, un vaste tapis carré, le grand parc avec ses massifs sombres et l'éclat de ses fleurs, ceint d'un mur à bastions. Au nord, au sud, à l'est, à l'ouest, à 500 mètres du monument, les quatre portes grandioses, les quatre faces carrées de grès rouge, avivées de marbre blanc, trouées d'une ogive immense. Tout alentour, la grande plaine fauve. Des dômes d'arbres font des taches de verdure sombre sur la sécheresse des herbes jaunes. A l'est, des rubans moirés d'eau bleue traînent. Çà et là dans la solitude de la campagne, des colonnes, des tours dressées parmi les herbes et les feuillages, toutes les ruines d'une capitale dont rien n'est resté que quelques monumens impérissables et, séparé de tout le reste, l'éclat pâle des marbres du Taj, bleuâtres dans la lumière brumeuse, comme des monceaux de neiges lointaines.

A la citadelle. — Curieuse forteresse de grès rouge au bord de la Jumma. Au sommet des murailles rugueuses, des bastions massifs, faits pour résister aux assauts, et qui plongent dans le fleuve comme des falaises, circulent les plus sveltes broderies de marbre pâle, rendues plus exquises par le contraste de l'énorme pierre brute qui les porte. C'est un rocher couronné de dentelle dans laquelle les boulets ont fait quelques pitoyables déchirures. Il y a de tout dans ce fort, des mosquées, des harems, des palais, des salles de justice, des jardins, toute une ville de marbre cachée dans les hautes murailles crénelées, toute une ville royale, ou mieux tout un camp (1) dont le chef, à l'abri derrière l'épaisseur de la pierre accumulée, entouré de ses ministres, de ses conseillers, de ses généraux, de ses poètes, de ses musiciens, de ses femmes, s'acquittait de ses devoirs d'empereur et de musulman, goûtait les joies raffinées, le luxe suprême d'un tyran artiste et amoureux.

On passe sur un pont-levis, sous des portes fortifiées, devant un corps de garde où flânent des soldats européens, on suit une large voie dallée qui monte entre les bastions, et l'on débouche dans l'intérieur, où les édifices se pressent comme les tentes dans un camp.

D'abord la Moti-Musjid. — Sur les trois côtés d'une cour carrée, dallée de marbre, se déploie la mosquée de marbre. Cinquante-huit gros piliers qui montent et se recourbent en ogives guillochées de fleurs, soutiennent la lourde table du toit, et dans cette galerie profonde le marbre a les tons doux et chauds du vieil ivoire. Rien de plus, ni peinture, ni boiserie, deux couleurs seulement, le bleu du ciel, le blanc de l'albâtre, et cette simplicité somptueuse, cet éclat du soleil sur la pierre chaste, expriment mieux que tout l'ardeur spirituelle, l'exaltation de l'âme musulmane.

Sur le toit, trois coupoles pointues gonflent leurs bulles étincelantes, découpent leurs courbes savantes sur un ciel pâle, si léger, si pur, qu'il semble vide d'air, un éther où rien ne serait que la lumière.

Ensuite, c'est un dédale de vastes cours, fermées sur trois côtés, la cour des carrousels et des tournois où les chevaux caracolaient, où les tigres et les éléphans combattaient devant l'empereur, le Dewan-i-Khas où, sur son trône de marbre noir, Akbar prononçait les sentences de mort, le Dewan-y-Am, le Jehangir Mahal, puis des couloirs dont les murailles sont incrustées d'oiseaux et de fleurs, — perroquets d'émeraude, lotus de lapis-lazuli, — dont les fenêtres sont faites d'une seule dalle de marbre ajouré, découpé en

(1) Les forts de Delhi et d'Agra sont des camps permanens installés sur le modèle des camps que les Mogols posaient dans les steppes qu'ils traversaient.

treillis délicat. Et malgré tant de richesses, malgré l'enchâssement des pierres multicolores, les lignes, les tons, les lumières s'harmonisent; tout est simple, tout est juste, comme dans un temple grec. C'est ici une efflorescence spontanée de l'art, aussi parfaite que celle qui s'épanouit dans les cités libres de l'Hellade, témoignant d'une éducation aussi raffinée du goût et de l'intelligence, mais achevée par des despotes religieux, maîtres du travail et des vies d'un grand peuple, qui gâchèrent et pétrirent la matière humaine pour éterniser leur vision de la beauté.

Quel poète moderne a fait un rêve aussi délicieux que le Mogol qui fit construire les Zenanas et les salles de bain des femmes? Dans des chambres où le jour n'a pas accès, fraîches de la fraîcheur du marbre, se creusent des vasques de jade dont l'eau vive coule de l'une à l'autre. Sur l'albâtre translucide des voûtes et des colonnes, dix mille petits miroirs à facettes brillent dans l'obscurité comme des diamans, réfléchissent mystérieusement les lueurs des innombrables veilleuses qui brûlent au fond des niches. Les *Mille et une nuits* n'ont rien conçu de semblable : c'est un palais de fées ou de génies situé dans les profondeurs de la terre, loin de notre monde, loin de notre soleil, fait de pierreries, plein d'une ombre éternelle et pourtant éclairé par les feux intérieurs de ces pierreries. Là dedans, qu'on imagine ce qu'y voyait Akbar, l'ondoiement voluptueux des formes féminines, un peuple de Circassiennes, d'Arabes, d'Hindoues, choisies dans toute l'Asie par le caprice d'un tyran tout-puissant, flâneuses couchées au bord des vasques qu'elles effleurent de leur pied nu, dormeuses assoupies au frais murmure des eaux courantes, baigneuses qui tordent leurs lourds cheveux, mirées dans le cristal obscur, toutes enveloppées de l'étrange et vague clarté, — véritablement pour Akbar, après le souci des affaires, à l'heure où le soleil est accablant, un lieu de paix, de fraîcheur et de délices.

Tout en haut du fort, séparé des palais impériaux par des jardins, sur une terrasse qui domine la Jumma et regarde toute la plaine, est l'appartement des femmes, — six chambres de marbre immaculé dont les murailles découpées à jour, ou simplement évidées en rectangles, laissent librement passer l'air et la lumière. Ce harem est la perle délicate qui couronne les bastions rouges du fort. Littéralement, ces demeures sont faites de pierres précieuses; tous ces murs sont des joyaux. Sur les douze faces de chacune des sveltes colonnes serpentent mollement de fines branches dont les fleurs sont des turquoises et des améthystes. Le long des murailles de marbre d'autres fleurs de marbre, des rangées de lis et de tulipes toutes ouvertes et nonchalamment retombantes, s'épanouissent avec un relief pâle et doux. Ces chambres ont des formes

de diamans : ce sont des octogones dont les pans polis par l'ouvrier, repolis par le temps, jouent avec la lumière, l'emprisonnent, amollie, tempérée. Les plafonds s'élèvent en cônes taillés à facettes, s'achèvent en une pointe exacte de cristal. Dans ces demeures flotte une demi-clarté fraîche où luisent et s'enroulent voluptueusement, suivant un inextricable dessin, les arabesques et les fleurs enchâssées. Par endroits, la pierre épaisse, amoureusement découpée, fait une dentelle subtile sur la clarté blanche épandue dans l'espace.

Autour de ces chambres circulent les terrasses, non pas ceintes de balustrades, mais entourées de ciel, terminées soudain dans le vide par la chute verticale des hautes murailles rouges qui tombent à pic jusqu'au fleuve. — Combien de fois les reines et les odalisques paresseuses, éternellement enfermées dans ce paradis d'albâtre, se sont couchées sur cette surface de marbre pour voir mourir la lumière et pâlir les eaux lentes de la Jumma, leurs yeux alanguis pleins de la vision qui est la mienne en ce moment ! Un rayonnement de rose flotte dans l'immense plaine, enveloppe toutes les formes indécises. Devant moi, sur une corniche de marbre, un perroquet est immobile : tout se tait dans l'évanouissement lent du jour. — En bas, l'eau froide remue un peu de clarté parmi les sables. Il y a des campemens sur la rive, d'où montent des fumées droites. Sur une grand'route poudreuse, des bœufs traînent des chars pesans, des chars antiques dont on voit tourner les roues massives. — Plus loin, des chameaux avancent en file grêle avec une ondulation fière et timide de leurs cous de cygnes, — procession mélancolique, demi-cachée par les nuages de poussière, demi-perdue dans la vaporeuse lumière qui noie toutes les choses...

11 décembre.

On sait que le Taj est un mausolée élevé par le Mogol Shah-Jehan à la Begum Muntaz-i-Mahal. C'est un octogone régulier surmonté d'une coupole persane, entouré de quatre minarets. L'édifice, posé sur une terrasse qui domine les jardins environnans, est fait de blocs de marbre pur et s'élève à deux cent quarante-trois pieds. On descend de voiture devant un noble portique de grès rouge, percé d'une puissante ogive, couvert d'arabesques blanches. On pénètre sous la voûte et l'on aperçoit le Taj qui se dresse à huit cents mètres de distance. Probablement nul chef-d'œuvre de l'architecture ne produit une émotion qui ressemble à celle-ci.

Tout au fond d'un jardin merveilleux, réfléchi dans toute sa blancheur par un canal d'eau sombre qui dort immobile entre des épaisseurs de cyprès noirs et de larges monceaux de fleurs rouges,

11.714

le monument parfait s'élève comme une calme apparition... C'est un rêve qui flotte, une chose aérienne dépourvue de poids, tant est parfait l'équilibre des lignes, et si pâles, si légères sont les ombres qui circulent sur la pierre virginale et translucide. Ces cyprès noirs qui l'encadrent, ces verdures trouées de ciel bleu, ce gazon éclairé de lumière vive où le soleil projette violemment les silhouettes des arbres, toutes ces choses solides rendent plus irréelle l'image pâle qui va s'évanouir dans la clarté du ciel.

J'avance sur la rive de marbre qui longe le canal sombre, et le mausolée prend du relief. A mesure que l'on approche, l'œil jouit davantage des surfaces du monument octogonal. Ce sont des étendues rectangulaires de marbre poli où la lumière repose avec un éclat doux de lait. On ne savait pas que cette chose si simple, la surface, pût être si belle quand elle est grande et pure. On suit l'enroulement savant et doux des grandes fleurs, des fleurs d'onyx et de turquoise, incrustées sans une saillie, l'harmonie des ciselures frêles, des dentelles de marbre, des ogives, des balustrades mille fois découpées, le jeu infini du vide et du plein.

Le jardin complète le monument, et tous deux font partie de la même œuvre d'art. Les allées qui conduisent au Taj sont bordées d'arbres de deuil, ifs et cyprès qui font plus blanche la blancheur lointaine du marbre. Derrière leurs maigres cônes, des massifs touffus, d'épais feuillages donnent de l'opulence et de la profondeur à cette sérieuse végétation. Les arbres sombres et rigides, détachés sur cette verdure mouvante, montent avec solennité, les pieds dans des fourrés de roses, dans des bouquets de mille fleurs inconnues et parfumées, épanouies en monceaux dans le jardin solitaire. Toute cette ordonnance est d'un artiste supérieur. Des pelouses claires, des corolles pourprées, des pétales d'or, des essaims d'abeilles bourdonnantes, des papillons diaprés, mettent de la lumière et de la joie dans des noirceurs de cimetière. Cela est à la fois lumineux et grave; c'est la joie d'un paradis musulman, amoureux et religieux, et le poème de verdure s'unit au poème de marbre pour parler de splendeur et de paix.

A l'intérieur du mausolée, c'est d'abord la nuit, nuit profonde où luit faiblement une grille de vieux marbre, une dentelle mystique qui circule autour des tombes, qui s'enroule et se déroule à l'infini, épanchant des clartés de caveau, une lumière jaunâtre, qui semble antique, absorbée là depuis des âges... Et l'enlacement de marbre pâle se poursuit, se perd dans les ténèbres.

Au centre, les tombes des amans, deux sarcophages minces où dort un peu de lumière vague venue on ne sait d'où. Rien de plus. Ils reposent là dans le silence, entourés de choses parfaites qui cé-

lèbrent leur amour continué jusque dans la mort, isolés de tout par la mystérieuse dentelle qui les enveloppe, qui flotte autour d'eux comme un rêve.

... Très haut, comme à travers une fumée épaisse, on voit la coupole monter dans l'ombre, monter et ne pas s'achever, et ses parois semblent une vapeur, et les blocs de marbre paraissent sans consistance. Tout est aérien ici, rien de solide et de réel : c'est un monde de visions indécises. Les sons eux-mêmes n'appartiennent plus à notre terre. Une note chantée sous ces voûtes est reprise au-dessus de nos têtes dans les régions que l'on n'aperçoit point. D'abord épurée comme la voix d'un Ariel, elle faiblit, s'éteint, meurt, puis renaît tout en haut, glorifiée, spiritualisée, multipliée infiniment, répétée par une foule lointaine, par un chœur d'anges invisibles qui l'emportent et montent avec elle, s'apaise enfin, se perd en une rumeur légère qui ne passe point, qui tremble éternellement comme une âme musicienne sur la tombe de la bien-aimée.

J'ai revu le Taj à midi. Sous le soleil vertical, le fantôme mélancolique est mort, la tristesse douce du mausolée s'est évanouie. La grande table de marbre sur laquelle il se dresse est aveuglante. Répercutée de tous côtés par les immenses surfaces de pierre blanche, la lumière centuple son éclat, et certaines façades semblent des plaques brûlantes. Les incrustations sont des étincelles magiques; leurs cent fleurs rouges ont des lueurs de braises. Les textes religieux, les hiéroglyphes enchâssés de marbre noir fulgurent comme écrits par le doigt d'un Dieu farouche. Toutes les rangées mystiques de lotus et de lis épanouis en relief, qui tout à l'heure avaient la douceur de l'ivoire jauni, se détachent en flammes. — Je recule au bout du parvis, et pendant un instant, dans un éblouissement, je puis voir, coupées sur le ciel, les lignes et les surfaces incandescentes de l'édifice, implacable dans sa blancheur et sa virginité. — Certainement cette simplicité dure et la violence de cet éclat ont quelque chose de sémite : on pense aux glaives flamboyans et chastes de la Bible. Les minarets montent dans l'azur comme des colonnes de feu.

... Tout autour, la fraîcheur et l'ombre des voûtes vertes où j'erre jusqu'au crépuscule. Ce jardin est l'œuvre d'un croyant qui a voulu glorifier Allah. C'est un lieu de délices religieuses : — « Que nul ne pénètre dans le jardin de Dieu s'il n'est pur de cœur, » dit un texte arabe gravé sur le portique d'entrée. Il y a des parterres qui sont des amas de velours, des fleurs inconnues qui ressemblent à des paquets de mousses pourprées. Les troncs d'arbre montent tout bleus de volubilis et de grandes étoiles rouges

constellent des massifs sombres. Sur ces parterres, cent mille papillons légers font un perpétuel nuage. — Beaucoup de bêtes charmantes, de petits écureuils rayés et des oiseaux à foison, des perroquets verts, des perruches étincelantes, tout un petit monde brillant, heureux et tranquille, protégé contre les corbeaux et les vautours par des gardes vêtus de mousselines, qui munis de longues sarbacanes écartent du lieu de paix toute malice et toute cruauté.

A la surface de l'onde immobile, des nénufars, des lotus dorment, découpent leurs feuilles rigides, lourdement plaquées sur le miroir sombre. A travers la noirceur des branchages paraissent des prairies anglaises inondées de lumière fraîche, des pans de ciel bleu, quelquefois traversés d'un triangle de blanches cigognes, et par momens la vision lointaine du monument fantôme, du spectre mélancolique et virginal. — Que cette solitude est calme et splendide, chargée d'une volupté enivrante et sérieuse! C'est la beauté, la tendresse, la lumière de l'Asie rêvée par Shelley.

12 décembre.

Au bout de trois jours consacrés aux palais de marbre on se sent las de l'exquis. C'est pourquoi ce matin, au lieu de prendre le train, je monte en voiture afin de voir un grand morceau de campagne, de vraie terre hindoue, non pas d'une portière de wagon, mais à loisir, en flânant sur la route, par les villages, loin des merveilles que fréquentent les touristes. Nous cheminons au petit trot et nous mettons toute la journée à faire les cinquante kilomètres qui nous séparent de Muttra.

Rien de bien frappant dans cette campagne, les palmiers ont disparu, la plaine est couverte de petits arbres touffus qui rappellent les pommiers de Normandie, tachée d'herbes rousses et de grands roseaux blonds. Cette matinée de décembre est douce, légère comme les premières heures d'une de nos belles journées de juin, pleine d'une grande lumière paisible. Un troupeau de maigres buffles nous croise, leurs longues têtes noires baissées avec résignation vers la terre, et ce sont les seuls êtres vivans aperçus pendant les premières heures.

A présent, voici de petites huttes toutes couvertes du fumier protecteur de la vache. C'est un de ces hameaux hindous dont l'aspect n'a pas changé depuis trois mille ans, et qui depuis les commencemens de l'histoire, poursuivent toujours la même vie primitive et calme. Ces villages seraient intéressans à voir, car ils ont gardé tous les antiques traditions de nos races aryennes. Leur organisation est celle que l'on trouve à l'origine des communautés

grecques et germaniques. Nul droit écrit : tout y est réglé par des habitudes immémoriales et inexpliquées, toute la vie politique y est instinctive comme dans une fourmilière. C'est un groupement naturel, le vrai mode de groupement de la société hindoue. Les Mogols, avant eux les Pathans, ont pu détruire les monarchies indigènes, installer partout leur administration. La commune était une molécule trop infime pour qu'on y fit attention, trop petite et cohérente pour qu'on pût la dissoudre, et c'est elle qui a permis au monde hindou, à l'esprit hindou, à l'hindouisme de subsister à travers des siècles de tyrannies et d'exterminations.

Je ne puis voir que le dehors : voilà bien les scènes d'autrefois, qui reportent l'esprit aux temps d'Homère. Un groupe de femmes autour d'un puits, « toutes portant l'amphore, une main sur la hanche, » des marmots nus qui roulent dans la poussière, des fillettes vêtues d'une seule étoffe rouge qui découvre le petit ventre enfantin. Avec des mines effarées et curieuses de jeunes chattes, elles reculent en nous voyant passer. — Le potier, accroupi, pétrit son argile ; de vieilles femmes ridées et parcheminées broient du riz sous une meule de pierre brute ; de petits écoliers tout nus se serrent autour d'un magister qui chantonne d'une voix de plain-chant en déroulant des volumes manuscrits. — Au seuil d'une porte, un homme assis sur ses talons, avec une allure de martyr résigné, abandonne sa tête au barbier qui lui rase le crâne avec tendresse. Il y a des mendians centenaires, sordides, décharnés, aux côtes saillantes, qui chancellent sur leurs bâtons, glapissent en tendant leurs pattes noires. Au milieu de la route, des cordonniers, assis en cercle, tirent l'alène et fument une *hookah* que l'on se passe de main en main. — Très proprement, au bout du village, sur de petites tables sont rangés quelques friands morceaux de canne à sucre et des feuilles fraîches de vert bétel pliées en cornet.

Bien vite il fuit derrière nous, ce petit monde, un peu ému par notre passage, et de nouveau c'est la grand'route qui coupe tout droit à travers la plaine. Quelquefois nous dépassons une file de chameaux : ils avancent avec une démarche hautaine et douce, promenant leurs fines têtes maigres et lippues au bout de leurs grands cous flexibles qui se cambrent et ondulent, leurs cavaliers tanguant au haut de leur échine. Puis des bandes de paysans, la tête et les reins ceints de blanc, des femmes, les bras et les chevilles cuirassés de cent bracelets de porcelaine, de petits mulets qui disparaissent sous leurs fardeaux. — Quelquefois ce sont d'énormes chariots bruts, aux roues épaisses, le timon fait d'un petit arbre à peine équarri, semblables à ceux qui devaient emporter les peuples barbares dans leurs migrations. De grands bœufs

blancs les traînent, de grands bœufs bossus au cou musculeux et court, aux cornes peintes, dorées ou bleues. Impassibles dans le bourdonnement des mouches ardentes, les yeux mi-clos, ils avancent d'un air stupide de triomphe, comme s'ils savaient leur divinité.

Tout autour luisent les vastes champs pleins de moissons vertes, et les voiles éclatans des faucheuses semblent des jonchées de pavots et de bluets perdus dans leurs épaisseurs.

13 décembre.

Hier, au clair de lune, nous sommes arrivés au dâk bungalow de Muttra. Nous rentrons brusquement dans le monde de l'hindouisme. Ici s'incarna Vichnou sous la forme de Krichna, et la ville est consacrée au culte du héros. Tour à tour hindoue, grecque, bouddhiste, musulmane, hindoue de nouveau, Muttra fut toujours une des capitales religieuses de l'Asie; elle est célèbre dans le Baghavata-Purana. En 404, le pèlerin chinois y comptait vingt monastères et trois mille religieux bouddhistes. Cinq cents ans après, les musulmans envahirent le pays, et les pagodes brahmaniques élevées sur les ruines des monastères bouddhistes furent rasées par les conquérans. De 1017 à la conquête anglaise, incessamment foulé par les chefs mahométans, l'hindouisme comme une plante luxuriante et vivace ne se fatigua pas de repousser et les destructions n'arrêtèrent pas la floraison des temples et des chapelles.

Au XVIIIe siècle, Aureng-Zeb abattit tout et construisit des mosquées avec les pierres. Heureusement, le voyageur français Tavernier avait vu la pagode principale, et sa description fait penser aux grands temples du sud, à ceux de Madura et de Trichinopoly. — « Du haut en bas, l'extérieur est couvert de figures de béliers, de singes, d'éléphans de pierre, de niches qui abritent des monstres, de fenêtres qui montent jusqu'au bas des dômes et des balcons. Les statues des monstres font le tour de ces dômes, et cette collection d'images hideuses est vraiment effroyable. » Ayant payé deux roupies, il put voir le dieu lui-même. — « Les brahmes ouvrirent une porte et je vis une sorte d'autel en vieux brocart qui portait la grande idole. La tête était de marbre noir et les yeux semblaient de rubis. Le corps et les bras étaient entièrement cachés par une robe de velours rouge. Deux idoles plus petites, à figure blanche, étaient placées de chaque côté. »

On le voit partout ici, Krichna, le dieu sombre (1), le dieu bleu.

(1) Probablement un dieu des races noires préaryennes, absorbé par l'hindouisme.

Toutes les images sacrées qui décorent les échoppes le représentent entouré de ses amantes, jouant du chalumeau, avec un sourire de ses yeux d'émail. Il est le dieu populaire de l'Inde, le dieu aimable et rieur, ami des hommes. Il s'incarna dans le ventre d'une femme, et mille poèmes racontent son enfance merveilleuse, la méchanceté du roi qui le chercha parmi les autres enfans pour le faire massacrer, l'humilité de sa vie de petit berger, ses chants de flûte pendant la saison pluvieuse et la saison chaude, l'enseignement que tout jeune il donne aux brahmes, ses ébats dans les eaux sacrées de la Jumma, ses jeux avec les gopis, les jeunes filles de Muttra, les charmantes et naïves vachères, ses amours dans la forêt tropicale. Cependant, des miracles proclament sa divinité. Il terrasse des démons et des dragons. Un jour, tandis qu'il danse avec ses compagnes, il devient multiple et chacune le tient dans ses bras. Il soulève une montagne pour abriter les habitans de la terre de la fureur des génies aériens. Il charme les êtres mobiles et immobiles, la création tout entière. « A la voix de sa flûte, les jeunes filles allaient heureuses, et l'amour du Seigneur commençait à les rendre pensives. Elles se tinrent devant lui, le bienheureux enfant, joignant les mains ; le vêtement qui couvre leur corps avait glissé. Elles n'y prenaient point garde. Les vaches qui entendaient résonner cette flûte demeuraient toutes avec l'herbe entre leurs dents, les petits veaux, heureux, la face réjouie, oubliaient de boire le lait. Les gazelles tendaient le cou, la suavité de ses mélodies troublait les ascètes et les sages. Les rivières se repliaient comme des serpens et suspendaient leur cours. Détournés de leur vol, les oiseaux se perchaient près de lui, jaloux de ses accens et, *les yeux fermés,* ils écoutaient le son de sa flûte. » Plus tard, il prêche la douceur et l'abnégation, proscrit l'orgueil et l'égoïsme, combat « le sentiment du moi, » défend les faibles contre les puissans, proclame la fraternité de tous les hommes.

Étrange dieu qui tient d'Orphée, d'Adonis, d'Hercule et de Jésus, à la fois ascétique et sensuel. « L'amour possède les jeunes filles des bergers qui l'entourent. Tantôt, il presse l'une d'elles contre son cœur, et sur sa lèvre folâtre lui fait boire les émotions les plus diverses. A l'autre, il chante de douces mélodies et détruit sur son jeune visage le péché et les fautes, il la prend à la dérobée, lui tire les joues, porte la main sur son sein et sourit. Ses yeux sont deux lotus. Son visage n'est que fascination. Cependant, il répète : qu'il applique ses pensées sur Hari (1) comme sur son bienaimé, l'homme pieux qui veut détruire le monde en soi-même.

(1) Autre nom de Krichna.

Celui qui étouffe en lui le sentiment de l'individualité, ô compagnes, il aura la meilleure part. » — Mourir au monde, s'oublier pour dieu ou pour le prochain, voilà sa doctrine, doctrine qui semblait réservée à l'austère et doux Bouddha, au crucifié saignant, et que par un incompréhensible contraste celui-ci enseigne en s'abandonnant librement à toutes les délices de l'opulente nature. Une bossue ayant versé du parfum de lotus sur ses pieds, sa taille se redresse, la voilà belle comme une reine, toutes les souillures de son cœur sont lavées. Alors les hommes le proclament divin, et dans le concert de louanges qui l'acclame, Krichna le berger disparaît, sa forme humaine se dissout, « l'illusion » qui le cachait se défait, par-delà les voiles qui le recouvraient on aperçoit une rayonnante et vague idée panthéiste, une puissance universelle qu'adore le chœur entier de la nature : « Tu es celui qui crée, tu es la force créatrice, ô Saint-Maître; c'est toi, ô Seigneur, qui fais se succéder les naissances et les morts. Tes incarnations t'ont manifesté aux hommes, tu es l'énergie productrice, tu es Brahma. Les quatorze mondes sont dans ta bouche comme le fruit entre les dents d'un singe. Si tu les retires, qui pourrait te contraindre à les émettre de nouveau? Si tu te caches, tout demeure dans la confusion et les corps détruits n'ont plus d'enveloppe qui les recouvre. Comme l'eau habite la feuille de lotus, comme le parfum réside dans une fleur, comme le feu dans le bois, l'eau dans le lait, ainsi, tu es sous ta propre forme au fond de tous les êtres. »

Ces éclairs panthéistes illuminent brusquement les magnificences du poème. Le voile, un instant soulevé, retombe ; le monde métaphysique entrevu se referme, et tout autour de nous se reforme l'illusion de la nature vivante et lumineuse. — « Les verts bourgeons du santal tremblent à l'extrémité des branches comme des gouttes limpides d'ambroisie. En l'entendant jouer de la flûte, le lotus, le jasmin, le pandanas et le champak en ont tressailli dans leur cœur. Les fleurs sont devenues de la couleur du collyre d'antimoine et du rouge de plomb, elles ont frissonné, elles ont eu peur, les bleues et les blanches... » — Les jeux du dieu avec les jeunes filles de Muttra sont l'idylle la plus chaude, la plus splendide et la plus naïve. Elles ne peuvent contempler sans extase son beau front noir, elles languissent d'amour pour lui « et, pareilles à des lotus blancs dont la racine est blessée sous l'eau, la lune de leur visage abattu brille d'un pâle éclat. » — Ce poème est chargé de volupté comme les nuits lumineuses, les nuits pâmées de l'Inde. C'est une jungle du sud où, dans un air alourdi par les parfums qui font défaillir les sens, voltigent pesamment des papillons d'un éclat étrange, obstruée par les lianes impénétrables, toute bruissante,

toute palpitante de vie sourde. Quelquefois, la violente poussée d'un cocotier fait lever les yeux, et à travers une trouée, dans l'épaisseur du feuillage, on peut regarder un instant l'astre éblouissant et créateur qui emplit toute la forêt obscure de sa chaleur, et de la vase inerte fait sortir ce monde innombrable.

14 décembre.

Sur la Jumma. J'arrive trop tard pour assister à la baignade sacrée de tout le peuple. Les hommes sont partis, il ne reste guère que des groupes de femmes. — Des jeunes filles, le torse grêle sortant d'une draperie bleue qui tombe des hanches, les bras rejetés en arrière, les poignets croisés sur la tête, droites sur les degrés qui trempent dans le fleuve, regardent passer notre barque. D'autres, baissées, sont entièrement cachées sous les plis harmonieux d'une grande étoffe; on n'aperçoit que le visage sombre sous la draperie légère qui pose sur la courbe de la tête. Une petite, rejetant tout son voile, paraît entièrement nue; elle se penche, et l'on suit la courbe jeune du corps frêle, demi-ployé. Une autre, tout enfant, serre de ses petits bras une mousseline rose qui l'enveloppe toute, depuis la tête jusqu'aux chevilles cerclées d'argent. Cela est gracieux et charmant. — Quelques-unes se relèvent, posent lentement sur leurs têtes de lourds vases de cuivre, avec une saillie de leurs seins bronzés, avec un déploiement du torse et des bras plein de calme et de noblesse. Les visages sont d'un ovale pur, un peu plein, d'une belle couleur mate, caressés par la noirceur de la chevelure onduleuse, sérieux et sombres, presque classiques, mais avec je ne sais quoi de chaud et de voluptueux. Elles sont là très nombreuses, petites et grandes, bavardes et rieuses, qui flânent et jouent avec l'eau claire, à la manière de leurs aïeules les amies de Krichna, lavant leurs mains, leurs bras, leurs dents, leurs cheveux, ôtant et remettant leurs beaux voiles, passant toute la journée dans la fraîcheur de la grande rivière. Dans cette lumière, parmi les draperies simples, les moindres gestes de ces jeunes filles rendent heureux : un bras nu qui se lève, une tête qui tourne lentement sur un cou jeune, un corps baissé qui se dresse. Certes, c'est une joie très calme et très simple que de suivre le jeu des nobles couleurs et des lignes humaines au bord de l'eau transparente, sur le marbre lumineux.

Une heure de voiture nous mène à Bindrabun, qui est encore une ville sacrée. Les lieux saints abondent dans ce coin classique de l'Inde. Toutes ces rives de la Jumma sont célèbres dans les grandes épopées.

A Bindrabun comme à Muttra, les singes fourmillent : ils gambadent par les rues, et le matin, suivent la foule à la baignade. En ce moment ils accourent, mêlés à la cohue curieuse des hommes, pour nous voir arriver, et le clignement rapide de leurs yeux est plus intelligent que les regards hébétés et lents de ces Hindous.

Hommes et singes vivent ici de la même vie oisive et sobre. Ils mangent les mêmes graines, ils habitent les mêmes maisons ; les premiers, généralement installés à l'intérieur, les seconds, plus souvent accrochés aux balcons ou bien campés sur les toits où ils sont à l'aise, les bienheureux coquins, pour se houspiller et s'éplucher au soleil : on applique les théories de Darwin à Bindrabun, et l'homme y vit en famille avec ses cousins.

On travaille à deux grands temples, que des rajahs font construire. L'un s'achève et sera terminé dans deux ans. On estime la dépense à 25 laks de roupies, environ 6,250,000 francs. L'architecte, les ouvriers, les sculpteurs sont indigènes ; c'est le plus grand prince indépendant de l'Inde, le rajah de Jeypore, qui fournit les fonds, et le dieu qui compte cent millions d'adorateurs est le plus populaire des dieux. Décidément l'hindouisme est bien vivant et l'on n'en doute pas, quand on regarde ces milliers d'hommes nus qui travaillent la pierre, pour la plus grande gloire de Krichna.

L'architecte, enchanté de recevoir un visiteur européen, me montre ses plans, qui semblent fort savans et pleins de géométrie. Il m'explique ensuite le détail des dieux inférieurs dont les niches entoureront la statue de Krichna. Je remarque qu'il appelle celui-ci, non le dieu, mais *Dieu*. « Voici, dit-il, la salle à manger de Dieu. Tous les jours, on lui présente pour 100 ou 200 roupies de nourriture, selon l'ordre du rajah, puis on la fait manger aux pauvres. »

Voilà un rajah intéressant : car c'est un homme civilisé, dit-on, et Jeypore lui doit une université. Pourquoi fait-il élever ce temple à Krichna ? Quelle idée claire ou obscure se fait-il du dieu et de ses incarnations, de toute la multitude des divinités hindoues, de leurs avatars, de leurs animaux sacrés ? A-t-il une foi véritable ? Ne fait-il que se conformer à la coutume et à la religion ? Sent-il un désaccord entre ses idées et ses besoins religieux ?

Je suis content de voir comment se sont construits les monumens d'Agra. On dentelle le marbre, on imite ces balustrades aériennes, ces délicates guipures qui donnent une légèreté de rêve aux architectures mongoles. Quinze hommes, courbés sur une pierre, la fouillent avec des instrumens d'orfèvre, suivant un motif compliqué de feuillages enlacés. Plus tard, ils retourneront la lourde dalle pour la creuser en sens inverse, à la rencontre du premier dessin, avec quelle prudence, avec quel tact infinis, on

l'entrevoit quand on se dit que, des deux côtés, fleurs et tiges doivent se correspondre précisément. Un pareil travail ne s'achève qu'au prix d'un grand déchet : on gâte un morceau de marbre sur trois. Je vois aussi incruster des pierres fines ; on emploie la lampe comme pour des bijoux.

Quatre mille ouvriers. La moyenne des salaires est de quatre annas (huit sous) par jour. L'ouvrage demande cinq ans. Malgré la dépense et la longueur de l'effort, dès maintenant, il est clair que ce temple n'approchera pas des monumens parfaits des empereurs mongols. Le marbre ici ne sert que de revêtement. Au contraire, leur œuvre était absolument *sincère*, faite de matière aussi rare, aussi péniblement polie dans les parties invisibles de l'édifice que dans ses dehors. Elle n'avait pas pour but d'être admirée. Elle était *une fin en soi*, comme une prière, comme un grand psaume. On dévastait des provinces pour subvenir à la dépense. Des peuples y usaient leurs mains et leurs genoux. Le travail durait un demi-siècle, et le monument montait au prix de quelles souffrances humaines ! mais l'œuvre était absolument belle. De même, il faut le labeur sourd et prolongé de mille racines invisibles, de vaisseaux obscurs, de tissus cachés, l'élaboration lente des sèves de toute une plante, pour épanouir une fleur et lui donner son parfum subtil.

DELHI.

15 décembre.

On sent une vaste capitale. — La ville anglaise flotte dans la verdure des arbres, grandes avenues, grandes villas, grands jardins. Plus loin, des pâtés serrés de maisons, des minarets, des cônes hindous surgissent de toutes parts, hérissés sur le ciel. — C'est la ville indigène.

Il faut visiter encore des monumens : probablement, l'œil se blase ; je ne vois rien qui approche de la perfection d'Agra. — Le *fort* a été gâté par l'occupation anglaise, souvent les pierres fines ont été enlevées et remplacées par de la cire jaune ou bleue. D'ailleurs, le plan général est le même que celui du fort d'Agra. Hautes murailles extérieures, vastes cours pour les parades et les jeux d'éléphans ; salles somptueuses aux volutes d'or, aux murs incrustés d'oiseaux et de fleurs, harems qui sont des joyaux précieux, gardés et soutenus par les énormes bastions, on a vu tout cela dans la capitale d'Akbar. « Si le paradis peut être trouvé en ce monde, c'est ici ! c'est ici ! » dit une inscription persane.

En effet, cette forteresse abrite un paradis de paresse et de vo-

lupté, et l'on retrouve ici l'enroulement des mosaïques, les treillis de marbre, les rangées sinueuses de lotus en relief, les bains mystérieux, les terrasses sans balustrade, d'où l'on voit le soleil descendre sur une plaine de roseaux, toute semblable à celle d'Agra. La petite mosquée des femmes est un bijou de marbre qu'on dirait taillé dans une seule pierre. Les trois dômes sont des perles légères : il manque un écrin.

J'aime mieux la grande mosquée, la plus belle de l'Inde, me dit-on, probablement de l'Asie. De larges escaliers, qui, d'un seul élan oblique, tombent en nappes de marbre; plus haut, une cour pavée d'albâtre poli, toute blanche, éblouissante, et qu'on dirait faite d'une seule pierre immense et lisse; sur trois côtés de cette cour, une profonde galerie, que soutiennent quatre rangs de piliers; à droite et à gauche, des minarets élancés et rigides, c'est le grand style mahométan. Étonnante dureté et simplicité des lignes : l'ensemble a quelque chose de dominateur et d'absolu. Les tours montent toutes nues au-dessus de la ville, impérieuses, en conquérantes. C'est ici que l'empereur, suivi de ses nobles et de son peuple, debout sur les dalles, en face d'une muraille blanche, écoutait les versets âpres du Coran, la loi enthousiaste et farouche. Puis, il ordonnait le sac d'une ville hindoue, faisait construire des mosquées avec les pierres des pagodes abattues et glorifiait dans son cœur le nom orgueilleux d'Allah...

Les prêtres d'Allah ne sont pas orgueilleux. Le grand-prêtre, avec une gravité silencieuse, nous a montré des reliques de Mahomet : une sandale, un poil de barbe. Comme je m'inclinais, saisi de respect et de reconnaissance, tout d'un coup, il a tendu la main. Cheddy-Lall, qui se charge des bakchichs, lui a remis trois annas. Toujours silencieux, le grand-prêtre s'est incliné, en nous remerciant d'un geste plein de noblesse.

Au moins, celui-ci garde les apparences. Les commerçans hindous sont plus expansifs. A la gare, trente marchands de châles attendent et harcèlent le malheureux voyageur. Ils le suivent jusqu'à l'hôtel, courant après la voiture, accrochés à la portière, au marchepied, gesticulant, l'assaillant d'une grêle de cartes, l'inondant d'un intarissable flux de discours obséquieux. A l'hôtel, vous n'en êtes point débarrassé. Ils s'installent sur la véranda, ils montent la garde devant votre chambre, devant la salle à manger : vous sortez, ils se précipitent; c'est une bousculade, il faut montrer le poing, brandir sa canne pour avancer. Les premières batailles livrées, vous vous croyez tranquilles, sachez qu'à toute heure des regards perçans vous guettent. A six heures du matin, vous ouvrez les yeux. Aussitôt, à l'autre bout de la grande chambre blanche la porte s'entre-bâille et cinq bras passent, agitant des étoffes, des pan-

toufles, des bonnets. Ils vous ont vu dormir, ils vous ont vu vous réveiller. Quelques-uns se cachent, vous suivent dans la rue sur l'autre trottoir, attendent que vous soyez las, seul, sans défense, saisissent le moment opportun pour surgir devant vous.

Tout à l'heure, flânant dans le grand bazar, j'ai suivi Cheddy chez un marchand de châles qui, ce matin, a failli se faire écraser par mon gharry, pour m'arracher la promesse d'une visite. Nous trouvons un homme gras, de figure molle et douceâtre, assis sur des coussins, prenant le café avec quelques amis. A notre entrée, il bondit, il court, il tourne autour de moi, il m'enveloppe de ses gestes. En un clin d'œil, et sans savoir comment cela s'est fait, nous avons bu une tasse de café, nous sommes assis devant un ballot qu'il déplie avec une agilité de singe et d'où sortent comme par magie des soies rares, des broderies d'or, qu'il fait chatoyer à la lumière, dont il se drape, dont il me drape, avec des postures, des minauderies, des ondulations de femme, de femme exaltée. *I want you, sir, to see this beautiful thing, what do you think of it, is it not beautiful? Put it aside. You look at me, don't you think it will do for the young lady at home?* Cet anglais coupé, cet accent incolore sont d'un étranger, mais les petites phrases s'accumulent avec une passion étourdissante. En trois minutes, il paraît que mon choix est fait. Un châle, un petit tapis : 150 roupies seulement. Je connais les marchands hindous, et il me reste assez de bon sens pour offrir la moitié. Le chiffre n'est pas lâché, que mon homme crie : Pile ou face ! (*Let's toss up!*) C'est-à-dire 150 roupies si la pièce tombe face, 75, si c'est pile. Je refuse et tout de suite les étoffes sont à moi : la chose se fait si vite, qu'il est clair que le volé n'est pas lui.

A présent, mon Hindou, satisfait, se calme, et sur un autre ton, entame une nouvelle affaire. Il paraît que ce soir, à l'hôtel, je vais avoir l'honneur de rencontrer une duchesse. Tous les marchands de châles sont en mouvement depuis son arrivée et chacun, à l'affût, la guette, en guettant aussi ses rivaux. Mon homme désire que je parle de lui à table d'hôte. Donnant, donnant, se dit-il : pour me séduire, il veut m'offrir un bonnet, dont il a fait briller l'argent à la lumière et me traite en ami, me confiant qu'il possède un stock de châles qui vaut trois laks (700,000 francs), me montrant des diplômes obtenus dans des expositions anglaises.

On observe facilement que ces Orientaux ne connaissent pas le sentiment de la honte. En somme, l'honneur et la conscience sont des produits d'Occident qui n'ont pas pu s'élaborer chez eux. Tous implorent le bakchich, en joignant les mains, et chez le plus grave et le plus riche d'entre eux, on rencontre un voleur et un mendiant.

16 décembre.

Je monte en voiture pour visiter le Koutub-Minar, la grande tour qui se dresse à quinze kilomètres de Delhi.

Cette route est la voie Appienne de l'Asie. Des ruines de tous les siècles, laissées par trois races et trois religions, jonchent une grande plaine triste. Les restes de l'antique Delhi hindoue, de la Delhi afghane, de la Delhi mongole, couvrent une étendue morte de cent vingt kilomètres carrés. Lentement, à travers le cours des siècles, la ville a changé d'emplacement, comme une rivière change de lit. A perte de vue, parmi les broussailles sèches, montent des dômes délabrés, des colonnes disjointes. Ces tertres jaunâtres sont les ruines d'Indra-Partha, la ville d'Indra, pour laquelle les cinq frères du Mahabarata combattirent il y a trois mille ans. Plus loin, un pilier de granit, couvert de caractères pâlis, proclame les édits du roi bouddhiste Açoka. Partout, comme les tombes dans un cimetière, s'entassent les débris de l'art mongol, les mausolées monumentaux, les dômes entourés de kiosques, tout cela rouillé par le temps, confondu dans la teinte uniforme de la triste et sèche végétation, repris par la nature. Quelques tombes sont aussi grandioses que celle d'Akbar à Secundra, et surgissent solitaires dans la steppe aride. Les paons bleus qui rôdent alentour sont les seuls êtres qui les hantent. Des générations ont fourmillé ici, et de leur vie morte il reste cet imperceptible résidu, comme il faut des forêts séculaires pour faire une petite épaisseur de charbon. L'âge védique, l'âge brahmanique, l'âge bouddhiste, les premières dynasties musulmanes, l'empire mongol, chaque période historique a laissé comme un mince dépôt. On retrouve cette histoire autour du Koutub : quatre vieux forts hindous, encore très reconnaissables, entouraient une grande cité, des temples bouddhistes où des religieux en robes jaunes, le crâne rasé, circulaient paisiblement : il reste un grand poteau de fer, chargé de quelques inscriptions sanscrites. Vers l'an 1000, par-dessus la muraille de l'Himalaya, débordèrent les premières hordes musulmanes. La cité fut rasée, et des pierres du grand temple on fit une mosquée dont les ruines gisent autour de nous (1). Voici une triple colonnade où l'on reconnaît les vieux piliers bouddhistes et le travail patient, compliqué, confus, les indécences naïves du pauvre ouvrier hindou. Ils sont fouillés profondément, surchargés de ciselures à demi brouillées par le temps ; çà et là, des figures d'une obscénité symbolique apparaissent, quelques-unes mutilées par la morale supérieure du conquérant. Peu à peu,

(1) Vers 1193.

on s'accoutume à lire ce que dit la pierre rongée, les lignes se reforment. On reconnaît des processions de dieux entourés de gardes et de fidèles, des animaux, des tigres, des singes lubriques et les éléphans qui, de très bonne heure, semblent avoir préoccupé l'esprit hindou. Ces milliers de pierres, qui devaient s'ordonner en chapelles irrégulières, en toits feuillus, les musulmans les ont dressées en colonnades, en galeries rectangulaires, en files géométriques et simples. Sur les grandes murailles nues, des chiffres cabalistiques, des lettres qui ressemblent à des pas d'oiseaux, foudroient l'impie. Au-dessus de tout, dominant l'immense cimetière de la plaine, inviolé par le temps, le Koutub élance, à deux cent cinquante pieds dans le ciel, sa fusée droite de pierre rouge et de marbre blanc. Là-haut, il y a six siècles, quand ce soleil plongeait derrière cet horizon, le chant aigre du muezzin rompait le silence de la grande plaine.

JEYPORE.

17 décembre.

A huit heures du matin, je monte dans l'express du Rajpootana. Le *Rajpootana express*, un mot curieux et qui fait entendre beaucoup de choses. Les dehors de cette civilisation de l'Inde anglaise sont bien brillans. Sauf à Bénarès, où l'on voit exactement les mêmes spectacles qu'il y a deux mille ans, dans toutes les villes que j'ai traversées jusqu'ici, à Calcutta, à Lucknow, à Cawnpore, à Agra, la beauté et la tenue des avenues, la richesse des villas, le luxe des jardins privés et publics, le confort et le nombre des hôtels, la multitude des voitures, la grandeur des gares, feraient honneur à une grande ville européenne. Reste à savoir jusqu'à quelle profondeur cette vie anglaise a pénétré dans le monde indigène.

Toujours la même plaine infinie où des herbes maigres croissent pauvrement dans le sable. C'est la limite du monde végétal. A quelques lieues dans l'ouest, le désert, la sinistre étendue jaune commence.

A présent, des silhouettes sèches et simples de montagnes sablonneuses montent çà et là de la platitude de la plaine, comme des îlots escarpés qui surgissent de la mer. Aucun contrefort, aucune ondulation préalable. J'ai vu un effet semblable dans la Mer-Rouge. La presqu'île du Sinaï, émergeant au bord du disque bleu, dessinait dans l'air aride une ligne aussi nette et aussi dure. De temps en temps, des files blondes de chameaux annoncent que le monde nomade, le monde de la tente, est tout voisin...

Vers deux heures, à Ulwar, la campagne devient plus fraîche et s'anime. De grands singes gris gambadent dans les herbes. Aux

abords de la station brillent ces éternels paons bleus qui semblent peupler tout ce nord-ouest de l'Inde. Pendant l'arrêt du train, j'aperçois un groupe de femmes accoudées à une barrière. La plus jeune, tout enveloppée d'un pagne rouge, a le bel ovale et le teint mat d'une Florentine de la renaissance. La figure est d'une régularité antique, avec le sérieux et la noblesse inexprimables qu'on rencontre si souvent chez ces femmes de basse caste. Rien de sauvage ou d'inférieur dans ces types. Les traits sont tout aryens. Celle-ci se tenait immobile, si calme et si grave, ses grands yeux sombres pleins de passion concentrée.

Deux soldats anglais, des *scotch greys*, montent dans mon compartiment. Les beaux types d'humanité! Chacun grand et fort comme deux Hindous, solide, bien cambré, serré dans son dolman gris. Et ce ne sont pas de simples brutes bien portantes... Cette chair est tout en muscles, durcie par l'entraînement. Les têtes, coiffées du petit béret écossais, respirent la franchise et l'honnêteté. Traits nets, bien coupés, énergiques, teints clairs, gestes précis et tranquilles. L'éducation morale et physique leur a donné je ne sais quel flegme, quelle dignité, quelle trempe de *gentleman*. Pendant les huit heures de trajet qui séparent Ulwar de Jeypore, ils sont restés muets, impassibles, n'ouvrant la bouche que pour refuser un verre de porto : évidemment, ils sont *teetotalers*.

..... Je feuilletais un livre écrit par un Bengali sur l'établissement anglais dans l'Inde, et de temps en temps je laissais le volume pour les regarder : ils m'aidaient à comprendre. Dans cette sorte d'excitation un peu trouble que causent l'insomnie et le mouvement prolongé du chemin de fer, dans cette demi-fièvre qui brouille et accélère les associations d'idées, leurs physionomies m'intéressaient singulièrement. Je croyais démêler dans ces visages de soldats que le hasard mettait sur ma route, non plus des caractères individuels, mais le type même de la race maîtresse de la péninsule, le type pur, complet, développé, et leurs traits m'apparaissaient comme l'expression vivante de l'âme anglaise. J'y croyais lire la volonté calme et sûre, la ténacité, l'habitude de se gouverner, le fonds d'orgueil enthousiaste, les aptitudes pratiques qui, en Angleterre, ont doublé la force active de l'homme et sa prise sur la réalité. Et pêle-mêle des bouffées d'Angleterre me montaient à la cervelle, de simples images qui glissaient, qui défilaient toutes seules : un soir de novembre passé dans un petit temple wesleyen, sur la côte du Devonshire. Au dehors, l'eau noire clapotant dans la nuit; ici, tout le village serré dans une salle de sapin nu, la tête tournée vers un homme du peuple qui prêche, des têtes rudes, toutes ravinées de rides; des rangées de vieux pêcheurs

serrant leurs Bibles dans leurs pauvres mains tremblantes; puis l'atmosphère jaune de la Cité, à l'heure où le fourmillement noir emplit les rues; des jeunes gens en flanelle blanche lançant à toute volée des balles dans des pelouses pâles; des files vagues de grands bateaux brumeux sur une eau blafarde, dont le miroitement de plomb luit tristement dans le brouillard; des villes de briques, noyées dans une fumée lente qui tournoie éternellement de dix mille usines.

Et ces images confuses se mêlaient, s'évanouissaient, et puis, sans transition, comme si l'on avait secoué la boîte à souvenirs de l'esprit, dans un rayonnement de rose, un grand fleuve bourbeux paraissait, le Gange divin coulait devant les deux mille pagodes de Bénarès, devant la foule inerte des brahmes accroupis...

La Tamise au-dessous de Londres, le Gange à Bénarès, devant ce contraste, on mesure l'abîme qui sépare les deux humanités que l'on voit ici juxtaposées. Au fond de l'âme anglaise, que manifestent les grands hommes anglais, Cromwell ou Milton, Wordsworth ou Carlyle, et que nous reconnaissons plus pleinement encore dans les œuvres d'art, où le type épuré, dégagé, fait saillie avec un relief plus grand que dans le monde réel, dans Robinson ou dans Tom Tulliver, on aperçoit une *personnalité* forte et presque immuable, une volonté constante, appuyée sur un petit nombre de sentimens puissans et stables; un axe solide qui soutient tout l'individu. Tous conçoivent la vie comme une série d'actions ordonnées, dont la fin est d'améliorer notre condition, d'augmenter notre bien-être, de perfectionner notre morale. Cet idéal, avec un enthousiasme admirable et une étroitesse d'esprit qui semble la rançon de ses qualités actives, l'Angleterre le propose à l'Inde, multipliant les écoles de garçons et de filles, les collèges, les universités, se ruinant en missionnaires. On dit que les résultats sont maigres et que la culture anglaise n'a produit que des avortons misérables : Chundee Dutt, ce Bengali que je lisais tout à l'heure, est un spécimen du babou converti; il n'imagine pas d'autre modèle que le modèle anglais. Par suite, il réclame l'application complète du code moral anglais et dénonce l'inconvenance des costumes féminins, la promiscuité des baignades. Voilà une idée de Bengali qui voudrait être clergyman. La rive sacrée du vieux fleuve, traitée comme une plage de l'île de Wight, divisée par des barrières et des écriteaux, les ladies d'un côté, les gentlemen de l'autre, l'invention dénote un manque de culture et de critique. Chundee Dutt, qui connaît Macaulay, n'a pas lu M. Renan. Au reste, le scandale n'est pas près de cesser. Les missionnaires ont peu de succès dans l'Inde. On calcule qu'une conversion revient à vingt-cinq mille francs et quatre sous (1,000 liv. st. 2 den.), et quand le converti

serait convaincu, quand il se travaillerait pour entrer dans la forme anglaise, il est clair qu'il n'arrivera qu'à se travestir. Car les habitudes intellectuelles et morales d'un peuple, comme les organes d'une plante, ont pour condition nécessaire une certaine combinaison infiniment complexe de circonstances, dont la principale est la série entière de ses états antérieurs. Il a fallu tout le passé pour les former.

Vieux ascètes, profonds rêveurs qui voulûtes, il y a vingt siècles, déchirer le voile irisé que tisse l'illusion sur le fond noir des choses, qui renonçâtes au désir pour vous réfugier dans l'indifférence et l'immobilité, avec quel sourire de dédaigneuse pitié vous la regarderiez, cette race d'Occident qui règne aujourd'hui dans votre patrie! Ils ne croient pas que ce monde soit un rêve, ces nouveaux-venus. Ils n'ont pas cessé de dire : « Je suis. » Ils se réjouissent de leur force, et leur volonté se satisfait. Ils agissent, ils bâtissent sur ce monde qu'ils croient de roc et que vous connaissez pour un sable mouvant. Que diriez-vous de leur hâte, de leur fièvre? Que diriez-vous de ces bateaux chargés des biens de la terre, de ces trains qui dévorent l'espace, comme s'il importait de changer de lieu, d'arriver quelque part? Mais que diriez-vous surtout de cet anglicanisme, de cette maigre philosophie qui végète sur une terre brumeuse où la nature ne déploie point le luxe de ses sèves; de l'hérésie déiste qu'ils veulent acclimater dans cette patrie de la grande spéculation? Certes, vous ne tenteriez pas de les éclairer, ces aveuglés de Maya. Vous les abandonneriez à leurs agitations ignorantes, à leur orgueil, et, fermant lentement les paupières, vous retourneriez avec délices à votre rêve solitaire, à cette contemplation de l'éternel et de l'immuable qui tranquillise.

Vraiment, la couche anglaise est bien visible, même dans ces états indépendans. Voici l'inévitable *Church of England*, sévère, nue, toute semblable à celles qui veillent sur la campagne anglaise. Aux stations spacieuses, des colons en vestons lisent des *papers* de huit pages. Des affiches annoncent un *match* entre les *cricketers* de Lucknow et les champions d'Allahabad, des courses à Ahmedabad et Baroda. D'autres célèbrent une machine qui fabrique dix mille bouteilles de soda-water par jour. Des romans de Ouida et de Besant sont étalés en vente. Cependant les femmes, vêtues comme les contemporaines hindoues d'Homère, les jambes, les oreilles, le nez ornés d'anneaux, portent des urnes de grès. Des guerriers passent, hérissés de sabres, chargés de boucliers, et nous sommes sur le territoire du prince qui, à Bindrabun, fait construire une pagode à Krichna.

André Chevrillon.

LE

TARIF DES DOUANES

La plupart des pays s'occupent en ce moment de reviser leur législation douanière. Les tarifs sont partout à l'ordre du jour. C'est un sujet peu divertissant; mais comment y échapper? Si arides que soient les débats en cette matière, il faut bien reconnaître que le régime douanier figure au premier rang dans la législation économique et financière des nations, qu'il exerce une influence considérable sur les conditions du travail et qu'il intéresse au plus haut degré la prospérité générale et les fortunes privées. Il convient, par conséquent, d'apporter la plus sérieuse attention à l'étude des tarifs, soit en France, soit à l'étranger, de rechercher l'esprit, de marquer le caractère et de prévoir, autant que possible, les conséquences des réformes accomplies ou projetées.

La prohibition, les droits excessifs, les mesures vexatoires qui rendaient si difficiles et si restreintes les relations d'échange entre les peuples ont à peu près disparu vers le milieu de ce siècle. Non-seulement les tarifs des principales nations ont été abaissés de manière à ouvrir un accès plus ou moins large aux produits étrangers, mais encore, par des traités de navigation et de commerce, les gouvernemens et les peuples se sont rapprochés pour unir leurs intérêts économiques en se concédant réciproquement des réductions de tarifs au profit des marchandises dont il était le plus avantageux de favoriser l'échange. Cette évolution libérale a-t-elle réussi? La statistique fournit une réponse décisive. C'est

par milliards que le progrès s'est chiffré dans les échanges, comme dans la production de tous les peuples européens, et il serait facile de démontrer que ce progrès a été le plus marqué chez les peuples qui sont entrés les premiers et le plus résolument dans les voies tracées par des tarifs modérés et par les traités. Il semble donc que, s'il y a une réforme à introduire dans les régimes douaniers, cette réforme doit s'inspirer de la politique libérale qui a développé la production et les échanges et qu'elle doit se traduire par des réductions de taxes.

Les chemins de fer et la navigation à vapeur ont évidemment contribué pour une très grande part au progrès de la production intérieure et du trafic international. On prétend même que l'honneur de ce progrès revient exclusivement à la locomotive et au paquebot, et que les tarifs n'y sont pour rien, c'est-à-dire que, si les tarifs n'avaient pas été abaissés, l'activité industrielle et commerciale n'eût pas été moindre. Quoi qu'il en soit, les nations couvrent leur territoire de voies ferrées aboutissant à toutes les frontières; elles dépensent des sommes énormes, elles s'endettent, pour plusieurs générations, à ce travail cyclopéen; celles qui ont la mer agrandissent et creusent, à grands frais, les ports, subventionnent des lignes de paquebots, prodiguent les primes. A quoi bon, si ce n'est pour étendre leurs mouvemens d'échange non-seulement à l'intérieur, mais aussi à l'étranger? La logique ne demande-t-elle pas que, plus on multiplie les voies de communication, plus on continue d'abaisser les barrières de douanes qui ralentissent la circulation des marchandises? Ouvrir les routes et fermer les portes, quelle contradiction!

Telle est, cependant, la réforme qui se prépare. Nous assistons à un mouvement rétrograde qui ramène les tarifs, sinon à l'antique prohibition, du moins à un système de taxes et de restrictions dont le commerce international pouvait se croire définitivement affranchi. Et cette évolution ne s'observe pas seulement en France; elle se produit presque partout en Europe, dans les états monarchiques comme dans les états républicains, en Russie, en Allemagne, en Espagne, en Suisse. C'est un entraînement universel. Il y a quelques années, la conclusion d'un traité de commerce était considérée comme un succès politique, comme un profit économique; aujourd'hui, les traités sont mis à l'écart et presque conspués : on attend impatiemment leur échéance, on saisit en toute hâte le moment de les dénoncer; chacun veut être rendu libre pour refaire son tarif à sa guise, c'est-à-dire pour relever les droits de douane et pour organiser, par ce moyen, la protection du travail national.

Il est permis d'éprouver quelque surprise en observant ce revi-

rement si complet dans la direction de la législation économique et de déplorer la contradiction vraiment choquante qui éclate entre les tendances libérales de notre temps et la restauration des tarifs de douane. Mais il ne faut plus s'étonner de rien. Les hommes d'état et les législateurs de cette fin de siècle semblent être parfaitement résolus. Ce serait peine perdue que de réveiller la vieille querelle, d'opposer le libre échange à la protection, de remettre en lumière les principes et les doctrines qui, sous la génération précédente, ont eu leur période, trop courte, de popularité et d'influence. Les économistes de la vieille école sont aujourd'hui représentés comme d'ennuyeux docteurs qui prêchent dans le désert. Et les libres-échangistes! Il faudrait être bardé d'un triple airain pour oser prétendre que la liberté du commerce est préférable aux restrictions, qu'elle réalise, autant et même mieux que tout autre procédé, la protection du travail, et qu'elle est, en définitive, le mode le plus simple, le plus juste et le plus efficace pour répartir le bien-être entre les individus et la prospérité entre les nations. Non, les circonstances ne sont point favorables pour la thèse du libre échange; mais, s'il est difficile de refouler le courant du protectionnisme, on peut du moins signaler les écueils qu'il recouvre et tenter de contenir le flot qui déborde. Ainsi seulement, la discussion peut être utile. Toute réserve étant faite sur les questions doctrinales, il s'agit d'examiner s'il y a intérêt et profit pour la France à modifier, comme on le propose, les conditions de ses rapports commerciaux avec les autres nations, quelles peuvent être les conséquences de ces changemens, leurs inconvéniens et leurs dangers.

I.

Si l'on observe, dans le passé comme dans le présent, les évolutions de notre législation douanière, on est amené à reconnaître que le plus souvent les décisions prises en matière de tarifs ont été dictées par des considérations d'ordre politique ou imposées par des coalitions d'intérêts individuels ou corporatifs, qu'il ne faut pas confondre, bien que ceux-ci le prétendent, avec les intérêts généraux de la nation.

Le premier tarif de la restauration, succédant au régime du blocus continental, était relativement très modéré. Mais, peu d'années après, de 1822 à 1826, toutes les taxes, s'appliquant aux denrées agricoles et aux principaux produits industriels, furent surélevées outre mesure. Ce mouvement si brusque procédait, avant tout, d'une conception politique. Il s'agissait de reconstituer la grande propriété et de créer la grande industrie. La monarchie de 1815 ne prétendait certainement pas restaurer les privilèges

de la noblesse, tels qu'ils existaient avant la révolution; mais il lui importait de rallier autour d'elle les influences fondées sur la propriété du sol et sur la richesse industrielle. Le roi Louis XVIII, sincère admirateur de la constitution anglaise, tentait d'établir en France, contre le retour offensif de la révolution, un rempart formé par l'ancienne aristocratie et par une bourgeoisie d'élite, analogue à celle qui commençait à se faire une grande place dans le parlement d'Angleterre. Le tarif des douanes servit d'instrument. Toutefois, le gouvernement ne voulait pas pousser à l'excès la protection qu'il avait résolu d'accorder aux propriétaires du sol, aux maîtres de forges et aux manufacturiers; ce fut la chambre des députés, élue par les censitaires de 500 francs, dans des conditions qui assuraient la majorité aux favorisés de la naissance et de la fortune, ce fut la chambre qui, avec ses ultras, plus royalistes que le roi, exigea le maintien des prohibitions et l'établissement de taxes exorbitantes sur la plupart des produits importés de l'étranger. « L'administration, disait en 1834 M. Thiers, voulait se borner à protéger, par des tarifs gradués, notre industrie, fille de Colbert et de Napoléon; mais, emportée par des passions qui n'étaient pas les siennes, elle était contrainte d'établir des droits exagérés. Elle proposait, par exemple, un droit de 3 francs sur les bestiaux; une chambre véhémente portait ce droit à 30, puis à 50 francs, pour protéger les intérêts de la grande propriété. On créait, dans le même but, et par amendement, un droit de 33 pour 100 sur les laines, qui portait un coup sensible à l'industrie de nos draps (1). » Les tarifs de la restauration furent donc, avant tout, des tarifs politiques.

Le gouvernement de juillet devait avoir d'autres visées, et il déclara, dès 1834, par l'organe de M. Thiers, alors ministre du commerce, dont nous venons de relire les paroles, que, s'il maintenait le principe de la protection douanière, il entendait l'appliquer dans un sens plus modéré. Il proposa des projets de loi portant des réductions de tarifs; il conclut de nombreux traités de commerce, non-seulement dans l'intérêt de sa politique extérieure, mais encore pour obtenir indirectement, par l'approbation parlementaire de ces traités, des modérations de droits, qu'il craignait de ne pouvoir faire accueillir directement au moyen de la procédure ordinaire. Il estimait que l'état de prospérité dont jouissait le pays permettait d'opérer sans inconvénient des modifications sérieuses dans la loi économique, dont les rigueurs faisaient tache sur une politique libérale. Enfin, comment n'aurait-il pas observé,

(1) Exposé des motifs du projet de loi sur les douanes, présenté à la chambre par M. Thiers, ministre du commerce et des travaux publics, en février 1834.

avec un légitime sentiment d'envie, les réformes accomplies par Peel en Angleterre, de 1842 à 1845, réformes qu'il n'était pas alors possible d'appliquer immédiatement en France, mais dont le caractère populaire et la haute portée sociale étaient de nature à frapper tous les esprits? — Eh bien, les prohibitions et les droits prohibitifs, que le ministre du commerce proposait de supprimer en 1834, et dont le ministère de M. Guizot demandait de nouveau la revision en 1846, étaient encore debout, et intacts, lorsque sombra, en 1848, la monarchie de juillet. Depuis le commencement jusqu'à la fin du règne, la réforme, étudiée et désirée par l'administration, sollicitée par les principales chambres de commerce, appuyée, au nom de la science, par les académies et dans les chaires d'économie politique, la réforme, même réduite aux proportions les plus modestes, fut constamment enrayée par l'association des maîtres de forges et des grands manufacturiers. Il était naturel que ceux-ci, soit pour leur profit privé, soit dans l'intérêt de leurs nombreux ouvriers, ou pour ces deux causes ensemble, fissent opposition à tout changement dans leurs conditions de travail et de vente. Pour eux, la prohibition, c'est-à-dire la possession exclusive du marché intérieur, était l'unique garantie de sécurité et de fortune. Mieux valait tenir ferme cette garantie que de courir les chances d'une incertaine extension d'affaires et d'un accroissement douteux de profits, sous le régime d'une concurrence dont ils exagéraient les périls. Cette opposition industrielle, aussi ardente que partiale, fut assez puissante pour avoir raison des ministères successifs et des organes les plus éclairés de l'opinion publique. Ses membres appartenaient à la bourgeoisie opulente qui, dans les élections, dirigeait les votes des classes moyennes; ils formaient un groupe nombreux dans la chambre des députés; en politique, ils étaient conservateurs, très dévoués à la monarchie de 1830; le roi Louis-Philippe avait intérêt à les ménager, et les ministres avaient besoin d'eux pour s'assurer la majorité. Ces grands industriels ne se bornaient pas à filer, à tisser, à forger; ils faisaient et pouvaient défaire des ministères; ils surent, jusqu'à la fin du règne, rejeter ou ajourner les plus inoffensives réformes et défendre contre tout amendement la législation qui les protégeait.

Les prohibitions ne furent abolies et les tarifs ne furent sérieusement abaissés qu'en 1860, à la suite du traité conclu avec l'Angleterre. Jusqu'alors, le gouvernement de l'empire avait évité de soulever les grosses questions douanières; il savait que, dans le corps législatif comme au sénat, la revision des tarifs rencontrerait les difficultés contre lesquelles s'étaient heurtés les gouvernemens

qui l'avaient précédé. L'industrie, après tout, était dans une situation prospère; les grands manufacturiers s'étaient facilement ralliés à l'empire; l'intérêt politique ne semblait donc pas conseiller un changement qui, en jetant le trouble ou tout au moins l'inquiétude dans les intérêts matériels, pouvait réveiller une opposition redoutable. L'acte de 1860 fut, comme on l'a dit, un véritable coup d'état économique. L'empereur Napoléon III voulut-il, dans une période critique des affaires extérieures, acheter par un traité de commerce l'alliance très ébranlée de l'Angleterre? Fut-il soudain touché de la grâce du libre échange et converti par Richard Cobden? Ou plutôt, désireux d'en finir avec une législation empreinte d'ancien régime et de donner, en quelque sorte, à son règne le luxe d'une liberté, saisit-il avec empressement l'occasion d'accomplir une réforme qu'il jugeait populaire, et de réaliser, dans sa puissance souveraine, ce que deux monarchies avaient tenté vainement? Par la soudaineté et par l'imprévu, le traité de 1860 devait produire un effet considérable: il éclata comme une bombe dans le camp des protectionnistes; il fit entonner un *Te Deum* aux partisans du libre échange; il atterra les graves sénateurs et jusqu'aux députés les plus officiels, mécontens d'en être réduits à se voir notifier des décisions aussi importantes, prises sans eux, et comme en défiance de leur dévoûment et de leurs lumières. Et cependant, à le considérer de près, le traité de 1860 ne méritait ni les appréhensions des uns ni l'enthousiasme des autres. Remplacer les prohibitions par des droits qui pouvaient s'élever jusqu'à 30 pour 100 de la valeur des produits importés, réduire les anciens droits à un taux qui n'était pas inférieur à 10 pour 100 et qui, pour la plupart, atteignait 20 pour 100, ce n'était point détrôner la protection ni sacrer le libre échange. Presque toutes ces propositions sommeillaient depuis plus de trente ans dans les archives du ministère du commerce; l'acte de 1860 les fit sortir, d'un seul coup, des cartons administratifs.

Le traité de commerce conclu avec l'Angleterre fut suivi de négociations engagées avec les différens pays de l'Europe qui avaient à obtenir de la France le même traitement, moyennant des concessions équivalentes. Dès la première période des conventions, les protectionnistes, qui leur étaient naturellement très hostiles, prétendirent que l'industrie nationale, exposée à une concurrence trop vive, ne pourrait pas soutenir la lutte, que des usines allaient se fermer, de hauts-fourneaux s'éteindre, et le travail se ralentir dans les grands centres manufacturiers. Aujourd'hui encore, sans doute pour les besoins de la cause, on affirme sérieusement que le traité de 1860 a été un acte néfaste. — Qu'il n'y ait eu quelques erreurs dans les calculs à l'aide desquels ont été réglés les tarifs

conventionnels, que ces erreurs aient causé des dommages particuliers, cela est admissible; mais que l'on attribue à ces tarifs la ruine de l'industrie nationale, ou seulement même une diminution de prospérité, c'est une allégation vraiment audacieuse. Ceux qui aiment la statistique peuvent se reporter aux tableaux de douane et constater le développement très sensible de nos relations commerciales pendant les années qui ont suivi 1860; mais que sont les chiffres auprès du témoignage universel de la génération qui a vu la France avant et après cette date! Est-il besoin de lire les colonnes de l'importation, de l'exportation et du transit, de compter les tonnes de houille, de fer et d'acier, de faire l'inventaire des magasins et des usines, pour se convaincre des progrès accomplis au profit du travail national? Cette discussion sur les conséquences immédiates d'un acte qui remonte à plus de trente ans n'offre plus aujourd'hui qu'un médiocre intérêt. Si les protectionnistes la reprennent, c'est qu'ils espèrent amener plus facilement les esprits au relèvement des droits de douane, en arguant, même contre toute évidence, des prétendus désastres que la réforme de 1860 aurait infligés au pays.

L'historique de la législation douanière depuis 1870 peut se résumer en ces quelques mots : réaction contre l'acte de 1860 et contre la politique économique de l'empire. La présence de M. Thiers à la tête des affaires ne pouvait que favoriser la revanche des protectionnistes. L'illustre homme d'état qui, ministre du gouvernement de juillet en 1834, traitait si durement les tarifs de la restauration, était devenu, dès 1849, l'organe le plus ardent et le plus habile du parti. Son sentiment personnel, en même temps que sa passion politique, le portait à défaire tout ce qui portait la marque du second empire. Sur ce point, la majorité de l'assemblée nationale était avec lui. L'association pour la protection du travail national se reconstituait avec son ancien programme, avec l'appui qu'elle obtenait des personnages les plus influens au ministère et dans le parlement, avec le concours que lui apportait une crise industrielle qui, sévissant par toute l'Europe, ne devait pas épargner la France. La république s'abstint de conclure de nouveaux traités de commerce; elle laissa tomber quelques-uns de ceux qui arrivaient à leur terme d'expiration; elle ne prorogea les autres que sous le coup de nécessités politiques ou commerciales, et seulement pour de courtes périodes. Elle voulut enfin avoir son tarif, qui fut le tarif de 1881, voté après une longue discussion, au cours de laquelle on vit, comme sous les régimes précédens, le gouvernement et l'administration aux prises avec les exigences impérieuses du parti protectionniste. Au fond, le nouveau tarif ne différait pas sensiblement du tarif conventionnel, et, si la réforme de

1860 était atteinte sur quelques points, les droits, définitivement adoptés, n'étaient pas prohibitifs. Même avec un surcroît de protection, l'échange international demeurait possible.

L'ancienne association pour la protection du travail national, réorganisée en 1878 sous le nom d'association de l'industrie française, se composait à peu près exclusivement de manufacturiers. Elle n'excluait pas les agriculteurs, mais ceux-ci ne s'étaient point rapprochés d'elle, non-seulement parce qu'ils avaient leur représentation spéciale dans la Société des agriculteurs de France, mais encore parce que, depuis de longues années, les industriels et les agriculteurs étaient loin de s'entendre. L'agriculture, dont les produits étaient moins protégés par le tarif que ceux de l'industrie, se montrait jalouse de cette inégalité de traitement et réclamait contre les droits, excessifs à son avis, qui renchérissaient le fer, les machines, les tissus, etc. Les régions vinicoles se plaignaient également d'être sacrifiées à l'intérêt industriel ; elles pensaient que, si le tarif français était moins restrictif, le gouvernement pourrait obtenir à l'étranger de plus fortes réductions de droits en faveur des vins et des spiritueux. Mais, lorsque survint la crise agricole, s'ajoutant aux ravages causés par le phylloxera, lorsque les mauvaises récoltes en céréales et l'insuffisante production du vin amenèrent une importation considérable des blés et des vins étrangers, lorsque, par suite, baissa le taux des fermages, la Société des agriculteurs s'émut, et elle invoqua, elle aussi, la protection du tarif. Dès ce moment, l'union fut aisément établie entre les deux intérêts, naguère opposés, désormais tendant au même but. L'association de l'industrie française et la Société des agriculteurs de France conclurent le pacte d'union, et formèrent une ligue qui engagea vigoureusement la campagne et obtint, du premier coup, des droits élevés sur les céréales, sur les raisins secs, sur les principales denrées alimentaires, en attendant que l'expiration des traités en 1892, mettant fin aux tarifs conventionnels pour les produits manufacturés, donnât toute liberté pour accorder à l'industrie une égale protection, au moyen d'un nouveau tarif général, que le gouvernement était chargé de proposer à bref délai. Le projet de tarif a été, en effet, présenté à la chambre des députés en octobre 1890 : la discussion est ouverte.

II.

L'exposé des motifs, qui précède le projet de tarif, est plutôt une œuvre de résignation qu'un acte de conviction. Pressé par les exigences électorales et par les influences parlementaires, le gouvernement se résigne à recommencer le fastidieux travail de 1881 et à

forcer, dans cette nouvelle édition, la note protectionniste; mais il ne paraît pas convaincu par les lamentations ni par les réclamations de l'agriculture et de l'industrie. S'il admet la convenance de certaines augmentations de droits, il s'en excuse par l'exemple des autres pays qui ont élevé leurs tarifs. Il ne s'associe pas aux griefs exprimés contre le régime des traités de commerce. Il demande qu'il soit tenu grand compte des industries d'exportation, dont la prospérité est si intimement liée à celle de la France. Autant que l'on peut en juger par la lecture de ce document, qui est habilement rédigé, le gouvernement aurait préféré le maintien de l'état de choses actuel. Il sent qu'il marche sur des œufs, qu'il n'aura l'heur de contenter personne, et qu'il devra, au parlement, soutenir de rudes combats. Aussi, comme procédé de conciliation, a-t-il imaginé, pour notre nouvelle loi douanière, un système tout à fait inédit, qui consiste à établir deux tarifs, l'un *général*, l'autre *minimum*, ce dernier « représentant la limite extrême des concessions que peut faire chaque industrie, non pour être à l'abri de la concurrence étrangère, mais pour lutter sans désavantage avec elle. » Nous avons eu jusqu'ici, à côté du tarif général, un tarif conventionnel, résultant des traités conclus avec les pays étrangers, tarif variable comportant des abaissemens par la voie diplomatique, sous réserve de l'approbation des chambres. Le tarif *minimum* est tout différent : c'est une barre fixe et inflexible au-dessous de laquelle notre diplomatie n'osera point consentir à une réduction de tarif, quel que doive être l'avantage politique ou autre d'une concession plus large. Dans de telles conditions, la négociation des traités de commerce deviendra bien difficile, et il y aurait à examiner si l'institution du tarif minimum, ainsi défini, n'a point pour conséquence de faire échec au droit constitutionnel, en limitant ou en gênant singulièrement les pouvoirs du président de la république et l'action du gouvernement en matière de traités.

Le caractère général de ce double tarif, qui comprend 654 articles avec de nombreuses subdivisions, c'est, comme on devait s'y attendre, une élévation plus ou moins sensible des droits comparés avec ceux du tarif de 1881. Pour s'excuser de n'avoir point osé davantage, le ministre du commerce a déclaré, dans l'exposé des motifs, qu'il ne paraissait pas prudent de passer brusquement d'un pôle à l'autre. La commission des douanes, à la chambre des députés, ne s'est point rendue à ce conseil de sagesse; elle a, pour maints articles, augmenté les chiffres proposés par le gouvernement, et elle s'est orientée d'un pas très résolu vers le pôle de la prohibition. Est-ce là ce que réclame l'intérêt public? Il ne s'agit pas d'examiner en détail les chiffres du tarif, de discuter sur des tant pour cent, d'opposer la statistique libre-échangiste

à la statistique protectionniste, de compulser les innombrables documens, officiels et autres, dont les affirmations contradictoires ne font qu'obscurcir cette grande question. L'intérêt public peut se démontrer par des argumens moins arides et par des preuves plus éclatantes. Il suffit d'observer quelques faits décisifs et de conclure avec sincérité.

Voici d'abord le tarif des denrées alimentaires. Le droit sur le blé, qui a récemment remplacé la franchise complète, est maintenu à son taux très élevé. On avait, en 1885, oublié le pain. Le pain est inscrit et taxé dans le nouveau tarif. Les droits sur les bestiaux et sur les viandes fraîches sont augmentés; de même les droits sur les vins. Bref, tout ce qui se mange et se boit est taxé et surtaxé. Ainsi le veut, nous dit-on, l'intérêt de l'agriculture nationale.

La France ne produit pas, année moyenne, une quantité de blé suffisante pour la consommation et pour les semences. Elle doit acheter au dehors le supplément qui lui est indispensable. Ce n'est pas un signe d'infériorité. L'Angleterre et d'autres pays riches et prospères sont dans le même cas. Avec le commerce libre, l'achat du supplément de blé sur les marchés étrangers est une opération généralement fructueuse, à moins que la coïncidence de mauvaises récoltes dans les principaux pays producteurs de céréales n'élève les cours à un taux exorbitant. Cette opération est fructueuse, parce qu'elle implique une contre-partie, c'est-à-dire la vente des produits français en échange des blés importés. Mais, par-dessus tout, elle est nécessaire, et il est à la fois imprudent et inhumain de la rendre plus difficile et plus coûteuse par un droit de douane. Le pain est pour le Français l'aliment fondamental, comme la pomme de terre pour l'Irlandais. Le taxer est une hérésie. Il y a des régions en France, et, dans chaque région, il y a des familles en grand nombre qui n'ont pas encore le pain à leur suffisance. Au lieu de repousser de nos frontières et de nos ports les étrangers qui nous apportent le blé qui nous est nécessaire, nous devons les accueillir, car ils nous rendent service. L'insuffisance de blé est un fléau : l'abondance, de quelque part qu'elle vienne, est un bienfait.

La production des bestiaux, comme celle du blé, est inférieure aux besoins de la consommation. Nos races se sont améliorées; l'effectif du gros bétail s'est accru; les progrès de l'élevage sont manifestes, et pourtant la viande fait défaut. La viande de boucherie était autrefois, dans les campagnes et parmi les populations ouvrières des villes, un mets de luxe; l'augmentation du bien-être, par suite de la hausse des salaires, en a partout répandu le goût et l'habitude. La nouvelle loi sur l'armée, en faisant passer

tous les jeunes hommes par nos régimens, où la viande figure dans la ration quotidienne, contribue à propager cette consommation jusque dans les classes nécessiteuses. Aussi, par l'effet de la loi économique de l'offre et de la demande, les bestiaux amenés sur les marchés étant loin de suffire aux besoins des consommateurs, le prix de la viande a atteint des cours de plus en plus élevés, au point d'imposer de lourds sacrifices et de causer de véritables souffrances à la masse de la nation. Il n'y a qu'un cri parmi les ménagères, même dans les familles aisées, contre la cherté croissante, et ce témoignage vaut bien, comme expression de l'intérêt public, l'opinion des groupes agricoles dans le parlement ou de la Société des agriculteurs, dont les membres, mangeant du pain de luxe et assurés de leur pot-au-feu, n'ont pas à compter avec ces difficultés de la vie. Et l'on propose que les bestiaux soient taxés plus fort qu'ils ne l'ont jamais été ! Bien plus, la science a imaginé des procédés à l'aide desquels la viande peut être conservée fraîche et nous être apportée des pays lointains. On a vu, à la dernière Exposition universelle, des spécimens curieux et alléchans de ces nouveaux produits de la Plata. Le jury, honorant la science appliquée à la nourriture de l'homme, n'a pas manqué de décerner les plus hautes récompenses aux exposans qui ont su livrer au commerce cette belle découverte. Quelle imprudence ! Cette viande de conserve sera taxée comme seront taxés les bestiaux. Le mort suivra le vif. N'est-ce pas juste, puisque l'on veut taxer le pain après le blé ?

Du pain et de la viande, passons au vin : le festin sera complet. La France a longtemps produit beaucoup plus de vin qu'elle ne pouvait en consommer ; par conséquent, l'importation de l'étranger (sauf pour quelques vins de liqueur) était nulle ; l'exportation, au contraire, tendait chaque année à s'accroître, et elle ne trouvait d'obstacles que dans les tarifs élevés de l'étranger. Aussi les agriculteurs du côté de la vigne étaient-ils tout à fait partisans du libre échange, ils saluaient Bastiat. Ils déclaraient, par leurs chambres de commerce et par tous leurs organes, que la prospérité nationale était compromise par cette maudite protection, qui, pour enrichir les industriels, édictait des tarifs exorbitans et provoquait à l'étranger des représailles dont leurs produits payaient les frais. Dans tous les traités de commerce, les efforts de nos négociateurs s'appliquaient à obtenir des modérations de droits pour nos vins ; c'était la grande affaire : écouler au dehors le vin qui, en France, coulait à flots. Survint le phylloxera. Les vignerons des départemens du midi ont raison de dire que leurs concitoyens des autres régions ne se sont jamais rendu compte de l'étendue ni de la gravité du désastre. Ce fut, pour de nombreuses familles, une ruine

complète. Sous l'atteinte du fatal insecte, les revenus et les fortunes s'écroulèrent d'un seul coup, au point qu'il restait à peine aux moins misérables de quoi payer l'impôt foncier sur des terres qui, pendant tant d'années, et surtout depuis la construction des chemins de fer, leur avaient donné de larges profits. Le phylloxera étendant ses ravages, la production du vin baissa très rapidement en France, ce qui amena nécessairement la hausse des prix. Les consommateurs durent alors s'estimer très heureux de trouver dans les importations de l'Italie, de l'Espagne, de l'Algérie, etc., le moyen de combler le déficit du vignoble français. Cependant, à force d'énergie et d'habileté, par une intelligente sélection des plants américains, les régions dévastées sont parvenues à reconstituer en partie leurs vignes, et comme elles espèrent qu'en écartant l'importation étrangère elles maintiendront plus longtemps la hausse des prix, les voici de libres-échangistes devenues protectionnistes. Elles veulent, elles aussi, des droits de douane, et le projet de tarif leur donne ample satisfaction. Le vin sera donc surtaxé. La cherté du vin est, pour la population française, un dommage très sérieux. Il s'agit d'une consommation vraiment nationale. L'hygiène publique souffre gravement de la rareté du vin, des sophistications et des fraudes de toute nature que la cherté encourage. Les progrès de l'alcoolisme observés pendant ces dernières années sont attribués, en grande partie, à ce que le vin manque. Le déficit est ressenti à ce point que l'on a recours aux raisins secs, apportés principalement de Grèce et de Turquie, pour en extraire une boisson qui a l'avantage d'être naturelle et saine, qui a l'apparence du vin et qui en procure l'illusion. Cela ne peut durer ainsi; les raisins secs, inoffensifs quand ils sont employés à la confection des plum-puddings, deviennent coupables dès qu'ils s'avisent de faire concurrence au vin. Peu importe l'intérêt de nos relations avec les pays d'Orient, l'intérêt du port de Marseille, l'intérêt de ces consommateurs pauvres qui se résignent à cette boisson faute de mieux, les raisins secs seront surtaxés.

Ainsi le nouveau tarif atteint tout à la fois le pain, la viande, le vin, c'est-à-dire les trois alimens nécessaires de la nation. Nous sommes en pleine démocratie; nos lois, d'accord avec nos mœurs, s'attachent à rechercher tout ce qui peut faire le bien du plus grand nombre : les moralistes gémissent sur le chiffre stationnaire de la population française, les politiques s'en inquiètent pour l'avenir du pays. Et la réforme douanière de 1891 consiste à ressusciter les lois aristocratiques de la restauration, à reculer de soixante-dix ans, à diminuer les subsistances du peuple en taxant tout ce qui donne le sang, la force et la fécondité !

Il a été depuis longtemps reconnu que l'importation des matières premières qui servent aux grandes fabrications doit être facilitée autant que possible. C'est un axiome de la législation commerciale, et il semble qu'il n'y ait plus à discuter au sujet de la franchise complète pour le coton, la laine, la soie, le lin, le chanvre, les graines oléagineuses, non plus que pour la houille. Le gouvernement n'a pas cru devoir toucher au tarif de la houille, bien que notre production soit encore inférieure de près d'un tiers aux besoins de l'industrie et du chauffage; il a maintenu la franchise pour les matières qui viennent d'être énumérées, sauf pour les graines oléagineuses, contre lesquelles le colza garde une vieille haine. On va donc recommencer les débats sur la question des graines oléagineuses, question qui, dans les dernières années du règne de Louis-Philippe, était aussi fameuse que l'est aujourd'hui la question des sucres. Au moins, en ce temps-là, les habitués des séances parlementaires avaient-ils l'agrément d'entendre Berryer plaidant pour Marseille. Les députés des Bouches-du-Rhône répéteront de leur mieux les discours de Berryer, le Nord répondra, et ce sera long. Il est difficile d'apercevoir pourquoi l'on s'avise de revenir sur l'exemption des droits, qui a été maintenue dans le tarif de 1881, alors surtout que les tourteaux provenant des huileries de graines fournissent à l'agriculture un excellent engrais. L'intérêt agricole, considéré dans son ensemble, et non plus à l'unique point de vue du colza, ne paraît pas motiver, pour les graines, une exception au principe qui affranchit les matières premières. Mais nous oublions que, dans la nouvelle école protectionniste, ce principe est complètement abandonné. La commission de la chambre est toute disposée à y déroger, et la Société des agriculteurs a décidé, dans une récente délibération, que les laines, les peaux, les soies, etc., sont improprement dénommées matières premières, parce que leur production exige, comme toute autre, des capitaux, du travail et de l'intelligence, et que, par conséquent, elles doivent être inscrites au tarif dans la colonne des droits protecteurs. Il serait peut-être plus exact de dire que tout produit est la matière première et en quelque sorte le générateur d'un autre produit, par exemple que le mouton fait la laine, que la laine fait le fil, que le fil fait le tissu et que le tissu fait l'habit. A ce compte, on voit combien il importe d'obtenir au plus bas prix le produit originel, dont le coût influe sur toutes les œuvres successives, et pourquoi l'opinion générale applique à ce produit le nom de « matière première. » Au surplus, la dénomination ne fait rien à l'affaire : la Société des agriculteurs demande que la laine, les peaux, les lins, etc., de quelque nom qu'on les baptise, soient dûment protégés par des droits de douane. Rendons-lui cette justice qu'elle

ne réclame pas un droit sur le coton. D'autres se chargent de réparer cette omission, qui ferait tort au lin et au chanvre. Une proposition de loi a été présentée à la chambre par un député du Nord à l'effet de taxer le coton, un exotique, dont les produits prennent dans la consommation une place qui serait plus avantageusement occupée par ceux du lin, de culture française.

Ainsi, les protectionnistes ne se bornent plus à solliciter des droits sur les produits similaires, qui feraient une concurrence directe; ils prétendent taxer même les produits que la France ne cultive ni ne fabrique, uniquement pour nous obliger à consommer plus chèrement, contre notre intérêt ou notre gré, des produits français. On vient de taxer le maïs au profit de l'avoine; on frappe de droits excessifs le pétrole au profit de l'huile de colza; on veut mettre des droits sur le coton au profit du lin. C'est la logique du système. En 1826, un député dont le nom a marqué dans les fastes du protectionnisme, M. de Saint-Chamans, proposait de quintupler les droits sur le coton pour augmenter la fabrication de la laine, du lin, de la soie, et le ministre du commerce, M. de Saint-Cricq, un protectionniste non moins qualifié, lui répondait excellemment: « Pense-t-on que l'on dirige à son gré la mode, les goûts, les besoins de trente millions de consommateurs? La mode veut des cotonnades, et la mode n'est pas ici un pur caprice, elle est aussi un calcul. Quel tissu est susceptible de procurer au même prix des jouissances si diverses, aussi fréquemment renouvelées? Chargez le coton d'un fort droit, vous diminuerez sans doute la consommation des cotonnades, mais vous diminuerez en même temps le travail et les jouissances publiques, etc. » Et le ministre ajoutait: « Sans doute, le coton est un produit exotique, mais ce produit est un immense élément de travail, et il n'est pas seulement le travail auquel il s'applique, il crée de plus le travail par lequel nous en payons le prix. Ce prix, nous l'acquittons en vins, en eaux-de-vie, en soieries, en draperies, en cotonnades même... » Tel est en effet le bienfait des matières premières abondamment procurées à un pays qui, comme le nôtre, sait les mettre en œuvre et les transformer en produits plus riches par le travail d'une industrie perfectionnée. Les législateurs de 1891 se montreront-ils moins soucieux du travail et des « jouissances publiques » que ne l'était, en 1826, M. de Saint-Cricq? Il faut espérer que le gouvernement tiendra bon contre les propositions vraiment archaïques qui visent le coton, ainsi que les autres matières premières, et que la majorité de la chambre ne se laissera pas entraîner à ces étranges abus de la protection.

Comment des prétentions aussi excessives ont-elles pu se manifester au grand jour, avec tant de résolution, avec une audace qui

semble assurée du succès? Les taxes sur les denrées alimentaires, les taxes sur les matières premières vont évidemment à l'encontre des intérêts de l'industrie en rendant la main-d'œuvre plus coûteuse et en élevant les prix de fabrication. D'où vient que le groupe industriel se montre d'aussi bonne composition devant les revendications du groupe agricole? C'est l'éternelle histoire de la rhubarbe et du séné. Le groupe industriel passe à l'agricole toutes ses exigences, parce qu'il a besoin lui-même que l'agricole l'aide à relever le tarif des produits fabriqués. L'alliance a été conclue publiquement : la coalition s'est formée dans des conférences communes et dans des banquets, le verre en main. Longtemps sacrifiés et quelque peu défians, les agriculteurs ont tenu à être servis les premiers : ils ont eu, dès 1885, les taxes sur le blé et sur les bestiaux. Aux industriels, maintenant, d'obtenir leur part de taxes dans le tarif qui portera la date de 1891. Cette part qu'ils réclament leur est attribuée dans le projet du gouvernement, et les amendemens adoptés par la commission la feront plus large encore. Il est superflu d'énumérer les articles et de discuter sur les nouveaux droits que l'on propose d'établir. Il suffit de dire que tout ce qui a un nom parmi les choses dont nous nous servons, riches ou pauvres, tout ce qui doit satisfaire à nos besoins ou à nos jouissances, serait frappé de droits excédant plus ou moins les chiffres du tarif conventionnel, et même ceux qui ont été inscrits dans le tarif général de 1881. C'est vraiment trop. Les industriels peuvent soutenir, non sans raison, que si l'on renchérit de par la loi les subsistances et les approvisionnemens, il leur est dû, sous la même forme, une protection équivalente. Mais la mesure est évidemment dépassée; et, dans ce renchérissement général infligé à toute la nation, que devient, encore une fois, l'intérêt public?

III.

Les grandes associations d'agriculteurs et d'industriels, qui se sont coalisées pour obtenir le relèvement des tarifs, sont convaincues, elles aussi, qu'elles défendent l'intérêt public. Ce serait faire injure aux personnages considérables et si honorables, qui composent leurs Conseils, que de leur attribuer l'exclusif souci des intérêts privés. Il serait même facile de signaler, dans la liste des membres, bon nombre d'industriels qui, pour leur propre compte, n'ont nullement besoin de la protection douanière et dont les produits, renommés en France et dans le monde entier, défient toute concurrence. Ils plaident, non pour eux, mais pour la corporation qu'ils représentent : ils sont, d'ailleurs, sincèrement protection-

nistes, ils estiment que les droits de douane sont nécessaires ou utiles : nécessaires, pour empêcher la ruine de telle industrie que menace de trop près la concurrence étrangère; utiles, pour développer la prospérité des industries qui sont à la veille de lutter avec succès contre cette concurrence ; le tout, dans l'intérêt du travail national. En outre, pour la discussion actuelle, ils croient puiser une grande force dans les manifestations officielles de l'opinion. Il est incontestable que les élections législatives et sénatoriales ont donné la majorité à la protection. La question a été posée de telle sorte qu'il ne pouvait en être autrement. — Voulez-vous être protégés? — Toutes les mains se sont levées naturellement : propriétaires du sol, fermiers, chefs d'industries, ouvriers, paysans, tous ont dit : oui. Par une direction très habile, les protectionnistes ont obtenu une majorité de plébiscite. Au parlement, ils ont organisé des groupes qui continuent, en l'exagérant, la poussée électorale. Ils ont donc l'opinion pour eux. Qui oserait leur contester d'être les représentans de l'intérêt public?

S'il s'agissait, comme autrefois, de se prononcer entre deux principes, entre la protection et le libre échange, et de décider quel est celui de ces deux principes dont l'application sert le mieux l'agriculture et l'industrie, les partisans de la liberté des échanges pourraient, sans désespérer de l'avenir, reconnaître que l'opinion publique leur est aujourd'hui contraire. Mais là n'est point la question. Il s'agit de savoir, en restant sur le terrain de la protection, si le tarif conventionnel, qui est un tarif protecteur, doit être remplacé par des taxes plus élevées. Or la manifestation électorale laisse intacte l'étude du problème. Chacun veut être protégé, c'est entendu ; mais cela ne veut pas dire que chacun veuille la protection pour les autres. Nous voyons, dans les conseils supérieurs de la protection, les filateurs faire cause commune avec les éleveurs, les fabricans de fromages s'allier avec les maîtres de forges, les industries les plus diverses former une sorte de macédoine pour un pétitionnement commun. C'est de la tactique : l'union fait la force. Cela signifie-t-il que les industriels désirent voir taxer les produits agricoles et que les agriculteurs se réjouissent des taxes proposées pour les produits manufacturés? C'est le contraire qui est vrai. Déjà se révèlent les dissentimens et les protestations : les fabricans de peaux ouvrées ne veulent pas du tarif des peaux brutes ; les tisseurs de soie et leurs ouvriers repoussent tout droit sur les soies grèges, etc. Les dernières élections n'ont exprimé que des opinions régionales ou simplement professionnelles. L'Association des industriels, non plus que la Société des agriculteurs, ne saurait les invoquer comme un signe de l'intérêt public. Pour discerner où est l'intérêt public, il faut précisément s'élever au-dessus des opi-

nions régionales et dominer sur l'ensemble du pays. C'est le rôle du gouvernement et des chambres.

Quelles sont donc les principales raisons qui justifieraient le nouveau tarif des protectionnistes? L'agriculture allègue la dernière crise agricole, l'augmentation des impôts généraux et des charges communales, la rareté et le renchérissement de la main-d'œuvre, l'insuffisance des prix de vente par rapport aux prix de revient, la concurrence de l'étranger, et, comme conséquence, la baisse des fermages ainsi que l'avilissement de la propriété foncière. L'industrie produit à peu près les mêmes griefs, quant à l'aggravation de ses charges, à l'augmentation des prix de revient et à la concurrence étrangère; elle y ajoute les menaces de grèves d'ouvriers.

La crise agricole et la crise industrielle ont atteint, durant ces dernières années, presque tous les pays européens et les États-Unis. Ici l'excès de production, là des krachs financiers, ailleurs des difficultés politiques, des conflits plus aigus entre patrons et ouvriers, presque partout un certain malaise social, ces différentes causes ont déterminé et prolongé des crises plus ou moins profondes dont le premier symptôme a été le ralentissement de l'activité commerciale. La France n'a pas été plus touchée que l'Allemagne, l'Italie, la Belgique ou l'Angleterre elle-même. Ces crises, d'ailleurs, ne sont que des accidens, auxquels un tarif, fût-il prohibitif, n'apporterait aucun remède et qui ne valent certainement pas qu'un grand pays bouleverse ses lois économiques. Quant à l'augmentation des impôts, elle n'est que trop réelle. Non-seulement les dépenses jugées nécessaires pour la défense nationale et pour les chemins de fer, mais encore des prodigalités que le gouvernement républicain aurait pu épargner à la génération présente, surchargent les fortunes privées et le travail en même temps que le budget. Est-ce que cette situation embarrassée se rencontre particulièrement en France? Voyez les autres pays. La plupart et les plus grands, ceux qui sont nos concurrens pour la production agricole et manufacturière, sont également écrasés par les impôts, et peut-être en souffrent-ils plus que nous, parce que, en pareille matière, ce n'est point le poids du fardeau que l'on considère, c'est la force de celui qui est condamné à le porter. Il vaut mieux exiger du gouvernement et des législateurs qu'ils se montrent plus économes, ne pas leur laisser croire qu'ils pourront, en concédant des augmentations de tarifs, à titre de compensation des impôts, obtenir le pardon de leurs prodigalités.

Si le prix de la main-d'œuvre a haussé pour l'agriculture, cela tient à l'émigration des campagnards vers les villes, où ils sont attirés par la perspective d'un travail plus abondant et mieux

rémunéré. La diminution du nombre des bras doit être en partie compensée, dans les grandes exploitations, par l'emploi des machines, dont le maniement exige un personnel plus habile, qui, naturellement, se fait payer plus cher. Il est donc exact que, dans les frais de culture d'un hectare, la main-d'œuvre figure pour une proportion plus considérable depuis vingt ans. Avant de recourir à l'assistance d'un tarif, ne conviendrait-il pas d'examiner si cette émigration des campagnes vers les centres industriels ne devrait pas être attribuée pour une certaine part au régime même de la protection et s'il n'y aurait pas également quelque reproche à adresser aux municipalités des grandes villes? — La protection, en surexcitant la production dans les périodes de prospérité, attire les ouvriers vers les villes, les réunit en grand nombre, expose les patrons à leurs exigences quant au salaire et facilite des grèves. La répartition naturelle de la population est ainsi désorganisée au préjudice de tous les intérêts, y compris l'intérêt social. D'un autre côté, dès que le chômage ou un sérieux ralentissement se produit dans une ville populeuse, à Paris, à Lyon, etc., le conseil municipal crée des travaux avec un budget extraordinaire, alimenté par l'emprunt. Il entreprend des travaux prématurés et souvent inutiles, à seule fin de donner de l'ouvrage et de distribuer des salaires. Mieux encore, le conseil municipal de Paris croit devoir fixer un minimum du prix de la journée. Cette philanthropie électorale a pour effet d'attirer un trop grand nombre d'ouvriers, de les retenir quand le travail manque, de fausser le taux normal des salaires, de faire le vide dans les champs et de rendre très difficiles, à certains momens, les conditions de l'industrie. Voilà les inconvéniens auxquels il faut parer, et il n'y a de remède que dans une bonne administration et dans une meilleure entente des lois économiques. Le tarif des douanes n'y peut rien. Il amènerait, au contraire, s'il est surélevé, une augmentation dans la dépense de la main-d'œuvre, au grand dommage des patrons et sans profit pour les ouvriers.

Quelle est, en effet, la conséquence nécessaire de toute mesure qui augmente le prix des subsistances et des autres consommations? C'est la hausse des salaires. A côté et même au-dessus de la loi économique de l'offre et de la demande se pose la question du coût de la vie. Quoi qu'il arrive de l'offre ou de la demande du travail, le salaire de l'ouvrier qui loue le service de ses bras ne peut pas descendre, théoriquement ni en fait, au-dessous du taux indispensable pour qu'il vive. Dès lors, une augmentation de tarifs sur les denrées alimentaires et sur les produits de consommation courante aboutit infailliblement, comme toute autre charge, comme un impôt, à l'élévation du prix de la main-d'œuvre, dans les cam-

pagnes aussi bien que dans les villes. Elle causerait un grave préjudice aux patrons, elle ne profiterait pas aux ouvriers, qui, tout en recevant un plus fort salaire, auraient à payer plus cher ce qu'ils consomment. Ce n'est pas ainsi que la France sera en mesure de lutter plus avantageusement contre la concurrence. En outre, il ne faut pas croire que la hausse des salaires, résultant du renchérissement de toutes choses, devra s'opérer mathématiquement en proportion rigoureuse avec ce renchérissement. Les réclamations des salariés iront bien au-delà. Ils diront, ou ceux qui les mènent diront en leur nom : « Le tarif a été revisé pour la protection du travail national : le travail national, c'est nous, ouvriers, autant et plus que vous, patrons. A nous notre part. Il n'est pas juste que vous obteniez une augmentation de profits pour le capital, sans que nous obtenions, nous aussi, une augmentation de salaire. » Certes, ce raisonnement, qui paraît en équilibre, n'est point décisif; il y sera fait plus d'une réponse. Mais la discussion ne s'engagera pas moins sur le droit des ouvriers à leur part de protection, puis sur la quotité de cette part. On peut juger de l'effet que produirait un tel brandon porté au milieu des agglomérations d'ouvriers. Si le tarif éteint la concurrence de l'étranger, il risque de devenir, à l'intérieur, une machine de guerre et de grèves.

Il est incontestable que depuis vingt ans les fermages agricoles et les profits industriels sont moindres que pendant les années prospères de l'empire. A une période de hausse dont la propriété foncière et les capitaux industriels ont largement profité, a succédé une dépression, à laquelle les propriétaires, avec leurs revenus rognés, et les patrons, avec leurs profits réduits, sont excusables de ne pas se résigner facilement. La république n'est, en aucune façon, responsable de cet état de choses, non plus que le tarif des douanes. La baisse provient, en grande partie, d'une évolution économique observée dans la plupart des pays. Entre les trois élémens qui concourent à la production, — capital, intelligence, travail manuel, — le capital voit sans cesse diminuer son revenu ou sa part des profits, tandis que s'accroissent la rémunération de l'intelligence active et le salaire du travail. Ce changement dans la part faite à chacun des élémens de la production se manifeste avec le plus d'énergie dans les pays régis par des institutions démocratiques ou très libérales. C'est un fait contre lequel ne prévaudra ni loi ni tarif et qui se traduit par la réduction du taux de l'intérêt et par la diminution des prix des fermages. Si les propriétaires fonciers se plaignent de ne pouvoir renouveler les baux moyennant les anciens prix, est-ce que toutes les personnes en quête de placement ne se plaignent pas, de leur côté, du minime intérêt que leur offrent la rente et les bonnes valeurs de

bourse ? Le propriétaire qui ne cultive pas et le capitaliste qui ne travaille pas verront, au cours de cette évolution, diminuer leurs revenus au profit de ceux qui donnent à loyer leur intelligence et leurs bras. L'élévation du tarif des douanes ne modifierait en rien cette répartition nouvelle, et, produisant le renchérissement général, elle pèserait de tout son poids sur de nombreuses catégories de citoyens, petits rentiers, retraités, employés à traitement fixe, etc., dont la situation modeste mérite bien aussi d'être protégée.

Il n'en est pas moins vrai, diront les protectionnistes, que la hausse des prix de revient ne laisse plus une marge suffisante pour qu'il reste un profit dans les prix de vente comprimés par l'excès de la concurrence étrangère, et c'est pour modérer cette concurrence, pour garantir la prospérité, l'existence même du travail national, qu'il convient de reviser le tarif. — Il semble pourtant que les progrès scientifiques et techniques, l'emploi des machines, les facilités de transport, la production par grandes masses, etc., ont dû procurer, en France comme ailleurs, l'abaissement des prix de revient. Si pourtant il n'en est pas ainsi, quelle est la cause? C'est que l'un des élémens de la production française, comparée avec la production étrangère, tend à prendre des proportions qui ne s'accordent plus avec le cours naturel des choses, à savoir l'élément qui se compose des profits, des rémunérations de toute sorte et des salaires. Dans l'agriculture, dans l'industrie, dans le commerce, chacun prétend aujourd'hui s'enrichir vite ou être largement payé de son labeur. A une époque qui n'est pas encore bien éloignée, les profits étaient modestes, acquis par de longues années de travail, et les salaires étaient peu élevés. Il ne faut pas regretter ce temps. Le progrès général, la diffusion de l'instruction et la plus grande productivité du travail, ont déterminé une hausse normale et légitime dans le taux des rémunérations et des salaires; de là, des habitudes et des besoins de bien-être, et, au point de vue matériel, une amélioration évidente. Mais si chacun, voulant se faire sa part, exagère les prétentions; si les uns, au risque de chuter à la première étape, courent trop vite à la fortune; si les autres, profitant de la faiblesse ou même de la complicité intéressée des pouvoirs publics, réclament des salaires excessifs et le vote de lois prétendues démocratiques, qui aggravent les charges de l'industrie, alors il n'y a plus de limite au prix de revient, tous les calculs de la production sont faussés, et toute comparaison avec les conditions du travail à l'étranger devient impossible. N'est-ce pas ce que nous voyons aujourd'hui? Sans être tout à fait exemptes de ces difficultés, les autres nations se trouvent, sous le rapport du travail, dans une situation moins agitée, plus saine. Il n'est donc

pas surprenant qu'elles puissent produire et vendre certains articles à meilleur marché que nous. Irons-nous encourager et sanctionner, en quelque sorte, par des élévations de tarifs, les exagérations dont le consommateur français est la première victime? Le problème ne sera pas résolu par le procédé trop commode d'un droit de douane.

Le mal est dans les mœurs, et non ailleurs. Si les pouvoirs publics opposent quelque fermeté aux supplications des puissans et aux injonctions des faibles, il n'est pas irrémédiable, car, après tout, la situation économique de notre pays, malgré les crises, malgré les difficultés de toute nature, peut se comparer avantageusement avec celle des autres nations. On dirait vraiment, à entendre les organes du protectionnisme, que nous sommes un peuple incapable, décadent, ruiné; que nous allons déposer notre bilan; que, si l'on n'y met pas bon ordre et sur l'heure, la France sera envahie, inondée, submergée par l'afflux des produits étrangers, réduite à l'état de jachère et de chômage. Il n'en est rien, fort heureusement. Depuis un demi-siècle, l'agriculture a réalisé de grands progrès, constatés par toutes les enquêtes et récompensés dans toutes les expositions. On a dû créer pour elle une décoration spéciale; la croix du Mérite agricole est sollicitée par nombre de candidats qui montrent les fermes bien tenues, les rendemens améliorés, l'élevage perfectionné. Quant à l'industrie, elle a brillé de tout son éclat lors de l'exposition universelle de 1889, en face des industries étrangères. Et l'on voudrait soutenir que, pour la lutte, la France n'est point suffisamment armée, qu'il lui faut un supplément de tarifs protecteurs, que le travail national est en péril! Ce sont des exagérations, bonnes pour une plaidoirie, inacceptables dans un arrêt.

IV.

Que devient, dans cette discussion, l'intérêt du commerce extérieur? Le régime de la protection à outrance ne peut avoir pour effet que de le restreindre. Si l'on augmente les taxes à la frontière, c'est évidemment pour empêcher, ou tout au moins pour diminuer l'introduction des produits étrangers. La France a pourtant un besoin absolu d'un certain nombre de produits exotiques. Elle a besoin, sous peine de disette, d'un complément de denrées alimentaires. D'un autre côté, ses manufactures, après avoir approvisionné la consommation intérieure, ont un excédent de marchandises à vendre au dehors. Le commerce extérieur, beaucoup moins considérable que le commerce intérieur, n'en représente pas moins

un intérêt de premier ordre et d'incontestable nécessité. Il s'agit d'un échange annuel de plusieurs milliards. Gêner l'entrée de ce qui nous manque, c'est en même temps gêner la sortie de ce que nous produisons en excès : double préjudice. Opposer des obstacles à ceux des articles manufacturés que les étrangers fabriquent mieux ou à meilleur marché que nous, c'est courir le risque de provoquer des représailles contre ceux des articles (et ils sont les plus nombreux) pour lesquels nous sommes en possession d'une supériorité incontestée. Avec le commerce extérieur se confond l'intérêt de la marine, qui opère une partie des transports. Enfin, les relations internationales, ainsi établies par un échange réciproquement avantageux de marchandises et de services, sont généralement considérées, malgré de rudes déceptions, comme un gage de paix; elles aident au progrès et à la civilisation; elles procurent l'influence morale et politique à ceux des peuples qui savent les pratiquer avec le plus de succès. La France, à côté de l'Angleterre, y tient une grande place. C'est pour cela que tous nos gouvernemens se sont appliqués jusqu'ici à conclure ou à renouveler les traités de commerce.

Les protectionnistes n'ont garde de contester les avantages évidens du commerce extérieur, et un certain nombre d'entre eux désirent que l'on persiste, autant que possible, dans le système des traités, qui leur profite. Mais voyez! disent-ils, presque tous les peuples rehaussent leurs tarifs de douane : l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Russie, la Suisse, les États-Unis nous repoussent à coups de surtaxes. Devons-nous rester inertes devant ce déchaînement? Défendons-nous. La France jouerait un rôle de dupe si elle continuait à s'ouvrir libéralement à ceux qui lui ferment leurs portes. — Cet argument, extrait de la réciprocité, n'est que la réédition de la loi barbare : œil pour œil, dent pour dent. Ce n'est pas une recommandation. Avant de prendre un parti, les gens sérieux étudient non pas seulement ce que font les autres, mais surtout ce qui convient le mieux à leur intérêt. Qui sait si les nations dont on invoque l'exemple ne commettent pas une faute grave et ne se font pas tort à elles-mêmes? Qui sait si leurs gouvernemens ne cèdent pas à des raisons politiques qui imposent momentanément à leur législation commerciale une orientation différente? Ce que font les autres peut évidemment nuire à l'exportation française; mais est-ce une raison pour aggraver ce préjudice en prenant des mesures que notre situation particulière n'exige pas, en augmentant, par notre propre tarif, le prix des subsistances et de tous les produits, et cela au moment même où les tarifs étrangers augmentent, par leurs surtaxes, le prix de revient de nos produits sur leurs marchés?

Quant aux traités de commerce, le dernier mot d'ordre est qu'il n'en faut plus. Nous disons le dernier mot d'ordre, parce que l'opinion sur ce point a varié, tant parmi les libres-échangistes que parmi les protectionnistes. Les premiers, n'admettant dans les tarifs que les droits fiscaux et repoussant, en principe, toute taxe de protection, considèrent naturellement les conventions comme inutiles. Mais, voyant bien que leur doctrine a peu de chances d'être acceptée *de plano*, ils en sont venus à recommander le traité de commerce comme un moyen indirect d'aboutir à l'abaissement des barrières de douanes. Ce sentiment n'est plus unanime. Certains libres-échangistes, et des plus marquans, se sont prononcés récemment contre le procédé des tarifs diplomatiques. Quant aux protectionnistes, la grande majorité, — tout en estimant que nos négociateurs ne leur réservaient pas une protection suffisante, — approuvait le régime des traités à longue échéance, parce que ce régime procurait plus de sécurité par la fixité des tarifs étrangers. Présentement, l'opinion des comités et des groupes dirigeans est contraire aux traités; on aime mieux décidément, après s'être assuré d'un bon tarif, ne pas s'exposer à voir celui-ci modifié par les diplomates. Ici intervient habilement le spectre du traité de Francfort, et le patriotisme prend la parole.

Le traité de Francfort! Il a fourni des alinéas pathétiques à maintes circulaires électorales. Combien de députés se sont engagés dans leurs affiches contre ce fameux article 11, que probablement ils n'ont jamais lu! — L'état de guerre ayant rompu tous les traités antérieurement conclus par la France tant avec la Prusse qu'avec les divers états de l'Allemagne, il fallut bien, après la cessation des hostilités, aviser au rétablissement des relations commerciales entre le nouvel empire allemand et la France. Conclure un traité complet en due forme, avec tarifs y annexés, on n'en avait pas le temps. Les négociateurs français, MM. Jules Favre, Pouyer-Quertier et de Goulard, jugèrent qu'il suffisait de stipuler, en termes généraux, que « le gouvernement français et le gouvernement allemand prendraient pour base de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée. » De même, le traité de Francfort remettait purement et simplement en vigueur les conventions sur la propriété littéraire et artistique, sur le service international des chemins de fer, etc. Pouvait-on agir autrement, et l'intérêt de la France n'était-il pas sauvegardé autant que celui de l'Allemagne? C'était un *modus vivendi* qui ne comportait ni restrictions ni concessions nouvelles. Si le traité de Francfort lie les deux états, le lien n'est pas plus serré pour l'un que pour l'autre. Nous n'avons qu'à ne pas avoir de

traités avec l'Angleterre, les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, l'Italie et la Russie, pour que l'Allemagne soit soumise, sans faveur d'aucune sorte, à notre tarif général, et, si nous traitons avec ces pays, il nous est loisible de ne point inscrire dans les conventions des droits trop faibles sur les articles pour lesquels la concurrence allemande nous serait trop redoutable. Voilà en quoi consiste le traité de Francfort, pour ce qui concerne le commerce, et il faut avouer que le patriotisme électoral s'est singulièrement fourvoyé dans ses imprécations. Peut-être aujourd'hui, par un juste retour des choses de la politique, gêne-t-il l'Allemagne ; il ne gêne pas la France, et il ne saurait fournir un argument sérieux aux adversaires du régime des traités.

Ainsi que nous l'avons précédemment indiqué, le ministre du commerce déclare, dans l'exposé des motifs du projet de loi, que le gouvernement ne saurait renoncer absolument à la faculté de conclure des traités de commerce, le tarif minimum devant servir de base aux négociations et ce tarif étant combiné de manière à ne point compromettre ni même inquiéter l'industrie nationale. Quant à l'agriculture, elle peut être dès à présent rassurée. Confirmant les promesses faites antérieurement devant les chambres, le ministre répète que les principaux produits agricoles demeureront en dehors des traités, c'est-à-dire que la diplomatie ne pourra, en aucun cas, toucher à leur tarif. Pourquoi cette exception ? Comment justifier ce privilège? On veut, par exemple, relever démesurément les droits sur les bestiaux et sur les viandes fraîches, et si la France avait un grand intérêt politique, commercial ou autre, à traiter avec l'Italie ou avec la République Argentine, le gouvernement aurait les mains liées ; il lui serait absolument interdit d'accorder à ces deux pays une réduction quelconque des droits excessifs du tarif général sur ces deux articles ! Non : le droit constitutionnel, la responsabilité et la dignité du gouvernement ne s'accordent pas avec une telle interdiction. Il peut arriver qu'une alliance nécessaire exige quelques sacrifices. Tous les patriotes sont prêts à en supporter leur part ; seule, l'agriculture en serait exempte ! C'est bien mal défendre l'agriculture que de lui faire une situation pareille. Elle voudrait assurément, comme l'industrie, si les circonstances le commandaient, contribuer au succès de négociations utiles au pays. A quoi bon, dès lors, s'engager à l'avance et créer une inégalité de plus dans la protection?

La fin de ces combinaisons savantes, — tarif général, tarif minimum, interdiction de toucher aux tarifs agricoles, menaces de représailles insérées dans l'article 4 du projet de loi, — c'est l'isolement commercial de la France et peut-être la guerre des tarifs.

Le patriotisme des protectionnistes se défend de prévoir ces éventualités, dont la menace ne lui apparaît pas. Le gouvernement fera tout ce qui sera en son pouvoir pour défendre nos intérêts au dehors, et sa diplomatie, en montrant que l'initiative des restrictions ne vient pas de la France, réussira peut-être à calmer les ressentimens trop vifs qui se traduiraient par des représailles. Dans l'hypothèse la plus favorable, le commerce extérieur n'en subira pas moins un grave dommage par l'effet de cette prétendue réforme et des difficultés que rencontrera désormais la négociation des traités.

Par une étrange contradiction, notre république qui prétend rompre avec les lois de la monarchie et surtout avec les traditions de l'ancien régime, notre république démocratique se laisse facilement ramener, en matière administrative et fiscale, aux règlemens, us et coutumes d'autrefois. Ce tarif des douanes est une résurrection. La prohibition, que l'on croyait bien morte, réapparaît. Le pacte colonial, ce contemporain de l'esclavage, renaît de ses cendres; car les protectionnistes veulent également s'approprier les tarifs dans nos colonies. En toutes choses, à la place des franchises intérieures et des facilités internationales si laborieusement conquises, la république accepte la réglementation méthodique, les restrictions calculées, l'universelle contrainte. Ici, ce sont les chefs d'industrie, les patrons qui se liguent pour qu'il leur soit accordé des privilèges, des monopoles, sous la forme de surtaxes, dût-il en résulter le renchérissement général; là, ce sont les ouvriers qui se coalisent pour obtenir de la loi une organisation du travail comportant également des privilèges et des faveurs de toute sorte. Les premiers veulent exclure les marchandises étrangères, les seconds demandent qu'on expulse les ouvriers étrangers. Les uns et les autres entendent être protégés; aucun ne songe à être libre. La corporation, c'est-à-dire la tyrannie exercée par les intérêts privés, se reconstitue: le socialisme d'état, c'est-à-dire la servitude pour tous, s'installe dans la législation et dans les mœurs. Il semble que le XIX[e] siècle, à la veille de s'éteindre, éprouve le repentir des progrès accomplis au cours de sa plus brillante période, et qu'il veuille faire pénitence de la liberté économique, complétant la liberté politique que le XVIII[e] siècle nous a léguée.

Le tarif de 1881 était une œuvre de réaction. Le projet de tarif de 1891 nous rejette plus loin encore vers le passé. Une sorte d'aristocratie foncière et industrielle s'est reconstituée, très unie, formant ligue et coalition, pourvue de toutes les ressources et possédant une grande influence, due au caractère de ceux qui le

représentent, à leur situation considérable dans les régions qu'ils habitent et au titre même qu'ils se donnent, de protecteurs du travail national. Dans les élections, cette aristocratie est assez forte pour avoir ses candidats officiels : au parlement, elle siège en nombre sur tous les bancs, car elle a l'extrême habileté de prohiber, à l'entrée de ses conseils, les distinctions politiques : elle manœuvre de manière à tenir la majorité dans les commissions importantes; enfin, elle a des groupes, parlemens au petit pied, qui délibèrent et signifient leurs décisions au gouvernement. Tout cela est légal. Nous avons plus de respect pour la liberté des opinions que les protectionnistes n'en montrent pour la liberté du travail. Mais il est permis de faire observer que cette aristocratie réorganisée ne sert effectivement que les intérêts d'un petit nombre, de lui opposer ce que nous croyons être l'intérêt du grand nombre, non pas ce que d'autres appelleraient peut-être l'intérêt démocratique, non, disons simplement, nous aussi, l'intérêt national. Comment les ministres qui ont la vue plus nette de toutes ces questions n'ont-ils pas résisté avec plus de fermeté aux sommations parlementaires, comme l'ont fait ou du moins essayé, devant des exigences semblables, les ministres de la restauration, de la monarchie de juillet et de l'empire, comme l'a fait en 1881, à son grand honneur, le ministre du commerce M. Tirard? Qui donc, sinon le gouvernement, assisté d'une administration éclairée et impartiale, aura l'autorité suffisante pour faire justice de ces exagérations manifestes, de ces restrictions multipliées, de cette atteinte portée, dans l'intérêt de quelques-uns, à la subsistance et au bien-être de tous? Si le gouvernement ne l'ose, la cause est assez belle pour inspirer de vigoureuses protestations. C'est la cause du peuple, de la liberté, du progrès; c'est la cause de notre siècle émancipé par le travail et par la science; c'est l'honneur même de notre pays, qui n'est plus à tenir en serre chaude et qui est assez fort, assez brave pour supporter l'air libre de la concurrence. Et, dans cette discussion, preuves de la statistique, considérations morales, intérêts matériels, ordre intérieur, politique étrangère, tous les argumens se pressent et abondent! Au moment de voter sur chaque article de ce tarif introuvable, les membres du parlement se souviendront qu'ils ne sont pas les délégués d'une société d'agriculteurs ou d'une association d'industriels, et qu'ils ont une mission plus haute, celle de mandataires du pays. La cause de la liberté du travail n'est donc pas encore perdue.

C. Lavollée.

L'AMOUR

ÉTUDE DE PSYCHOLOGIE GÉNÉRALE.

Au début de son admirable poème sur la nature des choses, Lucrèce invoque Vénus, *Venus genitrix*, *Venus alma;* et, si les beaux vers du poète philosophe n'étaient pas connus de tous, nous voudrions les mettre ici en commençant pour bien indiquer que la pensée de Lucrèce n'a pas vieilli depuis deux mille ans. Aujourd'hui comme alors, en notre époque de science positive comme au temps de la vieille Rome, on reconnaît que l'origine de toute vie terrestre, c'est l'amour.

L'amour dans la nature, chez les bêtes et les hommes, voilà ce que nous voudrions traiter ici.

Le sujet est difficile, et nous n'ignorons pas que l'entreprise est périlleuse. Peut-être serons-nous forcés d'énoncer tout haut certaines choses qu'on dit tout bas. Chacun les connaît parfaitement; mais, par une sorte de pudeur propre à notre époque de haute moralité, on n'ose guère les imprimer ailleurs que dans les ouvrages techniques. Nous traiterons ces questions délicates avec tout le respect que méritent les lecteurs, et surtout les lectrices de cette *Revue;* mais nous nous garderons de toute hypocrisie, et nous ne chercherons pas de périphrase là où il n'y a pas de périphrase à mettre.

Faut-il avouer que nous avons une arrière-pensée? Les romanciers, les psychologues, les auteurs dramatiques, les distillateurs de quintessence, dont la race ne s'est pas perdue depuis l'hôtel de

Rambouillet jusqu'à nos jours, ont tellement défiguré, alambiqué et compliqué l'amour qu'il est peut-être bon de leur rappeler à tous notre humble origine, loin, bien loin de leurs savantes dissertations. Le vrai naturalisme est dans l'histoire naturelle et non dans les aberrations humaines. Donc, sans avoir l'intention de ramener l'homme à la brute, nous voudrions qu'il n'oubliât pas les conditions normales de son existence physique. Dans une salle de bal ou de théâtre, dans un salon, un atelier ou un laboratoire, on est tenté de prendre au sérieux l'existence factice qu'on mène. Il est bon de revenir, ne fût-ce que pour quelques heures, à la connaissance de la réalité. L'homme n'est pas une marionnette de théâtre. C'est un être vivant, soumis aux lois qui régissent tous les êtres vivans. Il y a sur ce petit globe terrestre des myriades d'existences, plus ou moins semblables à la nôtre, qui poursuivent silencieusement l'évolution que la nature leur a assignée. Notre destinée n'est pas essentiellement différente de leur destinée, et il ne faut pas laisser les conventions sociales masquer complètement le but de notre vie (1).

I.

Quand on jette les yeux autour de soi pour essayer de saisir dans leur ensemble les faits innombrables et mystérieux qui nous environnent de toutes parts, une question se pose tout d'abord. Tous ces phénomènes ont-ils un but? S'il y a un but, pouvons-nous le comprendre, et, si nous pouvons le comprendre, quel est-il? Au fond, toutes les philosophies qui se sont succédé depuis Thalès jusqu'à Hegel n'ont fait guère autre chose que chercher une solution à cet effrayant problème! Hélas! malgré d'admirables efforts, la dialectique des philosophes a apporté peu de lumières, et, si nous sommes, en 1891, plus avancés que du temps de Thalès, ce n'est pas par suite de l'effort des philosophes; c'est parce que les sciences exactes, dédaignant les spéculations creuses, ont fait de puissans progrès.

D'abord elles nous ont montré que le globe terrestre, sur lequel nous nous agitons, est un tout petit grain de poussière dans l'espace, un atome imperceptible, un vrai microbe, mille fois plus petit dans le monde des astres qu'une goutte d'eau dans l'Océan.

(1) Ces pages sont écrites au bord de la mer, dans la solitude. Après la vie fiévreuse que nous fait une civilisation raffinée et corrompue, la mer nous rappelle le peu que valent nos misérables soucis, et nous fait comprendre l'immense vanité de nos haines et de nos amours. Là aussi, au sein de la mer, se passent, sans trêve ni merci, des drames innombrables, et toujours renaissans, de haine et d'amour. Les nôtres vont-ils beaucoup plus loin?

Non-seulement ce globe terrestre est ridiculement petit, mais son existence est très brève. La Terre a eu un commencement, et sa fin approche; dans quelques millions de siècles, elle sera tout à fait froide, et la vie sera éteinte. Ce sera un astre mort, comme l'est actuellement la Lune, si bien que notre planète, infiniment petite dans l'espace, n'a existé et n'existera que pendant un temps infiniment court.

Eh bien! nous ne connaissons, en fait de vie, que ce qui est aujourd'hui vivant sur la Terre. Par conséquent, nous ne pouvons juger de l'ensemble que par une portion extraordinairement petite de cet ensemble. Conclure de la Terre au monde, c'est de l'imprudence et de l'impudence. Qui donc, en examinant une goutte d'eau, prétendrait comprendre tout ce qui se passe dans l'Océan?

Il est cependant à cette généralisation une excuse très légitime; c'est que nous ne pouvons faire autrement. Si, pour parler de la Nature, il nous fallait posséder quelques notions (vagues ou précises) sur ce qui se passe dans les planètes ou dans les étoiles, nous serions réduits à ne rien dire du tout; car nous ne savons absolument rien du monde stellaire, sinon les orbites décrites par les astres, et il est possible que nous n'en sachions jamais beaucoup plus.

Donc limitons-nous à notre globe terrestre. Si petit qu'il soit, nous sommes encore bien loin de l'avoir complètement étudié; mais les botanistes et les zoologistes ont pu cependant poser quelques lois, découvrir quelques principes qui semblent permettre une conclusion générale; quand nous disons générale, il est bien entendu que nous n'avons pas la prétention de dépasser les bornes étroites de notre humble sphère terrestre.

Ce qui frappe quand on étudie les êtres vivans, c'est de voir qu'ils sont faits pour vivre. Tout en eux concourt à assurer leur existence. Toute leur organisation est destinée à les protéger contre la mort. Tous leurs sentimens sont des sauvegardes tutélaires; chaque individu est pourvu d'instincts de répulsion et d'instincts d'attraction, qui, les uns et les autres, ont pour résultat d'assurer son existence; répulsion, pour fuir ce qui est mauvais; attraction, pour chercher ce qui est nécessaire.

La douleur, le dégoût, la peur, voilà les trois grands sentimens répulsifs.

Il serait absurde de supposer autre chose que ce qui est. Si une blessure, au lieu d'être douloureuse, était agréable, voire même indifférente, les êtres, ne cherchant pas à s'y soustraire, iraient sans crainte au-devant des mutilations, des traumatismes, des blessures les plus graves. La douleur est la sentinelle de la vie. C'est un

instinct protecteur, qui, sans le secours d'aucun effort intellectuel, met en garde contre les causes de mort. La vie sans la douleur, le dégoût et la peur, serait absolument incompréhensible.

Les sentimens d'attraction sont tout aussi nécessaires que les sentimens de répulsion : les principaux sont le besoin de respirer et le besoin de manger. Le besoin de respirer est si impérieux que nous ne pouvons rester plus d'une minute sans respirer. Quelques secondes d'asphyxie amènent une angoisse épouvantable. C'est certainement de tous nos sentimens le plus puissant, montrant avec une clarté éclatante à quel point la machine vivante est une machine chimique, puisqu'elle exige, pour ne pas périr, un apport d'oxygène incessant.

Le besoin de manger et de boire est aussi impérieux que le besoin de respirer; mais il s'exerce à de bien plus grands intervalles. Au fond, ces deux besoins, celui de la respiration et celui de l'alimentation, sont deux besoins d'origine chimique, comme Lavoisier l'a admirablement démontré : l'alimentation apportant le combustible et la respiration apportant le comburant.

Et on ne comprendrait pas que ces deux besoins ne fussent pas impérieux. S'ils n'existaient pas en nous, s'ils n'avaient pas cette force irrésistible, supérieure à tout raisonnement, il y a beau temps que l'humanité aurait disparu. Supposer que la respiration est confiée à notre intelligence ou à notre attention, sans que le besoin irrésistible de respirer soit là, c'est admettre une énorme absurdité : à savoir que notre intelligence et notre attention ne seront jamais une seule minute en repos ou en défaut, depuis le premier jour de notre existence jusqu'à la fin.

Ainsi les êtres vivans, hommes et bêtes, sont organisés pour vivre, et il est presque impossible de savoir si ces besoins inhérens à l'organisation sont le résultat ou la cause de l'existence. Sans eux, en effet, nulle vie ne serait possible.

Les besoins attractifs ou répulsifs ont donc pour but la conservation de la vie, et il faut envisager tous les êtres vivans, quels qu'ils soient, végétaux ou animaux, comme des êtres cherchant à vivre, faits pour vivre, et pourvus d'une organisation admirablement adaptée au milieu qui les entoure.

Si la nature a un but, voici son but : assurer la vie de ses enfans. Leur souffrance importe peu si leur souffrance parvient à protéger cette vie à la protection de laquelle tout est sacrifié.

On peut même supposer, en voyant l'infinie diversité des formes vivantes qui habitent notre globe, que cette diversité a une raison d'être dans la diversité des milieux. Pour que la somme de vie soit aussi grande que possible, il faut des animaux marins, terrestres, aériens. Il faut des êtres qui vivent au froid, d'autres qui vivent

au chaud. Il faut que partout le globe terrestre soit habité, sous terre et sur terre ; dans les lacs, les mers et les fleuves ; dans les sables, les forêts et les plaines. Or, pour qu'il y ait dissémination de la vie sur tous les points de la surface terrestre, une variété inépuisable dans les formes vivantes était nécessaire, puisqu'il fallait que chacune de ces formes fût adaptée au milieu ambiant.

Voilà donc un premier principe bien établi, c'est que la nature se plaît dans une somme de vie aussi grande que possible, et qu'elle a tout fait pour assurer la vie des individus. Mais les individus ont une existence bien courte. Même comparée à la durée (bien éphémère cependant) de notre globe, l'existence des individus n'est qu'un imperceptible fragment de temps. Tous les efforts dépensés par la nature pour assurer la vie des individus ne serviraient donc à rien s'il n'existait, en même temps que la fonction de conservation individuelle, une fonction tout aussi irrésistible et puissante, la conservation de l'espèce (1).

Même il semble que la conservation de l'espèce soit plus importante que la conservation de l'individu. Dès que la reproduction a eu lieu, une fois que la perpétuité de la race est assurée, l'individu n'a plus de raison d'être, et, de fait, il meurt.

Chez certaines espèces animales, la mort est immédiate après que la génération a été assurée. Par exemple, chez beaucoup d'insectes, immédiatement après la ponte des œufs, la femelle meurt ; car son rôle est achevé. Quant au mâle, il est déjà mort ; car, dès que la fécondation des œufs a eu lieu, il périt. Les plantes annuelles se flétrissent dès qu'elles ont donné fleur et fruit.

Chez la plupart des êtres, la mort tarde plus à venir ; mais, au

(1) Tourguénef a donné une image bien poétique de ces deux grands sentimens, d'où dérive la vie de tous les êtres, dans son petit poème *les Deux Frères*, le Génie de l'amour et le Génie de la faim. « .... Tous deux sont jeunes : l'un est un peu gras, sa peau est lisse, les boucles de ses cheveux sont noires ; de longs cils, le regard insinuant, gai et avide ; le visage charmant, presque hardi, presque méchant. Une couronne de fleurs repose mollement sur ses cheveux brillans. Il sourit comme sûr de son pouvoir, avec autorité et indolence... De temps en temps, ses ailes frémissent rapidement, avec un joli bruit argentin, comme une pluie de printemps. L'autre jeune homme est maigre et jaunâtre. Ses côtes se dessinent à chaque respiration. Il a les cheveux blonds, fins et plats ; les yeux sont ronds, d'un gris pâle ; le regard, inquiet, est étrangement clair ; tous les traits du visage, le nez étroit et aquilin, le menton pointu, parsemé d'un rare duvet, sont comme affilés. La petite bouche, aux dents de poisson, reste entr'ouverte ; les lèvres, sèches, n'ont jamais, jamais souri. Autour de sa tête, quelques épis vides et cassés. Un grossier tissu gris entoure ses reins. Ses ailes, d'un bleu mat, ont un mouvement lent et menaçant. Les deux jeunes gens semblent des camarades inséparables. Chacun d'eux s'appuyait sur l'épaule de son ami : la main potelée de l'Amour pendait comme une grappe de raisin sur la clavicule sèche de la Faim, tandis que la main étroite de la Faim, avec ses longs doigts maigres, s'étalait, comme un serpent, sur la poitrine efféminée de l'Amour... Ce sont deux frères, l'Amour et la Faim, moteurs de tout ce qui vit. »

fond, la loi est la même. Une fois que la vie de l'espèce a été assurée par la fécondation et la reproduction, les parens vieillissent : ils ont achevé leur tâche, et bientôt ils succombent, laissant les jeunes recommencer.

Il y a vraiment comme une certaine hâte de la nature à faire disparaître les individus quand la reproduction est terminée. Place aux jeunes! Telle est la loi de la nature. C'est comme une course précipitée vers un but que nous n'entrevoyons pas : puisque, en même temps que cette tendance à la vie de l'espèce, il y a tendance à la mort de l'individu (1).

Pouvons-nous voir au-delà? Savons-nous pourquoi il faut que la vie soit intense sur notre planète? pourquoi il doit y avoir des arbres, des insectes, des oiseaux, des hommes, en aussi grand nombre que possible? pouvons-nous supposer une raison d'être à ce développement que favorise une organisation prodigieusement savante et compliquée? Hélas! non! personne ne peut le dire. Nous assistons à des phénomènes qui nous paraissent révéler un immense effort vers un maximum de vie pour l'individu et pour l'espèce, mais nous ne connaissons rien de plus.

Cependant c'est déjà quelque chose que d'avoir démêlé, parmi les opérations de la Nature, cette tendance, aveugle et savante à la fois, au développement de la vie. Si nous ne savons pas pourquoi la Nature veut la vie, au moins nous savons qu'elle la veut, et qu'elle a trouvé moyen de l'assurer.

II.

La fonction de reproduction est donc aussi générale que la fonction de nutrition, et, comme la nutrition, elle peut se faire par la fatalité organique simple, elle peut être aidée par l'instinct, elle peut être aidée par l'intelligence.

Pour prendre une comparaison, voyons ce qui se passe pour la respiration. Tous les êtres respirent; mais il est des êtres dépourvus d'intelligence qui respirent mécaniquement, ou, si l'on veut, chimiquement, comme les champignons par exemple ou les microbes aérobies, qui consomment de l'oxygène sans en avoir la moindre conscience, et sans que la privation d'oxygène entraîne chez eux quelque sentiment de douleur.

(1) Un curieux exemple de cette hâte de la nature à faire disparaître les individus, quand la vie de l'espèce a été assurée, nous est fourni par certaines araignées dont tout le monde connaît sans doute la curieuse histoire. Le mâle, beaucoup plus petit et plus faible que la femelle, la surprend brusquement; mais, une fois qu'il a satisfait ses appétits amoureux, la femelle, étant fécondée, et, par conséquent, n'ayant plus besoin de lui, profite de sa force pour le dévorer sans autre forme de procès.

En suivant la série hiérarchique des êtres, depuis le champignon jusqu'à l'homme, on trouve toujours la respiration, fonction nécessaire, universelle, qui est la cause de la vie; mais, graduellement, à ce phénomène organique simple, vient se surajouter une complication particulière; c'est la conscience, autrement dit l'intelligence. L'intelligence ne modifie pas la respiration, mais elle donne conscience de la respiration. Le champignon n'a pas conscience qu'il respire; il ne souffre pas lorsqu'on le met dans de l'air privé d'oxygène, quoique cette privation d'oxygène le fasse mourir. Mais les êtres intelligens savent qu'ils respirent; ils ont le besoin de respirer, et ils ressentent des sensations douloureuses, conscientes, quand on enlève l'oxygène de l'air qu'ils respirent.

La conscience et l'intelligence sont donc des phénomènes surajoutés qui ne changent rien à la nature essentielle de l'acte respiratoire, mais qui font que l'animal respirant éprouve plaisir ou peine, selon qu'il peut ou ne peut pas satisfaire à ce besoin.

Or ce que nous disons de la respiration s'applique aux phénomènes de la reproduction. Qu'il y ait conscience complète, et intelligence puissante, comme chez l'homme; qu'il y ait conscience imparfaite et intelligence rudimentaire, à tous les degrés, comme chez la plupart des animaux; qu'il y ait enfin inconscience totale et inintelligence absolue, comme chez les animaux inférieurs et les plantes, cela importe assez peu. Car les uns et les autres se reproduisent; mais, à mesure que l'intelligence se développe, la fonction coïncide avec la conscience de cette fonction, et un sentiment profond prend naissance : c'est l'amour.

L'amour est donc, comme l'intelligence elle-même, une fonction de *luxe*. L'espèce peut se perpétuer sans intelligence et sans amour.

Il en est ainsi pour toutes les fonctions vitales, quelles qu'elles soient. Pour vivre, pour se protéger contre les ennemis divers, l'intelligence n'est pas nécessaire, ni même l'instinct. Il y a, dans les cellules vivantes, un automatisme qui suffit. Le grain de blé est dépourvu de toute conscience, de toute intelligence, et cependant il arrive à germer, à grandir, à reproduire d'autres grains de blé, sans qu'aucun effort intellectuel ait été nécessaire. L'huître, si elle est pourvue de quelque parcelle de conscience, n'en possède assurément qu'une toute petite dose, et cependant l'huître se nourrit, elle respire, elle se reproduit.

Tous les phénomènes intellectuels sont phénomènes de *luxe*. L'intelligence est un perfectionnement, une complication; mais elle n'est indispensable ni à la vie de l'individu ni à celle de l'espèce.

Ainsi la fonction de reproduction peut s'exercer dans une forme très simple, chez les êtres privés d'intelligence, et qui poursuivent leur évolution sans avoir aucune conscience de leurs actes.

Les êtres inconsciens et totalement inintelligens, ce sont toutes les plantes et beaucoup d'animaux inférieurs.

Rappelons d'abord un fait de notion vulgaire, mais qu'il faut cependant avoir bien présent à l'esprit pour comprendre les lois de la reproduction; c'est que tout être vivant est composé de *cellules*, c'est-à-dire de petits organismes élémentaires, ayant, dans une certaine mesure, leur existence propre et leur individualité. Une cellule est une masse de substance albuminoïde (protoplasma), entourée d'une membrane, et possédant un noyau qui est son centre. Protoplasma, membrane, noyau; voilà l'être cellulaire, pourvu d'une sorte d'autonomie, et ayant, dans une certaine mesure, son existence indépendante. Tout être vivant, végétal ou animal, est un agrégat de cellules. Celles-ci ont les formes et les dimensions les plus diverses; le protoplasma, la membrane cellulaire et le noyau prennent des configurations variées, de telle sorte qu'au premier abord on a peine à concevoir qu'un os est un agrégat de cellules, au même titre qu'un muscle ou qu'une pomme de terre. C'est l'illustre physiologiste Schwann qui, en 1837, a introduit dans la science la *théorie cellulaire*. Il n'en est pas de plus générale et de plus féconde.

Certains êtres élémentaires, comme les microbes, par exemple, ne sont constitués que par une seule cellule. Alors, cette cellule unique, pour vivre, doit posséder tous les attributs de l'être; elle doit se nourrir, respirer et se reproduire.

Eh bien! dans ce cas, le procédé de reproduction est extrêmement simple. Cette cellule, à un moment quelconque de son évolution, grandit, puis se sépare en deux fragmens : une cellule unique se transforme en deux cellules.

Puisque nous avons pris l'exemple des microbes, continuons à voir comment se développent certains microbes, ceux qu'on appelle *bacillus*, petit bâton; et imaginons un bâton qui, grandissant rapidement, au bout d'une heure environ, à son milieu devient fragile, puis se casse. Nous avions un bâton; et maintenant nous en avons deux. Chacun de ces deux bâtons, au bout d'une heure encore, grandissant à son tour, se segmentera; de sorte qu'après deux heures, nous aurons quatre bâtons, et ainsi de suite.

Nul besoin de faire de longs calculs pour voir la prodigieuse rapidité de ce développement. Un bacille, dans un milieu favorable, donnera ainsi naissance en vingt-quatre heures à 16 millions de bacilles semblables, et, en quarante-huit heures, il y en aura 500,000 milliards, chiffre bien supérieur à ce que notre intelligence peut saisir.

Tel est le procédé de reproduction le plus élémentaire; mais en général la reproduction, même chez les microbes, est un peu

plus compliquée. A un moment donné, le microbe donne une sorte de petite cellule, un peu différente de lui; c'est comme un petit œuf, ou une petite graine; une *spore* qui, en se développant, deviendra un microbe semblable à celui dont elle dérive.

Ainsi, dans la plupart des cas, même pour les êtres inférieurs, la cellule, pour se reproduire, a besoin de transformations; il faut que la matière vivante passe par l'état de spore pour pouvoir continuer à vivre.

Mais, en somme, qu'il s'agisse d'une segmentation ou d'une formation de spore, c'est toujours là un procédé de reproduction extrêmement simple. Or le plus souvent la reproduction est plus compliquée. Elle a besoin de *l'union de deux cellules,* que nous appellerons la cellule *mâle* et la cellule *femelle.*

Voilà le procédé universel de la reproduction. L'union de deux cellules différentes, la cellule mâle et la cellule femelle, fait qu'un être nouveau, semblable aux parens, prend naissance.

Plante ou animal, algue, chêne, écrevisse, corbeau ou homme, le procédé est identique; c'est une cellule femelle qui, fécondée par une cellule mâle, subit alors, dans l'intérieur de son protoplasme, toute une série d'extraordinaires modifications, et devient algue, chêne, écrevisse, corbeau ou homme.

Les anatomistes ont pu suivre le détail des phases par lesquelles passe la cellule fécondée. Des milliers d'observations précises, poursuivies avec une admirable persévérance, ont permis de décrire par le menu toutes les transformations qui suivent la conjugaison des deux cellules mères. Mais nous ne pouvons ici entrer dans cet exposé, qui serait très technique et très compliqué. Toute une science, l'embryologie, est consacrée à cette description. Grâce à la perfection de nos microscopes et de nos méthodes d'investigation, ces évolutions cellulaires sont parfaitement connues. Elles varient, bien entendu, suivant les espèces; elles ne sont pas tout à fait les mêmes chez les plantes et chez les animaux, chez les animaux supérieurs et les animaux inférieurs. Pourtant, du moins au début, la marche des phénomènes est à peu près identique.

C'est ainsi qu'apparaît au grand jour la parenté étroite qui réunit tous les êtres vivans les uns aux autres. C'est le même plan organique. C'est aussi le même mode de reproduction, et, s'il y a une infinie diversité dans les moyens que la Nature emploie, le but est le même : fécondation de la cellule femelle par la cellule mâle.

Chez les plantes, ces procédés de fécondation et de reproduction sont connus dans tous leurs détails. L'histoire en est très curieuse; et on est forcé d'admirer la variété des ressources que la Nature a trouvées pour assurer le rapprochement des deux cellules.

Pour les algues, les cellules mâles sont des corpuscules mobiles

qui s'amassent dans une petite poche. La poche mûrit, finit par se rompre, donnant enfin issue à l'essaim des cellules mâles qui vont alors, se promenant de tous côtés, chercher les cellules femelles réunies dans une autre poche voisine.

Chez les plantes phanérogames, tantôt la fleur porte les deux cellules, mâle et femelle, tantôt, au contraire, chaque fleur est soit mâle, soit femelle; et, comme le contact du pollen (cellule mâle) avec l'ovule (cellule femelle) n'est pas toujours assuré, il a fallu des procédés extrêmement détournés pour que cette union, nécessaire à la vie de l'espèce, soit presque toujours réalisée. L'illustre Darwin a montré que les couleurs éclatantes des corolles florales, qui entourent les cellules mâles et femelles, attirent de très loin les papillons et les insectes. Alors ces animaux agiles et remuans se promènent sur toutes les parties de la fleur, et avec leurs pattes, leurs ailes, leurs trompes, leurs antennes, répandent sur les cellules femelles le pollen fécondant. Il y a là une adaptation extraordinaire entre la plante et l'animal; l'animal se nourrit du suc de la plante; mais en même temps, par ses mouvemens, il assure la fécondation et la reproduction de la plante.

Il est vrai que dans beaucoup de cas la position des organes qui portent le pollen, l'élasticité de la tige, et d'autres innombrables conditions morphologiques, font que le rôle des insectes n'est pas absolument nécessaire. Les conditions adjuvantes peuvent varier : au fond, le terme final est toujours le même : c'est la conjonction de la cellule mâle avec la cellule femelle.

Chez les animaux inférieurs, dépourvus d'intelligence et de conscience, les phénomènes ressemblent beaucoup à ce qui se passe chez les algues.

Comme chez les algues, toutes ces opérations se font sans conscience; les mouvemens d'adaptation sont des mouvemens automatiques, où ne peuvent se trouver les plus faibles traces d'intelligence.

Je n'ignore pas qu'un ingénieux psychologue contemporain, M. A. Binet, a cherché à faire, sans y réussir, croyons-nous, la psychologie des infusoires. Malgré le talent qu'il a dépensé à cette tâche ingrate, il lui a été impossible de prouver que les infusoires ou les microrganismes ont d'autres mobiles que des affinités physico-chimiques. Certes, ces affinités sont d'une extrême délicatesse. Il est des bactéries sensibles à la dix millionième partie d'un milligramme d'oxygène. Mais cette sensibilité n'est pas encore de la psychologie : c'est de la chimie physiologique. L'affinité de la cellule mâle pour la cellule femelle est un phénomène physico-chimique, au même titre probablement que son affinité pour l'oxygène. Nous ne pouvons lui supposer ni conscience, ni intelli-

gence, ni amour. A ce compte, il faudrait dire que, lorsque le charbon brûle dans l'oxygène, il y a de l'amour entre le charbon et l'oxygène ; et que, comme le potassium a plus d'affinités pour le chlore que pour l'azote, l'amour du potassium pour le chlore est très grand, beaucoup plus grand que son amour pour l'azote.

Vraiment, il n'est permis de se servir du mot amour que s'il y a intelligence et conscience, et on a le droit de dire que l'amour, comme la douleur, est une fonction intellectuelle, en rapport avec le développement de l'intelligence.

Mais cette intelligence, quand apparaît-elle? A quels degrés de l'animalité en apparaissent les premières lueurs? C'est un problème insoluble que celui de la conscience des animaux autres que l'homme. Quelle sera notre limite pour dire : cet être est intelligent, cet autre ne l'est pas? On ne peut nier l'intelligence du chien, du singe et de l'éléphant. Celle des oiseaux et des reptiles, quelque modérée qu'on la suppose, n'est guère niable ; mais déjà, quand on arrive aux poissons, on se prend à douter de leur capacité intellectuelle. Quelle conscience ont-ils? Et s'ils en ont une, probablement, combien obscure et bornée!

Et après les poissons, que donnera-t-on d'intelligence à une mouche, à une huître, à un coralliaire? Il serait bien téméraire de tenter une démarcation quelconque, même très incertaine. Nous n'essaierons donc pas d'en donner une, et nous dirons que chez les êtres inférieurs, comme les plantes et les derniers invertébrés, les sexes ne se cherchent pas : il y a seulement union de la cellule mâle avec la cellule femelle, sans que la conscience de l'individu ait quelque part à tous ces actes.

III.

Nous voici donc arrivés, en remontant l'échelle des êtres, à un degré d'organisation supérieure. Au fond, le principe est le même : c'est toujours la conjugaison de la cellule mâle avec la cellule femelle ; mais la cellule mâle et la cellule femelle ne se trouvent pas chez le même individu : il n'y a de cellules mâles que chez le mâle, il n'y a de cellules femelles que chez la femelle. Il faut donc que les deux individus de chaque sexe se cherchent, se trouvent, se rapprochent, pour qu'il y ait entre les deux cellules mères l'union nécessaire à la perpétuité de l'espèce.

Chez les êtres inintelligens, cet attrait des sexes l'un pour l'autre est inconscient, inintelligent, automatique. Il n'y a ni volonté, ni parti-pris, ni réflexion ; mais, chez les êtres intelligens, il faut un

mobile qui accompagne ou détermine ce rapprochement de manière à le rendre irrésistible; et ce mobile, c'est l'amour.

Sa puissance est extraordinaire, tout aussi efficace que le besoin de respirer ou le besoin de manger. Nous ne parlons certes pas ici de l'homme, dont les instincts et les passions naturelles sont masqués par la civilisation, mais bien des animaux à l'état sauvage, qui, grands ou petits, faibles ou forts, stupides ou intelligens, subissent tous la passion amoureuse.

D'abord il s'agit de se trouver. Or, quand le nombre des individus est rare, comme, par exemple, pour certaines espèces d'insectes, êtres minuscules égarés dans d'immenses forêts, cette recherche n'est pas toujours facile. Mais la Nature y a pourvu. Tantôt c'est par l'odeur : l'odeur pénétrante qui émane de certains papillons ou de certains scarabées se répand à de grandes distances. Tantôt c'est par le bruit : certaines vibrations des élytres produisent des sons qui s'entendent au loin. Tantôt c'est par la lumière, comme ces vers luisans femelles dont la lueur, brillant au milieu de l'herbe, va attirer le mâle. Tantôt c'est par des sens spéciaux que nous connaissons mal, et qui permettent aux individus de sexe différent de se rencontrer, malgré les obstacles et les périls de toute sorte qui se dressent entre eux.

Chez les invertébrés, chez les insectes, chez les vertébrés inférieurs, cette recherche de la femelle par le mâle est instinctive, et il n'est pas permis d'y voir trace d'intelligence.

C'est l'instinct qui les guide, et chaque individu se comporte exactement de la même manière que tous les individus de son espèce. Nulle variété dans les actes : même démarche, mêmes allures, mêmes appétits, mêmes moyens d'y satisfaire. C'est l'aveugle et fatal instinct. Mâles et femelles accomplissent leur œuvre sans se rendre compte de ce qu'ils font, sans pouvoir modifier quoi que ce soit à ce que leurs ancêtres ont fait depuis des milliers de générations. Qui a vu un hanneton en a vu mille, ou un million, ou un milliard. Nul d'entre eux n'a une dose d'intelligence suffisante pour changer quoi que ce soit au plan qui lui a été tracé par avance.

Mais peu à peu, chez les reptiles, chez les oiseaux, et surtout chez les mammifères, l'intelligence apparaît, et, avec l'intelligence, l'amour; puisque c'est ainsi qu'il faut appeler la recherche voulue et consciente des sexes l'un pour l'autre. Cette recherche, cette poursuite, si l'on veut, diversifiée de mille manières, est une des plus curieuses études que puisse aborder le naturaliste ou le psychologue.

Nous disions dans cette même *Revue* (1), en parlant de la lutte

(1) *Le Roi des animaux*, 1883, p. 813.

des animaux entre eux : « Ce n'est pas un cri de joie qui, des flots azurés ou des profondes forêts, s'élève vers le ciel, c'est un cri de détresse et de douleur. C'est le cri des vaincus. Luttes fratricides, combats acharnés, proies dévorées vivantes, carnage, massacre, douleurs, maladies, famine, morts sauvages, voilà ce qu'on verrait si le regard pouvait pénétrer ce que cachent dans leur sein l'impassible Océan ou la tranquille forêt. Chaque pierre abrite un essaim d'êtres vivans, chaque pierre abrite aussi des luttes implacables. Tous les enfans de la Nature s'acharnent l'un sur l'autre. Des milliers de souffrances obscures se dissimulent sous l'herbe des prairies et sous la roche du rivage. »

Quelque sombre que soit ce tableau, il n'est pas trop chargé, et il représente d'une manière plutôt adoucie les terribles luttes auxquelles se livrent, pour avoir le droit d'exister, tous les êtres vivans. Mais il est incomplet; car, à côté de ces drames de guerre et de massacre, il y a simultanément toute une série de poèmes amoureux. A chaque printemps, c'est, dans toute la nature, une sorte de fièvre de fécondation qui s'empare de tous les êtres. Partout où il y a la vie, partout apparaît l'amour. L'herbe de la prairie, la mousse de la forêt et la pierre du rivage, si elles abritent des luttes sanguinaires, abritent aussi des tendresses ardentes. Si un cri de douleur monte vers le ciel, un cri d'amour y monte en même temps. La Nature frémissante assure la vie de l'individu par la guerre, tandis qu'elle assure la vie de l'espèce par l'amour. Certes, c'est un merveilleux spectacle que cette agitation féconde, cet immense effort de la Nature pour ne pas périr. L'espèce doit vivre, et c'est l'amour seul qui entretient cette vie. Chaque printemps assiste à une création nouvelle sans laquelle la vie disparaîtrait de la terre.

Point d'exception à cette ardeur. Consciens ou inconsciens, tous les êtres cherchent à s'unir : mollusques, insectes, reptiles, oiseaux, quadrupèdes. Une passion invincible les pousse. Ce sont des instrumens entre les mains de la toute-puissante Nature, qui, pour assurer la perpétuité de la vie, leur a donné la passion de l'amour, et a su la leur donner si forte que rien ne peut l'atténuer ou l'éteindre.

Ce sentiment inconscient qui pousse tous les êtres à l'amour, Mme Ackermann l'a exprimé en si beaux vers, inspirés de Lucrèce, que nous devons les citer.

Elle n'a qu'un désir, la marâtre immortelle,
C'est d'enfanter toujours, sans fin, sans trêve, encor.
Mère avide, elle a pris l'éternité pour elle,
Et vous laisse la mort.

Toute sa prévoyance est pour ce qui va naître;
Le reste est confondu dans un suprême oubli.
Tous, vous avez aimé; vous pouvez disparaître :
Son vœu s'est accompli.

Tous les êtres, formant une chaîne éternelle,
Se passent, en courant, le flambeau de l'Amour;
Chacun, rapidement, prend la torche immortelle
Et la rend à son tour.

Du moins, vous aurez vu luire un éclair sublime;
Il aura sillonné votre vie un moment.
En tombant, vous pourrez emporter dans l'abîme
Son éblouissement.

Quelle est la part de l'instinct? quelle est la part de l'intelligence dans les actes amoureux qui poussent les animaux à se rechercher et à s'unir? Problème difficile et même insoluble, si l'on voulait y apporter une solution absolument rigoureuse. Mais pourquoi chercher l'absolu en pareille matière?

Nous pouvons toutefois, sans trop nous compromettre, dire à peu près quelles sont les différences entre l'intelligence et l'instinct. Ce qui caractérise l'instinct, c'est qu'il n'est ni modifié ni modifiable par le caractère de l'individu. Les animaux pourvus du seul instinct ne peuvent rien apprendre et rien oublier. Le dindon qui fait la roue dans une basse-cour, en présence des dindes qui l'admirent, agit comme ont agi tous les dindons ses ancêtres et comme agiront ses enfans : ni mieux ni plus mal. C'est la répétition pure et simple d'un acte qu'il ne comprend pas. Pour faire la roue, il n'a pas besoin d'avoir vu le dindon son père faire la roue dans la même basse-cour pour lui enseigner la manière de s'y prendre. Il sait cela de naissance : c'est la conséquence de son organisation.

L'intelligence est un tout autre phénomène; elle suppose une acquisition personnelle, individuelle, qui n'est pas l'apanage de la race, mais qui est la conséquence d'un souvenir réfléchi de l'individu. Le gentilhomme qui dans un salon baise la main d'une grande dame ne fait pas cela par instinct, mais par intelligence. L'éducation lui a appris cette formule de politesse et de galanterie; et il trouve bon de s'y conformer; mais il le fait sciemment, volontairement; il sait qu'il pourrait faire autrement, et il comprend la portée de ce qu'il fait.

Donc, toutes les fois qu'on verra chez tels ou tels animaux des actes compliqués, se répétant avec une uniformité absolue, sans que l'individu les modifie par un changement volontaire quelconque, on pourra dire que c'est de l'instinct, et que l'intelligence n'y est pour rien.

S'il en est ainsi, on voit à quel point doit être rare l'intervention

de l'intelligence chez les animaux. J'ai certes lu bien des récits, très amusans, sur certains faits extraordinaires d'intelligence; mais je suis tenté de croire que ces faits sont exceptionnels, et que ce qui est général, c'est le simple automatisme.

Dans la manière d'être des sexes vis-à-vis l'un de l'autre, dans leurs choix, leurs luttes, leurs colères, il y a bien peu de variété (pour la même espèce, bien entendu). Ce qui domine au contraire, c'est la monotonie et l'uniformité des actes, chez tous les individus.

Nous disions en parlant des hannetons que tous les hannetons se ressemblent, à ce point qu'il est impossible de distinguer quelque différence d'allure entre les divers individus. Cette identité est presque vraie encore pour les animaux supérieurs : une oie se comporte comme toutes les oies; un perdreau comme tous les perdreaux; un lapin comme tous les lapins, et des réactions notoirement différentes entre individus de même âge, et placés dans le même milieu, sont difficiles à constater.

Nous n'irons pas en conclure que ces actions uniformes se font sans conscience. Au contraire, il est probable que les oies, les perdreaux, les lapins, que nous prenions pour exemple, ont une vague notion de l'existence, et comme une sensation indistincte de bien être ou de mal être. Je m'imagine, sans pouvoir donner aucune preuve à l'appui, que l'oie, lorsqu'elle a faim, ressent d'une manière extrêmement confuse une douleur analogue à celle de l'homme qui a faim, de même qu'un perdreau blessé éprouve une sensation pénible, douloureuse, ressemblant plus ou moins à ce qu'éprouve un homme blessé par un coup de feu. Mais tout me manque pour affirmer cette analogie. C'est une hypothèse que rien ne peut vérifier; et la conscience des animaux restera toujours, sans doute, pour notre conscience humaine un profond mystère. Nous avons déjà quelque peine à nous faire une idée exacte de la conscience de nos semblables ; que pouvons-nous dire alors de la conscience de nos dissemblables, c'est-à-dire des animaux?

Ne nous attardons pas à discuter la part de l'instinct et celle de l'intelligence. Cela ne peut guère conduire à une conclusion scientifique. Sachons seulement que, pour la plupart des animaux, les actes, accompagnés d'une conscience plus ou moins parfaite, sont uniformes, monotones, réglés par une fatalité organique irrésistible, et que la fantaisie individuelle et l'initiative personnelle, dues à des souvenirs particuliers, ne s'y mêlent que très peu. Nous n'essaierons donc pas de savoir, — car cela est à peu près impossible, — ce que pense l'animal quand il recherche sa femelle, et quand il manifeste à sa manière ses appétits amoureux. Nous supposerons en lui une vague, une très vague conscience, et nous

nous contenterons d'étudier ses mœurs. Sans pénétrer dans sa conscience, voyons comment se manifeste chez lui la passion de l'amour.

IV.

Chez les oiseaux, le mâle est toujours différent de la femelle. Son plumage est plus richement coloré. Sa voix est plus brillante, plus harmonieuse. Sa taille est plus forte. Le *beau sexe*, chez l'oiseau, est le sexe mâle, et Darwin a mis en lumière la cause de cette grande différence.

En effet, chez la plupart des oiseaux, un mâle suffit à plusieurs femelles. Or, comme le nombre des mâles est, à peu de chose près, le même que le nombre des femelles, il faut une élimination, un choix, une *sélection*. De là une lutte entre les mâles, qui cherchent à effacer leurs rivaux, par l'harmonie de leur chant ou la parure de leur plumage : c'est la femelle qui juge, et qui choisit pour époux celui des mâles qui a paru le plus brillant.

Quelquefois les tournois sont moins pacifiques, et il s'engage entre les mâles une véritable bataille. On sait que, dans une basse-cour, deux coqs ne peuvent vivre côte à côte. Ils sont sans cesse à se battre, non pour l'empire, mais pour les poules, qui assistent à ces combats meurtriers.

Sors vainqueur d'un combat dont Chimène est le prix.

C'est le plus fort qui triomphe, évidemment; celui qui a un bec plus solide, des ergots plus pointus, un crâne plus résistant, des muscles plus souples et plus vigoureux. Le vaincu est réduit à se cacher piteusement, et, même vaincu, il est poursuivi par le vainqueur, et battu, houspillé, parfois jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Cette lutte des mâles, soit par la beauté, soit par le chant, soit par la guerre, a un résultat remarquable au point de vue du perfectionnement de l'espèce. Ce sont les plus beaux et les plus forts qui triomphent; ceux qui sont malingres, ou dont le plumage est médiocre, sont dédaignés par les femelles, et il ne leur est pas permis de faire souche. Les plus forts et les beaux ont seuls droit à la reproduction, et la race ne dégénère pas; au contraire, par le fait même de ces luttes, elle tend toujours à s'améliorer. C'est ce que Darwin a bien appelé la sélection sexuelle, et il en a donné d'excellens exemples.

Il suffira d'en citer quelques-uns, pour montrer à quel point chez les animaux le sentiment de l'amour ressemble à ce que connaissent les hommes. D'ailleurs, après des considérations très générales, et nécessairement un peu vagues, il n'est pas mauvais

de citer quelques exemples précis et concrets, qui permettent de serrer la réalité de plus près.

D'abord, il est évident que les mâles des oiseaux *font la cour* aux femelles. Ce n'est pas tout à fait à la manière humaine; mais la différence n'est pas aussi grande qu'on pourrait le penser d'abord.

Les mâles des coqs de bruyères (*tétras*) se réunissent plusieurs fois par semaine pour *danser* devant les femelles, et *danser en chantant*. C'est donc un *bal avec concert*, dans lequel chaque individu est appelé à développer son talent. Il redresse la queue et l'étale en éventail, lève la tête et le cou et déploie ses ailes. Il fait ensuite des sauts en cercle, et appuie si fortement contre terre la partie inférieure de son bec que les plumes du menton en sont arrachées. Pendant ce temps, il bat des ailes, et tourne toujours, et, sa vivacité augmentant sans cesse, la danse finit par dégénérer en une sorte de tournoiement frénétique. Les réunions n'ont lieu qu'en avril pendant la saison des amours; il y a souvent ainsi trente ou quarante mâles assemblés, et le sol piétiné par leurs danses est un grand cercle dégarni d'herbe que les chasseurs scandinaves appellent *leks*, et les chasseurs allemands *balzen*.

D'autres oiseaux (*Rupicola*), au lieu de danser, font des cabrioles, se pavanant, sautillant devant les femelles. Chaque mâle vient à son tour faire des exercices d'adresse et de beauté.

Les mâles des oiseaux de paradis se rassemblent sur un arbre, agitant leurs admirables plumes, en les faisant tournoyer, vibrer dans tous les sens; ils sont si absorbés dans cette occupation, qu'un chasseur habile peut en profiter pour abattre successivement toute la bande.

Le faisan doré, quand il déploie sa magnifique fraise, la tourne obliquement vers la femelle, de quelque côté qu'elle se trouve. Pourquoi, sinon pour exciter son admiration?

Les pigeons, quand ils sont en face des femelles, baissent la tête jusqu'à terre, en étalant et agitant la collerette de plumes richement colorées qu'ils ont au cou, de manière à la faire chatoyer sous tous les aspects : en même temps ils relèvent la queue et étalent les ailes, toutes manœuvres destinées à faire éclater la beauté de leur plumage, si bien que, lorsqu'un empailleur veut montrer un oiseau dans tout l'épanouissement de sa beauté, c'est dans cette attitude qu'il le représente.

Le mâle cherche à plaire, mais il n'y réussit pas toujours. Suivant les cas, il en est qui plaisent; il en est d'autres qui sont rebutés. Les naturalistes citent des exemples curieux de la préférence des femelles pour tel ou tel mâle. Un coq de combat est toujours préféré par les poules à tout autre coq. Les éleveurs

savent que si, dans une basse-cour, il y a un coq de combat, les autres coqs, même s'ils ne sont pas chassés et combattus, sont inutiles; car aucune femelle ne voudra d'eux.

Si les femelles préfèrent les vaillans, elles préfèrent aussi les décoratifs. Darwin raconte, d'après le directeur du jardin zoologique de Vienne, l'histoire curieuse de ce faisan argenté mâle, qui était auprès d'une troupe de faisanes triomphateur incontesté. Vint un accident qui lui endommagea quelques plumes, et il fut laissé à l'écart (1).

Ce qui prouve bien que les chants, les combats et la parure décorative du plumage ont pour but l'union des sexes, c'est que, la saison des amours étant terminée, tout ce luxe disparaît. Plus de chants, plus de batailles, plus de parures. Même il arrive que les deux sexes, chez quelques espèces, très différens au moment des amours, se ressemblent quand les amours ont cessé; par exemple, chez les pélicans, les linottes et les pinsons.

Nous voudrions pouvoir ici raconter les récits rapportés par les divers naturalistes; mais il vaut mieux renvoyer au curieux ouvrage de Darwin, si riche de détails et si précis de méthode.

La conséquence de ces faits est simple et évidente. Toutes les variétés qui se manifestent dans le plumage éclatant des oiseaux ou dans les harmonies de leur chant sont le résultat de l'amour. Il y a des luttes de beauté et des luttes de courage, et les mâles qui ont triomphé dans les unes ou dans les autres, seuls appelés à perpétuer l'espèce, transmettent à leurs enfans leur beauté et leur courage.

Ainsi l'amour est la condition essentielle non-seulement de la reproduction de l'espèce, mais encore de ses progrès.

Nous avons le droit de parler de progrès, car ce qui nous paraît beau, en fait de plumage et de coloris, est, par une étonnante similitude psychologique, ce qui a paru beau aux femelles des oiseaux. Le plumage du coq-faisan est certainement, pour la richesse et l'harmonie des teintes, comme pour la pureté des contours, une merveille d'esthétique presque inimitable. Ce qui est à nos yeux chef-d'œuvre de couleur a été aussi considéré comme tel par les faisanes, qui, depuis un nombre d'années incalculable et inconnaissable, ont successivement choisi les plus beaux des mâles.

L'âme des poules faisanes, en fait d'esthétique, nous est cer-

(1) Rarement les femelles se battent entre elles pour obtenir les faveurs du mâle. Cela se voit cependant chez certains oiseaux monogames, et en particulier chez le bouvreuil, qui garde dans ses amours une constance singulière, puisque le mâle et la femelle sont unis pour la vie.

tainement assez mal connue; mais, s'il fallait en juger par les résultats de la sélection, nous en conclurions qu'elle serait voisine de l'âme humaine.

V.

La comparaison des mœurs des animaux avec les nôtres ne serait guère à notre avantage. Au lieu de pratiquer cette sélection qui assure le progrès, nous n'attachons aux qualités physiques, dans les unions matrimoniales, les seules où il y ait souci d'une progéniture, qu'un intérêt tout à fait secondaire. Les conditions sociales sont prépondérantes. Tel individu déjà mûr, malingre, et dépourvu de tout agrément physique, sera par les parens, et même par les jeunes filles, probablement préféré à un jeune homme beau, vigoureux, intelligent et sans fortune. Et ce qui est vrai pour le choix des maris est encore plus vrai pour le choix des femmes. Le souci de la santé, de la vigueur, de la beauté, de l'aptitude à donner des enfans beaux et vigoureux, tout cela est considéré comme conditions d'importance secondaire.

Une dot considérable prime tous les avantages personnels. Il s'ensuit que, dans nos civilisations occidentales, l'espèce humaine, au lieu de s'améliorer, tendrait plutôt vers une sorte de dégénérescence. Si de ces pages que nous écrivons se dégageait seulement cette conclusion, qu'il faut attacher une importance primordiale, presque exclusive, aux qualités physiques ou intellectuelles des futurs époux, j'estimerais avoir rendu à mes contemporains un signalé service. Qui sait si l'avenir de l'homme n'est pas dans une amélioration de la race? A force d'intelligence, nous tombons au-dessous des animaux, qui, grâce à la sélection sexuelle, vont se perfectionnant de jour en jour.

Mais revenons aux oiseaux et à leur manière de comprendre les sentimens amoureux. Le coq, le dindon, sont polygames, mais leur polygamie tient peut-être à l'état de domesticité, car la plupart des autres oiseaux sont monogames; et, quoique nous ne sachions rien de précis sur leur fidélité conjugale, nous serions tentés de croire qu'elle est au moins égale à la fidélité conjugale qui règne parmi les hommes.

Au commencement du printemps, un mâle et une femelle prennent la résolution de vivre ensemble. Alors se forme un véritable ménage. Ce ne sont pas seulement des amoureux; ce sont des époux; et l'union ne se dissoudra que plus tard, lorsque les petits seront devenus suffisamment grands pour voler et chercher leur nourriture tout seuls. Ainsi, chez les oiseaux, il y a plus que

l'amour : il y a encore le mariage, avec association et communauté d'intérêts. Le nid est fait en commun ; et, pendant que la femelle couve les œufs, le mâle lui apporte la nourriture, ou encore, suivant la touchante coutume de certains oiseaux chanteurs, il cherche à dissiper l'ennui de la pauvre femelle qui couve patiemment les œufs, l'espoir de la lignée à venir. C'est ainsi que, pendant les nuits de printemps, on entend le rossignol s'égosiller en roulades, pendant que près de lui la femelle, silencieuse, couvant ses chers œufs, l'écoute avec admiration.

Chez certains oiseaux, le ménage est moins uni que chez d'autres (comme les hirondelles, les cygnes, etc.), et il y a une vie en commun qui ne s'accorde peut-être pas très bien avec une fidélité conjugale exclusive. Mais, quoique les amours aient été un peu folâtrement mélangées, cela n'empêche pas qu'un jour certain couple se détache de la communauté pour construire un nid. Il n'y a pas eu de véritable ménage avant que le nid ait été fait ; mais, au moment de la confection du nid, le véritable ménage se constitue. Ce n'est peut-être pas toujours le vrai père qui s'occupe du nid ; c'est souvent une sorte de père adoptif, mais il n'en joue pas moins bien son rôle.

Chez les oiseaux, comme chez les mammifères, c'est la femelle qui a pour mission de veiller au sort des jeunes ; c'est la femelle qui couve, c'est la femelle qui est la vraie gardienne de la petite couvée, et, quoique souvent, au moins chez les oiseaux, le mâle témoigne quelque amour paternel pour ses petits, cet amour n'est pas comparable à celui que déploie sa compagne.

Et il en est ainsi, presque sans exception, dans presque toute la série des vertébrés supérieurs (les seuls d'ailleurs qui s'occupent de leurs petits). Le mâle, une fois qu'il a satisfait à ses désirs amoureux, a en réalité terminé son rôle : aussi ne s'occupe-t-il que médiocrement du fruit de ses amours. La femelle, au contraire, n'abandonnera ses petits que lorsqu'ils seront assez grands pour se suffire. Jusque-là elle veillera sur eux avec une tendresse jalouse, comme si elle comprenait que sa mission ne consiste pas seulement dans la procréation, mais encore dans la protection d'une génération nouvelle. Indifférente aux caresses du mâle, et même, à l'occasion, défendant ses petits contre lui, elle déploie, malgré sa faiblesse, contre les ennemis les plus redoutables un courage extraordinaire. Une poule, avec ses poussins, tient tête à un dogue furieux. Le danger n'existe plus. L'amour maternel inspire une vaillance héroïque aux êtres les plus timides.

Et dans un faible corps s'allume un grand courage.

Le courage des mères est sans exception. A la passion amoureuse a succédé la passion maternelle, tout aussi puissante, — ni plus, ni moins, — et aboutissant aux mêmes résultats, c'est-à-dire à la conservation de l'espèce. Ce n'est pas tout que de créer de petits êtres infirmes et sans défense, il faut mener à bien, à travers les embûches et les rigueurs du vaste monde qui les environne, leur infirmité et leur faiblesse.

Ces sentimens, ces instincts des animaux, nous les retrouvons dans l'humanité, s'affirmant avec une égale puissance, modifiés, transformés, quelquefois agrandis, quelquefois diminués par la civilisation. Mais l'origine de l'amour, qu'il s'agisse de l'amour conjugal ou de l'amour maternel, l'origine de l'amour est là, et il ne faut pas chercher d'autres mystères que l'instinct conscient de la conservation de l'espèce.

VI.

Ce que nous avons dit des oiseaux s'applique aux quadrupèdes, chez qui on trouve tantôt la monogamie, tantôt, et le plus souvent, la polygamie. Certainement, hélas! il y a moins de fidélité conjugale chez les quadrupèdes que chez les oiseaux, et les mœurs y sont beaucoup plus relâchées. Néanmoins, dans quelques cas, chez les carnassiers notamment, il se fait de vrais ménages : le lion et la lionne, le loup et la louve vivent ensemble, et pourvoient ensemble à l'éducation de leurs petits. Mais cela est presque une exception : en général, la femelle est abandonnée par le mâle, et, une fois qu'elle a été fécondée, le mâle ne s'occupe plus d'elle : c'est elle seule qui aura le soin de la petite famille à venir.

Comme chez les oiseaux, il y a chez les quadrupèdes une sélection sexuelle, c'est-à-dire des combats entre les mâles, pour la possession des femelles. Et ce sont des combats terribles, dans lesquels les plus forts sont vainqueurs. Quelquefois aussi, ce sont les plus agiles. Ainsi, pour les chamois, c'est une lutte d'agilité et de vitesse à travers rochers et précipices. La femelle ne se livre qu'à celui qui, après une course précipitée, est arrivé le premier, bousculant et culbutant tous ses rivaux, remportant à la fois le prix de la force et le prix de la vitesse. Ainsi se trouvent assurées les qualités qui font que les chamois peuvent résister à leurs nombreux ennemis, et c'est la sélection sexuelle qui maintient la persistance de ces caractères.

Presque toujours, chez les quadrupèdes, le mâle est pourvu d'ornemens acquis par le fait de la sélection; soit que les fe-

melles aient choisi les plus beaux, soit que la lutte entre les mâles n'ait laissé survivre que les plus vaillans. La crinière du lion, les andouillers des cerfs, les défenses du sanglier, les cornes des béliers, les colorations variées des poils chez les singes, tous ces ornemens résultent de la concurrence entre les mâles. Chez les quadrupèdes, comme chez les oiseaux, le beau sexe est encore le sexe masculin.

Puisque le mâle est pourvu d'appareils d'attaque ou de défense, qui font complètement défaut aux femelles, il est évident que ces appareils servent non à la lutte pour l'existence, mais à la lutte pour la possession des femelles. Pourquoi, en effet, la biche n'aurait-elle pas des andouillers et des ramures comme le cerf, si ces armes devaient servir à la défense contre les fauves et les chiens? En réalité, l'absence de ramures chez les femelles ne saurait se comprendre, si l'on n'admettait pas qu'elle a pour cause, et pour cause unique, la lutte entre les mâles. Et, en effet, les mâles se livrent entre eux à de vraies batailles rangées qui durent souvent des heures entières, et où le plus souvent il y a plusieurs victimes.

Il est vraiment curieux de voir combien ces appareils de défense (des cerfs, des antilopes, des rennes, des béliers, des boucs) sont en même temps de magnifiques appareils d'ornement. Les formes en sont assez gracieuses pour exciter notre admiration, et tout nous fait croire que les femelles partagent à cet égard nos sentimens esthétiques.

Chez les quadrupèdes, la décoration extérieure a certainement moins d'importance que chez les oiseaux. Pourtant la couleur d'un superbe pelage excite l'admiration, — et nous pourrions presque dire l'amour, — chez les femelles. J. Hunter a raconté, il y a longtemps, la ruse qu'on est forcé d'employer pour déterminer l'accouplement de la femelle du zèbre avec l'âne ; il suffit de colorer un âne avec des stries blanches transversales, de manière à imiter grossièrement la parure bigarrée du zèbre. Le mâle est moins difficile; sa passion est assez aveugle pour qu'il n'y regarde pas de si près, et il n'exige pas tant de beauté. Mais la femelle, plus délicate, demande, avant de se rendre, l'appoint d'un certain charme extérieur. Pour la femelle du zèbre, la beauté suprême, c'est la zébrure de son mâle.

C'est dans la famille des singes que l'on peut trouver le plus grand développement des ornemens extérieurs. Ils ont, suivant l'espèce, des parures extraordinaires, barbes, favoris, crinières, moustaches; le tout bizarrement hérissé, et disposé de manière à leur donner des aspects qui pour nous sont joyeusement co-

miques, mais qui pour les femelles sont probablement des attributs de grande beauté. Touffes de poils sur la tête, longs poils aux oreilles, manchettes, colliers, avec des poils d'un bleu vif, d'un blanc argenté, ou d'une teinte orange éclatante, toutes les variétés s'observent. Presque toujours la femelle est totalement dépourvue de ces appareils d'ornementation. Cela prouve bien que ce sont des ornemens sexuels, qui assurent à ceux qui en sont les heureux possesseurs les faveurs marquées des femelles de leur espèce.

Les appétits amoureux, au moins chez les animaux qui ne vivent pas en domesticité, sont temporaires. Il y a, — pour les femelles plus encore que pour les mâles, — une période de *rut* pendant laquelle la passion amoureuse est très forte. Il faut que les petits nouveau-nés ne souffrent pas trop du froid ; et alors, selon la durée de la gestation, la saison des amours sera en janvier, février ou mars, pour que les petits viennent au monde dans les premiers jours de l'été. C'est là une règle générale, mais qui comporte beaucoup d'exceptions.

Quoi qu'il en soit, quand arrive le moment des amours, le mâle et la femelle changent d'allures : les plus timides deviennent hardis ; les plus paresseux sont pris d'une activité dévorante. Nul effort ne les rebute ; nul danger ne les épouvante. Les plus sauvages se hasardent aux endroits fréquentés par l'homme, s'ils espèrent y trouver l'amour qu'ils cherchent. C'est une fureur qui les possède.

C'est Vénus tout entière à sa proie attachée.

La faim chasse le loup du bois, dit un vieux proverbe. Mais l'amour est une passion aussi puissante que la faim, et souvent, on voit les louves, en rut, approcher des fermes pour chercher les chiens qu'elles combattaient naguère, et que, dans quelques jours, quand leur ardeur amoureuse sera éteinte, elles combattront comme des ennemis implacables (1). La domesticité ne parvient pas à faire disparaître la puissance de l'instinct sexuel. Les chattes, même les plus casanières, sont, au moment des amours, prises d'une étrange passion de vagabondage : il est presque impossible de les garder sous le toit hospitalier qu'elles habitaient. A moins qu'on ne les mette en cage, elles trompent la surveillance la plus attentive, et finissent par s'échapper. La transformation est extraordi-

(1) Pline raconte que nos ancêtres, les Gaulois, attachaient, en hiver, leurs chiennes dans les bois pour les croiser avec des loups.

naire. L'appétit, le sommeil ont disparu : c'est un autre instinct qui a remplacé tous les instincts de nutrition. Il s'agit de la conservation de l'espèce, et la nature a donné à cet instinct une telle force que tout doit lui céder.

Certes, l'intelligence ne joue dans tous ces phénomènes qu'un rôle très effacé. C'est l'instinct, et l'instinct seul. Mais est-ce que les actes des animaux ont l'intelligence pour mobile? Peut-on supposer que le sanglier, faisant, à travers les ronces, les taillis, les neiges, pour retrouver sa compagne, quelques centaines de kilomètres, se rende compte de la passion qui le pousse à cette course effrénée? Il ne comprend pas, et n'essaie pas de comprendre. Il ne sait même pas ce qu'il éprouve. Veut-on qu'il ait la notion du principe de la conservation de l'espèce? La nature lui a donné un sentiment irrésistible, et il obéit, sans pouvoir s'y soustraire plus qu'au sentiment de la faim et de la soif.

VII.

Dans l'espèce humaine, l'on retrouve, à des degrés variables, et avec des formes très différentes, tous ces caractères de l'instinct amoureux chez les animaux; mais l'intelligence, qui crée la diversité des individus, et la civilisation, qui modifie les caractères naturels, jettent quelque obscurité sur les sentimens instinctifs.

Revenons encore, car cela est nécessaire, sur la différence entre l'intelligence et l'instinct.

Avec l'instinct tout est réglé et prévu à l'avance, tandis que, par le fait de l'intelligence, les souvenirs antérieurs modifient les mouvemens instinctifs. Un animal guidé par l'instinct n'a pas besoin de mémoire. L'impulsion fatale due à l'organisation de son être suffit pour déterminer tous ses actes. Au contraire, un être intelligent modifie à chaque instant ses actes, parce qu'il se souvient et qu'il profite de ses souvenirs.

En somme, l'intelligence se compose de deux élémens qui sont deux phénomènes de mémoire : fixation dans l'esprit des faits extérieurs (mémoire de fixation); puis, quand il faut agir, utilisation de ces souvenirs pour modifier l'acte à accomplir (mémoire d'évocation). Plus les souvenirs sont abondans, plus sera diversifiée la réponse de l'être intelligent; car, chez les différens individus, les souvenirs sont évidemment très divers, et diversement groupés.

Un homme qui a vécu quarante ans, s'il n'a dans sa mémoire retenu même que la vingtième partie de tout ce qu'il a entendu, vu, lu et fait, possède une telle collection de souvenirs que tous ses actes, sans exception, sont profondément modifiés par ce passé,

vivant encore. Les êtres les plus intelligens sont donc ceux qui ont le plus de souvenirs personnels accumulés.

Alors, au lieu d'être menés par l'instinct aveugle, ils sont menés par l'intelligence, c'est-à-dire par les souvenirs du passé qui viennent concorder avec l'instinct et s'associer aux sensations présentes. De tous les êtres l'homme est celui qui a le plus de mémoire, et par conséquent le plus d'intelligence.

Mais, malgré ce développement psychologique, l'instinct persiste, et tous les sentimens instinctifs des animaux conservent une force égale chez les hommes. Le sentiment de la faim, que nous ressentons d'une manière intelligente, en nous l'expliquant à nous-mêmes, en l'exprimant à nos semblables par nos discours et nos conversations, en cherchant à y satisfaire par des moyens appropriés, qui paraissent souvent très détournés de leur but, existe chez l'homme aussi bien que chez tous les êtres. Toute notre intelligence, toute notre civilisation n'ont pas réussi à le faire disparaître. L'intelligence n'a servi qu'à nous donner la conscience nette et formelle de notre instinct.

Eh bien! il en est de même pour les sentimens amoureux. L'intelligence n'a pas pu altérer cet instinct, et il existe chez l'homme comme chez tous les êtres. Mais chez l'homme, par le seul fait de son puissant développement intellectuel, la conscience de l'amour, qui n'existe pas chez les animaux ou qui existe à peine, est tout à fait développée. En somme, ce n'est guère que la surface de l'instinct qui a été modifiée par l'intelligence : le fond est resté le même, et il n'est pas difficile de retrouver dans l'amour humain les caractères de l'amour animal.

Certes, la sélection sexuelle n'existe pas chez l'homme. Notre civilisation y a mis bon ordre; mais, quoique la lutte entre les mâles ne soit pas une lutte violente, on peut constater un certain rapport entre les sentimens belliqueux et les sentimens amoureux. Chez l'homme, bien entendu; car chez la femme cette sorte d'ivresse amoureuse, devenant une ivresse guerrière, n'a pas de raison d'être. Mais le jeune homme, quand la fièvre d'amour l'a pris, est devenu fier, querelleur, irascible, susceptible, ombrageux; en un mot, jaloux. La jalousie, qui chez certaines personnes est une des passions les plus tenaces, la jalousie qui fait commettre tant de crimes et tant de bêtises, qui, lorsqu'elle possède quelqu'un, l'envahit corps et âme et en fait une vraie brute; la jalousie, dis-je, peut être considérée comme un vertige de la concurrence entre les mâles, telle qu'elle existe chez les animaux, nos ancêtres. Non que l'on ne puisse trouver des explications assez rationnelles, et, si je puis le dire, sociales, de la jalousie; mais au fond la vraie explication, c'est le désir de triompher sur tous les rivaux et de triompher seul.

En même temps que la jalousie, l'ardeur belliqueuse se développe chez l'homme qui est amoureux. Les forces doublent, l'énergie s'accroît. Il ne craint plus les dangers, les obstacles, les fatigues. Plus d'appétit ni de sommeil; toutes les passions s'éteignent à côté de la passion amoureuse qui l'a pris; il ne songe plus qu'à la femme aimée.

Chez la femme, chez la jeune fille, au moment de l'adolescence, les idées prennent une direction qui est toujours la même : elles se tournent vers l'amour, comme l'aiguille aimantée vers le Nord. Quelle que soit leur position sociale, toutes les jeunes filles, belles ou laides, riches ou pauvres, ne demandent qu'à aimer. Mais, au lieu de cette exubérance de forces qui se manifeste chez l'adolescent, chez la jeune fille, c'est un indicible sentiment de langueur, une vague tristesse, avec rêveries, rires et larmes immodérés.

Avec l'âge, les sentimens amoureux deviennent différens, non peut-être chez l'homme qui est toujours, quand il aime, également jaloux et esclave de sa passion, mais chez la femme.

Si le sentiment maternel, ou les exigences de sa position sociale, ou les précoces débauches n'étouffent pas en elle les instincts de la nature, elle éprouve, lorsqu'elle ressent l'amour, à peu près les mêmes ardeurs que l'homme, avec plus d'abnégation, un dédain plus grand de l'opinion publique, un désintéressement plus complet. La femme qui aime, — je parle de la femme qui connaît les plaisirs de l'amour, — n'a d'autre souci, d'autre adoration que celui qu'elle aime. Se perdre, se compromettre, se ruiner, cela ne lui coûte rien; et même, les grands devoirs généraux, le sacrifice à la chose publique, à la patrie, à l'humanité, tout ce qu'un homme d'honneur n'abandonnera jamais à une femme, une femme n'en tiendra jamais compte si elle peut, aux dépens de ces idées abstraites, procurer quelque agrément à celui qu'elle aime.

Mais tout cela n'a qu'un temps, et un temps très court. Bientôt l'âge arrive; les rides, les cheveux blancs, les soucis; et, en même temps, hélas! la triste incapacité d'être amoureux, follement, franchement, avec l'abandon absolu de soi, perdu dans sa passion comme au temps heureux de la jeunesse. Alors il ne faut pas se survivre à soi-même; il ne faut pas revenir en arrière, sous peine de prêter à rire. Heureusement, presque toujours, les idées changent avec l'âge, et d'autres goûts ont remplacé les goûts amoureux de la jeunesse.

A quoi bon d'ailleurs insister? Tant d'écrivains, poètes, romanciers, ont parlé de l'amour que ce serait folie de vouloir donner ici pour la cent millième fois une description psychologique informe et mal venue. Aussi laisserons-nous de côté, après cette ébauche rapide, la psychologie de l'amour suivant les peuples, les

temps et les races. Nous voulions simplement montrer que tous ces sentimens amoureux, qui font vibrer avec tant de force, jusqu'aux plus intimes profondeurs de l'être, les âmes des jeunes hommes et des jeunes femmes, ont leur raison d'être dans ce grand instinct universel de la recherche des sexes l'un pour l'autre. Notre intelligence, au lieu d'amoindrir cet instinct, n'a fait que le développer, l'agrandir, lui donner une forme esthétique et la conscience de soi. Chez les hommes et les bêtes, il y a amour; mais c'est chez les hommes seuls qu'il y a conscience de l'amour.

L'amour tient dans la vie une place prépondérante. Quand on arrive à un certain âge, alors qu'on ne peut plus guère former d'autre espoir que de ne pas descendre trop vite la pente qui mène à la vieillesse, on reconnaît que tout est vanité, sauf l'amour. Malgré les déceptions, les tristesses, les mensonges, les abdications, qu'il traîne presque toujours avec lui (1), c'est encore de toutes les passions humaines celle qui nous émeut le plus, qui nous prend tout entiers, corps et âme, sans qu'il soit possible de s'en défendre, et même sans qu'on désire s'en défendre.

Les poètes, les peintres, les musiciens,ont admirablement compris cette extraordinaire puissance. Toutes les œuvres d'art ont l'amour pour but presque unique. Où sont les romans, où sont les pièces de théâtre desquelles l'amour soit absent? C'est la beauté d'Hélène qui a provoqué la guerre de Troie, et par conséquent inspiré l'*Iliade*. Depuis l'*Iliade* jusqu'aux œuvres de Guy de Maupassant et de Tolstoï, l'amour a été le grand inspirateur: *das ewig weibliche,* comme disait Goethe.

VIII.

A côté de cet amour schématique que nous avons essayé de décrire en quelques lignes, il y a bien d'autres formes de l'amour : l'amour platonique et l'amour brutal, tous deux aussi imparfaits l'un que l'autre.

L'amour dit platonique, — qui ne ressemble d'ailleurs pas beaucoup à l'étrange conception que Platon s'en faisait, — c'est l'envahissement de l'idée sur l'instinct. Nous disions tout à l'heure que l'instinct amoureux amenait dans l'intelligence les idées amou-

(1) Il n'y a peut-être rien de plus beau que ces vers de Lucrèce :

Medio de fonte leporum
Surgit amari aliquid quod in ipsis floribus angat.

reuses. Lorsque ces idées sont assez fortes pour éteindre la passion physique qui les a produites, c'est une prépondérance de l'imagination sur la réalité. Parfois, certains amours platoniques ont été extrêmement puissans, mais peut-être n'étaient-ils platoniques que parce qu'ils ne pouvaient être autrement. Ce qui est absurde, c'est un amour partagé et où les deux amans, pouvant être heureux, refusent de l'être, pour mieux se livrer aux douceurs de l'amour platonique qui plane au-dessus des réalités terrestres.

Cet amour, qui reste platonique lorsqu'il pourrait cesser de l'être, est extrêmement rare. Ce qui est très fréquent, c'est qu'il soit accepté comme un pis-aller, et en effet, souvent, il y a bien des raisons qui militent en faveur de la continence. Mais alors, quand l'abstention est nécessaire, — pour des causes multiples dans le détail desquelles il n'est pas intéressant d'entrer, — ce n'est pas de l'amour platonique, c'est de l'amour non satisfait (ce qui est bien différent). Or ces amours que la possession n'assouvit pas sont précisément les plus tenaces et les plus profonds.

Il est vrai que parfois l'image de l'objet aimé est devenue si puissante que la passion physique en paraît diminuée. C'est la supériorité de l'homme intelligent sur la brute. Un homme généreux pourra immoler son amour même au bonheur de la femme qu'il adore, et, quoique des exemples d'un si grand désintéressement soient peu communs, on en trouverait si l'on voulait bien chercher.

L'amour brutal est le contraire de l'amour platonique; c'est l'union des sexes sans amour; et il est presque inutile de dire qu'elle est très commune.

Quand nous disons sans amour, nous ne voulons pas dire qu'il ne se produit pas une sorte de désir physique passager. Certes, au moins chez l'homme, ce désir existe toujours; car, s'il venait à faire défaut, toute union serait impossible; mais l'excitation momentanée des sens, que tout homme, jeune et ardent, ressent quand il est à côté d'une belle fille s'offrant à lui, n'a rien de commun avec la passion amoureuse. C'est un désir brutal qui disparaît aussi vite qu'il est né. En cela, l'homme est revenu aux instincts sexuels des animaux. Ce n'est pas là ce noble sentiment de l'amour que les poètes ont chanté. C'est un désir physique brutal. C'est l'amour, si l'on veut, mais l'amour dans sa forme la plus animale et la plus matérielle.

Mais, pour la femme, l'union sans amour est d'une fréquence extrême; nous voulons parler de la prostitution, et sur ce point nous trouvons l'humanité décidément inférieure aux animaux.

Nulle part, dans la série animale, ne se trouverait ce spectacle répugnant de l'amour subi sans amour, presque avec dégoût; je ne dirai pas pour l'appât d'un misérable lucre, mais par suite d'une déplorable organisation sociale.

Nous en connaissons les causes; mais quel pourrait en être le remède? Nous n'oserions même pas dire qu'on trouvera un remède à la prostitution. Mais nous n'avons pas ici à faire acte de préservation sociale. Nous nous contentons d'indiquer en quoi nos sociétés humaines diffèrent des sociétés animales, et nous sommes forcés d'avouer que les nôtres sont à cet égard d'une moralité bien inférieure (1).

Laissons cela, puisque aussi bien le mal est irréparable, — ou peu s'en faut, — et voyons ce que la société a fait pour constituer la famille.

La famille, — telle qu'elle est constituée dans nos sociétés humaines : réunion du père, de la mère et des enfans, — n'existe pas chez les animaux. Chez les oiseaux, elle est transitoire; chez les quadrupèdes, le plus souvent il n'y en a pas de trace.

En effet, le mâle, quand il a satisfait à ses désirs amoureux, ressent une sorte de lassitude ou tout au moins d'indifférence. Le contraste est étrange entre les allures batailleuses et victorieuses qui précèdent et les allures modestes ou mélancoliques qui suivent. Un vieux proverbe latin, que nous modifierons quelque peu, s'exprime ainsi : *In amore animal ferox; post amorem animal triste.* Cette lassitude, cette satiété vont jusqu'à l'insouciance de la progéniture à venir. Il s'en va, et abandonne la femelle, sans se préoccuper du sort des petits qu'elle peut avoir.

Or, chez l'homme, à l'état de nature, d'après ce que nous savons des races humaines inférieures, il en est à peu près de même,

(1) Parmi les causes de la prostitution, il en est une prépondérante : c'est l'âge, très tardif, auquel, par suite des exigences sociales, militaires ou autres, les hommes se marient. La moyenne de l'âge du mariage est, pour les hommes, de vingt-sept ans, comme l'indiquent les statistiques. Il est évident que c'est beaucoup trop tard. Je ne sais comment le législateur pourra y remédier; je n'oserais même pas dire qu'il ait mission de le faire; mais il est certain que l'âge de vingt-sept ans ne coïncide nullement avec la puberté. On ne peut exiger que de vingt à vingt-sept ans les jeunes hommes mènent une vie chaste; cela est absolument contraire à leur organisation physique et psychique, tellement contraire, que les sentimens amoureux ne sont jamais aussi puissans qu'à vingt-cinq ans. Et on veut qu'à cet âge, et pendant deux, trois, cinq, dix ans encore, l'homme, — qui n'est même plus un jeune homme, — conserve sa chasteté. C'est demander l'impossible; c'est vouloir violenter la nature, qui ne se laisse jamais, quoi qu'on fasse, impunément violenter, et qui reprend toujours ses droits, bien supérieurs à toutes nos conventions administratives.

et le père est absolument indifférent au sort de sa future famille. C'est la mère seule qui va avoir la grossesse, l'enfantement, l'éducation des enfans. Lui, le père, égoïstement, retourne à ses travaux, à d'autres plaisirs ou à l'oisiveté, sans qu'il se croie engagé à la protection de cette famille qu'il vient de créer avec tant de légèreté et d'insouciance.

De là la nécessité du mariage : il faut au père une part de responsabilité dans l'alimentation et l'éducation des enfans. Il a des devoirs à remplir envers la femme et les enfans, et son rôle n'est pas terminé quand il a cessé d'éprouver le désir amoureux. Le mariage est là pour l'empêcher de l'oublier.

Le mariage est donc une institution sociale qui a sa base dans les conditions naturelles de notre existence. Pour que la famille soit, il faut qu'il y ait mariage ; car il est absurde de supposer une société où les hommes n'auraient pas à s'occuper de l'existence des femmes et des enfans. En même temps le mariage empêche la promiscuité (qui paraît vraiment contraire aux sentimens naturels), et maintient une sorte de fidélité conjugale. Il a donc un double but ; la fidélité de la femme envers l'époux, et les devoirs du père envers les enfans.

Aussi dirons-nous, au risque d'être taxés de blasphémateurs, que le mariage et l'amour sont d'origine toute différente. L'amour, c'est un sentiment profond, instinctif, qui prend l'âme et le corps, qui nous possède tout entiers. Le mariage est une invention humaine sans laquelle il n'y aurait pas de société. Attenter au mariage, c'est violer les lois de son pays, et les lois les plus respectables, les plus nécessaires ; mais ce n'est pas violer les lois naturelles (1).

Chez certains peuples primitifs, le sentiment paternel est si peu marqué que, pour assurer l'éducation des enfans, il faut s'en rapporter au hasard qui décide de la paternité. Chez quelques peuplades africaines, raconte Hérodote, les hommes et les femmes s'accouplaient au hasard, comme les bêtes d'un troupeau. Quand un enfant était devenu grand, la peuplade réunie l'attribuait à l'homme avec qui la ressemblance était le plus grande, et qui alors était considéré comme son père. Chez les animaux, même les plus intelligens, chiens, singes, éléphans, il n'existe pas de vestiges de l'amour paternel.

Ainsi le sentiment maternel et le sentiment paternel ont des

(1) Tandis qu'il y a certaines monstruosités, des amours contre nature, qui ne sont pas seulement contraires aux lois établies par les hommes, mais qui sont d'odieux attentats contre les lois naturelles.

origines distinctes. L'amour de la mère est un instinct; l'amour du père est un produit de la civilisation. Mais cela ne doit pas diminuer sa force. Combien de sentimens ne sont pas innés en nous, qu'il faut cependant respecter et développer! La loyauté, la fidélité à sa parole, l'amour de la patrie, le désintéressement, le culte de la vérité, voilà des sentimens généreux, que la civilisation nous donne, et qu'il faut avec soin, chez nos enfans, entretenir et faire croître, sans nous occuper de savoir s'ils dépendent de notre organisation physique naturelle.

Si l'on s'en tenait aux sentimens que la nature nous donne, le sentiment maternel lui-même serait cruellement amoindri : car, lorsque l'enfant est devenu assez grand pour marcher, pour se défendre et pour se nourrir, la mère devrait l'abandonner et l'ignorer. Chez les animaux, dès que les petits sont devenus des adultes, la mère ne prend plus aucun souci de leur sort. Ce sont des étrangers pour elle, tellement étrangers qu'elle accepte parfaitement l'union conjugale avec ses fils.

Quant à l'amour filial, c'est bien pis encore. Dans la nature, il n'y en a aucun vestige. C'est pénible à constater, mais c'est ainsi. Chez aucun animal, on ne retrouve ce sentiment qui est devenu si fort dans nos civilisations et qui est le signe le plus éclatant d'une culture morale supérieure : l'amour pour le père et pour la mère. S'il fallait donc à l'homme ne conserver que les sentimens animaux, il ne resterait rien de l'affection filiale, ce mélange de respect, de reconnaissance et d'amour qui est peut-être ce qu'il y a de meilleur en nous.

Qu'importe cette lacune de l'instinct? nous ne devons pas considérer comme un idéal l'état sauvage. Il ne s'agit pas de revenir en arrière, mais d'aller en avant.

Il est évident que, livré à ses seuls instincts, l'animal, — qu'il soit homme ou brute, — est essentiellement égoïste. Il doit pourvoir à ses besoins : respirer, manger, boire, dormir, se protéger contre le froid. Voilà pour la protection de l'individu. Quant à la protection de l'espèce, elle n'est, dans l'état de nature, constituée que par deux sentimens : l'amour sexuel (du mâle pour la femelle et de la femelle pour le mâle) et l'amour maternel. Hors ces deux passions, tous les autres sentimens sont factices. Mais cela ne signifie pas qu'ils soient condamnables. La société est autre chose que l'état de nature, et, du moment que nous vivons en société, il nous faut, par la raison et l'intelligence, créer des sentimens nouveaux, conformes à l'état social. Or presque toujours ces sentimens nouveaux tendront à lutter contre nos tendances égoïstiques innées, qui ne peuvent jamais être complètement détruites, mais qu'on

parvient, par les efforts personnels et par de justes lois, à amoindrir de plus en plus. L'amour filial, l'amour paternel, le respect des ancêtres, l'amour de la patrie, l'amour de l'humanité, la notion de la solidarité sociale, ce sont là de généreuses passions qui ne sont pas dans la nature humaine, mais que nous devons nous efforcer d'y mettre. Qui sait si, par le fait de l'hérédité psychologique, ces mêmes sentimens, factices aujourd'hui, ne seront pas un jour des sentimens naturels (quoique toujours de moindre puissance) innés en nos arrière-petits-neveux, comme l'amour sexuel et l'amour maternel sont innés en nous aujourd'hui?

Ce n'est donc pas calomnier le mariage que de l'assimiler à l'amour filial et à l'amour paternel. Il est vraiment impossible de comparer les sentimens dont sont animés deux époux, — surtout quand les premiers mois de ménage ont passé, — à la passion de deux amans. N'essayons donc pas d'établir une comparaison ridicule. L'amour n'est ni supérieur ni inférieur au mariage : c'est autre chose. L'ardeur et l'enthousiasme sont remplacés par d'autres sentimens moins vifs, mais plus profonds. Cet amour des premiers jours, qui envahissait tout, ne peut durer; c'est un feu de paille qui est souvent d'autant plus vite éteint qu'il a jeté d'abord plus de clarté. Par le mariage, au contraire, la tendresse, l'amitié, l'estime, la confiance des deux époux, vont en croissant avec l'âge. Alors arrive l'habitude, qui pèse d'un poids si lourd sur toutes nos idées et nos goûts. Puis, que de sentimens complexes, faits pour resserrer la tendresse conjugale! la communauté des intérêts, l'éducation des enfans, toutes considérations diverses qui finissent par rendre le mariage, c'est-à-dire l'union sociale de l'homme et de la femme, la base même de toute société civilisée.

L'amour peut exister sans estime, sans confiance; il n'est pas toujours très loin de la haine. En tout cas, de nombreux exemples prouvent qu'on peut être éperdûment amoureux d'une femme qu'on méprise, et qu'une femme s'éprend souvent d'un individu qu'elle sait parfaitement indigne d'elle. L'amour dure quelques semaines, quelques jours : parfois même il s'éteint au bout de quelques heures. Quel abîme entre ce sentiment bizarre, et l'affection conjugale, dont le principe est la confiance réciproque, et la longue et loyale fidélité!

Si le mariage n'existait pas, s'il n'était pas garanti et protégé par des lois sociales dont l'observance est stricte, et dont la non-observance est sévèrement punie, c'est la femme qui en souffrirait le plus; car le sentiment paternel, développé par l'éducation, par les mœurs et par les lois, n'est pas un sentiment naturel, inhérent

à notre organisation physiologique et psychologique, comme l'amour de la mère pour ses enfans. Sans le mariage, les femmes seraient toujours abandonnées, et elles auraient seules à supporter toutes les charges et tous les devoirs que comporte l'éducation de l'enfant.

Et quand nous parlons ici du mariage, ce n'est pas seulement du mariage monogame. La polygamie existe chez des peuples dont la civilisation est encore assez florissante. La polygamie serait parfaitement compatible, comme l'expérience le prouve, avec un état social très développé. On ne peut opposer à la polygamie qu'une seule objection, mais une objection fondamentale, c'est qu'elle est en contradiction avec les conditions naturelles de l'humanité. En effet, le nombre des naissances de garçons et de filles est toujours dans un même rapport, presque invariable, à peu près 105 garçons pour 100 filles. Or la mortalité, dans les premières années, frappant un peu plus les garçons que les filles, il s'ensuit qu'il y a, à l'âge nubile, à peu près exactement autant de garçons que de filles. Donc, la polygamie ne serait possible que si un certain nombre d'hommes étaient forcés de s'abstenir du mariage, ce qui est manifestement absurde. S'il naissait trois fois plus de filles que de garçons, la polygamie serait nécessaire, et il semble bien que cette organisation différente de la famille pourrait s'accommoder avec une civilisation aussi parfaite que la nôtre.

Ainsi le mariage nous apparaît comme la consécration sociale de l'amour. C'est l'amour réglementé, assagi. Les civilisations humaines, dans leur sagesse, fruit d'une antique expérience qui se perd dans les ténèbres des âges préhistoriques, ont trouvé que c'était la meilleure solution pour sauvegarder la famille.

Et c'est ainsi que, profitant de son intelligence supérieure, l'homme a su, sans trop altérer les penchans amoureux communs à lui et à tous les êtres, assurer par des lois humaines la conservation de l'espèce et la protection de la famille qui va naître.

CHARLES RICHET.

LE PARTI

DE LA

DÉMOCRATIE SOCIALE

EN ALLEMAGNE

I.

LES ORIGINES PHILOSOPHIQUES. — L'AGITATION POLITIQUE.

Le mouvement socialiste qui se dessine en Allemagne avec une intensité et une progression si rapides, est un phénomène infiniment remarquable, que le public allemand suit avec anxiété et le public européen avec attention, car de près ou de loin, il peut atteindre tous les pays. Le socialisme international, qui rencontre partout les mêmes causes de développement, a trouvé en Allemagne son foyer le plus ardent. Comme la France, il y a un siècle, a pris l'initiative de l'émancipation politique, l'Allemagne prétend préparer aujourd'hui l'émancipation sociale. C'est à l'école des théoriciens teutons que le nouveau socialisme a fait son éducation philosophique et « scientifique. » — « Les socialistes allemands, dit Bebel, sont les pionniers qui répandent la pensée socialiste parmi les nations. » Ils proposent comme modèle à suivre leur organisation, leur discipline, leur tactique et leur propagande : ils

ont l'ambition de conduire les peuples « au combat géant de l'avenir. » Dans l'ordre révolutionnaire, comme dans l'ordre conservateur, les Allemands aspirent à l'hégémonie.

C'est donc à la source même qu'il est instructif d'observer ce phénomène complexe et confus, qui appelle l'attention de tous les partis, la sollicitude de toutes les classes, la discussion de tous les journaux, et produit une littérature dont l'abondance même est un embarras.

Le premier mobile du socialisme, l'antagonisme du pauvre et du riche, est éternel. L'antiquité a eu ses guerres d'esclaves, le moyen âge ses jacqueries. Dans son livre sur *la Question ouvrière au XIXe siècle*, M. Paul Leroy-Beaulieu cite des sociétés secrètes existant en Chine, qui prêchent, comme les socialistes occidentaux, l'égalité, une équitable distribution des biens. M. Taine nous a révélé à quel point la révolution française est imprégnée de socialisme; il a décrit, jusque dans le détail le plus minutieux, la tentative faite par les représentans des masses prolétaires, qui ont eu un instant la domination pendant la Terreur, pour appliquer le principe socialiste dans toute sa rigueur, refondre l'homme et la société sur le type jacobin, et transformer l'état souverain en distributeur des biens et des vivres, c'est-à-dire en organisateur de la misère et de la famine. Le fond plus ou moins déguisé des systèmes socialistes est bien encore le jacobinisme, l'idée que la nature humaine peut être transformée par le despotisme de l'État. Mais sur ce jacobinisme est venue se greffer la question ouvrière, produit d'un siècle nouveau.

Aussi longtemps qu'a duré la constitution familiale de l'ancienne industrie, où tout se faisait à bras dans des ateliers exigus et dispersés, où l'ouvrier était maître des instrumens et du produit de son travail, cette question ne pouvait naître. Mais la grande industrie, avec ses moteurs à vapeur, ses capitaux énormes, accumule les ouvriers par centaines de mille dans ses vastes manufactures, et les soumet à la loi d'un travail acharné. Exposés par le perfectionnement des machines et l'excès de production à des crises périodiques, ceux-ci ont puisé dans leur nombre le sentiment de leur force, et l'armée des prolétaires a engagé la lutte du travail et du capital.

Dans ce conflit, la classe ouvrière n'invoque pas seulement la force, mais aussi la justice. L'ouvrier a la perception très nette de ce fait que les inventions modernes procurent de gros revenus, des gains considérables, que jamais période civilisée n'a été comparable pour la production de la richesse, que jamais classe ne s'est si rapidement, si subitement enrichie que la bourgeoisie con-

temporaine. Il a aussi la croyance très profonde que la distribution de la richesse est injuste, insuffisante, que les ouvriers qui contribuent à la créer ne reçoivent pas la part qui leur est due dans les bénéfices conférés aux capitalistes par ces inventions, que l'industrie et les machines ont fait renaître l'esclavage, sous la forme du salariat. Et de cette croyance, jointe à l'instabilité de leur vie précaire, jaillit la principale cause du mécontentement des classes ouvrières et de leur agitation.

Elles demandent que les nouvelles conditions d'abondance soient égalisées. Elles nient qu'un effort individuel et intelligent, la frugalité, l'épargne, l'association sous toutes ses formes, y puissent suffire. Elles refusent de tenir compte de ce fait, prouvé par l'expérience, que la condition des classes ouvrières est infiniment supérieure à ce qu'elle était au bon vieux temps, à ce qu'elle est actuellement dans les pays qui ne possèdent ni grand capital, ni grande industrie; qu'il y a en un mot, pour elles, amélioration matérielle et progressive. Leur mécontentement vient même en partie de cette condition meilleure qui leur a ouvert de nouveaux horizons; les désirs s'accroissent d'ordinaire à mesure qu'ils sont en partie satisfaits. — Ce que les classes ouvrières exigent maintenant, c'est l'intervention arbitraire de l'état, non à titre d'exception, pour remédier à des abus trop crians, à une exploitation inhumaine, mais d'une façon régulière, permanente, absolue. L'état providence, le dieu état, pourrait, pensent-elles, si seulement il le voulait, transformer la propriété privée en propriété collective, supprimer la libre concurrence, régler la production, distribuer les biens au profit de la communauté, rendre tous les hommes égaux et prospères. Ce sentiment et cette exigence constituent le socialisme (1).

Ces théories, à vrai dire, n'ont pas été tout d'abord émises par les ouvriers. Le socialisme, au début, est sorti des classes dominantes, sans trouver aussitôt un écho dans les foules : avant d'être un parti de prolétaires, il a été une école de théoriciens aristocrates et bourgeois. Avec Owen, en Angleterre, Saint-Simon et Fourier, en France, Marx même au début et Lassalle, en Allemagne, il est né de l'initiative d'économistes, d'humanitaires, d'utopistes, de philosophes et de lettrés, qui même, comme Saint-Simon, Owen et Fourier, ne se donnaient pas pour les avocats d'une classe spéciale, mais qui jetaient sur l'avenir un regard clair et perçant. Ils ont précédé les revendications des ouvriers, excité leur mécontentement, trouvé d'habiles formules : Marx et Lassalle ont été des organisateurs, des accélérateurs de mouvement. On peut cepen-

(1) Wells, *Recent economic changes;* Londres, 1890.

dant affirmer que sans eux le socialisme se serait produit, car il est le résultat, non de certaines idées, mais des besoins, des appétits, des croyances, des aspirations de la foule. Tous les changemens historiques, — il n'en est pas de comparable, pour les immenses progrès matériels, à ceux que nous traversons, — sont accompagnés de troubles sociaux. Aussi, voyons-nous le socialisme se développer dans chaque pays exactement dans le même ordre et avec la même intensité que la grande industrie.

Tout d'abord en Angleterre : la réforme de 1832 avait donné le pouvoir à la classe moyenne; le prolétariat s'unit contre elle sous le nom de *chartism,* et de 1838 à 1841, fut parfois très menaçant. En France, la révolution de 1830 mettait aux prises la bourgeoisie triomphante et le parti ouvrier, qui s'étaient alliés contre la restauration. Après les deux crises aiguës des journées de juin et de la Commune, le mouvement socialiste, en France comme en Angleterre, n'a pas donné jusqu'à présent de résultat visible. — En Allemagne, le parti socialiste ne s'est organisé qu'après les grandes révolutions politiques et économiques de 1866 et de 1870, qui ont créé l'unité nationale, établi le suffrage universel, procuré à l'empire la seconde ou la troisième place en Europe comme état de commerce et d'industrie. Le socialisme y a rencontré pour se répandre des conditions si particulièrement favorables, et un bouillon de culture si approprié, que, d'après M. Bamberger, l'Allemagne semble appelée à en devenir le champ d'expériences, la terre d'élection. C'est là que le parti est le plus jeune, le plus ardent, le plus patient et le plus réfléchi. Le caractère national, les institutions et les mœurs, tout le favorise. Il met à profit l'erreur des tentatives faites, avant lui, en France et en Angleterre; il lutte contre une bourgeoisie moins organisée que dans ces deux pays. Les pratiques et l'omnipotence de l'état prussien subordonnent et sacrifient, comme le veut le socialisme, l'individu à la communauté. Le service militaire obligatoire prépare la discipline au sein du parti; l'esprit d'association, si répandu, rend son organisation aisée. L'instruction universelle, la demi-culture si répandue, ouvre ce peuple liseur à la propagande des journaux et des brochures. La théorie socialiste a été reprise en Allemagne par des esprits sérieux et profonds.

Bien que le socialisme ne cesse de proclamer son caractère international, il est très remarquable de constater à quel point, en dépit de l'identité des tendances et parfois même des doctrines, le naturel de chaque peuple s'y reflète nettement. Il nous apparaît en Russie comme la ténébreuse religion du désespoir et de la vengeance. En Espagne, avec la *main noire*, il prend les allures d'un brigandage de grand chemin. La grève porte, en Italie, le nom

caractéristique de *sciopero,* loisir, paresse, doux *far niente.* Pour l'Anglais pratique et vorace, le socialisme est avant tout la question du ventre, de l'*ale* et du *roastbeef.* Chez nos égalitaires et niveleurs français, le goût des barricades et des beaux discours, des démonstrations vaines, surtout la rivalité des personnes, sont des traits généraux de l'excitabilité et de la vanité de notre nation. On retrouve dans le socialisme allemand cette pesante, cette indéracinable manie de *théorétiser* que les Allemands ont dans le sang, de chercher le côté universel dans toute question, de concevoir toutes choses, le plus possible, au point de vue d'un système du monde (*Weltanschauung*) (1). Quel secret dédain ces révolutionnaires savans éprouvent pour nos pauvres cervelles françaises, eux qui rattachent le socialisme à toute une philosophie de l'histoire, de l'État et du droit! Dans la préface qu'il a donnée à la traduction française de son livre, *le Capital,* Karl Marx pense que les Français ne seront pas capables de le lire, et ils l'ont, en effet, très peu lu. M. Schæffle, l'ancien ministre autrichien, l'auteur de *la Quintessence du socialisme,* un des hommes les plus versés dans les problèmes économiques, confesse qu'il lui a fallu plusieurs années pour pénétrer les théories de Marx. Bien que publié en Allemagne à plus de vingt éditions, commenté dans d'innombrables brochures, *le Capital,* ce manuel du socialisme, qui a une importance analogue à celle du *Contrat social* de Rousseau, au siècle dernier, reste le livre aux sept sceaux pour la majorité des socialistes allemands, qui n'en connaissent que quelques formules gravées dans les têtes. Mais depuis quand l'obscurité du dogme est-elle un obstacle à la foi qui transporte les montagnes? Que d'hommes se sont fait tuer pour des subtilités théologiques auxquelles ils n'entendaient rien! Le charbonnier qui récite son chapelet sait vaguement que tout un appareil de science mystique confirme sa croyance. Marx, le grand-prêtre du socialisme contemporain, justifie, par la dialectique hégélienne appliquée à l'économie politique, le vœu des masses, qui est seulement de gagner plus et de travailler moins, de s'attaquer aux revenus de l'oisif, aux profits du capital; et son livre est devenu la Bible compliquée d'un parti qui, « pour le zèle enflammé, l'organisation étroite, l'expansion internationale, le prosélytisme ardent, » dépasse, comme le constate Schæffle, la plupart des autres partis et n'a de rival que dans l'esprit religieux. « Les communistes allemands, écrivait Henri Heine, ami de Marx et de Lassalle, sont poussés par une idée; leurs chefs sont de grands logiciens sortis de l'école de Hegel, et ce sont sans doute les têtes les plus capables et les caractères les plus énergiques de l'Allemagne. Ces doc-

(1) Mehring, *die deutsche Sozialdemokratie;* Brême, 1879.

teurs en révolution et leurs disciples, impitoyablement déterminés, sont les seuls hommes en Allemagne qui aient vie, et c'est à eux qu'appartient l'avenir. »

I. — LES ORIGINES PHILOSOPHIQUES (1).

Comme la réforme du XVI[e] siècle a été préparée par les humanistes, la révolution française par les encyclopédistes, le mouvement ouvrier allemand l'a été par la philosophie classique de l'Allemagne universitaire.

L'assertion, au premier abord, peut paraître paradoxale. Il n'y a pas, en effet, de pays où les philosophes et les penseurs aient vécu plus séparés de la foule, aient moins écrit pour elle. Ils n'ont parlé ni l'élégant latin d'Érasme, ni la langue limpide et transparente de Voltaire. Ils exprimaient leurs idées obscures, leurs abstractions glacées, en périodes ennuyeuses, en formules pédantes, accessibles aux seuls initiés. Les pénétrant mal, on les jugeait si peu dangereux, qu'au rebours des encyclopédistes du XVIII[e] siècle, en butte aux persécutions de l'État et de l'Église, enfermés à la Bastille, obligés de se faire imprimer en Angleterre et en Hollande, les philosophes allemands, fonctionnaires honorés, enseignaient paisiblement dans les universités la jeunesse studieuse. En appelant Hegel à Berlin, M. d'Altenstein avait cru pouvoir faire sans péril de ses doctrines la philosophie officielle de l'État prussien; il les considérait même comme le meilleur antidote contre les idées révolutionnaires. M[me] de Staël ne voyait chez ces philosophes que des rêveurs inoffensifs, des métaphysiciens grands abstracteurs de quintessence, occupés à méditer pendant les longs hivers, dans la solitude tranquille de leurs petites chambres, tandis que Napoléon emplissait l'Europe du fracas de ses armes. Un seul homme, un élève émancipé de Hegel, Henri Heine, dès 1833, avait entrevu l'avenir, et il signalait chez ces philosophes, Kant, Fichte, Hegel, des révolutionnaires autrement dangereux que nos Robespierre et tous nos coupeurs de têtes. Leur dialectique redoutable, leur intrépide analyse, s'attaquant à toute routine, à toute torpeur intellectuelle, à toute tradition, ébranlait le monde moral jusque dans ses fondemens. Henri Heine prévoyait quels basilics allaient sortir « des œufs

(1) *Herrn Eugen Dühring's Umwälzung der Wissenschaft*, von Friedrich Engels; Hottingen Zurich, 1886. — *Ludwig Feuerbach, und der Ausgang der klassischen deutschen Philosophie*, von Friedrich Engels. Stuttgart, 1888. — *Die Philosophie der Sozialdemokratie*, von Johannes Huber; Munich, 1887. — *L'Allemagne depuis Leibniz*, par Lévy Bruhl. Paris; Hachette, 1890. — *Le Socialisme contemporain*, par Émile de Laveleye. Paris; Alcan, 1890. — *Die Quintessenz des Sozialismus*, von D[r] A. Schaeffle. Gotha, 1890.

sinistres que couvait Hegel. » « Sans la philosophie allemande, écrit Engels, le collaborateur de Marx, surtout sans la philosophie de Hegel, le socialisme allemand, le seul socialisme scientifique qui ait existé, ne se serait jamais produit. » Les philosophes ont été les maîtres, ont pu dire les députés socialistes à la tribune du parlement allemand, nous sommes les disciples... « La tête de l'émancipation allemande, c'est la philosophie; son cœur, c'est le prolétariat. » Étrange alliance de la pensée pure et de la passion élémentaire! Des sommets presque inaccessibles de l'intelligence sereine, les idées des philosophes sont lentement descendues sur les foules houleuses, et ils comptent aujourd'hui, jusque dans les faubourgs des grandes villes, pour arrière-disciples des démagogues en manches de chemise et en tablier de cuir, qui ont juré l'effondrement et la ruine de toutes les institutions sociales.

Fichte penchait déjà vers le socialisme : il exigeait de la société qu'elle réalisât un idéal de perfection. Avec Kant et Hegel, il considérait l'État comme l'expression objective de la justice et lui assignait pour but supérieur le bien-être matériel et moral des citoyens. Cette théorie a conduit Platon au communisme. Mais c'est surtout leur critique négative que l'école socialiste a empruntée aux philosophes classiques, leur méthode dialectique. « On combattait, dit Engels, avec des armes philosophiques, mais les buts ne l'étaient pas. Il s'agissait de ruiner l'État et l'Église. Lors de la réaction féodale et absolutiste de Frédéric-Guillaume IV, la politique était épineuse; on se tournait contre la religion, afin d'attaquer par là le droit divin. » Strauss avait publié sa *Vie de Jésus* dès 1835. *L'Essence du christianisme*, de Feuerbach, paraissait en 1841. Marx, en 1844, appliquait la méthode historique de Hegel au développement économique de la société, et il en tirait la prédiction certaine de la révolution sociale.

Les révolutionnaires hégéliens se montrent sévères pour l'étroit rationalisme qui a présidé à la révolution du siècle dernier. Ils font peu de cas de la portée d'esprit de nos jacobins. Dans cette raison proclamée immuable, éternelle, qui les inspirait, Engels n'aperçoit que « l'intelligence idéalisée de bourgeois moyens. » Et quels ont été les fruits d'une raison si ambitieuse? La corruption du Directoire, le despotisme conquérant de Napoléon, la platitude du juste milieu sous Louis-Philippe. Engels n'a pas plus de respect pour la sacro-sainte devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*, et les banales théories de Rousseau, « qui traînent dans tous les estaminets d'ouvriers parisiens. » Les docteurs de la révolution sociale en Allemagne invoquent non la *Raison*, non l'*Égalité*, mais l'*Histoire*. Aux constructions géométriques du rationalisme, ils opposent le développement organique des sociétés

humaines ; seulement, loin de s'attacher au passé, en s'efforçant de l'adapter aux circonstances nouvelles, ils tournent leurs regards vers l'avenir et considèrent la destruction de l'ordre social actuel comme aussi déterminée par des lois historiques que l'a été son établissement. Ils préparent l'ordre nouveau, la future, l'inévitable révolution.

L'histoire, on le voit, ne se prête pas avec moins de complaisance que la raison à toutes sortes de thèses : on la fait parler comme on veut, et l'on ne reconnaît si elle a dit vrai ou faux qu'une fois l'événement accompli. Chaque parti se réclame ainsi de l'histoire et soutient que son triomphe est une nécessité des temps. En France, les royalistes invoquent quinze siècles de monarchie ; les démocrates, le lent affranchissement des masses et la persistance des revendications populaires ; les classes privilégiées, de prétendus droits consacrés par leur durée même, etc. Qui se trompe et qui a raison? Nul ne saurait péremptoirement l'affirmer. Si l'histoire était une science, on pourrait tirer de faits certains et de lois bien établies des déductions sûres ; mais tant qu'elle ne sera qu'une philosophie élastique, aisée à comprimer dans tous les sens et se pliant à des théories contradictoires, fournissant par ses faits innombrables des armes à tous les partis, les spéculations sur l'influence historique ne sont-elles pas aussi creuses, vaines, arbitraires et illusoires que celles dont on reproche l'abus à la logique abstraite de la pure raison? Ces réserves soumises au lecteur, il suffira d'exposer la théorie de Marx, sans la critiquer.

Retenez ce simple mot : *Entwicklung*, que Marx a emprunté à Hegel. Il est la clef du système, il joue chez les adeptes de la révolution sociale en Allemagne le même rôle essentiel que la *Raison* chez nos anciens révolutionnaires français. Il a un sens diamétralement opposé, car il signifie non l'immuable, l'absolu, mais, au contraire, le passager, le fugitif. Il implique pourtant une idée encore plus subversive de tout ordre établi, car il chasse du monde le repos et l'immobilité. *Entwicklung*, c'est-à-dire évolution, développement, perpétuel devenir, transformation sans fin. Dès lors, tout ce que nous considérons comme des principes fixes, religion, État, propriété, famille, ce ne sont là que des formes transitoires, variables d'un temps à un autre, d'une civilisation à l'autre, des « momens nécessaires » qui disparaissent pour faire place à d'autres non moins nécessaires. Sans doute, le système de Hegel admettait la raison d'être de toutes choses en histoire et en morale : il faisait l'apologie de l'État prussien en prouvant à quel point les institutions prussiennes étaient raisonnables, selon la célèbre formule, conservatrice en apparence, « tout ce qui est, est raisonnable. » Mais cette formule n'est que la consécration des faits

accomplis, et quand, en vertu de l'évolution, l'État socialiste aura succédé à l'État prussien, il sera non moins raisonnable, par le fait seul de son existence. En un mot, la révolution ne se construit pas tout d'une pièce, elle *devient :* « Elle est dans chaque pulsation de la société actuelle, » qui se transforme insensiblement en société de l'avenir.

Marx ne prend à Hegel que cette conception primordiale d'*évolution*. Il considère l'histoire à un point de vue tout différent. Hegel est idéaliste, il admet une cause finale. Il croit que dans la nature, comme dans l'humanité, l'*Idée* est en cours de s'accomplir progressivement, l'*Idée* dont la réalité n'est que la fuyante image. On pourrait définir sa conception de l'histoire « l'étude des développemens de l'*Idée*. »

Marx, au contraire, est matérialiste. Il appartient à ce mouvement général de dure et froide réaction contre l'idéalisme et le socialisme romantique, si marqué dans cette seconde moitié du XIX[e] siècle, réaction née sous l'influence des sciences naturelles et de l'industrie en progrès et qui s'est traduite en France par le positivisme philosophique, littéraire, politique, économique de la fin du règne de Louis-Philippe et du second empire : « La matière, dit Marx, n'est pas un produit de l'esprit, l'esprit est un produit de la matière. » Il est de l'école de Büchner, le vrai philosophe du socialisme contemporain ; il invoque pareillement Darwin. A travers l'histoire, gouvernée comme l'histoire naturelle par des lois nécessaires, il aperçoit non l'*Idée* de Hegel, non des idées, qui ne sont que le reflet des choses réelles dans le cerveau de l'homme, mais des *intérêts matériels*. C'est là, selon les disciples de Marx, une de ses grandes découvertes, que l'*histoire n'est qu'une suite de combats de classes, résultant des intérêts économiques* (1).

Les circonstances matérielles de la production et du travail, auxquelles les historiens de profession prêtent si peu d'attention, déterminent les formes historiques des sociétés humaines et créent pour chaque époque la base de sa vie politique et intellectuelle. Les modes de production, d'échange, de distribution des produits sont l'origine des classes et de leur hostilité. Elles se combattent non pour des idées de vérité, de justice, mais pour des raisons économiques. Hegel lui-même faisait du *Bæse*, c'est-à-dire des mauvaises passions humaines, ambition de dominer, désir de dépouiller pour posséder, le levier de l'histoire. Il n'y a pas d'exemple d'un parti ou d'une classe qui ait exercé le pouvoir dans l'État sans en abuser à son profit, qui l'ait employé à autre chose qu'à

(1) Engels cite toutefois, parmi les précurseurs de Marx, dans cet ordre d'idées, Saint-Simon et Fourier.

ses propres intérêts économiques; et l'histoire tout entière, aux divers degrés du développement social, n'est que la lutte des exploiteurs et des exploités, des classes dominantes et des classes dominées.

Considérons la plus récente des révolutions, celle de 1789. Dès 1802, Saint-Simon remarque qu'elle n'a été, en réalité, qu'un combat de classes entre la noblesse, le prolétariat et la bourgeoisie, d'où celle-ci est sortie victorieuse. Enrichie des dépouilles de la noblesse et du clergé, elle s'est créé dans le code civil une législation bourgeoise, et sous les divers gouvernemens, des constitutions bourgeoises. « L'opposition du pauvre et du riche s'est accentuée, par la disparition des corporations et autres privilèges, et des établissemens charitables de l'Église. La pauvreté et la misère des classes laborieuses deviennent la condition de la vie sociale, le paiement en argent comptant, dit Carlyle, est le seul lien entre les hommes (1). » Une aristocratie d'argent se fonde : au seigneur féodal succède le grand industriel. Mais de même que le tiers-état a supplanté la noblesse, de même la classe ouvrière supplantera le tiers-état; et le régime socialiste succèdera au régime capitaliste, comme ce dernier a succédé au régime féodal; et c'est la bourgeoisie industrielle qui prépare elle-même l'armée qui la vaincra. Elle a besoin de ces légions d'ouvriers pour s'enrichir : par l'éducation du peuple, elle éveille la conscience des masses, qui ne veulent plus être esclaves des salaires; la liberté de pensée, la liberté de la presse portent l'esprit de la Révolution jusque dans le dernier hameau; le droit d'association crée le parti des hommes sans fortune, le suffrage universel les laissera arriver à la domination.

Cette transformation, selon Marx et son école, est inévitable. Il ne croit nullement que le hasard, le libre arbitre, l'influence des grands hommes, puissent modifier des lois fatales. Dès lors, le communisme chez les Français et les Allemands, le *chartism* en Angleterre, n'apparaissent plus comme quelque chose d'accidentel, qui aurait pu aussi bien ne pas être, mais comme un combat historique *nécessaire* contre la classe dominante, la bourgeoisie. Et le prolétariat ne peut s'émanciper sans délivrer la société entière de la séparation et du combat des classes. L'agitation ouvrière est un mouvement de la civilisation, un développement vers la formation d'un ordre nouveau. Il ne dépend de personne de l'arrêter; « mais

(1) *Die Entwicklung des Sozialismus von der Utopie zur Wissenschaft*, von Friedrich Engels. Hottingen Zürich, 1883.

on peut, dit Marx, abréger la période de gestation et adoucir les douleurs de l'enfantement. »

Le socialisme est ainsi présenté non comme un idéal imaginaire d'une société plus parfaite, mais comme une vue profonde de la nature réelle des choses, une prophétie infaillible fondée non sur des rêves, mais sur des faits scientifiques patiemment observés, une prophétie et une propagande destinée à rendre plus aisée et plus rapide la transition aux temps qui *doivent* s'accomplir.

Telles étaient les idées que Marx et Engels commençaient à répandre dès 1844, dans *les Annales françaises-allemandes*, publiées à Paris avec la collaboration d'Arnold Ruge et d'Henri Heine. Ils écrivaient non pour quelques savans, mais pour le prolétariat européen et étaient en relations avec les sociétés secrètes, à demi associations de propagande, à demi conspirations, que les Allemands exilés avaient fondées en France, à partir de 1834, sur le modèle des sociétés démocratiques parisiennes, et qui étendaient des ramifications en Suisse et en Angleterre, grâce aux tailleurs allemands. Un tailleur, Weitling, qui a beaucoup emprunté à Cabet, est le premier théoricien du socialisme en Allemagne. Mais il ignorait absolument l'économie politique, la philosophie de l'histoire, et ne parlait que le jargon français d'égalité, de fraternité, de justice sociale. Marx et Engels apportaient au mouvement une science et une méthode nouvelles.

Marx était entré en 1847 dans *l'Alliance communiste,* dont le centre d'action fut transporté de Paris à Londres et qui prenait un caractère international. C'est dans l'esprit des théories essentielles que nous venons d'esquisser qu'il rédigeait et lançait, en 1847, son manifeste contre la bourgeoisie. Déjà y sont formulés, comme le remarque M. de Laveleye, les principes qui guident encore aujourd'hui le socialisme contemporain : l'affranchissement des prolétaires doit être leur œuvre propre, — l'intérêt des ouvriers contre le capital, étant partout le même, doit s'élever au-dessus des distinctions de nationalités, enfin les travailleurs doivent conquérir des droits politiques pour briser le joug des capitalistes : « Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste! Les prolétaires n'ont à y perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à y gagner... Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Ce manifeste, qui a fait depuis le tour du monde et dont les devises flamboient sur les murailles de tous les congrès, s'adressait au début à des petites chapelles, à des associations de trois à vingt personnes, qui se réunissaient en secret. Il n'y avait pas encore en Allemagne de parti socialiste, il s'agissait d'en créer un.

Les écrivains de la jeune Allemagne, hégéliens de gauche, poètes, publicistes, orateurs, romanciers : Bœrne, Heine, Arnold Ruge, Herwegh, Freiligrath, Hartmann, Kinkel, ont donné au socialisme de beaux chants enflammés, des paroles de feu, mais c'étaient des idéologues, sans talent d'organisation. Un esprit nouveau anime Marx et après lui Lassalle, celui d'une génération à laquelle le prince de Bismarck achèvera de donner sa brutale empreinte. Ils savent que, si les intérêts n'ont que la justice pour se défendre, ils ne sont guère secourus, que le droit n'est rien sans la force, qu'une cause a besoin d'une armée.

Cette armée, ils la cherchèrent en vain dans la révolution de 1848. Elle avait assurément un caractère socialiste assez marqué. Mais il s'y mêlait bien des élémens confus. Le parlement de Francfort, assemblée bourgeoise de libéraux, de juristes, de professeurs de toutes facultés, animés à la fois d'aspirations unitaires et démocratiques, en reflétait l'incertitude. A des exigences de réformes constitutionnelles et de libertés politiques, se mêlaient de vagues revendications sociales, des programmes d'organisation du travail. Mais l'industrie en Allemagne était encore peu développée. Marx vit bien vite qu'il n'y avait là qu'un levier insuffisant, qu'il était impossible d'organiser prématurément le proletariat. Les vues positives qu'il exposait en 1850 dans *la Nouvelle Gazette du Rhin* contrastent avec l'enthousiasme romantique des Ledru-Rollin, des Louis Blanc, des Mazzini, des Kossuth. Il raille froidement l'indignation morale de l'époque et les proclamations exaltées des fondateurs de gouvernemens provisoires. Les tentatives révolutionnaires lui paraissent vaines pour le moment, et il se sépare de l'alliance communiste à laquelle le procès de Cologne en 1852 donna le coup de grâce (1).

« La révolution de 1848 a sonné le glas de la philosophie idéaliste allemande. » La pensée va devenir action. « Les philosophes, écrit Marx, ont interprété le monde de différentes manières, il s'agit maintenant de le changer. »

II. — L'AGITATION POLITIQUE (2).

Le parti socialiste, en Allemagne, n'est pas plus ancien que le ministère de M. de Bismarck. Lassalle le fit sortir de terre dans un temps très court, de 1863 à 1864, et lui donna la première im-

(1) Introduction d'Engels aux *Enthullungen über den Kommunisten-Prozess zu Köln*, von Karl Marx. Hottingen Zurich, 1885.

(2) *Die deutsche Sozialdemokratie*, von Franz Mehring. Brême, 1879; — *German Socialism and Ferdinand Lassalle*, by W.-H. Dawson. Londres, 1888.

pulsion, après laquelle, comme une force de la nature, il ne s'est plus ni arrêté, ni ralenti.

Lors du conflit entre le gouvernement prussien et les libéraux, Lassalle, qui avait obtenu une notoriété retentissante, en plaidant la cause de la comtesse Hatzfeldt, cherchait à prendre la direction du parti progressiste. N'y réussissant pas, il brise avec « cette misérable bourgeoisie libérale, » — il lui préférait, disait-il, la « royauté de droit divin, » — et cherche à se créer un parti. Des unions d'ouvriers s'étaient fondées en Allemagne, sur le principe du *self-help* et de l'épargne, grâce à l'initiative de Schulze-Delitsch, et sous le patronage des progressistes. Lassalle se proposa de les en séparer, et d'introduire les ouvriers comme force indépendante dans les conflits constitutionnels.

Ses vues étaient singulièrement nettes. Unitaire et démocrate, comme l'était son maître Fichte, il voulait faire des Allemands de toute race de libres citoyens de l'État ; mais il fallait que l'unité de l'Allemagne fût accomplie. Témoin des échecs et des avortemens de 1848, il avait appris, au spectacle de cette révolution, la vanité des parlemens bavards, l'importance d'un pouvoir fort. Il voyait clairement que l'unité ne pouvait s'obtenir que par les armes de la Prusse, à l'exclusion de l'Autriche. Dès 1859, dans une brochure sur la guerre d'Italie, il exposait le plan de campagne que M. de Bismarck devait exécuter sept ans plus tard. La domination de la Prusse devait servir de transition possible à l'état national républicain. Cette puissance, réactionnaire par excellence, était appelée à devenir l'instrument de l'émancipation de la classe ouvrière, et cela par la royauté sociale et le socialisme d'état. Lassalle réclamait enfin, comme garantie et comme gage, le suffrage universel : « C'est le signe par où vous vaincrez, » disait-il aux ouvriers. Il se rendait compte que « le suffrage universel veut comme complément le bien-être universel, et qu'il est contradictoire que le peuple soit à la fois misérable et souverain (1), » un pauvre roi en haillons, ceint de la couronne de fer.

On sait à quel point Lassalle a été prophète, et comment la Prusse, pour satisfaire ses ambitions impériales et triompher de la bourgeoisie libérale, a déchaîné le courant de la démocratie. Le prince de Bismarck, en établissant le suffrage universel, a voulu oindre d'une goutte d'huile démocratique le nouvel empire. Est-il sûr qu'il ait travaillé pour le roi de Prusse? La goutte est devenue tache et s'étend chaque jour davantage. Les partis conservateurs maudissent ce suffrage comme « une arme effrayante, qui menace de destruction notre civilisation et notre moralité, et donne à la

(1) Tocqueville, *la Démocratie en Amérique.*

démocratie sociale, pour un temps assez éloigné, les chances d'une victoire qui n'a rien d'invraisemblable. »

Les débuts du parti socialiste ont été modestes : à l'origine, ce n'est qu'un ruisseau, à peine visible. Les ouvriers vivaient tranquilles dans la pauvreté et l'ignorance : pour que naisse le mécontentement, il faut plus de bien-être, plus d'information sur les conditions du travail dans d'autres pays. Lassalle employait toute son éloquence à allumer les convoitises ; démocrate fastueux et viveur, il reprochait aux ouvriers leur « maudite frugalité, » tonnait contre ceux qui exigeaient de l'ouvrier l'épargne, alors qu'il a les poches vides, le *self-help*, alors qu'il est désarmé devant le capital, comme l'homme qui n'aurait que ses dents et ses ongles, pour lutter contre l'artillerie la plus perfectionnée. Habile à tirer des problèmes économiques des formules éclatantes et à les lancer dans les foules, il empruntait à Ricardo sa prétendue *loi d'airain* qui courbe l'ouvrier sous le joug de la misère ; car si les gages tendent à augmenter, la population ouvrière s'accroît ; s'ils baissent, elle émigre, ils ne peuvent donc dépasser un certain taux, — loi réfutée par mille exemples, dont le plus remarquable est celui des *trades-unions*. Liebknecht, au congrès de Halle, a d'ailleurs rejeté cette loi d'airain à la vieille ferraille, parmi les armes rouillées. Lassalle, tout en conservant la propriété privée, invoquait l'assistance et le crédit de l'état, « cet antique feu de Vesta de toute civilisation, » pour fonder des sociétés coopératives, qui affranchiraient graduellement les ouvriers de la tyrannie du capital.

Ce retentissant appel aux esclaves du salaire fut peu écouté. A Berlin, ses partisans tombèrent de 200 à 25. Le parti socialiste y a compté en 1890 plus de 125,000 voix. Lassalle obtint plus de succès dans les districts industriels, sur les bords du Rhin, où son dernier voyage triomphal fut, disait-il, celui d'un fondateur de religion. A sa mort, l'association des ouvriers allemands avait recruté 4,610 membres. Cet homme génial, aux plans immenses, intéressant comme un personnage de roman, savant d'académie, orateur de carrefour, beau parleur de salon, doué de ce charlatanisme indispensable aux politiques, vénéré comme le premier saint du calendrier socialiste, était venu trop tôt pour le rôle qu'il voulait jouer. Il ne réussit pas à entraîner les foules. Il fallait les deux grands orages de 1866 et de 1870 pour faire lever la moisson.

Peu de semaines après la mort de Lassalle, tué en duel à la suite d'une aventure amoureuse qui, à ce moment, intéressait plus sa vanité que la question ouvrière, — Marx fondait à Londres, le 28 septembre 1864, l'*Association internationale des travailleurs*, la Sainte-Alliance des prolétaires de tous les pays contre la bour-

geoisie et le capitalisme. Ainsi que Lassalle, Marx Mordechaï est d'origine juive, le descendant d'une longue suite de rabbins. De cette race cosmopolite, d'un âpre réalisme, sans idée d'une autre vie qui répare les inégalités et les injustices de celle-ci, est sortie avec Marx la protestation la plus véhémente contre l'ordre économique dont elle est l'incarnation. Marx est la négation radicale de Rothschild. M. Mehring le peint, d'après le témoignage d'un de ses fidèles, comme un aristocrate qui en haine de la bourgeoisie se faisait un jeu d'agiter le monde du fond de sa villa confortable des environs de Londres, « un de ces sybarites de l'esprit, qui, par dégoût de tout ce que la vie terrestre a de borné et de fini, cherchent dans la propagande du bouleversement une sorte de sport méphistophélique. » Mais un jugement aussi sommaire ne saurait suffire. Marx, le Rousseau du XIXe siècle, et son œuvre célèbre, le *Capital*, exigeraient toute une étude. Autant ses théories ont exercé d'influence sur le socialisme allemand, autant l'Internationale, dissoute dès 1872, s'est peu répandue en Allemagne pour les mêmes causes qui faisaient obstacle à la propagande de Lassalle.

Dix années séparent la fondation de l'Internationale du congrès de Gotha (1864-1875), et cet intervalle est rempli par le long combat et la victoire des tendances communistes et internationales de Marx sur le socialisme patriote et mitigé de Lassalle.

A peine Lassalle avait-il disparu, que les querelles entre la comtesse Hatzfeldt et ses lieutenans divisaient déjà le parti. Le plus remarquable de ses successeurs à la présidence de l'Union générale des ouvriers allemands fut Schweitzer, homme du monde déclassé, de mœurs louches, mais intelligent et avisé. Schweitzer ne fit qu'accentuer les sympathies que Lassalle avait témoignées à la Prusse et à M. de Bismarck. Il siégea au Reichstag; puis, en 1872, renonça au socialisme et devint auteur dramatique. Bebel l'a depuis stigmatisé comme agent secret du gouvernement prussien.

Un parti rival, dit des *Ehrlichen*, des *honorables*, n'avait pas tardé à se constituer dans l'Allemagne du Sud, en opposition aux sympathies prussiennes des lassalliens. Les deux hommes qui le dirigeaient, Bebel et Liebknecht, ami et confident de Marx, sont encore aujourd'hui les meneurs les plus en vue de la démocratie sociale. Aucun parti ne saurait s'honorer de chefs plus probes, plus désintéressés, et dont la vie publique et privée soit plus intacte. Agitateurs et organisateurs émérites plus que théoriciens profonds, ils ont vu leur importance grandir avec la croissance prodigieuse de leur parti, due à des causes toutes générales. Leur fanatisme, leur indifférence à tout ce que le commun des hommes considère comme intolérable : pauvreté, exil, prison, persécution,

rappelleraient les jésuites du XVIe siècle, les puritains de Cromwell, les jacobins de 1793, si nous ne vivions dans un temps de prose qui ne se peut hausser jusqu'à ces époques dramatiques.

Liebknecht est né à Giessen en 1826. Il appartient, par sa famille, à la bourgeoisie bureaucratique. Après de bonnes études universitaires, sur le point d'émigrer en Amérique, il fut retenu par la révolution de 1848, accourut à Paris aux premières nouvelles des barricades, revint en Allemagne se joindre aux partisans qui tentaient d'y fonder une république. Il a depuis suspendu au râtelier le fusil d'insurgé. Son histoire, qui est celle de son parti, se résume d'un mot : un sectaire qui deviendra de plus en plus un politique, et qui, sans rien renier de sa foi communiste et révolutionnaire, poursuivra des buts positifs et immédiats, s'engagera de plus en plus dans les voies de l'opportun et de l'expédient.

Banni d'Allemagne, Liebknecht passa treize années à Londres dans la société de Marx et d'Engels. Il s'éprit d'admiration pour Disraëli, le premier homme d'état, selon lui, qui ait compris l'importance universelle de la question sociale. Dans son roman de *Sybil, ou les deux nations*, Disraëli, le peintre ébloui de l'opulence anglaise, a laissé un tableau de la misère au temps du *chartism* et de l'esprit révolutionnaire qui animait la classe ouvrière d'un réalisme tel que Liebknecht l'égale à celui de M. Zola. « L'État, écrit Disraëli, n'a qu'un seul devoir, assurer le bien-être des masses, » et le ministre conservateur rêvait d'organiser contre la bourgeoisie libérale, qu'il exécrait, la ligue du torysme et du prolétariat, sous l'égide d'une monarchie populaire.

Telle était aussi la politique de M. de Bismarck dès le début de son ministère (fin de septembre 1862). La même année, Liebknecht, rentré en Allemagne, fondait à Berlin, avec son ami Brass, *la Gazette de l'Allemagne du Nord,* destinée « à combattre le bonapartisme à l'extérieur, le faux libéralisme bourgeois à l'intérieur, dans le sens de la démocratie et du républicanisme. » Mais Brass, le républicain rouge de 1848, passait, avec armes et bagages, comme Lothar Bucher et d'autres « apostats, » au service du ministre qui connaissait l'importance de la presse et la façon d'en user. Convaincu que tout s'achète et que l'honnêteté est une marchandise qui se paie seulement un peu plus cher, M. de Bismarck fit proposer à Liebknecht de continuer à écrire dans ce journal des articles de tendance socialiste très avancée. Ces offres ne reçurent pas l'accueil que leur auteur en pouvait attendre. Après dix-huit années de luttes sans trêve, Liebknecht nourrit, à l'égard de l'ancien chancelier, une haine furibonde que sa chute même n'a pas apaisée. La disgrâce du prince ne lui suffit pas. Il voudrait encore lui ravir l'honneur.

Expulsé de Berlin en 1865, Liebknecht se fixait à Leipzig, où il trouvait, à la veille et au lendemain de la guerre de 1866, l'auditoire le plus favorable à sa propagande contre la Prusse, qu'il ne cessait de dénoncer comme la *delenda Carthago*. Les Allemands venaient de se canonner entre eux. Le seul nom prussien excitait en Saxe les plus violentes passions. A l'antipathie invétérée de ces populations douces et polies pour la morgue et l'arrogance des *Junkers*, se joignait l'humiliation de la défaite. La nouvelle confédération de l'Allemagne du Nord laissait dans les états du Sud des légions de mécontens. Liebknecht exprimait le sentiment général lorsqu'il flétrissait l'hégémonie de la Prusse comme la malédiction, la mutilation de la patrie, lorsqu'il défendait l'idée, populaire en Saxe, de la *Grande Allemagne*, d'où les frères d'Autriche ne seraient pas exclus. L'administration militaire prussienne supprime son journal. Il retourne à Berlin sur la foi de l'amnistie, on l'emprisonne. Il revient ensuite à Leipzig sans ressources, sans perspectives d'avenir. Il y avait gagné un partisan, l'ouvrier tourneur Bebel, qui en valait des milliers.

Liebknecht est le chef de la démocratie socialiste; Bebel en est l'apôtre. Né en 1840, il est fils d'un sous-officier d'infanterie prussienne. En cette qualité, très modérément libéral à ses débuts, simplement démocrate, il avait prononcé, en 1863, un discours contre l'établissement du suffrage universel. C'est en étudiant, pour les combattre, les écrits de Lassalle, qu'il s'initia à la doctrine. Liebknecht a exercé sur lui une action décisive. Bebel, déjà influent en Saxe, pays de grande industrie, président à Leipzig du comité permanent des associations d'ouvriers allemands, lui apportait le noyau d'un parti.

Au Reichstag constituant de l'Allemagne du Nord, où ils siégèrent parmi les démocrates, Liebknecht et Bebel, s'abstenant de profession de foi socialiste, se signalèrent comme mangeurs de Prussiens. Ils prenaient violemment à partie la politique de Bismarck, l'œuvre de 1866. Un conflit avec la France allait en être, disaient-ils, la conséquence inévitable.

Les trois années qui précèdent la guerre de 1870 sont importantes dans l'histoire du parti. En 1867, Marx publie le premier volume du *Capital*; dès les premières pages il répudie dédaigneusement Lassalle. En même temps que la doctrine se fixe dans cette bible du socialisme allemand, commence l'agitation pratique. Le suffrage universel excite l'intérêt à la vie politique. Des associations de métiers s'organisent en foule, avec un double caractère : protéger les intérêts du travail, et en même temps former un parti exclusivement animé de l'esprit de classe. Mais il y avait lutte entre les lassalliens, présidés par Schweitzer, soupçonné d'alliance

secrète avec Bismarck, et les partisans de Bebel et de Liebknecht. Une tentative de fusion, au congrès d'Eisenach (août 1869), n'aboutit pas. C'est alors que Liebknecht fondait le *parti ouvrier démocrate socialiste* qu'il devait conduire à de si brillantes destinées.

Les dissensions des deux partis, dont l'un se recrutait surtout dans l'Allemagne du Nord et l'autre à Leipzig, avec des tendances internationales très marquées, s'accrurent encore lorsqu'éclata la guerre de 1870, qui entraînait les Allemands dans un grand courant patriotique où disparurent les rancunes des années précédentes. Bebel et Liebknecht refusèrent de voter l'emprunt de guerre, « une guerre dynastique, disaient-ils, préméditée et préparée de longue main par le gouvernement prussien contre la France, pour le profit et la gloire de la maison de Hohenzollern. » Ils prédisaient maintenant que de cette guerre sortirait l'alliance de la France et de la Russie, et une lutte redoutable entre Germains et Slaves. Avec Karl Marx, ils protestèrent énergiquement contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine et portèrent la Commune aux nues. Arrêtés, accusés de haute trahison, et condamnés à deux années de forteresse, ils s'étaient défendus énergiquement, au cours du procès, de conspirer dans l'ombre au renversement de l'ordre établi. Ils se donnaient pour des *propagandistes*, qui n'attendent la victoire que de l'expansion de leurs idées.

III. — LA GUERRE DE 1870 ET SES SUITES.

L'agitation de deux partis avait été singulièrement efficace, car aux élections de l'Allemagne unifiée en 1871, le nombre des voix socialistes s'éleva à 124,655. L'impulsion la plus puissante et la plus rapide leur vint des suites mêmes de la guerre de 1870, qui transforma le caractère national.

« Avant la guerre, les habitudes modestes, sédentaires, du peuple tendaient à rendre chacun content de son lot et hostile aux changemens sociaux... La guerre, avec ses excitations et ses triomphes, puis l'établissement de l'empire suivi d'une foule de lois qui ont modifié la vie sociale du peuple, ont effectué une métamorphose complète... En même temps une courte période de grande activité commerciale et de spéculation effrénée a produit sur les masses une profonde impression, et semble avoir altéré d'une façon permanente et à un haut degré leur précédent caractère. L'Allemagne avant la guerre était un pays de vie et de production relativement à bon marché, elle ne l'est plus (1). » Après la pluie d'or de nos

(1) Wells, *Economic changes.*

milliards français, les descendans de ces Allemands d'autrefois, nourris de rêves et de métaphysique, se lancèrent dans les spéculations et les entreprises financières avec une telle fureur sauvage « qu'on n'en saurait trouver de semblable dans l'histoire d'aucun peuple civilisé (1). » En Prusse seulement, 687 compagnies par actions se fondèrent en l'espace de quelques mois. Les appétits, déchaînés en haut, se déchaînèrent aussi en bas durant cette période de leurre et de vertige, avec ses hauts salaires, ses grèves favorables, et enfin son krach retentissant à la Bourse de Vienne le 9 mai 1873, suivi de tant de désastres. A une ivresse de prospérité apparente succédait la dépression financière, commerciale, industrielle. La crise atteignait les ouvriers qui avaient déserté la campagne en masse, attirés dans les villes par l'appât du gain. « Chaque jour, écrivait Rudolph Meyer, va se gonflant une armée de prolétaires dont le silence, la patience et la décision ont quelque chose d'effrayant. » Et il en fait remonter la responsabilité à M. de Bismarck et au banquier Bleichrœder. « La nation allemande, conclut-il, ne s'est pas montrée digne des grandes destinées auxquelles elle semblait appelée après les guerres de 1866 et de 1870. » Et M. Mehring considère de même la maladie du socialisme comme le revers des succès nationaux.

Aux élections de 1874, les voix socialistes triplèrent. Dans leurs congrès et leurs réunions générales, les meneurs évaluaient le nombre de leurs bataillons organisés à 8,000 ou 10,000 compagnons. Or 351,952 électeurs votaient pour leurs candidats. Ce contraste révèle la vraie nature du mouvement socialiste. On doit le considérer dans son ensemble moins comme une adhésion expresse et raisonnée à une doctrine et à un programme, que comme la formule populaire la plus énergique du mécontentement des basses classes. M. de Bismarck déplorait un jour que les Allemands ne fussent pas aussi capables de se résigner à un sort modeste que les Francais de condition analogue ; le boulanger allemand, ajoutait-il, rêve de devenir banquier ou millionnaire ; il n'est brillante destinée que le petit employé n'ambitionne pour ses enfans, et le poison socialiste infeste toute cette classe. Il est juste de reconnaître que M. de Bismarck lui-même n'a jamais donné aux Allemands l'exemple de la modération dans la plus haute fortune. Le socialisme est ainsi en partie le fruit des déceptions qu'ont fait naître des succès politiques inouïs, joints aux révolutions économiques de la seconde moitié du XIX[e] siècle, aux charges militaires nécessitées par la politique d'annexion ; le poids des impôts, la

(1) *Politische Gründer und die Corruption in Deutschland*, von Rudolph Meyer ; Leipzig, 1877.

cherté des vivres, la médiocrité des traitemens ont amené au parti des recrues de plus en plus nombreuses. Les chefs ne s'y sont point trompés, et ils en ont tenu compte dans leur plan de campagne.

La conduite et la direction du mouvement socialiste depuis la guerre passait de plus en plus aux mains des communistes. L'internationale de Marx s'était dissoute au congrès de La Haye en 1872, où Bakounine et les révolutionnaires slaves refusèrent d'obéir à un juif allemand. Elle s'éteignait comme un feu de nuit sur la montagne, pour se rallumer de nouveau au congrès marxiste de Paris, en 1889. C'étaient maintenant les chefs allemands qui gardaient le dépôt de la doctrine et prenaient le commandement de l'armée. L'Allemagne allait devenir le foyer le plus actif du socialisme en Europe. Les succès remportés, et les persécutions qu'on commençait à subir rendaient l'union des deux partis inévitable. L'absorption du parti de Lassalle par celui de Bebel et Liebknecht eut lieu en 1875 au congrès de Gotha, où 9,000 marxistes et 15,000 lassalliens se fondirent en une masse unique de 24,000 membres réguliers du parti démocrate socialiste.

Le programme élaboré à Gotha a résumé pendant vingt ans toutes les revendications de la démocratie sociale, jusqu'au congrès de Halle où Liebknecht l'a écarté comme ne correspondant plus aux circonstances nouvelles. On l'a comparé à une cuisine de sorcières. Il contenait un mélange de principes collectivistes et de politique ultra-radicale; mais il énumérait aussi les réformes possibles et exigibles dans la société actuelle : droit de coalition, journée de travail normale, interdiction du travail du dimanche, défense du travail des femmes et des enfans pouvant nuire à la santé et à la moralité, lois protectrices de la vie et de la santé des ouvriers, libre administration des caisses d'assistance et de secours mutuels, — questions dont quelques-unes ont été résolues par la législation, et que le parti socialiste se vante d'avoir imposées à l'attention du parlement et à la sollicitude du pouvoir. L'agitation pour des exigences pratiques va devenir le trait qui caractérise la démocratie sociale allemande.

En même temps qu'elle poursuit des buts précis, immédiats, cette agitation, selon la prescription même du programme de Gotha, se sert de *moyens légaux*. Buts pratiques, moyens légaux, — c'est là ce qui la distingue absolument, — sans parler des théories centralisatrices, — de l'anarchisme et du nihilisme. Au congrès de Gand, en 1877, où les partisans de Marx et de Bakounine se trouvaient réunis, Liebknecht exposait avec précision la méthode de son parti, la participation à l'État, le socialisme correct, l'action politique et parlementaire, la propagande pacifique. « La conquête

de la puissance politique, disait-il, ne sera pas l'œuvre d'un moment et d'un assaut. Comme la société ne naît pas du jour au lendemain, elle ne disparaîtra pas de même. » La propagande *par le fait*, que prêchent les anarchistes, les bombes, la dynamite, c'est la tactique d'une secte infime en nombre, qui cherche à se rendre redoutable par la conspiration et la terreur; cette tactique ne saurait convenir à un grand parti politique toujours croissant, qui marche au grand jour à la conquête du pouvoir par la conquête de l'opinion. Les socialistes allemands ont maintes fois manifesté leurs sympathies aux nihilistes russes, mais sans aucune arrière-pensée de les prendre pour modèles.

L'union une fois accomplie au sein du parti, le programme adopté, la tactique définie, il s'agissait de rendre l'organisation plus parfaite, la propagande plus active. La démocratie socialiste forme une sorte d'état dans l'État. Elle possède un gouvernement centralisé. Elle a ses agitateurs rétribués, ses cent cinquante orateurs dressés, qui vont à travers l'Allemagne répandre la bonne parole. La presse du parti prend un essor surprenant. Des brochures à bon marché, des calendriers socialistes, les discours de Lassalle, les abrégés des théories de Marx, les recueils de poésies socialistes sont répandus à profusion ou distribués gratuitement durant les périodes électorales. Les ressources commencent à affluer.

A l'organisation politique s'ajoute l'organisation professionnelle. Le parti forme le centre de ralliement de vingt-six grandes associations de métiers, comptant 50,000 membres disséminés dans le pays et pourvues de contributions régulières. Au parti se rattachent pareillement de nombreux *Vereine*, sociétés de chant, de théâtre, de consommation, si enracinées dans les habitudes allemandes. Les socialistes purs forment une classe spéciale, une tribu, un peuple dans le peuple. Ils ont leurs plaisirs, leurs relations, leurs auberges, leurs anniversaires, et même aux jours de fête on ne voit plus en Allemagne toutes les classes de la population s'unir et se confondre.

Le parti des prolétaires est celui qui possède l'organisation de beaucoup la plus parfaite, qui déploie le plus d'énergie, qui fait les plus grands sacrifices de temps et d'argent. Le fruit immédiat de cette union et de ce zèle fut le succès des élections de 1877. Le parti obtenait 493,288 voix et gagnait ainsi 140,000 voix en trois années. Il venait au quatrième rang et comptait 12 députés. Ces chiffres étonnèrent les chefs eux-mêmes et causèrent un grand effroi.

Les attentats de Hœdel et de Nobiling contre l'empereur (11 mai-2 juin 1878) vinrent à point fournir à M. de Bismarck une arme qu'il avait jusque-là vainement réclamée du Reichstag pour com-

battre la démocratie sociale. Ces crimes étaient absolument contraires à l'esprit et à la doctrine du parti qui répudie le régicide, les conspirations ténébreuses et sanguinaires. Une atmosphère malsaine les avait fait naître. L'apprenti ferblantier Hœdel, esprit puéril, était inscrit en dernier lieu au parti socialiste chrétien ; il ne savait d'ailleurs lui-même s'il était adepte de Bakounine, de Marx ou de Stœcker. On ne découvrit aucune relation entre Nobiling et les socialistes démocrates. Vaniteux incapable, à bout de ressources, il cherchait une fin théâtrale, et tira sur le vieil empereur, sans fanatisme, mû par un monstrueux sentiment d'orgueil.

La loi contre les socialistes, que M. de Bismarck obtenait après de nouvelles élections, où le parti ne perdit que 60,000 voix environ, où il en gagna même à Berlin, mettait entre les mains des gouvernemens et de la police des pouvoirs exceptionnels, limitant pour les socialistes, de beaucoup de manières, le droit de réunion, d'association, la liberté de la presse et la liberté de séjour. Les mesures étaient combinées de manière à anéantir toute organisation, toute activité publique dans le parti, et à réprimer avec une extrême rigueur toute tentative d'organisation secrète. Elle ne laissait intacte que le droit de vote, qui l'a rendue vaine.

IV. — L'ÈRE DE RÉPRESSION (1).

Les gouvernemens appliquèrent la loi contre les socialistes, mise en vigueur, le 21 octobre 1878, avec une extrême énergie. Ils ne rencontrèrent ni provocation ni résistance. Dès le 19, le comité central de Hambourg, 135 associations et *Vereine* se dissolvaient, 35 journaux cessaient de paraître. A la date du 30 juin 1879, 147 publications périodiques, 218 non périodiques, livres, brochures, étaient supprimés et interdits, 217 *Vereine* et cinq caisses dissous. De 1878 à 1886, le petit état de siège, avec droit d'expulsion des villes contre les personnes réputées dangereuses, était établi à Berlin, Leipzig, Francfort, etc., trois millions et demi d'Allemands s'y trouvaient soumis. Quatre-vingt-treize membres du parti, les plus zélés, les plus actifs, étaient chassés en une fois de Berlin, puis d'autres villes. Enfin la loi, qui devait durer trois ans, fut successivement prorogée jusqu'à douze. — Toute l'organisation si favorable du parti était anéantie, la presse silencieuse, la police partout aux aguets.

Mais, chez le peuple allemand, les cohortes de la destruction

(1) *Die culturgeschichtliche Bedeutung des Socialistengesetzes*, von Ludwig Bamberger. Leipzig, 1878. — *Zum ersten October*, von August Bebel, *Neue Zeit*, n° 1. — *Le Socialisme international*, par l'abbé Winterer. Mulhouse, 1890.

sont aussi susceptibles d'union, de discipline, que l'armée de la loi. Ces mesures n'eurent d'autre effet que de resserrer les liens des membres entre eux. Jamais ordre si parfait n'avait été atteint dans l'histoire des combats de classes. En expulsant des grandes villes les socialistes les plus militans, on en faisait des prosélytes errans, pleins d'amertume et de colère. Eux chassés, d'autres les remplaçaient; nulle part, les adeptes n'étaient plus nombreux que dans les districts où régnait le petit état de siège. Quelle loi, quelle police, pouvaient atteindre la propagande d'homme à homme, celle de l'atelier, du cercle intime, de la famille? Aucune imprimerie n'aurait tenté de publier des écrits socialistes; leur introduction était étroitement surveillée à la frontière. Or le député socialiste Vollmar affirmait au Reichstag que 500,000 exemplaires de journaux et de brochures interdites étaient répandus chaque année en Allemagne. Le *Sozialdemokrat,* organe officiel du parti, édité à l'étranger, était semé jusque sur les routes, et lu comme on lit les œuvres prohibées, avec ferveur. On ne pouvait sans danger recueillir des cotisations en Allemagne: on en recevait de l'étranger. Il était interdit aux chefs de se concerter; ils réussissaient à dépister la police, et à régler les affaires du parti dans trois congrès, de 1880 à 1887, aux ruines du château de Wyden, à Copenhague, à Saint-Gall. Aux élections de 1881, à la surprise générale, les démocrates socialistes obtenaient 311,961 voix et douze députés; la répression draconienne ne lui en avait ôté que 125,000, et depuis, le nombre des voix n'a cessé de progresser dans des proportions imprévues.

Des mesures préventives, jointes aux mesures répressives, bien loin d'enrayer le mouvement, n'ont eu d'autre effet que de l'accélérer. M. de Bismarck combinait en vain le système de la cravache et du morceau de sucre. Il s'emparait des exigences justifiées du parti socialiste pour que le sol lui manquât sous les pieds. Le socialisme d'état devait apporter la solution pacifique de la question sociale. Tout le monde en Allemagne raisonnait maintenant sur le socialisme, professeurs d'université, docteurs de la science économique, médecins consultans du corps social. Catholiques et protestans rivalisaient de zèle, ils avaient commencé, dès 1868 et 1870, à fonder des sociétés de secours, des institutions de prévoyance. L'état intervenait à son tour pour protéger le travail, seconder les intérêts, alléger les souffrances de la classe ouvrière. Le message impérial du 17 novembre 1881 annonçait la législation qui a donné, de 1883 à 1889, les lois sur l'assurance des ouvriers contre la maladie, contre les accidens, contre l'invalidité et la vieillesse. Mais, bien loin d'apaiser les ouvriers, elle achevait de leur démontrer la justice de leurs réclamations, et la crainte qu'ils inspiraient, sans satisfaire leurs exigences. L'état semblait promettre par là de réparer

toutes les imperfections sociales, ou du moins admettre en principe la possibilité de ce redressement. Pourquoi ne remédierait-il pas aux plus grands maux, à l'insécurité du travail, au chômage? « Pourquoi, demandait Liebknecht, le prince de Bismarck ne vient-il pas dire : quiconque a faim et se trouve sans travail s'adressera à l'état? Ce serait le socialisme complet. » — « Je veux vous l'avouer franchement, disait Bebel au Reichstag, si quelque chose a favorisé l'agitation socialiste, c'est le fait que le prince de Bismarck s'est jusqu'à un certain point déclaré pour le socialisme ; seulement, nous sommes dans ce cas le maître et lui est l'écolier. » La loi d'assurance contre la vieillesse et l'invalidité, que M. Grad a étudiée ici même (1), fait servir par l'état des rentes à un nombre de personnes qui peut s'élever jusqu'à 11 millions. Le principe admis, il est bien évident que les meneurs vont réclamer que l'on élève indéfiniment le chiffre de ces rentes. Liebknecht compare déjà cette législation à une loi des pauvres modifiée, à de petites aumônes que l'on prend dans la poche des travailleurs eux-mêmes. « L'état moderne ne peut résister à la poussée universelle, quand il a provoqué l'éternelle illusion (2). » Ces lois exigent en outre de monstrueux appareils bureaucratiques, destinés à inspirer aux ouvriers une profonde aversion pour l'assurance obligatoire, en les soumettant à des formalités très compliquées, à une insupportable tutelle. Aussi témoignent-ils d'une apathie presque absolue en présence des bienfaits de cette législation. La loi d'assurances contre la vieillesse, l'invalidité, est entrée en vigueur le 1er janvier 1890. On a peine à les décider à se procurer à temps les pièces nécessaires. Ils ne croient pas, d'ailleurs, à la bonne foi des classes dirigeantes ; la réforme sociale qu'elles prétendent entreprendre est destinée dans leur pensée à détourner la classe ouvrière des vraies solutions. Le socialisme d'état n'a pas réussi à gagner le cœur des ouvriers.

En même temps qu'il tentait cette expérience inquiétante, le prince de Bismarck, par sa politique protectionniste, inaugurée en 1879, jetait un nombre de mécontens toujours croissant dans les bras du parti. Les nouveaux impôts indirects, destinés à consolider l'empire, les privilèges accordés aux grands propriétaires, éleveurs, raffineurs, bouilleurs de cru, qui tiraient de cette législation des revenus considérables, ont eu pour conséquence le renchérissement des objets de première nécessité, dont les journaux socialistes ne cessent de se plaindre. Admirez, peuvent-ils dire, la contradiction ! Se proclamer, comme l'a fait le prince de Bismarck, socialiste à sa

(1) Voyez la *Revue* du 1er avril 1890.
(2) Paul Leroy-Beaulieu, *l'État et ses fonctions*, p. 280.

manière, se déclarer partisan du droit au travail en se fondant sur le code civil prussien, peindre « le vieil ouvrier mourant de faim et de misère sur un fumier » et enrichir aux dépens de l'ouvrier une caste de grands propriétaires, persécuter les défenseurs de la classe ouvrière sous une loi d'exception, quelle politique incohérente !

Joignez à cela l'habileté, la prudence, la modération des députés socialistes qui dirigeaient le parti, leur soin à éviter toute embûche qui pût les faire sortir de la légalité (1). On cherchait en vain à prouver, dans les procès qu'on leur intentait, qu'ils formaient une société secrète, tombant sous le coup du code pénal. A leurs congrès, malgré la violence des paroles et des manifestes, ils se débarrassaient des énergumènes compromettans, des Most et des Hasselmann; condamnaient l'anarchisme, répudiaient toute solidarité avec les auteurs du complot du Niederwald, organisé contre la famille impériale en 1883, lors de l'inauguration de la Germania. « Nous ne serons jamais assez fous, disait Liebknecht au Reichstag, pour jouer le jeu de nos ennemis par des attentats ou des complots. Oui, ce serait votre jeu, cela vous serait extrêmement agréable, nous le savons bien ! »

Les élections donnèrent, comme toujours, la mesure de la vigueur du parti; en 1884, 550,000 voix, et 25 députés; en 1887, lorsque M. de Bismarck, pour faire passer le bill sur l'armée, agitait le spectre d'une guerre avec la France, 763,128. Leur triomphe fut les élections de 1890, au lendemain des rescrits de l'empereur d'Allemagne, que les chefs exploitèrent comme la reconnaissance éclatante de leurs revendications. Les candidats socialistes obtenaient 1,341,587 voix. Jamais la progression n'avait été plus rapide que dans ces trois dernières années : elle s'élevait à plus de 500,000 voix. 35 députés étaient nommés. La démocratie socialiste devenait, par le nombre, le premier parti politique de l'Allemagne. « Le monde, disent-ils, est à nous, quoi qu'on fasse. »

Dans ces progrès, il faut tenir compte d'une cause toute matérielle, l'accroissement considérable de la population des villes, par l'appoint de l'émigration ouvrière des campagnes. En vingt-quatre ans, de 1871 à 1885, les grandes villes d'Allemagne ont doublé leur population, tandis que celle de l'empire ne s'est accrue que d'un cinquième. D'après le dernier recensement, Berlin a augmenté, en quatre années, de 259,198 habitans; Hambourg, de 264,740; Leipzig, de 64,020; Munich, de 72,000. Ces ouvriers, attirés dans les villes par la grande industrie, enlevés à leurs occu-

(1) Pendant les dix années qu'a duré la loi d'exception, 1,500 personnes ont été emprisonnées, mille années de prison ont été données.

pations naturelles, et qui vivent au contact du luxe et de la richesse, ne possédant rien, n'ont rien à conserver. Ce sont autant de recrues pour le parti socialiste.

Il se voit déjà maître des trente-six plus grandes villes d'Allemagne, qui, dans un temps peut-être prochain, seront exclusivement représentées par des députés socialistes. Ils ont pénétré dans un grand nombre de conseils municipaux, événement grave que Stein ne pouvait prévoir en organisant l'autonomie municipale. Depuis les élections, il n'est plus vrai que le socialisme rencontre dans les pays catholiques le principal obstacle à la propagande. Munich a nommé deux députés socialistes, Mayence leur appartient; à Cologne, le candidat ultramontain n'a été élu qu'à une faible majorité. Dans tout l'empire, ils ont obtenu 70,000 voix de plus que le centre, qui compte 106 députés.

Les chefs reconnaissent eux-mêmes que beaucoup de voix leur viennent d'une clientèle plus démocratique que socialiste (1). Le socialisme est le nom commun d'une foule d'opinions et de tendances très variées, qui ne concernent pas uniquement le prolétariat. Il y a bien au Reichstag un *parti du peuple* ou *Volkspartei*, qui n'a rien de commun avec le collectivisme international. Mais c'est surtout le parti socialiste qui sert de centre et de ralliement à toutes les exigences populaires, extension des droits politiques, réforme de l'école, allégement des impôts, du service et des charges de l'armée. N'oublions pas que dans cet empire, jeune de vingt ans, les idées si répandues de souveraineté du peuple, de droit des majorités, se trouvent en présence de l'État bureaucratique et guerrier, du droit monarchique supérieur et antérieur au suffrage universel, et qui n'admet que les seules responsabilités célestes. Guillaume II l'a proclamé solennellement : « Cette royauté par la grâce de Dieu est la marque que nous autres, Hohenzollern, nous tenons notre couronne du ciel seul, et que c'est au ciel seul que nous avons des comptes à rendre. » Les libertés politiques et parlementaires, la bourgeoisie les a depuis longtemps conquises en Angleterre, puis en France, où la démocratie, en développement continu, a détruit tout l'ancien ordre de la société et de l'État et ne rencontre plus d'obstacles; et c'est ce qui explique comment le socialisme est chez nous si faible, et si fort en Allemagne. Là il combat pour les intérêts de bien plus larges couches sociales. Il prétend mener à bonne fin l'œuvre que la bourgeoisie a su accomplir dans d'autres pays, et qu'elle a négligée en Allemagne, soit incapacité, soit impuissance. On pourrait attribuer les deux tiers

(1) Voyez le journal *Vorwaerts*, organe officiel du parti socialiste.

des voix que les socialistes ont obtenues à cette clientèle qui réclame des réformes simplement démocratiques.

D'autre part, les chiffres électoraux ne représentent pas la totalité des partisans acquis aux principes socialistes : il faut y joindre nombre de femmes, les jeunes ouvriers, en grande majorité, qui ne disposent pas encore du droit de vote. Le député Singer estime, pour l'ensemble, les socialistes purs à 3 millions. Or l'empire compte 45 millions d'habitans et 10 millions d'électeurs, dont les neuf dixièmes sont aussi pauvres que les socialistes. Les chefs n'exagèrent pas leur puissance. Ils savent qu'à mesure qu'ils gagnent des voix, les partis bourgeois, oubliant les querelles qui les divisent, s'uniront contre l'ennemi commun. La question vitale pour le parti, c'est d'attirer à lui le prolétariat des campagnes.

Le prolétariat aux gages du grand capital compose donc, jusqu'à présent, le gros de l'armée socialiste. L'avant-garde, les membres actifs, dévoués, les hommes de confiance se recrutent parmi l'aristocratie de la classe ouvrière. L'état-major, les députés du Reichstag, forment une représentation de classe : ce sont des bottiers, charpentiers, mécaniciens, jardiniers, fabricans de cigares, hôteliers, doreurs, droguistes, photographes, journalistes, commerçans, libraires... fort peu d'avocats. Quelques-uns, parfois les plus violens, sortent des milieux universitaires. D'autres sont d'anciens ouvriers devenus gens de lettres; Hasenclever, mort récemment, tanneur au début, était romancier et poète lyrique. Un des deux présidens du parti, Singer, négociant juif, fabricant de manteaux pour dames, est, dit-on, millionnaire. Hormis Demmler, le vieil architecte de la cour de Schwerin, qui avait toujours beaucoup fait pour les ouvriers et ne tarda pas à se retirer de la vie politique, le parti qui compte parmi ses membres des hommes capables, éloquens, relativement modérés, Liebknecht, Bebel, Singer, Auer, d'autres encore, n'a pas réussi à attirer à lui l'élite de la nation, malgré la générosité de sa cause, qui est celle des déshérités, de ceux qui souffrent et travaillent. Cela tient, d'après Liebknecht, à certaines parties de leur programme. Un conservateur de haute noblesse, personnage très en vue, lui avouait un jour qu'il était entièrement d'accord avec les socialistes sur les questions essentielles, qu'il allait jusqu'à admettre « l'expropriation des expropriateurs, » la mainmise par l'État sur le sol et les capitaux. Son désaccord ne portait que sur deux points, « la monarchie et l'Église. » Mais y a-t-il beaucoup de conservateurs en Allemagne disposés à sacrifier aussi cavalièrement la propriété privée? Il est permis d'en douter.

V. — LA CONFÉRENCE DE BERLIN.

Le jeune empereur d'Allemagne songeait à suivre une nouvelle politique à l'égard des socialistes. Le prince de Bismarck s'était fait le Dioclétien de la nouvelle religion ; Guillaume II s'attribuait la mission réformatrice et pacificatrice d'un Constantin. Dévoré de l'ambition d'un grand règne, il ne voulait pas l'inaugurer par la réaction et la répression. Sa volonté est de tenter un essai loyal, de prouver aux ouvriers qu'il s'intéresse à leur sort, de détacher du parti socialiste tous ceux qui ne vont à lui que sous l'impulsion de griefs légitimes. C'est sa conviction sincère que dans la société actuelle l'ouvrier n'obtient pas ce à quoi il a droit, qu'il est en une certaine mesure « exploité. » Il prendra l'initiative de toutes les réformes possibles, utiles et justes, dans le cadre de la société actuelle, réformes sociales et non socialistes. Cela fait et une fois en règle avec sa conscience, il écraserait sans merci toute velléité de désordre et de violence.

De curieux articles anonymes, insérés en 1890 dans le *Reichsanzeiger*, moniteur officiel de l'empire, dus, dit-on, à la plume de M. Hinzpeter, reflètent, selon les probabilités, l'opinion que l'on se forme en haut lieu de la situation présente. L'Allemagne contemporaine y est comparée à ce qu'était la France il y a cent ans, à la veille de transformations nécessaires. Seulement ce n'est plus le tiers-état, c'est le quatrième état qui réclame des réformes, et c'est la bourgeoisie qui est hostile. Or, disent ces articles, la royauté prussienne ne s'est jamais identifiée avec les classes dirigeantes ; l'empereur n'imitera pas Louis XVI, lorsqu'il cédait à l'influence de ceux dont les privilèges étaient menacés, erreur qu'il a trop chèrement expiée. Un mot prêté par un journal démocratique à Guillaume II exprime plus brièvement la même idée : « Comme mes ancêtres en ont fini avec la noblesse, je veux en finir avec cette bourgeoisie, » aurait-il dit à propos de l'opposition que ses plans de réforme rencontrent chez les hauts barons de l'industrie. Reprenant l'œuvre commencée par son grand-père en 1881, l'empereur semble décidé à réaliser cette royauté sociale que rêvait Disraëli, que Lassalle appelait de tous ses vœux. Comme son ancêtre le grand Frédéric s'intitulait le roi des gueux, Guillaume II a déjà reçu le titre d'empereur des ouvriers.

Au début de son règne, son zèle n'alla pas tout d'abord aux questions sociales. L'armée paraissait son principal souci. Ce pourrait être en considération de l'armée qu'il a été conduit à s'occuper de réformes sociales, comme c'est la préoccupation de l'armée qui lui a inspiré ses plans de réforme scolaire. Les grèves gigantesques

des mineurs de Westphalie, qui éclatèrent en 1889, attirèrent son attention sur le danger de telles grèves, si elles coïncidaient avec une mobilisation. Bebel, au congrès de Paris, niait que son parti fût mêlé à ce mouvement. L'empereur, qui intervint en personne dans le conflit entre patrons et ouvriers, déclarait aux délégués mineurs que socialiste démocrate signifiait pour lui ennemi de l'empire et de la patrie.

En convoquant à Berlin par ses rescrits du 4 février, à la veille des élections, la conférence qui devait primitivement se tenir à Berne, il s'attribuait le monopole de la réforme sociale, renouvelait en faveur des idées nouvelles le vieux rôle universel du saint-empire romain, et devançait dans son impatience le jour où cette question primera toutes les autres. Le premier projet n'allait à rien moins qu'à mettre en délibération de toutes les puissances des vœux pour la réglementation du travail des adultes et la journée de travail normale. Mais en même temps qu'il convoquait la conférence, l'empereur préparait l'augmentation de ses crédits militaires. C'était entretenir d'une main la plaie que prétendait panser l'autre; car le socialisme démocratique est en une certaine mesure la conséquence du militarisme, et la punition de la politique de conquête qui pèse si lourdement sur l'Europe depuis 1870.

La politique sociale de Guillaume II n'a pas trouvé de critique plus mordant que son ancien chancelier, si les journalistes pris pour confidens à Friedrichsruhe nous ont rapporté fidèlement ses paroles : « La conférence n'est qu'un coup d'épée dans l'eau... Avez-vous vu un millionnaire tout à fait content de ce qu'il a? Et l'on prétend satisfaire le prolétaire! Il a besoin aujourd'hui de trois paires de souliers, demain il lui en faudra cinq, et ainsi de suite. » Raisonnement admirable, qui s'adapte à merveille à la *pipe du pauvre homme*, objet particulier de la sollicitude du prince lorsqu'il dirigeait le socialisme d'état. « Toute concession nouvelle, ajoutait-il, sera le point de départ d'exigences nouvelles sous l'influence des agitateurs. »

Ceux-ci n'ont pas commis la faute de prendre, à l'égard des rescrits, une attitude intransigeante. Ce n'est pas encore la convocation des états-généraux, ont-ils dit de la conférence de Berlin, mais c'est déjà l'assemblée des notables. L'empereur s'était rendu populaire. Un courant marqué se dessinait en sa faveur parmi les classes ouvrières. Dans une réunion publique tenue à Brunswick avant les élections, Liebknecht déclarait que les rescrits avaient l'approbation d'un million et demi d'électeurs socialistes, décidés à suivre le jeune souverain. Que faisait-il d'ailleurs, sinon appliquer le programme du parti, tel que Bebel l'avait formulé au congrès marxiste de Paris en 1889, si favorable à la conférence de

Berne. Ainsi, disaient-ils, le gouvernement allemand, avec tout ce qu'il prétend accomplir, se borne à suivre pas à pas toutes les exigences de la démocratie socialiste.

Enfin, Guillaume II a fait naître des illusions et des espérances qu'il lui sera malaisé de satisfaire. Les dernières grèves d'Alsace ont éclaté au cri de « Vive l'empereur! » Beaucoup, parmi les grévistes, croyaient que l'État allait exproprier les patrons et se substituer à eux. Récemment, des ouvriers s'adressaient au souverain, le priant de faire élever leurs salaires. Les politiques du parti pensent qu'ils n'ont rien à perdre à voir Guillaume II s'engager dans une voie fatale où l'on ne peut ni s'arrêter, ni reculer. Ses discours témoignent d'une facilité de parole dangereuse chez un chef d'état, surtout en face de pareils adversaires, car elle le porte à promettre plus peut-être qu'il ne pourra tenir. Eux prendront tout ce qu'on leur donnera, exigeront toujours davantage et n'accorderont jamais rien.

VI. — LE CONGRÈS DE HALLE (1).

La loi de répression contre les socialistes, qui avait duré dix années, expirait le 1er octobre 1890. Malgré le peu de succès de sa politique intérieure, le prince de Bismarck, avec son tempérament de *Junker*, ne perdait rien de sa foi en la force brutale. L'essai malheureux du *Kulturkampf*, le peu de succès de sa police, de ses juges, de ses reptiles, pour détruire en quelques années l'Église catholique, ne l'avait pas éclairé ; il pensait étouffer par les mêmes moyens la religion naissante à son berceau. Il demandait seulement qu'on lui accordât d'une façon permanente le droit d'expulsion. Après l'échec des élections, il ne pouvait songer à l'obtenir du nouveau Reichstag. Le prince mis de côté, on laissa tomber cette arme, qui n'avait été meurtrière que pour celui qui la maniait.

Pour le parti, quel triomphe! Des médailles commémoratives furent frappées en souvenir de cette victoire. On fêta le retour des compagnons bannis de Berlin dans des réunions fraternelles où l'on entonna le chant des *Tisserands silésiens* d'Henri Heine :

> Maudit le dieu des riches! Maudit le roi des riches!
> Nous tissons, nous tissons....
> Vieille Allemagne, nous tissons ton linceul...

L'abandon de la loi d'exception créait au parti une situation

(1) Il n'a pas été publié de protocole du congrès de Halle. Nous nous sommes servis, pour cette partie de notre étude, des journaux allemands, et particulièrement du *Vorwaerts*, le principal organe du parti socialiste.

nouvelle : elle avait apaisé d'éternelles querelles, maintenu la discipline, achevé l'éducation politique; on parlait du programme le moins possible, on se bornait à critiquer le protectionnisme, à se plaindre de la cherté des subsistances dont souffrait le petit peuple. Les chaînes de la loi une fois tombées, une discorde éclatait aussitôt dans le camp socialiste, sur laquelle les adversaires fondaient de grandes espérances.

Par la force des choses, la loi d'exception avait donné une importance prépondérante aux députés membres du parti, la *fraction*, comme on l'appelait. L'immunité parlementaire leur laissait une certaine liberté d'action, eux seuls pouvaient parler librement du haut de la tribune. Ils dirigeaient presque sans contrôle les affaires de la démocratie sociale et se trouvaient ainsi investis d'une sorte de pouvoir dictatorial. Les vieux chefs qui avaient traversé les temps difficiles étaient devenus prudens; ils s'étaient modérés à mesure que le parti grandissait; ils avaient le sentiment de leur responsabilité. Les *jeunes*, au contraire, à leur tête le nouveau député Schippel, le docteur Bruno Wille, sortis de milieux universitaires, meneurs de l'opposition berlinoise, où se trouvent les partisans les plus agités, les plus avancés, excités, d'ailleurs, par la victoire électorale et la défaite du prince de Bismarck, et comme s'il suffisait d'une poussée hardie pour faire rouler la bourgeoisie au fond de l'abîme, accusaient les chefs de dictature, de parlementarisme, de modérantisme, leur reprochaient de prendre part à une réforme qui n'était que charlatanisme grossier. Ils exigeaient que toutes les forces du parti fussent consacrées à l'agitation révolutionnaire. Mais Bebel, Liebknecht, Singer, étaient trop populaires, ils avaient rendu trop de services pour qu'on réussît à les mettre en suspicion. Ils n'eurent qu'à se montrer dans les réunions publiques, à Dresde, à Berlin, pour avoir raison de cette opposition de « gens de lettres. » La querelle des deux politiques devait être solennellement tranchée au congrès de Halle.

La fraction avait fixé au 12 octobre la réunion du congrès qui devait mettre fin à ses pouvoirs, reconstituer le parti, discuter la politique dans le passé, fixer le plan de campagne pour l'avenir. Ce parlement des ouvriers, le premier qui se tenait en Allemagne depuis treize ans, organisé sur le mode représentatif, comptait 413 délégués et quelques invités étrangers. Des femmes se trouvaient parmi la députation de Berlin.

Bebel exposa d'abord la situation financière. L'accroissement des recettes n'est pas moins caractéristique de l'extension du parti que l'augmentation régulière du nombre des voix aux élections successives. Au congrès de Wyden, en 1880, le fonds central comptait 37,410 marks; à Copenhague, en 1883, 95,000 marks;

à Saint-Gall, en 1887, 208,655. De 1887 à 1890, les recettes se sont élevées à 324,322 marks, les dépenses à 192,000 marks, et en ajoutant à l'excédent les revenus et espèces en caisse, la somme totale disponible est de 171,829 marks. Bebel a ajouté avec humour, au milieu de l'hilarité générale, que le parti socialiste, devenu capitaliste, cherchait de bons placemens à l'étranger par crainte de confiscation. Durant la période écoulée, les frais ont été considérables : le parti subventionnait pendant plus de dix ans les expulsés et les condamnés en vertu de la loi contre les socialistes, il payait les frais des procès intentés, les frais électoraux, les indemnités pour les congrès, enfin l'entretien des députés, qui, en Allemagne, ne touchent pas de traitement.

L'assemblée de Halle avait pour mission principale de réorganiser le parti. On avait éprouvé les excellens effets d'une forte centralisation, qui étouffait en germe les discussions et les querelles, on persévéra dans cette voie. Comme, dans la plus grande partie de l'Allemagne, les associations politiques, *Vereine*, ne peuvent se lier les unes aux autres, c'est par des *hommes de confiance*, nommés de diverses manières dans chacune des circonscriptions formées en vue de l'élection du Reichstag, que ces associations se mettent en rapport avec le comité directeur. Le congrès nomme une direction de douze membres, deux présidens, qui sont actuellement le député Singer et le serrurier Albin Gerisch, deux secrétaires, sept contrôleurs, et un caissier, Bebel. Les membres du comité directeur peuvent être rétribués, mais leur indemnité, disait Singer, n'a pas le caractère d'un traitement bourgeois. (Mais à quel signe reconnaître un traitement bourgeois ?) Le comité directeur convoque le congrès, dispose des finances et rend compte de la gestion, et enfin surveille l'attitude des journaux du parti. Liebknecht n'est que membre consultatif du parti. Mais en sa qualité de rédacteur en chef du journal officiel de la démocratie socialiste, c'est à lui qu'incombe la tâche délicate de parler au nom de tous, d'exprimer et de redresser l'esprit et la doctrine.

Ce journal officiel, intitulé par euphémisme l'organe central, est aujourd'hui le *Vorwaerts, en avant!* Il importe que la direction du parti exerce son contrôle sur la presse, au point de vue de la tactique et des principes, afin que sous le pavillon de la démocratie socialiste on ne répande pas des idées anarchistes. C'est le motif que l'on a donné à ceux qui ont protesté énergiquement contre cette manière de censure imposée à la presse, et contre la concurrence d'un journal privilégié. Le comité s'efforce en outre de faire de tous les journaux la propriété du parti, afin de leur donner une unité de direction, et d'empêcher qu'on n'en use dans un intérêt privé :

tirer des bénéfices particuliers de la cause socialiste, se livrer à un socialisme lucratif, à un socialisme d'affaires, est sévèrement dénoncé. La presse tendrait ainsi à devenir une sorte d'institution d'État socialiste, selon les principes. Elle compte actuellement plus de cent journaux, en y comprenant les organes des unions de métiers. Elle possède une revue scientifique, avec des rédacteurs de tous les pays, la *Neue Zeit* (*Nouveau Temps*), un journal illustré, un journal amusant. Le nombre des abonnés s'élève à 600,000. Les feuilles de Berlin, déjà lues, sont réunies par quartier, et régulièrement expédiées dans les provinces.

Avant de discuter la politique future, les députés ont rendu compte de leur mandat législatif et expliqué leurs votes au Reichstag. Ils ont protesté contre le militarisme « qui ronge la moelle du pays, » tout en se rendant compte, ainsi que l'exprimait Bebel, « que le désarmement est une utopie dans la société bourgeoise qui ne connaît aucune fraternité, et qui a besoin de places d'officiers pour ses fils. » Nous avons suffisamment indiqué leur attitude à l'égard du protectionnisme et du socialisme d'Etat, qu'ils n'écartent pas en principe, mais qu'ils jugent insuffisant. Ils demandent une extension de la loi d'assurances contre les accidens, une augmentation de traitement pour les employés inférieurs. Ils font opposition à la nouvelle loi sur le contrat de louage des ouvriers d'industrie, qui restreint le droit de coalition et, pour prévenir les grèves, punit la rupture du contrat lorsqu'il n'a pas été préalablement dénoncé dans un certain délai. C'est, au contraire, disent-ils, le patron qu'on devrait punir s'il ose restreindre le droit de coalition. Les chefs du parti ont, d'ailleurs, toujours considéré les grèves comme des armes à deux tranchans, et récemment encore, dans une réunion publique, Bebel recommandait sur ce sujet la modération et la prudence. Ils réprouvent la politique coloniale : sous le prétexte de réduire l'esclavage, c'est, disent-ils, une pure affaire de spéculation qui envoie des Allemands périr sous des climats tropicaux. Ils demandent un changement de constitution pour que le parlement puisse, comme en Angleterre, se livrer à des enquêtes. La grande majorité du parti est d'accord sur la nécessité de continuer à prendre une part active à la vie parlementaire : c'est au zèle des députés qu'on est redevable du peu de réforme sociale qu'ont accordée les classes dirigeantes.

Sur ce dernier point, le congrès était appelé à décider entre les *anciens* et les *jeunes :* à une écrasante majorité, il a donné raison aux partisans du parlementarisme contre ceux qui prônent le socialisme intransigeant, insurrectionnel. Liebknecht n'a pas eu de peine à faire comprendre que les adversaires de la démocratie sociale ne souhaitent rien tant qu'un conflit qui transforme la ques-

tion socialiste en question militaire, à trancher par le sabre et la baïonnette. « Nous sommes 20 pour 100, nos adversaires sont 80 pour 100 ; ils nous écraseront, ils nous enverront en prison, ou plutôt dans des maisons de fous. » Une grande révolution est impossible, et les petites ne servent à rien. Les tumultes de la rue, qui en France ont renversé des trônes, n'ont jamais produit en Allemagne que de piètres résultats. L'Allemand flegmatique, raisonneur, frondeur, se laisse difficilement entraîner à l'action. Et c'est pour une issue aussi certaine qu'on irait risquer le fruit de tant d'efforts, de sacrifices et de souffrances ! Non-seulement ils réprouvent la violence dans les actes, mais ils la trouvent inutile et dangereuse dans les paroles. Singer demande qu'on s'abstienne même des discours révolutionnaires. Malgré la fin de la loi contre les socialistes, la police a encore des pouvoirs très étendus, et les gouvernemens n'ont pas désarmé. Liebknecht ne veut pas non plus que la tribune du Reichstag serve de déclaration de guerre aux classes dominantes, et rien n'est plus instructif, ne marque mieux l'évolution de la politique du parti, que de rapprocher ces conseils de prudence, des discours violens qu'il tenait en 1869 et en 1874, lorsqu'il présentait le Reichstag comme « un ramassis de *Junkers*, d'apostats, de nullités serviles, » le socialisme comme « une question de force » et la tribune du Reichstag comme utile seulement pour donner le signal de l'envahissement au peuple assemblé à ses portes. « Quiconque, dit-il aujourd'hui, rejette la participation au parlementarisme, passe du côté de la tactique anarchiste, criminelle et insensée. »

Le parlementarisme n'est pas le but, mais le moyen pour atteindre le but. Il s'agit de donner au socialisme la seule force irrésistible, la force de l'opinion, sans laquelle même une victoire serait sans lendemain. Cette politique de prudence calculée leur est indispensable, tout d'abord, parce que la politique contraire leur aliénerait un nombre considérable de leurs partisans, cette masse flottante, qui, sans être composée d'adeptes convaincus de la démocratie sociale, vote pour les candidats socialistes comme les meilleurs défenseurs de ses intérêts, et que la nouvelle politique impériale s'efforce de détacher du parti. On ne les gagnera définitivement que par la modération. Maintenant qu'on est en voie de s'emparer des grandes villes, il s'agit de conquérir les campagnes, le prolétariat agricole, les petits propriétaires ; sinon la lutte serait désespérée. On peut faire des révolutions sans les paysans, mais elles ne durent que par eux. La difficulté est ici considérable : la nationalisation du sol figure comme article fondamental du pacte socialiste. « Or, les paysans, dit Liebknecht, tiennent étroitement à leur propriété, bien qu'elle ne soit que nominale, imaginaire, parce qu'elle est en-

dettée; un décret d'expropriation les exciterait à la plus violente résistance, peut-être à une rébellion ouverte; » il faut donc procéder ici avec les plus grandes précautions : « on les effraie, si on leur dit qu'il n'y a ni Dieu, ni mariage, ni propriété privée. » Il faut les éclairer sur leurs intérêts réels, et leur montrer le manque d'espérance de leur situation. » Liebknecht compte sur le formidable envahissement de l'hypothèque qui dévore la petite propriété, pour pousser un jour les paysans à grossir démesurément l'armée des prolétaires.

Organiser la propagande dans les campagnes est, à l'heure actuelle, le premier souci des hommes qui dirigent le parti. On a décidé, au congrès de Halle, la fondation d'un journal spécialement destiné aux paysans. Ni le langage, ni les procédés de la ville ne sont de mise aux champs. Les réunions publiques n'exercent d'action que sur les ouvriers des faubourgs : ce qui convient aux cultivateurs ruraux, ce sont des conversations d'homme à homme, et par des gens qui aient l'habitude de leur parler. Des associations conservatrices de paysans se sont fondées en Hesse, en Westphalie, contre la propagande socialiste. Mais elle commence à pénétrer dans d'autres contrées, en Saxe surtout, où les agitateurs expulsés des villes ont préparé le terrain. Le vote des campagnes acquis aux socialistes, ce serait la majorité au Reichstag, la législation entre leurs mains, l'armée (1) favorable à leur cause, une puissance contre laquelle nul ne pourrait résister.

Miner sourdement, au lieu de chercher à renverser violemment, telle est donc leur méthode; conquérir l'opinion, cette reine du monde qui rend les révolutions invincibles, tel est le but reculé vers lequel ils marchent pas à pas. Pour gagner du terrain, point de radicalisme superficiel, mais une bonne tactique, prudente, adroite, modérée, insinuante. « S'écarter de la tactique indiquée par le comité directeur, dit Bebel, est plus grave que de s'éloigner du programme. »

Quant au programme même, l'important est de critiquer l'ordre actuel; c'est un champ assez vaste à exploiter. Sur l'essence du socialisme, Bebel recommande « de ne pas trop jaser, crainte d'étonner le Philistin. » Au risque, cependant, d'inquiéter « le Philistin, » nous nous efforcerons, dans une prochaine étude, de soulever un coin du voile que l'on laisse aujourd'hui flotter sur l'esprit et la doctrine de la démocratie sociale.

J. BOURDEAU.

(1) Les socialistes se flattent de posséder des partisans dans l'armée, parmi les jeunes soldats, malgré l'extrême rigueur de la surveillance. — Les *Krieger-Vereine*, associations d'anciens soldats, ont exclu ceux de leurs camarades reconnus comme socialistes avérés.

L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE

SOUS

LE PREMIER EMPIRE

D'APRÈS UNE PUBLICATION RÉCENTE

Joseph de Maistre écrivait à son roi le 31 janvier 1806 qu'aussitôt après la bataille d'Austerlitz, Napoléon, très désireux de s'aboucher avec l'empereur Alexandre, lui avait dépêché son aide-de-camp Savary pour lui demander une entrevue, mais que le tsar avait décliné cette invitation et chargé le prince Dolgorouki de dire au vainqueur qu'il ne comprenait point quel pourrait être l'objet de la conférence proposée. « C'est la paix, répondit Napoléon ; je ne conçois pas pourquoi votre maître refuse de s'entendre avec moi, je ne demande qu'à le voir et à lui présenter une feuille blanche signée : Napoléon, sur laquelle il écrira lui-même les conditions de la paix. » Joseph de Maistre ajoutait : « Quelques personnes ont vu dans ces démarches de Bonaparte un piège tendu à l'empereur Alexandre pour se donner au moins le plaisir de faire écrire dans les gazettes françaises que l'empereur de Russie s'était rendu chez celui des Français... Je crois bien que son intention était de tirer parti de l'entrevue, si elle avait été accordée ; rien de plus naturel ; mais je crois aussi qu'il eût été moins difficile qu'on ne le croit sur les conditions qu'on aurait pu proposer, et que surtout il n'aurait fait aucune difficulté sur le *puntiglio*. Je ne doute pas un moment qu'il ne se fût rendu lui-même chez l'empereur de Russie ou qu'il n'eût fait volontiers la moitié du chemin... Mais enfin l'empereur n'a pas voulu de cette conversation. Il est, au reste, le prince le plus fait pour adresser la parole à l'heureux usurpateur. Il

n'y a entre eux aucune aigreur de caractère, de circonstance ou de nation. »

Après avoir triomphé d'une coalition, la méthode de Napoléon était de négocier séparément avec chacun de ses adversaires; c'était le meilleur moyen de les désunir. Il n'avait pu faire après Austerlitz une de *ces paix sur le tambour* qu'il aimait à arracher à la lassitude ou à l'étonnement de ses ennemis. Il sera plus heureux dix-huit mois plus tard, après Friedland. Cette fois, Alexandre ne rejettera plus ses invitations. On se verra à Tilsit; le vainqueur et le vaincu se plairont l'un à l'autre, se séduiront mutuellement, et l'empereur Alexandre pourra dire : « Je n'ai jamais eu plus de préventions contre quelqu'un que je n'en avais contre *lui;* mais après trois quarts d'heure de conversation, elles ont toutes disparu comme un songe. » Et il dira aussi : « Que ne l'ai-je vu plus tôt! Le voile est déchiré et le temps de l'erreur est passé. » On avait conclu non-seulement un traité de paix, mais un traité d'alliance, et l'Europe put croire quelque temps que l'accord durable de ces deux astres entrés subitement en conjonction allait régler désormais ses destinées.

M. Albert Vandal a entrepris de raconter l'histoire de cette alliance trop passagère, qui devait aboutir à une désastreuse rupture, et son premier volume nous mène de Tilsit à Erfurt (1). Il n'a rien négligé pour renouveler son sujet. Non-seulement il a étudié et dépouillé soigneusement les documens conservés aux Archives nationales, dans le fonds de la secrétairerie d'état; il s'est rendu à Saint-Pétersbourg, où il a pu consulter et les rapports des ambassadeurs de Russie à leur cour et une partie de la correspondance échangée directement entre l'empereur Alexandre et ses ministres ou représentans. D'autre part, une précieuse bienveillance l'a mis à même « de connaître un certain nombre d'écrits laissés par un des hommes qui ont été le mieux initiés au secret des deux empereurs et chez lequel un inébranlable dévoûment n'a jamais fait tort à une impartiale sagacité. » A l'étude consciencieuse des documens, à l'esprit de recherche et de scrupule, M. Vandal joint le don des récits vivans, l'art de ressusciter les morts, et c'est une qualité fort nécessaire quand on s'occupe d'un homme de qui la vie fut un bouillonnement, une ardeur éternelle, et qui a su faire de son histoire la plus merveilleuse des épopées.

M. Vandal admire beaucoup Napoléon, et on ne peut trop l'admirer. En expliquant ses fautes, la plupart des historiens ne tiennent pas assez compte de la fatalité des circonstances; ils imputent tous ses malheurs à son caractère, à l'intempérance de son ambition. M. Vandal

(1) *Napoléon et Alexandre Ier : l'Alliance russe sous le premier empire.* — I. *De Tilsit à Erfurt,* par Albert Vandal. Paris, 1891; Plon.

fait tout le contraire, et peut-être, à son tour, abonde-t-il trop dans son sens; il explique tout par la nécessité des situations, par l'impossibilité où se trouvait Napoléon de conclure un arrangement sérieux avec l'Angleterre, d'assurer ainsi la paix du monde et la grandeur française. Croirons-nous qu'il eût si fort à cœur la paix du monde? Qu'en eût-il fait? Par son prodigieux génie, qui n'était pas encore brouillé avec son admirable bon sens, il avait arraché la France aux partis qui se la disputaient, il l'avait refaite, et elle vit en lui son sauveur. Mais elle ne tarda pas à comprendre que s'il lui donnait l'ordre, la gloire, la prospérité, tous les biens qu'elle pouvait souhaiter, il en était un pourtant qu'il ne lui donnerait jamais, et ce bien qu'elle commençait à désirer par-dessus tous les autres, c'était le repos. Dès 1808, comme le remarque M. Vandal lui-même, les ressorts, tendus à l'excès, se relâchent, les intérêts s'inquiètent, les dévoûmens se fatiguent; la France, haletante, se plaint tout bas qu'on la surmène. Lui seul reste infatigable, inexorable, et s'efforce de ranimer dans ses peuples l'ardeur qu'il sent défaillir. Il ne connaissait pas la fatigue, et ce fut son plus grand malheur. Ce qui l'a perdu, c'est l'esprit d'entreprise et la lassitude de l'Europe et de la France : l'amour du repos, trop longtemps contrarié, devient une passion vengeresse, une fureur. Cet incomparable remueur de nouveautés, qui forçait la nature et les hommes, qui voulait accomplir en un jour l'œuvre des siècles, qui ne comptait ni avec le temps, ni avec l'espace, avait accablé le monde de son génie. Le cheval surchargé désarçonna son cavalier.

A sa façon, l'empereur Alexandre, lui aussi, avait le goût des nouveautés et des entreprises, et c'est pourquoi il lui fut si facile de s'entendre avec le vainqueur de Friedland dans cette entrevue de Tilsit, dont M. Vandal a raconté les phases diverses avec autant de précision et de vivacité que s'il en avait été le témoin oculaire. « Lorsque l'empereur Napoléon, arrivé le premier au radeau, reçut le tsar Alexandre, il se trouva en présence d'un monarque de trente ans, d'une figure avenante et remarquablement agréable, d'élégantes manières, chez lequel l'habitude de l'uniforme corrigeait ce que pouvait avoir d'excessif la souplesse et la flexibilité slave. Alexandre était charmant dans la tenue sobre et un peu grave des gardes Préobrajenski, habit noir à paremens rouges, agrémenté d'or, avec la culotte blanche, l'écharpe, le grand chapeau à trois cornes, surmonté de plumes blanches et noires. Il vint gracieusement à Napoléon, et d'un élan spontané, les deux empereurs s'embrassèrent. » Deux souverains aussi imaginatifs l'un que l'autre s'étaient rencontrés sur le Niémen, et, dans leurs longs entretiens, ils se donnèrent le plaisir de refaire le monde à leur fantaisie. Mais ces deux imaginations, qui s'amusaient à rêver ensemble, différaient beaucoup de tempérament. L'une avait la clarté chaude d'un de ces paysages du

midi où tout se dessine, où les plans se détachent, où aucun détail n'est perdu ni noyé, où la brume elle-même est transparente et ne sert qu'à embellir les horizons lointains.

Comme le dit fort bien M. Vandal, « alors même qu'il se laissait attirer par d'invraisemblables projets, Napoléon était loin d'en méconnaître le caractère aventureux, romanesque, de s'abuser sur leurs probabilités de succès. Seulement, comme la force et la passion calculatrices, par un phénomène peut-être unique, égalaient en lui la puissance imaginative, dès que l'un de ces desseins fixait son attention, il aimait à se le représenter sous une forme précise, concrète, avec des contours arrêtés, des lignes bien définies, et ses rêves mêmes prenaient une forme mathématique. » Caressait-il un instant le projet de conduire une armée aux Indes, il s'occupait aussitôt de savoir combien d'hommes il emmènerait et par quels chemins il les ferait passer. Il a plus d'une fois tenté l'impossible ; il a toujours été admirable dans l'invention et l'emploi des moyens. Ses chimères avaient la précision d'un théorème de géométrie, et quand il s'aventurait dans le pays des songes, il en dressait la carte, et cette carte était si nette que son regard y pouvait suivre sans effort le cours des fleuves, de leur source à leur embouchure.

Tout autre était le tsar Alexandre. Il se plaisait dans le vague, dans l'indéfini, dans la brume ; comme les steppes de la Russie, ses désirs étaient des immensités sans détails. Il eût craint, en analysant ses rêves, d'y découvrir des contradictions qui l'auraient chagriné. Joseph de Maistre s'étonnait qu'un empereur qui, en sortant de table, s'excusait, au chambellan qui l'avait servi, de la peine qu'il lui avait donnée, un souverain trop doux et trop bon pour voir sans chagrin pleurer un enfant, « pût être réellement l'ami d'un homme capable, si sa passion le lui demandait, d'exterminer un peuple entier comme un homme et un homme comme une mouche. » Si Joseph de Maistre avait, comme on l'a dit, la clairvoyance de la haine, il en avait aussi les aveuglemens volontaires. La vérité est qu'images et sentimens, Napoléon subordonnait tout à ses calculs, et qu'Alexandre éprouvait le besoin de mêler toujours un peu de sensibilité à la discussion de ses intérêts. Il aspirait à faire le bonheur de la Russie, de l'Europe et du genre humain ; mais il aspirait aussi à prendre un jour Constantinople, et il tâchait de se persuader qu'il y avait du désintéressement et de la philanthropie dans son ambition. Les rêves vagues concilient tout, on y voit ce qu'on veut. Grâce à sa première éducation, qui l'avait affranchi de beaucoup de préjugés, Alexandre se distinguait de tous les souverains légitimes de son temps par la générosité de son esprit. Mais cet idéaliste changera plus d'une fois d'idéal. Passionné et mobile, vif dans ses retours comme dans ses égaremens et se laissant aller à son

inconstance naturelle, il faudra que la fortune ou la destinée se charge de le fixer.

Dans les conférences de Tilsit, deux souverains imaginatifs s'étaient pris en goût; mais, quelque sympathie qu'ils ressentissent l'un pour l'autre, ils n'étaient pas hommes à s'y livrer sans réserve; ils ne s'étaient donnés qu'à moitié. La dissimulation slave et la ruse corse s'étaient mesurées des yeux et avaient joué au plus fin. Alexandre, le séduisant, pensait avoir conquis à jamais le cœur de Napoléon par ses caresses, par ses ingénieuses et exquises flatteries. « Faites comme moi, disait-il à la cour de Prusse; prenez-le par la vanité. » Mais Napoléon ne sacrifiait pas ses intérêts à ses plaisirs; il avait « la passion de l'utile. » Dans ses plus grands abandons, il avait conservé la pleine possession de lui-même, il n'avait eu garde de s'engager; il avait permis au tsar de tout espérer, il n'avait rien promis, et plus tard, quand on lui reprochera de ne plus chanter « sur l'air de Tilsit, » il pourra répondre qu'il ne connaît que les airs notés.

Il en avait usé de même avec l'infortunée reine Louise. Elle s'était flattée de lui arracher des concessions en déployant tous les artifices de sa coquetterie mystique, que le malheur rendait plus touchante. Il l'avait trouvée infiniment gracieuse et distinguée, et aussi charmante que spirituelle. Mais il n'avait pas oublié un instant que cette adorable quémandeuse nourrissait une haine mortelle contre « le brigand couronné, contre le césar d'aventure, » et qu'elle l'avait soufflée au cœur de la Prusse. Elle lui demandait Magdebourg, il lui offrit une rose. Elle se plaignit d'avoir été victime d'un manque de foi, mais il lui fut impossible de rappeler une seule parole de l'empereur qui fût une promesse. « Son erreur, dit M. Vandal, commune à plusieurs de ses émules en grâce et en beauté, avait été de croire que de passagers hommages rendus à ses charmes emportaient soumission à son empire, et brusquement détrompée, elle se crut trahie. »

Selon toute apparence, Napoléon ne se flattait point de tenir à jamais le tsar. S'il s'est trop fié à sa fortune, il s'est toujours défié des hommes. Il sentait instinctivement qu'entre les souverains de l'Europe et lui, il y avait une incompatibilité de nature et de destin, qu'il était pour eux la révolution couronnée, qu'ils ne se rapprochaient de lui que pour un temps et par nécessité. Dans l'ami d'un jour il voyait l'ennemi du lendemain, et il s'occupait de se prémunir contre les retours offensifs d'une inextinguible jalousie. Il était insatiable, d'abord parce qu'il était Napoléon et ensuite parce qu'il n'était sûr de rien. S'il s'était fait des illusions sur les sentimens d'Alexandre, l'ambassadeur que choisit le tsar pour l'accréditer à Paris les aurait bientôt dissipées. Le comte Tolstoï était l'homme le moins propre à cimenter l'alliance. Ce diplomate taciturne, maussade, soupçonneux, était sans

cesse sur le qui-vive, flairait partout des pièges, et semblait croire que le seul objet de sa mission fût d'obtenir la prompte évacuation du territoire prussien par les armées françaises. « Pourquoi, lui dit un jour Napoléon, s'intéresser tant au roi de Prusse, allié incommode et peu sûr? Il vous jouera encore de mauvais tours. D'ailleurs, le général Tolstoï est assez au courant des choses du métier pour savoir qu'on ne déplace pas une armée comme on prend une prise de tabac. »

Pendant les quatorze mois qui vont s'écouler entre les conférences de Tilsit et l'entrevue d'Erfurt, l'empereur Alexandre passera par d'incessantes vicissitudes d'espérance et d'engouement, de refroidissement et de doute. Il avait contracté avec Napoléon une alliance toute personnelle, désapprouvée par ses sujets, contraire à leurs intérêts. Il s'était engagé à rompre avec l'Angleterre, et la Russie vivait du commerce anglais, qui peuplait la Néva de voiles et de chalands, animait ses ports et ses quais; sur 1,200 bâtimens qui entraient chaque année dans le grand fleuve, plus de 600 portaient le pavillon britannique. Comme l'écrivait Savary, aussi bien que les marchands, les nobles eux-mêmes étaient tributaires de la Grande-Bretagne. Elle leur achetait leur bois et elle était aussi leur pourvoyeur attitré. Elle leur fournissait le drap de leurs vêtemens, leurs meubles, leur vaisselle et jusqu'à leur papier et à leur encre. D'ailleurs, l'aristocratie de Saint-Pétersbourg s'indignait que le tsar, désertant la cause de ses pairs, eût attelé sa fortune à celle d'un usurpateur sur qui était le sang du duc d'Enghien; tous les salons protestaient contre ce commerce adultère : — « L'empereur et son ministre, le comte de Romanzof, écrivait encore Savary, sont les seuls vrais amis de la France en Russie; c'est une vérité qu'il serait dangereux de taire. La nation serait toute prête à reprendre les armes et à faire de nouveaux sacrifices pour une guerre contre nous. »

Alexandre aurait bientôt fermé la bouche aux mécontens si l'alliance qu'ils condamnaient avait rapporté à la Russie quelque éclatant profit. On lui avait permis de prendre et de garder la Finlande, mais quand il exprimait le désir de garder aussi les principautés danubiennes, Napoléon lui faisait ses conditions et parlait de confisquer la Silésie pour l'annexer au duché de Varsovie, grand sujet d'inquiétude et d'ombrages, et le tsar se demandait si son redoutable ami ne caressait pas le secret dessein de ressusciter quelque jour à ses dépens un royaume de Pologne.

Notre ambassadeur en Russie, Caulaincourt, constata plus d'une fois qu'Alexandre avait l'air chagrin, l'œil morne et le front rembruni. Plus d'une fois aussi il lui échappa de se plaindre et de dire qu'il avait rempli en conscience tous ses engagemens, qu'on était en reste avec lui. Mais, le 25 février 1808, il reçut une lettre de Napoléon, qui lui

proposait le partage de la Turquie et lui faisait espérer Constantinople, à la seule charge de faire avec lui une promenade militaire sur les bords de l'Euphrate : — « Au 1er mai, nos troupes peuvent être en Asie, et, à la même époque, les troupes de Votre Majesté à Stockholm. Alors les Anglais, menacés dans les Indes, chassés du Levant, seront écrasés sous le poids des événemens dont l'atmosphère sera chargée. Votre Majesté et moi aurions préféré la douceur de la paix et de passer notre vie au milieu de nos vastes empires, occupés de les vivifier et de les rendre heureux par les arts et les bienfaits de l'administration : les ennemis du monde ne le veulent pas. Il faut être plus grands malgré nous. Il est de la sagesse et de la politique de faire ce que le destin ordonne et d'aller où la marche irrésistible des événemens nous conduit... Les peuples russes seront contens de la gloire, des richesses et de la fortune qui seront le résultat de ces grands événemens. » — En lisant cette lettre étonnante, le tsar eut un transport de joie. Il s'écria à plusieurs reprises : — « Voilà de grandes choses! voilà le style de Tilsit! » — Et il dit à Caulaincourt : — « L'empereur peut compter sur moi, car je n'ai pas changé de ton. » — Mais le lendemain déjà, son enthousiasme s'était refroidi, la défiance était revenue. On lui offrait Constantinople; n'était-ce pas une façon de l'amuser et le meilleur moyen de s'éterniser en Silésie sans qu'il fût en situation de demander pourquoi? Caulaincourt lui représenta que, si les Français étaient encore en Prusse, les Russes étaient encore dans les principautés, et il ajouta : — « L'empereur Alexandre demande à Votre Majesté de ne pas le presser plus qu'il ne la presse. »

M. Vandal incline à penser que la lettre de Napoléon n'était pas simplement destinée à leurrer la Russie, qu'il songeait sérieusement au partage de l'empire ottoman. Si nous nous en rapportions aux fragmens déjà publiés des *Mémoires de Talleyrand*, nous devrions croire, tout au contraire, que depuis Tilsit, Napoléon n'avait fait, avec le tsar, que de la politique dilatoire. « Appréciant la force de sa position après le traité de Tilsit, écrivait le prince, Napoléon voulait qu'il n'y eût en Europe aucun prétexte de mouvement jusqu'à ce que ses desseins sur l'Espagne fussent accomplis. Jusque-là, les projets de guerre dans l'Inde, les projets de partage de l'empire ottoman, semblent des fantômes produits sur la scène pour occuper l'attention de la Russie. » Il raconte aussi que, peu de jours avant de partir pour Erfurt, l'empereur, qui l'avait chargé de préparer un projet de convention et lui avait fait lire à cet effet toute la correspondance de Russie, lui dit : « Eh bien! comment trouvez-vous que j'ai manœuvré avec l'empereur Alexandre? » — « Et alors il repassa, en s'y délectant, tout ce qu'il avait dit et écrit depuis un an. » En écrivant ce chapitre de ses *Mé-*

moires, Talleyrand oubliait que, le 16 janvier 1808, lui-même avait dit confidentiellement à M. de Metternich, par qui nous l'avons appris : « L'empereur nourrit deux projets : l'un est fondé sur des bases réelles, l'autre est du roman. Le premier est le partage de la Turquie, le second celui d'une expédition aux Indes orientales. Vous savez que de nouveaux bouleversemens n'entrent point dans mes plans ; mais rien ne peut influer, sous ce rapport, sur les déterminations de l'empereur, dont vous connaissez le caractère. »

Si les historiens ont beaucoup de peine à démêler avec quelque certitude la vérité des faits, il leur est plus difficile encore de fouiller dans les consciences, de scruter les intentions, de surprendre le secret des âmes. Ce qu'il y a de plus commun dans la politique, comme dans la vie, c'est la demi-sincérité. Les projets changent avec les conjonctures, et les conjonctures changent d'un jour à l'autre ; ce qu'on voulait hier, on ne le veut plus aujourd'hui. Les esprits les plus puissans, les plus fermes, sont à la merci du vent qui souffle, et le vent souffle où il veut. Napoléon, qui avait plus que personne l'esprit de combinaison, a dû se dire plus d'une fois que, pour en finir avec l'Angleterre, c'était aux Indes qu'il fallait la frapper, et que, si les Russes l'aidaient à porter ce coup décisif, il aurait tort de leur marchander leur salaire. Dans les luttes entre un empire continental et une puissance maritime, ou, pour employer l'expression d'un homme d'état contemporain, dans les guerres d'éléphant à baleine, de quel expédient ne s'avise-t-on pas pour atteindre un insaisissable ennemi ? Mais après avoir rêvé, on se ravise, et on découvre que Constantinople est un bien gros morceau ; que donner la Corne d'or à un allié douteux, avec lequel il faudra peut-être en découdre demain, serait un marché de dupe.

Jamais diplomate n'eut une mission plus difficile, plus délicate à remplir, que notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Il devait entretenir Alexandre dans ses bons sentimens, le rassurer contre ses inquiétudes, le guérir de ses soupçons, calmer ses agitations, dissiper ses nuages, le convaincre qu'on ne songeait point à ressusciter les morts, à reconstruire une Pologne avec les débris de la Prusse, et tour à tour le contenir et le ramener, réchauffer son zèle sans lui faire aucune promesse qui ressemblât à un engagement. Caulaincourt s'appliquait de son mieux à ne rien gâter et à ne rien compromettre. Un jour qu'il s'était trop avancé, son maître fronça le sourcil, et il s'attira ce mot terrible : « N'oubliez pas que vous êtes Français. » — « Dans six mois, écrivait-il le 2 avril 1808, l'ambassade sera un canonicat, s'il n'est plus question de la Silésie et que l'on s'entende sur le partage de l'empire ottoman. » Il avait écrit, quelques jours auparavant : « Que Votre Majesté réunisse l'Italie à la France, peut-être même l'Espagne,

qu'elle change les dynasties, fonde des royaumes, qu'elle exige la coopération de la flotte de la Mer-Noire et d'une armée de terre pour conquérir l'Egypte, qu'elle demande les garanties qu'elle voudra, en un mot, que le monde change de place, si la Russie obtient Constantinople et les Dardanelles, on pourra, je crois, lui faire tout envisager sans inquiétude. » Napoléon n'en doutait pas, mais il trouvait que décidément on lui en demandait trop; et, s'il avait consenti jamais à donner Constantinople, on peut être certain qu'il aurait gardé pour lui les Dardanelles.

On allait se revoir le 27 septembre à Erfurt. Il courait à Saint-Pétersbourg des bruits aussi étranges que sinistres : on prétendait que Napoléon attirait Alexandre dans un piège, qu'il le ferait conduire et interner en France comme les Bourbons d'Espagne. En faisant ses adieux à son fils, l'impératrice mère pleura et dit au grand-maréchal Tolstoï : « Vous répondrez de ce voyage devant l'empereur et devant la Russie. » Le tsar souriait de ces alarmes puériles; il avait d'excellentes raisons de compter qu'il serait chaleureusement accueilli et que ni sa vie ni sa liberté n'étaient en péril. Son redoutable ami lui fera fête, lui prodiguera les cajoleries, les embrassades, les attentions flatteuses, et le 4 octobre, quand on donnera l'*Œdipe* de Voltaire, et que Philoctète d'Eubée prononcera ces vers :

A ses divins travaux j'osai m'associer;
Je marchai près de lui, ceint du même laurier.
C'est alors, en effet, que mon âme éclairée
Contre les passions se sentit assurée.
L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux...

Alexandre, aux acclamations de l'assistance, prendra et serrera la main de Napoléon comme pour dire : C'est de nous qu'il s'agit!

Situations et sentimens, les deux alliés, semble-t-il, se retrouvent tels qu'ils s'étaient quittés à Tilsit; dans le fait, tout est changé. A Tilsit, un vainqueur s'était donné le plaisir d'étonner un vaincu par sa générosité. Mais ce vainqueur a vu depuis pâlir son étoile. Il s'est engagé dans une funeste aventure. Il a cru que l'Espagne serait souple, qu'il la réduirait à son gré, qu'il lui ferait facilement accepter la déchéance de ses rois, et déjà tout lui fait pressentir que la résistance sera terrible, peut-être indomptable. Il a appris la capitulation de Baylen : un de ses lieutenans a dû se rendre à merci, livrer ses hommes, ses fusils, ses canons, ses aigles. En recevant cette désastreuse nouvelle, l'invincible capitaine a mis la main sur son uniforme, en disant : « J'ai une tache là! » A l'humiliation s'ajoute l'inquiétude. Les informations qu'on lui envoie d'Autriche sont peu rassurantes; il a sujet de craindre que cette puissance, si prompte à se relever de ses défaites, ne

se prépare à profiter des embarras qu'il s'est créés au-delà des Pyrénées pour nouer une cinquième coalition, et il exige que la Russie l'aide à intimider, à tenir en respect le cabinet de Vienne.

Mais en vain presse-t-il son grand ami de faire entendre à l'Autriche un langage comminatoire, le tsar, dont il a besoin, prend ses avantages, et insensible aux reproches comme aux prévenances, multiplie les objections et les défaites, se dérobe ou refuse. Un jour, la discussion s'échauffa. Dans un emportement de dépit, Napoléon jeta son chapeau à terre et le piétina. Alexandre le regarda en souriant; puis d'un ton calme : « Vous êtes violent, dit-il, je suis entêté; avec moi, la colère ne gagne rien. Causons, raisonnons, ou je pars. » Napoléon s'apaisa, consentit à raisonner; mais l'affaire n'avança point. Il se plaignit plus d'une fois à Caulaincourt « que, têtu comme une mule, le tsar faisait le sourd, » qu'on lui avait changé son Alexandre, qu'il ne reconnaissait plus l'homme de Tilsit, et Caulaincourt lui ayant représenté avec une courageuse franchise que chacun se croyait menacé, que la Russie commençait à partager les appréhensions générales : « Quel projet me prête-t-on? — Celui de dominer seul. » Sa réponse fut étonnante : « On me croit donc de l'ambition? dit-il avec un sourire... Ce sont sans doute ces affaires d'Espagne, reprit-il... Ai-je eu tort? C'est ce que le temps prouvera; agir autrement, c'eût été relever les Pyrénées; la France, l'histoire, me l'eussent reproché. Au reste, la Russie est mal fondée à me faire un crime d'avoir disposé d'un peuple; n'a-t-elle pas, dans son histoire, le partage de la Pologne? » Et il s'écria : « Cela m'occupe loin d'eux; voilà ce qu'il leur faut, et ils en sont enchantés. » Mais ce n'étaient pas seulement « ces diablesses d'affaires d'Espagne » qui avaient changé Alexandre; il avait rencontré à Erfurt un homme qui, possédant au plus haut degré l'art de manier les esprits et le don de l'insinuation, s'était chargé de lui prêcher la défiance, et cet homme était un Français.

En 1808, Erfurt offrit au monde plus d'un spectacle étrange. On y vit toute l'Allemagne féodale se prosterner, heureuse de sa servitude, aux pieds du nouveau césar, dont elle mendiait humblement les faveurs et les sourires. Les rois de la confédération du Rhin avaient sollicité et obtenu l'autorisation de venir lui rendre leurs hommages, tous les principicules étaient accourus à leur suite. Comme le dit M. Vandal, il en arrivait de partout, et confondus avec les colonels polonais et les comtesses allemandes, ils figuraient pêle-mêle sur la liste des étrangers recherchant la grâce d'être admis auprès de sa majesté. Quelle joie si un regard du maître venait à tomber sur eux! Chacun avait une requête, une supplique à présenter. Celui-ci voulait une ville, celui-là une somme ou un titre. Le duc d'Oldenbourg espérait s'arrondir aux dépens de la Hollande. Le duc de Weimar demandait Erfurt, le duc

de Cobourg convoitait Baireuth et Culmbach. Le duc de Mecklembourg-Schwerin réclamait le titre de grand-duc. Le prince de La Tour-et-Taxis sollicitait une indemnité, le duc Alexandre de Wurtemberg une abbaye. Perdus dans la foule des visiteurs, ces princes tâchaient de s'en distinguer par le luxe de leurs équipages et de leurs livrées; mais se trouvaient-ils en présence de quelque Français touchant de près ou de loin à l'état-major impérial, ils s'effaçaient tous respectueusement.

La plupart n'osèrent pas même présenter leurs requêtes, tant la crainte leur glaçait le cœur et la langue. « Ma place de grand-chambellan me faisant voir de plus près les hommages forcés, simulés ou même sincères qui étaient rendus à Napoléon, écrira Talleyrand dans ses *Mémoires*, leur donnait à mes yeux une proportion que je pourrais appeler monstrueuse. La bassesse n'avait jamais eu autant de génie; elle fournit l'idée de donner une chasse sur le terrain même où l'empereur avait gagné la fameuse bataille d'Iéna. Une boucherie de sangliers et de bêtes fauves était là pour rappeler aux yeux du vainqueur le succès de cette bataille... Je n'ai pas vu à Erfurt une seule main passer noblement sur la crinière du lion. » Et il ajoutera : « Le spectacle que présenta son palais le dernier jour ne sortira jamais de mon souvenir. Il était entouré de princes dont il avait ou détruit les armées, ou réduit les états, ou abaissé l'existence. Il ne s'en trouva pas un qui osât lui faire une demande; on voulait seulement être vu et vu le dernier, pour rester dans sa mémoire. » Tant d'empressemens et de bassesses méritait récompense. Hélas! César n'avait regardé, n'avait vu que les grands écrivains de l'Allemagne; il avait affecté de ne s'entretenir qu'avec eux seuls, et Wieland lui avait dit : « Je ne sais pas, sire, pourquoi nous sommes ici, mais je sais que Votre Majesté me rend, en ce moment, l'homme le plus heureux de la terre. A la manière dont elle vient de parler, elle me fait oublier qu'elle a deux trônes; je ne vois plus en elle qu'un homme de lettres. »

Mais ce qui s'était passé de plus étrange à Erfurt, le monde ne s'en doutait pas. L'empereur y avait amené son grand-chambellan, qu'il jugeait plus propre que son ministre des affaires étrangères, M. de Champagny, à l'assister dans ses négociations avec le tsar. Ce grand-chambellan, doué d'une rare clairvoyance, avait reconnu que, d'entreprise en entreprise, l'intempérante ambition de Napoléon le mènerait à sa perte, que l'Europe était lasse, que la France murmurait. Il commençait à détacher sa fortune d'une destinée à laquelle il ne croyait plus, et il se trouva que pendant que l'Allemagne s'agenouillait devant le grand homme, le prince de Talleyrand intriguait et conspirait dans l'ombre contre lui. Il avait souvent l'occasion de rencontrer l'empereur Alexandre dans le salon de la princesse de La Tour; il s'appli-

quait à lui persuader que la Russie devait s'abstenir de toute démarche menaçante, de tout procédé offensant à l'égard de l'Autriche, que son intérêt, que son devoir était de la rassurer.

Il en convient lui-même dans ses *Mémoires;* mais ses aveux ne sont pas complets. Nous savons par un autre que lui qu'il osa dire au tsar : « Sire, que venez-vous faire ici ? C'est à vous de sauver l'Europe, et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas, le souverain de la Russie est civilisé, et son peuple ne l'est pas. C'est donc au souverain de la Russie d'être l'allié du peuple français. » Il pensait servir son pays en arrêtant Napoléon, en le traversant dans ses desseins, en lui suscitant des embarras, des obstacles et même des ennemis; mais, sans doute, il pensait beaucoup aussi aux intérêts personnels du prince de Bénévent. M. Vandal n'a-t-il pas raison de dire qu'il entendait s'assurer contre les risques de l'avenir, négocier sa paix particulière avec l'Europe, cimenter ses bons rapports avec Vienne, « inaugurer avec Alexandre les relations qui lui permettront, six ans plus tard, de faire au monarque russe les honneurs de Paris conquis? » A peine est-il de retour en France, il informe M. de Metternich du désaccord survenu entre les deux empereurs: « Alexandre, lui dit-il, n'est plus entraînable contre vous. Depuis la bataille d'Austerlitz, ses rapports avec l'Autriche n'ont jamais été plus favorables. Il ne dépendra que de vous et de votre ambassadeur à Pétersbourg de renouer avec la Russie des relations aussi intimes qu'elles purent l'être avant cette époque. C'est cette entente seule qui peut sauver les restes de l'indépendance de l'Europe. » Ce ne sont là, si l'on veut, que des finesses ou des infidélités; mais comme Athalie quand elle déchira ses vêtemens, Napoléon aurait pu crier : Trahison, trahison !

De récentes publications ont mis en pleine lumière le génie diplomatique de M. de Talleyrand, et on ne peut nier qu'en mainte occurrence, à Vienne ou à Londres, il n'ait rendu aux gouvernemens qui l'employaient de signalés services. Mais il y a dans le caractère des grands hommes d'état quelque chose d'impersonnel qui lui manqua toujours. Quoiqu'ils ne s'oublient pas, il leur arrive souvent de confondre leur gloire et leur intérêt avec la gloire et l'intérêt de leur pays, et même, à l'exemple des grands artistes, de préférer leur œuvre à l'ouvrier qui la fait. M. de Talleyrand se préféra toujours à son œuvre. S'il travailla plus d'une fois au bien public, il s'arrangea toujours pour y trouver son bien particulier. Il aimait la France, mais il n'aima passionnément que lui-même.

G. VALBERT.

REVUE LITTÉRAIRE

L'INFLUENCE DE L'ESPAGNE DANS LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.

Études sur l'Espagne, par M. A. Morel-Fatio. Paris, 1888-1891; Vieweg.

Entre les grandes littératures de l'Europe moderne, il y en a peu, sans doute, qui soient plus riches, mais surtout plus originales que la littérature espagnole, et cependant, il n'y en a guère qui nous soient moins connues. Nous connaissons, ou nous croyons connaître la littérature allemande. Nous en parlons du moins. Et, pour être francs, quoique nous n'y parlions guère que de Lessing, de Goethe, de Schiller et de Heine, il semble qu'en cela même nous en parlions assez convenablement. La littérature anglaise nous est plus familière. Enfin, si nous ne pratiquons pas beaucoup la littérature italienne, nous n'ignorons toutefois ni Dante, ni Pétrarque, ni Boccace, ni Machiavel, ni l'Arioste, ni le Tasse, ni même Alfieri ou Leopardi. Mais, pour la littérature espagnole, on dirait que nous avons pris à la lettre le mot de Montesquieu : « Le seul de leurs livres qui soit bon est celui qui a fait voir le ridicule de tous les autres. » Et, en effet, joignons au nom de Cervantes les noms de Calderon et de Lope de Vega; joignons à *Don Quichotte* le *Romancero du Cid*, à cause de Corneille, et le *Lazarille de Tormes* ou le *Guzman d'Alfarache*, à cause de Le Sage, c'est à peu près

tout ce que nous savons aujourd'hui de la littérature espagnole ; et ceux-là passent presque pour des érudits qui connaissent le nom de Quevedo (1), par exemple, ou celui de George de Montemayor : je ne dis pas qui ont lu leurs œuvres.

Cette indifférence est de date assez récente, et nos pères s'en étaient bien gardés. Quoi que l'on puisse effectivement penser de la littérature espagnole, de ses défauts ou de ses qualités, ils savaient qu'en raison du voisinage et de la politique, aucune autre, pas même l'italienne, n'a plus souvent ni plus profondément agi sur la nôtre, ne s'y est mêlée plus intimement. Deux fois au moins l'influence espagnole n'a-t-elle pas modifié pour un temps la direction de la littérature française : vers le milieu du XVI[e] siècle, avec ses *Amadis ?* et vers le milieu du XVII[e], par l'intermédiaire des deux Corneille, Pierre et Thomas, et de Scarron, sans parler de tant d'autres ? Car, ce n'est pas seulement Rodrigue, c'est Arnolphe aussi, l'Arnolphe de *l'École des femmes*, et c'est même Tartufe qui nous sont venus d'Espagne. Que dirons-nous encore, au siècle suivant, de Gil Blas et de Figaro ? Et, dans notre temps même, aux beaux jours du romantisme, d'Hernani et de Ruy Blas, de la Périchole ou de Carmen ? Ne sont-ce peut-être que des noms ? Cette « couleur locale, » que Mérimée et Hugo se flattaient d'avoir dérobée à l'Espagne, n'est-elle que du placage et de l'enluminure ? La question n'est pas là, pour le moment du moins ; et tout ce que nous disons, c'est qu'il n'y a pas de littérature étrangère dont la connaissance importe plus à l'histoire de la nôtre.

Puisque l'on s'expose donc, sans un peu d'espagnol, à se méprendre gravement sur la valeur propre du *Cid* ou sur le degré d'originalité du *Gil Blas*, ce qui sans doute est bien quelque chose, il nous faut remercier M. Morel-Fatio « d'avoir formé le projet, comme il dit, de raviver autant que possible le goût des choses de l'Espagne, en les expliquant de son mieux. » Voilà déjà deux volumes qu'il nous donne d'*Études sur l'Espagne*, et dont nous attendions le second pour parler du premier. M. Morel-Fatio nous permettra-t-il de lui dire qu'il a un peu trompé notre attente ? et que nous craignons que son second volume, purement historique et anecdotique, n'intéresse beaucoup plus les Espagnols que les Français ? Mais, après comme avant, le premier n'en est pas moins ce qu'il est, et nous n'aurons qu'à exprimer nos regrets de ne pas l'avoir signalé plus tôt. Il contient une curieuse et amusante étude sur l'*Histoire dans Ruy Blas ;* de savantes *Recherches sur Lazarille de Tormes*, le premier des romans picaresques ; et enfin un long morceau : *Comment la France a connu et compris l'Espagne depuis le moyen âge jusqu'à nos*

(1) Voyez sur Quevedo l'intéressant *Essai* de M. Ernest Mérimée, 1 vol. in-8°. Paris, 1886 ; Alphonse Picard.

jours, dont nous ne souhaiterions que de réussir à montrer ici tout l'intérêt.

Pour ne pas encourir le reproche de vouloir le refaire, nous le résumerons peut-être assez bien si nous disons que la littérature française, et même la littérature européenne, en général, doivent deux choses à l'Espagne : le sens du *chevaleresque* et celui du *romanesque*. C'est un problème, ou plutôt ce n'en est pas un que de savoir ce que les *Amadis*, l'*Amadis de Gaule*, et les autres, et les *Palmerin* qui les ont suivis, et généralement tous les romans qui remplissaient la bibliothèque du chevalier de la Manche, doivent eux-mêmes aux *Romans de la Table-Ronde* et à nos *Chansons de geste* : ils s'en sont largement inspirés. Une question plus douteuse, mais d'ailleurs assez indifférente, est encore si l'*Amadis* espagnol n'a pas été précédé d'un original portugais. Mais ce qui est certain, c'est que dans le temps même de leur nouveauté, les *Amadis* ont fait, par toute l'Europe, et en France notamment, à la cour de François Ier, d'Henri II, une fortune comme encore aucun roman, en quelque langue que ce soit, n'en avait faite avant eux. — « J'ai vu le temps, dit un vieil auteur, que si quelqu'un les eût voulu blâmer, on lui eût craché au visage, d'autant qu'ils servaient de pédagogues, de jouets et d'entretien à beaucoup de personnes, dont aucunes, après avoir appris à amadiser de paroles, l'eau leur venait à la bouche, tant elles désiraient de tâter seulement un petit morceau des friandises qui y sont si naïvement et naturellement représentées. » — « Jamais livre ne fut embrassé avec tant de faveur l'espace de vingt ans, dit un autre... et on y peut cueillir toutes les belles fleurs de notre langue française. » — De la matière des *Amadis*, les Espagnols ont eu l'art ou le bonheur de faire ce que notre Corneille fera plus tard de leur Rodrigue ou notre Molière de leur don Juan : ils l'ont européanisée, si je puis ainsi dire ; et puisque aussi bien, en ce genre de littérature, le fond n'importe guère, c'est exactement comme s'ils l'avaient eux-mêmes inventée.

Je ne me pique point de connaître assez la littérature espagnole pour essayer d'en dire davantage. Évidemment, si les *Amadis* ont ainsi pu se conquérir, du jour au lendemain de leur apparition, une popularité que ne s'étaient acquise avant eux ni les *Romans de la Table-Ronde*, ni nos *Chansons de geste*, le génie de l'Espagne y a dû ajouter quelque chose qui n'était ni dans le *Roland* ni dans le *Lancelot*. Mais il suffit, d'ailleurs, pour expliquer leur succès, qu'il n'y ait jamais eu de romans plus *romanesques* ni plus *chevaleresques*. Il n'y en a pas eu de plus *romanesques*, si jamais la part n'a été faite plus large ni plus belle à ce que la vie, dans toutes les conditions, pour uniforme, monotone, et réglée qu'elle soit, ne laisse pas de comporter encore d'imprévu, qui échappe aux calculs, qui déjoue toutes les prévisions, qui

se moque de la prudence; et n'est-ce pas peut-être là la définition même du romanesque? Mais il n'y en a pas de plus *chevaleresques* non plus, s'il n'y en a pas où les coups les plus inattendus de la fortune aient toujours trouvé le héros mieux préparé contre eux; plus confiant en lui-même, dans la force de son bras, dans la vertu de ses armes, dans la grandeur de son courage, dans la justice de sa cause; plus dévoué, de profession, comme le bon chevalier de la Manche, aux victimes des trahisons du sort; — ni d'ailleurs, parmi tout cela, plus galant, plus sentimental et plus amoureux. Si donc les *Amadis* ont dû, sans doute, une partie de leur succès à ce qu'il y avait en eux d'espagnol, ils en ont dû très certainement une autre à ce qu'ils contenaient de merveilleusement propre pour agiter les imaginations.

Ils en doivent une autre encore à ce qu'il y avait en eux de convenable ou d'analogue à la disposition générale des esprits de leur temps. Si le *chevaleresque* et le *romanesque* sont en effet des besoins de l'esprit humain, jamais la littérature ne s'était moins soucié de les satisfaire, depuis un siècle alors, en France ou en Italie. Ni Boccace n'est romanesque, ni non plus Machiavel; et on ne dira pas qu'il y ait rien de chevaleresque dans le roman de Rabelais ou dans le *Grand Testament* de Villon. Il ne faut pas confondre le romanesque avec le poétique. L'Italie du XVe siècle était poétique sans doute; elle nous le paraît encore plus à distance; mais elle était surtout naturaliste, profondément naturaliste, au sens le plus large du mot; et il était nécessaire qu'elle le fût pour pouvoir lutter contre l'esprit encore survivant du moyen âge. La France, demi-anglaise et demi-bourguignonne, était, elle, uniquement réaliste. Lisez plutôt les *Repues franches*, qu'on attribue quelquefois à Villon, ou les *Cent Nouvelles nouvelles*. Je ne sache rien de plus positif, de plus grossier souvent, et jamais l'imagination n'a tenu moins de place dans des œuvres qui sont d'ailleurs censées relever d'elle. Les *Amadis*, avec leur merveilleux, rendirent les ailes et l'essor au rêve. Le besoin que nous avons d'oublier quelquefois notre condition, — d'ouvrir la fenêtre, en quelque manière, pour respirer un air plus pur, pour embrasser un horizon plus vaste, — ils parurent tout à point pour le satisfaire. Peut-être aussi contribuèrent-ils, en posant, si je puis ainsi dire, la religion du point d'honneur, à réintégrer quelque idée de la justice dans ce monde nouveau qui était en train de se fonder alors sur l'intérêt comme sur sa seule base. Et parmi les raisons de leur succès, je ne serais pas étonné que celle-ci, qui est la plus haute, fût aussi la plus probable ou même la plus assurée.

Mais suivons la fortune de la littérature espagnole en France. L'*Amadis de Gaule* avait été traduit en français, dès 1543, par Nicolas d'Herberay des Essars. On doit également à des Essars nne traduction

de l'*Horloge des princes*, d'Antonio de Guevara, où La Fontaine devait prendre un jour son *Paysan du Danube :* elle est datée de 1561. Un autre de ces laborieux traducteurs, comme il en abondait alors, Nicole Colin, faisait passer en notre langue les sept premiers livres de la *Diane amoureuse* de George de Montemayor, en 1578. Un troisième survenait, du nom de Gabriel Chappuys, « translateur, annaliste, et garde de la librairie du Roy, » l'homme de France qui, peut-être, a le plus traduit : il achevait, de 1576 à 1581, la traduction de l'*Amadis*, que des Essars n'avait pas eu le loisir de mener jusqu'au bout, puis il continuait celle de la *Diane* de Montemayor, qui finissait de paraître en 1582. Ces dates sont parlantes et ces titres aussi. Car, *la Diane* de Montemayor, c'est le chef-d'œuvre du genre qui avait succédé en Espagne à celui des *Amadis*, le romanesque pastoral « où, par plusieurs plaisantes histoires déguisées sous noms et style de bergers et bergères, sont décrits les variables et étranges effets de l'honnête amour. » Cervantes, au chapitre VI de son *Don Quichotte*, n'en a condamné que les vers et les enchantemens, mais d'ailleurs il en a loué la prose et l'heureuse invention. Mais, à son tour, la *Diane* de Montemayor, c'est l'*Astrée* d'Honoré d'Urfé, dont même le sous-titre explicatif est littéralement traduit de celui de l'auteur espagnol. Comment, d'ailleurs, Honoré d'Urfé a-t-il usé de son original? Qu'en a-t-il ôté, qu'y a-t-il ajouté pour l'accommoder au goût français de son temps? Les curieux iront y voir, et quand ils n'y trouveraient qu'une occasion de relire l'*Astrée*, je ne les en plaindrais pas. Nous ne leur demandons ici que de vouloir bien se rappeler l'influence considérable que l'*Astrée* a exercée sur le développement du théâtre et du roman français au XVIIe siècle; et si, d'autre part, quant au cadre, quant à l'inspiration générale et quant au choix des épisodes, *l'Astrée*, nous le répétons, c'est *la Diane*, je n'ai sans doute pas besoin de tirer la conséquence.

Montemayor, dans sa *Diane*, avait transformé le *romanesque* des *Amadis:* Lope de Vega, vers le même temps, en transformait le *chevaleresque;* le dégageait de ce que les *Amadis* y avaient mêlé d'inutile magie; et le réduisait, pour ainsi dire, à la seule religion du point d'honneur. Il fut suivi dans cette voie par de nombreux imitateurs, Guillen de Castro, Luiz Velez de Guevara, Tirso de Molina, Ruiz de Alarcon. Je me contente en passant de nommer, parmi tant de poètes, ceux à qui nos poètes ou nos écrivains doivent eux-mêmes l'idée de quelqu'un de leurs chefs-d'œuvre. C'est à Guillen de Castro que Corneille a emprunté le sujet du *Cid;* Luiz Velez de Guevara a fourni à Le Sage celui de son *Diable boiteux;* nous devons à Tirso de Molina le *Don Juan* de Molière; et enfin, c'est à Ruiz de Alarcon que Corneille a encore emprunté *le Menteur*. Un critique allemand, qui ne nous aimait guère,

Frédéric de Schack, dans son *Histoire de la littérature dramatique en Espagne*, a très soigneusement relevé les emprunts que nos auteurs ont cru jadis pouvoir faire au théâtre espagnol. Nous y insisterions davantage si de bons juges ne nous avaient appris « que les dramaturges espagnols n'ont créé que des personnages de convention, agissant d'après certaines règles invariables, accessibles seulement à certaines passions héroïques, et dont la forme est toujours la même. » Le même écrivain ajoute encore : « A vrai dire, la jalousie et le point d'honneur sont les seules passions qui défraient le théâtre espagnol. L'intrigue change, grâce à l'inépuisable fécondité des auteurs, mais le fond demeure immuable. » C'est Mérimée qui s'exprime ainsi, et M. Morel-Fatio l'en approuve. Ne sont-ils pas un peu bien sévères? Car, ne pourrait-on pas dire aussi que l'amour est « la seule passion qui défraie le théâtre français? » Et, si l'on le disait, cela ferait-il qu'*Andromaque* ne différât beaucoup du *Cid*, ou *le Misanthrope* des *Fausses confidences?* Nous proposons la question; nous ne voudrions pas prendre sur nous de la décider, ni de réformer le jugement de Mérimée et de M. Morel-Fatio dans un sujet qu'ils ont si bien connu. Qu'importe au surplus qu'il ait quelque chose d'excessif dans les termes, si le *chevaleresque* et le *romanesque* y apparaissent toujours comme les traits distinctifs et caractéristiques du théâtre espagnol? Romanesque par l'invraisemblance, par la complication, par la liberté quelquefois extravagante et incroyable de l'intrigue, le chevaleresque n'en fait pas moins le fond du drame espagnol; et cette union du chevaleresque avec le romanesque qui en fait l'originalité, c'est ce que nos dramaturges du XVIIe siècle ont essayé d'en imiter.

Pour ne parler, en effet, que de l'un des plus grands, ne conviendra-t-on pas de l'auteur du *Cid*, — qui est aussi celui de *Rodogune*, d'*Héraclius*, de *don Sanche d'Aragon*, — qu'il a plus d'une partie d'un auteur espagnol? Comme eux, comme Calderon et comme Lope de Vega, il est *romanesque*, et comme eux, il est *chevaleresque*. Il a le goût des actions qu'il appelait lui-même implexes et qui seraient mieux appelées invraisemblables. Comme le leur, son dialogue est brillant, son style souvent précieux et souvent emphatique. Encore ses héros, comme ceux du drame espagnol, poussent volontiers la religion du point d'honneur jusqu'à la superstition, puisqu'ils la poussent jusqu'au crime. Et sans doute, il a des qualités que les autres n'ont point. Ses personnages raisonnent leurs actions, n'obéissent point à l'impulsion du tempérament ou du préjugé. La dureté espagnole se tempère chez eux d'un peu d'humanité. Ce que ses sujets pourraient avoir de trop invraisemblable, il le déguise habilement, en l'allant emprunter à l'histoire. Ses intrigues, presque toujours, en même temps qu'elles sont des « actions illustres, » roulent d'ailleurs sur quelqu'une de ces grandes

questions qui doivent intéresser l'humanité tout entière. Il excelle aussi dans ses vers à donner des sentimens les plus particuliers, une expression générale qui nous les fait accepter. Peut-être enfin a-t-il plus de respect de son art que Calderon et que Lope. Mais, après tout cela, il a bien quelque chose d'espagnol. Il doit à ses modèles un peu de cet air de grandeur qui règne dans tout son théâtre. Quelques-uns de leurs traits ont passé dans son œuvre, en y devenant d'ailleurs originaux et personnels. Et pour tout dire en deux mots, il serait moins *romanesque* s'il avait moins suivi les Espagnols, mais il ne faut pas douter qu'il fût moins *chevaleresque* aussi; — puisqu'on voit que les gueux eux-mêmes le sont ou l'ont bien été en Espagne.

Ce serait sans doute, à ce propos, une étude curieuse que celle des rapports de l'esprit *chevaleresque* avec le genre qu'on appelle *picaresque*, des relations de l'*Amadis de Gaule* avec la *Fouine de Séville* ou du *Palmerin d'Angleterre* avec le *Guzman d'Alfarache*. Faut-il croire qu'il y ait une poésie du désordre et de l'escroquerie? que les Cartouche et les Mandrin soient à leur manière des espèces de chevaliers errans? des façons de redresseurs de torts? Ou bien, dirons-nous qu'à mesure qu'une société se compose, s'organise et se règle, ce sont les chevaliers d'autrefois qui deviennent les gueux d'aujourd'hui? Ce fut du moins un terrible sire en son temps que Rodrigue, un « routier » redoutable, fâcheux à rencontrer; et ce serait sans doute un fou bien dangereux que don Quichotte, s'il opérait librement dans la banlieue de Madrid ou de Barcelone! Mais ne peut-il pas y avoir aussi une façon singulière d'entendre le point d'honneur, qui serait de le mettre à ne faire œuvre de ses dix doigts, et, comme Lazarille de Tormes ou comme Estevanille Gonzalez, n'ayant ni sou ni maille, à vouloir vivre en gentilhomme? De nos jours, ce point d'honneur-là mènerait aisément ses gens au bagne ou à la potence! Du temps de Charles-Quint, l'histoire nous apprend qu'il les menait tout aussi bien à la conquête du Mexique ou du Pérou! Mais, quoi qu'il en soit de la cause, la relation est certaine: il y en a une entre les *Amadis* et les romans picaresques. Ce sont bien les produits d'un même temps, d'une même civilisation, du génie de la même race. L'auteur de *Rinconete y Cortadillo* n'est-il pas aussi le noble auteur de *Don Quichotte?* Quevedo n'a-t-il pas écrit le *don Pablo de Ségovie?* et pendant longtemps le *Lazarille de Tormes* n'a-t-il pas passé pour être de la main d'un homme de cour, d'un diplomate, de l'un des meilleurs conseillers de Charles-Quint, l'illustre don Diego Hurtado de Mendoza?

C'est notre Le Sage, on le sait, qui, comme les Espagnols avaient fait avant lui de la matière des *Amadis*, s'est emparé, dans les premières années du XVIII[e] siècle de cette matière du roman picaresque, pour la refondre dans son *Gil Blas*. Non pas du tout qu'on l'eût ignorée jusqu'à

lui : bien au contraire, et depuis le *Lazarille de Tormes*, qui est de 1554, jusqu'au *Marcos de Obregon*, qui est de 1617, il n'était pas un de ces romans que l'on n'eût fait passer dans notre langue. Le grave et pédant Chapelain fut le premier traducteur du *Guzman d'Alfarache*, et les notes qu'il a jointes à sa traduction pourraient encore, nous dit-on, « instruire aujourd'hui les plus experts. » Rappelons également les *Nouvelles* de Scarron. Celle, entre autres, qu'il a intitulée *la Précaution inutile*, — et dont Molière a tiré l'*École des Femmes*, Sedaine, *la Gageure imprévue*, Beaumarchais, le sous-titre ou la moralité de son *Barbier*, — n'est qu'une adaptation, comme nous dirions maintenant, d'une *Nouvelle* de très grande et très honnête dame doña Maria de Zayas y Sotomayor. Mais le goût public n'était pas encore au réalisme du roman picaresque. En fait d' « histoires espagnoles, » on préférait alors *Zayde*. Et puis, entre 1660 et 1700, ou environ, l'attention, tenue en haleine, et constamment renouvelée par les Molière, les Racine, les La Fontaine ou les Boileau, s'était quelque peu détournée des choses d'Espagne. La guerre de la succession l'y ramena tout naturellement, et, sur le conseil de l'abbé de Lyonne, son protecteur, Le Sage en profita pour emprunter d'abord *le Diable boiteux* à Luiz Velez de Guevara, *Crispin rival de son maître* à Francisco de Rojas, et *Gil Blas*, enfin, un peu à tous les auteurs de romans picaresques, — depuis Mendoza, s'il est l'auteur de *Lazarille*, jusqu'à Vincent Espinel.

Ici même, et ailleurs, j'ai tâché, voilà déjà quelques années, d'éclaircir cette question de *Gil Blas :* j'ai tâché aussi de montrer quelle était l'importance du roman de Le Sage, non-seulement dans l'histoire du roman français, mais dans celle même du roman européen. Le roman de mœurs en est sorti, ce genre de roman qui, sans négliger l'adroite combinaison des aventures, s'applique et s'attache plutôt à la représentation des diverses conditions des hommes et du train familier de la vie quotidienne. Beaucoup de détails, jusque-là réputés un peu bas ou presque inconvenans, mais qui abondent précisément dans le roman picaresque, ce que l'on mange ou ce que l'on boit, et la façon de se le procurer, c'est Le Sage, non sans causer quelque scandale et quelque étonnement, dont le *Gil Blas* les a rendus littéraires. Fielding même, et Smollett, Smollett surtout, le moins grand des deux, l'imiteront sans doute à l'anglaise, mais ils l'imiteront. Marivaux aussi l'imitera chez nous, d'une manière plus discrète, moins apparente, quelque peu déplaisante, en ne mettant en scène, trop souvent, dans ses romans et dans ses comédies, que des « gens de maison, » des intendans, des laquais, des paysans plus ou moins parvenus. Le roman réaliste s'est toujours volontiers attardé dans les cuisines et dans les antichambres, où d'ailleurs il n'est pas impossible que, comme Gil Blas lui-même, on en apprenne long sur les mœurs des maîtres. Et ce n'est

pas assurément un observateur bien profond que Le Sage, ni même toujours bien exact. Il y a toujours quelque fantaisie dans son observation, puisqu'il s'y mêle toujours quelque intention de nous faire rire. Mais comme il y a un peu de *Turcaret* dans toutes les comédies de mœurs qui ont suivi et jusque dans les pièces de nos naturalistes, ainsi, dans leurs romans, et dans ceux de leurs prédécesseurs, il y a un peu de *Gil Blas*.

Il faut sans doute lui en faire honneur; mais, de cet honneur même il en faut reporter une part au roman picaresque, et conséquemment à l'Espagne. Ce n'est pas une reprise ici de l'ancienne tradition française, du *Roman bourgeois*, de Furetière, ou du *Francion*, de Charles Sorel, qui, d'ailleurs, devait déjà beaucoup lui-même au roman picaresque. Mais l'idée vient d'Espagne, cette idée de mettre le récit dans la bouche du laquais ou de l'écuyer, la seule espèce d'homme, en ce temps-là, qui d'un milieu pût passer dans un autre, serviteur aujourd'hui d'un hidalgo qui ne le payait pas, quand encore il le nourrissait, et demain quasi-secrétaire de l'archevêque de Grenade ou demi-confident du confident de l'héritier de la monarchie. D'Espagne encore viennent l'âpreté de la satire et la crudité de la plaisanterie, que Le Sage a sans doute singulièrement adoucies, mais qui n'en subsistent pas moins dans *Gil Blas*. Et pourquoi n'en ferions-nous pas venir encore, par le même intermédiaire toujours, cette sécheresse qui, de nos jours même, caractérise chez nous le roman réaliste? Il n'y a pas beaucoup de place aux effusions du sentiment dans le monde des *picaros*; et d'ailleurs c'est un caractère de la littérature espagnole que de manquer souvent ou habituellement même d'humanité. Les *Œuvres* de sainte Thérèse ou celles d'Ignace de Loyola n'en seraient-elles pas au besoin la preuve?

Le *romanesque* et le *chevaleresque* reparaissent dans notre littérature, en même temps que l'Espagne, — dirons-nous avec Beaumarchais? — mais, du moins, avec les romantiques, avec Mérimée, dans son *Théâtre de Clara Gazul*, avec Hugo, dans son *Hernani* ou dans son *Ruy Blas*, avec Gautier, dont M. Morel-Fatio loue éloquemment la probité descriptive. M. Morel-Fatio consent d'ailleurs qu'il y ait, dans le *Théâtre de Clara Gazul*, des traits du caractère espagnol, « bien entrevus, joliment dépeints, » et il dit de *Carmen* que « jamais, en aucune langue, on n'avait encore décrit deux âmes espagnoles avec plus de force concentrée et une simplicité plus vivante. » Mais c'est pour Hugo qu'il se montre vraiment sévère; pour *Hernani*, qu'il appelle, un peu crûment peut-être, une pure « mystification; » pour *Ruy Blas*, à qui nous avons dit qu'il avait consacré la troisième de ses *Études*; et généralement pour tout ce que l'on croit, sur la parole de Victor Hugo lui-même, qu'il y aurait d'*espagnolisme* dans l'œuvre du poète. Il va plus loin

encore, et, à l'occasion du romantisme en général, il écrit : « La plupart des romantiques, presque tous, ont profondément ignoré la littérature, tant ancienne que moderne : ce qu'ils ont pris à l'Espagne se réduit à des légendes, des noms, des costumes. » J'y ai peut-être mauvaise grâce; mais je crains que ce ne soit trop dire, beaucoup trop dire, et qu'en vérité la question ne soit pas tout à fait posée comme il faudrait.

Quand, en effet, pendant près de trois siècles, deux peuples voisins se sont mêlés constamment l'un à l'autre, et que leurs littératures se sont tour à tour plus ou moins fidèlement imitées, il y a quelques chances pour que leurs rapports soient en quelque sorte fixés, et pour que tout ne soit pas faux ni vain dans l'idée qu'ils se font l'un de l'autre. Il flotte alors entre eux, pour ainsi parler, je ne sais quelle image d'eux-mêmes, imprécise et brouillée, mais cependant assez ressemblante, ou même dont je ne suis pas bien sûr qu'elle ne fût pas moins fidèle, si les traits en étaient plus caractérisés. Tout de même en littérature. M. Morel-Fatio reproche à l'auteur de *Ruy Blas* d'avoir gravement altéré la généalogie des Bazan ou de s'être trompé sur la condition sociale des employés de la *contaduria mayor*. En quoi, il oublie qu'il a reproché, d'autre part, aux Espagnols d'avoir « épluché » *le Barbier de Séville* et *le Mariage de Figaro*, « pour y relever des inexactitudes de faits et de noms. » Hugo a sans doute eu tort. Mais, se fût-il mépris sur plus d'un point encore, — et c'est ce qui lui est arrivé, — je dis qu'il se pourrait que sa pièce n'en fût pas moins espagnole. La vérité d'un portrait ne dépend pas de l'exactitude entière de chacun des traits que le peintre dessine, mais plutôt d'une espèce de sympathie qui s'éveille entre son modèle et lui, de la convenance qu'il découvre entre l'expression d'un visage et la nature de son propre talent. Et c'est pourquoi nous soutenons que *Ruy Blas*, et surtout *Hernani*, sont plus espagnols que ne le veut bien dire M. Morel-Fatio, si nous y retrouvons quelques-uns des caractères les plus marqués de la littérature espagnole et du drame de Calderon ou de Lope de Vega.

N'est-ce pas Mérimée qui nous disait tout à l'heure que « la jalousie et le point d'honneur sont les seules passions qui défraient le théâtre espagnol; » et qu'est-ce que *Ruy Blas*, mais encore et surtout *Hernani*, qu'un drame du point d'honneur et de la jalousie? « L'intrigue change, nous disait-on encore, mais le fond demeure immuable. » Et nous dirons à notre tour : qu'importent quelques erreurs sur les noms et sur les faits, sur la généalogie de Bazan ou sur la vraie nature de l'*almojarifazgo*, si les passions qui défraient le drame n'en sont pas moins celles qui font le principal ressort du drame espagnol? C'est aussi bien ce que reconnaissent les critiques espagnols, qui ne semblent point mettre

entre *Hernani* et le *Théâtre de Clara Gazul* la différence qu'y veut mettre M. Morel-Fatio. Et le style à son tour, ce style dur et brillant à la fois, souvent précieux, plus souvent emphatique, hyperbolique, antithétique, imagé et sonore, s'il ne ressemble peut-être guère à celui de Calderon ou de Lope de Vega, ne nous rend-il pas cependant tout ce que nous avons entendu dire, depuis trois cents ans, du génie de la langue espagnole? Ou bien nous faut-il croire que, depuis trois cents ans, tout le monde en France se soit trompé sur les défauts de ce genre d'écrire, comme sur les qualités dont ils sont la rançon ou la condition peut-être? Il n'y a pas jusqu'aux mœurs de *Ruy Blas* et d'*Hernani* qui ne nous paraissent assez espagnoles, ou si l'on veut, assez conformes à l'idée que nous ont donnée de l'Espagne la comtesse d'Aulnoy, par exemple, ou encore Saint-Simon, dont M. Morel-Fatio loue quelque part la fidélité. Comment, d'ailleurs, en serait-il autrement, si c'est dans les récits de Mme d'Aulnoy, comme il le dit et comme il le prouve lui-même, que l'auteur de *Ruy Blas* a puisé la plupart des détails qu'il a encadrés dans son drame?

Que si maintenant le mélange du *romanesque* et du *chevaleresque* est le caractère le plus général de la littérature espagnole, celui qu'on retrouve également dans les *Amadis* et dans le répertoire de Calderon, dans les romans *picaresques* eux-mêmes, et enfin jusque dans les *Œuvres* de sainte Thérèse ou dans la vie d'Ignace de Loyola, la ressemblance, plus profonde, et cachée plus profondément, ne sera-t-elle pas, pour cette raison même, ce qu'on appelle plus intime, et conséquemment plus réelle? A défaut d'une imitation des chefs-d'œuvre du roman ou du théâtre espagnols, et d'une connaissance plus particulière des mœurs de l'Estramadure et de l'Andalousie, ce serait alors, chez nos romantiques, le hasard d'une de ces rencontres comme il y en a tant dans l'histoire, où l'on voit les mêmes causes, après un long intervalle écoulé, reparaître, et produire naturellement les mêmes effets. Le *romanesque* et le *chevaleresque*, tenus en défiance ou en suspicion par nos classiques, et réduits à se dissimuler sous des noms grecs et babyloniens, quand encore on ne les déclarait pas indignes de la curiosité des « honnêtes gens, » sont rentrés dans leurs droits avec le romantisme, et comme l'Espagne était justement le seul pays d'Europe où ils ne les eussent pas abdiqués ni perdus, c'est pour cela qu'il y a quelque chose d'espagnol dans le romantisme.

C'est en effet la grande originalité de la littérature espagnole que d'avoir sauvé, dans le temps de la renaissance, et transmis plus tard au reste de l'Europe, à peu près tout ce qui méritait d'être sauvé de l'idéal du moyen âge. Le romantisme allemand, dans le siècle où nous sommes, a tenté, lui aussi, quelque chose d'analogue; mais il est venu trop tard; et deux ou trois siècles de culture classique devaient con-

damner la tentative à ne pas réussir. En Espagne, — et malgré Cervantes, — la tradition ne s'est pas interrompue. Tout en prenant leur part du mouvement de la renaissance, aucun pays, aucune littérature, n'ont su mieux préserver leur entière originalité. Ils y étaient sans doute aidés par leur situation à l'extrémité de l'Europe, et surtout par les conditions de leur développement historique. Mais il suffit que le fait soit certain. Aussi, toutes les formes du *romanesque* et du *chevaleresque*, partout ailleurs contraintes et gênées, plus ou moins asservies à l'imitation du modèle grec et latin, se sont-elles ici librement épanouies. Jusqu'au milieu du XVII[e] siècle, c'est-à-dire jusqu'au temps où sa décadence commence, l'Espagne a entretenu l'idéal de son âge héroïque. De là, l'originalité de sa littérature : c'est la seule qui se soit vraiment développée d'elle-même, sans interposition de modèle étranger, conformément à son libre génie. De là la nature de son influence : le point d'honneur espagnol a peut-être empêché le naturalisme italien d'envahir les littératures modernes. Et de là, enfin, l'affinité secrète du romantisme avec la littérature espagnole si, dans l'Europe entière, le romantisme se définit et se caractérise en partie par l'effort qu'il a fait pour renouer, par-delà la renaissance, la chaîne de la tradition du moyen âge. Je soumets cette façon d'envisager l'influence de l'Espagne dans la littérature française, — ou européenne même, — à M. Morel-Fatio, et je ne la crois pas, au surplus, très différente ni très éloignée de la sienne.

Si ces observations pouvaient engager ceux de nos lecteurs qui peut-être ne les connaissent pas, à lire les *Études sur l'Espagne* de M. Morel-Fatio, nous en serions heureux. Nous serions plus heureux encore si M. Morel-Fatio, laissant à d'autres les recherches de l'érudition, voulait bien nous apprendre, sur la littérature espagnole, puisqu'il la connaît comme personne, ce qu'il nous serait si précieux d'en savoir. Nous n'avons qu'une *Histoire de la littérature espagnole*, et je ne sais comment ni pourquoi, mais elle est la médiocrité même. Enfin et surtout, nous serions heureux, dans l'intérêt même de notre littérature, si la curiosité, sans se détourner pour cela de l'Allemagne ou de l'Angleterre, se dérivait toutefois un peu du côté des Pyrénées ou des Alpes. Nous ne devons que peu de chose à la littérature allemande; nous devons un peu plus à la littérature anglaise, quoique d'ailleurs son influence ne commence de se faire sentir sur la nôtre qu'avec le XVIII[e] siècle; mais nous devons beaucoup à la littérature espagnole et à la littérature italienne, et, sans méconnaître ce que nous devons à la seconde, ou plutôt en inclinant même à l'exagérer, je ne sais si la première, l'espagnole, n'a pas encore plus agi, je veux dire plus profondément et plus continûment, sur la nôtre.

F. BRUNETIÈRE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

28 février.

Jadis, au temps de la restauration, une femme d'élite qui a laissé le souvenir d'un esprit original, d'une âme généreusement libérale et d'une vertu séduisante, la duchesse de Broglie, résumait dans son journal intime la situation qu'elle voyait autour d'elle en disant que c'était « la tranquillité sans la stabilité. » C'est encore le mot du temps présent. La tranquillité, elle est certes partout aujourd'hui en France. Elle est dans les goûts, dans les instincts de la masse française qui ne demanderait pas mieux que de la voir se prolonger. C'est au moins la tranquillité matérielle et apparente. Ce n'est pas la vraie stabilité qui n'existe réellement que là où il y a une politique assez libérale pour pacifier les esprits, assez prévoyante et assez forte pour donner la sécurité et la confiance. Le malheur, l'incurable faiblesse des républicains semi-radicaux qui règnent parmi nous, c'est qu'ils ont beau faire, ils ont beau parler de stabilité, se donner des airs d'hommes de gouvernement, ils ne peuvent s'en défendre : ils restent des hommes de parti nés pour toucher à tout et tout confondre, toujours prêts à faire du gouvernement avec de l'arbitraire, de l'ordre avec du désordre, des lois avec leurs idées fausses ou avec leurs passions. La stabilité ! ils n'auraient qu'à la ménager dans leurs œuvres et à la laisser se fonder d'elle-même avec l'assentiment croissant du pays. Pas du tout ; on dirait qu'ils prennent plaisir à empêcher la tranquillité de devenir la stabilité, à contrarier toutes les velléités de pacification, en perpétuant l'état de guerre, en montrant qu'ils ne savent être ni libéraux, ni justes, ni prévoyans, qu'ils n'ont d'autre souci que d'imposer jusqu'au bout leurs lois de combat, leurs caprices d'arbitraire, leurs raffinemens de persécution ou de fiscalité abusive. C'est ce qu'ils appellent faire du gouvernement et ce qui n'est que l'art au moins malheureux de remettre perpétuellement en doute la stabilité dont ils parlent !

La vérité est que ces étranges républicains ne savent ni se défendre

de leurs entraînemens de parti, ni s'arrêter dans une voie où ils voient à chaque instant se relever devant eux les conséquences de leurs propres œuvres. Assurément, s'il y avait une occasion où la modération semblait être une obligation, c'est cette affaire des lois par lesquelles on a essayé d'enlacer les communautés religieuses dans un réseau de ruineuse fiscalité, et qui ont provoqué il y a deux mois, au Palais-Bourbon comme au Luxembourg, des discussions aussi lumineuses que décisives. La démonstration a été alors si pressante, si saisissante, il a été si bien avéré qu'on avait tout confondu, les communautés autorisées et les communautés non reconnues, que le prétendu droit d'accroissement n'était qu'une confiscation déguisée, c'était si clair que M. le ministre des finances s'est senti un moment ébranlé; il s'est cru obligé de déclarer que, si la loi avait effectivement les conséquences « exorbitantes » qu'on disait, il faudrait aviser « soit administrativement, soit législativement. » Qu'en a-t-il été ? M. le ministre des finances a, en effet, porté à la chambre une loi, un semblant de loi qui n'est qu'un palliatif peu sérieux, et dont la chambre s'occupera quand elle pourra ou quand elle voudra ; mais, en attendant, l'exécution de ces prétendues lois d'accroissement suit son cours inflexible. Le fisc, à qui M. le ministre des finances a, sans doute, oublié d'envoyer ses instructions, déploie ses rigueurs de toutes parts, sur tous les points de la France. Or il y a ici deux choses : il y a une question de droit et il y a une question d'équité supérieure, de moralité, presque de décence publique.

On a si bien oublié toutes les idées de droit dans ces prétendues lois qui n'ont, après tout, qu'un objet politique, on a si bien confondu toutes les règles juridiques que la justice elle-même ne s'y reconnaît plus. Comment prendre au sérieux ce système des déclarations multiples dans tous les bureaux d'enregistrement où une communauté est censée posséder et cette fiction des héritages fractionnés à l'infini ? Comment admettre une taxe de succession sur des communautés dont les propriétés ont un objet d'utilité publique, dont les membres ne possèdent rien et ne peuvent rien recueillir, qui sont investies par la loi du droit de propriété collective, intransmissible,— sur des communautés légalement organisées de telle sorte que si elles venaient à se dissoudre, ce qu'elles possèdent reviendrait aux donateurs primitifs? La question est si obscure, le droit qu'on prétend exercer est si peu clair que ces jours derniers encore des tribunaux, ceux d'Yvetot et de Reims, par des arrêts savamment motivés, viennent de se prononcer contre le droit du fisc. Ce n'est là encore cependant, si l'on veut, que le côté abstrait, juridique de ces malheureuses affaires. Ce qu'il y a de réellement répugnant, c'est l'application de ces lois dans la réalité, c'est le spectacle de poursuites dirigées aujourd'hui de toutes parts, accompagnées de saisies, de contraintes, de ventes judiciaires en place publique.

C'est une sorte de guerre méthodique organisée dans l'Est comme en Auvergne et en Normandie contre des communautés qui sont la plupart vouées aux missions les plus périlleuses, au soin des malades et des infirmes ou à l'enseignement populaire. Les exécutions sont déjà nombreuses et menacent de se multiplier.

Voilà une communauté dont les membres sont envoyés dans les pays lointains, portant partout le nom et la langue de la France : ils meurent le plus souvent dans leurs missions meurtrières, — et aussitôt survient le fisc, armé de son droit d'accroissement, réclamant sa dîme sur ces victimes de leur dévoûment ou de leur foi ! Voici à Seyssel, dans l'Ain, un hospice de vieillards tenu par les sœurs de Saint-Vincent de Paul : la maison de l'hospice a été léguée, avec quelques biens qui en dépendent, à la communauté, à la condition d'être affectée à cette destination. Les sœurs ne font qu'administrer le bien des pauvres, et ce qui manque, la supérieure l'ajoute, — tous les maires du canton l'ont reconnu. N'importe, le fisc est arrivé récemment avec sa contrainte, réclamant son droit d'accroissement, qui, en définitive, est prélevé sur les vieillards indigens de Seyssel ! Dans le Cantal, c'est une autre maison de vieillards qui est exécutée. A Bourges, ce sont les Filles de la Charité qui sont saisies. Une des plus tristes scènes de cette triste campagne est certainement ce qui s'est passé dans une autre commune de l'Ain, à Marboz, où les sœurs de Saint-Charles ont une école qui vient à son tour d'être dévalisée par autorité de justice de son petit mobilier au milieu d'une population émue et offensée. On a tout saisi, tout vendu en place publique, des bancs d'école, des tables de travail, quelques petits lits,— et, chose caractéristique, les habitans ont voulu tout racheter pour remettre à la disposition des sœurs ces modestes meubles. Voilà de beaux exploits ! Et c'est ainsi que M. le ministre des finances entend atténuer, comme il le disait, les « effets exorbitans » de sa fiscalité ! C'est ainsi que se réalise de plus en plus le programme de ce ministère, qui, à son avènement, promettait une « république large, tolérante et ouverte ! » Ceux qui se laissent aller à ces entraînemens et qui renouvellent sans cesse ces spectacles blessans ne s'aperçoivent pas qu'ils sont les ennemis les plus compromettans de la république en prouvant qu'ils sont toujours prêts à sacrifier à une obsession de secte et l'équité et l'impartialité des lois et les traditions libérales.

Ce qu'il y a de frappant et de dangereux, en effet, dans cette manière d'entendre les lois et le gouvernement, ce n'est pas même la violence; c'est une dépression croissante des idées libérales, de l'esprit libéral, qui se manifeste en toute occasion. On met une sorte d'ingénuité audacieuse à traiter les traditions libérales de vieilles « guitares, » à désavouer tout ce qu'on a dit, ce qu'on a toujours soutenu. Ces étranges républicains ont certes toujours eu la prétention d'être

les défenseurs des droits des communes, des libertés municipales. Et qu'en font-ils aujourd'hui, de ces libertés, de ces droits, dans la pratique, dans ces lois scolaires dont ils proclament l'inviolabilité? Ils font de l'État, dont ils sont les maîtres, le souverain omnipotent, l'expression vivante d'une sorte d'absolutisme moral. Ils demandent aux communes leur argent en affectant le dédain de leurs conseils. Ils ne leur permettent même pas d'avoir une opinion sur leurs écoles, de témoigner leur intérêt pour des maîtres auxquels les populations restent attachées, — et au besoin ils les répriment par la force, comme ils l'ont fait à Vicq, ou avec le secours du conseil d'État. On vient de le voir tout récemment. Le conseil municipal de Nantes, après avoir suffi à ses dépenses obligatoires, avait quelques ressources dont il a cru pouvoir disposer pour accorder un subside aux écoles libres. Le préfet s'est hâté d'annuler la délibération, et le conseil d'État vient de maintenir l'annulation préfectorale. Soit! si la loi le veut ainsi, applique-t-on du moins la loi avec impartialité? Pas du tout. Le conseil municipal de Paris vote ce qu'il veut, plus d'un million, pour des écoles libres qui ont ses préférences. Oh! c'est une autre affaire. Entre conseils municipaux et conseils municipaux, il y a une différence. Fort bien encore; et qui sera juge de la différence? M. le ministre de l'intérieur l'avouait naïvement l'autre jour en disant qu'une ville, après avoir suffi à ses dépenses scolaires obligatoires, peut subventionner une école libre, — « quand l'administration l'y autorise! » De sorte qu'après avoir mis l'esprit de secte dans les lois, on ajoute l'arbitraire dans l'exécution. On n'a aucun scrupule de mettre l'arbitraire dans les lois scolaires comme dans les lois fiscales, dès qu'il s'agit de poursuivre la guerre de secte.

Au fond, c'est là toute la question. Si les républicains qui sont au pouvoir croient, en procédant ainsi, servir la république, ils se trompent étrangement. Ils ne voient pas qu'en faisant de la république un régime de combat, ils la remettent sans cesse en doute, ils la livrent à la loterie indéfinie des scrutins, par cela seul qu'ils prolongent les divisions de l'opinion. S'il y a une chose évidente, c'est que depuis deux ans, depuis les élections dernières, le pays n'a pas demandé mieux que de voir finir les luttes irritantes, les contestations de régime, qu'il ne demande rien de mieux encore, et que les républicains, par leur politique, font tout ce qu'ils peuvent pour perpétuer cet état où rien ne s'affermit. Et c'est ainsi que, dans de bien autres conditions, mais toujours sous l'empire des passions du parti, se réalise encore une fois ce mot de « la tranquillité sans la stabilité! » Plus que jamais on aurait pourtant mieux à faire dans l'intérêt de la France, de sa sûreté et de sa grandeur.

Eh! oui, sûrement, ce qui se passe chaque jour, ce que nous voyons devient de plus en plus intéressant et n'est pas pour démentir cette

impression qu'il y a bien des choses qui changent ou sont en train de changer dans notre vieille Europe. On n'a tout simplement, pour se mettre au vrai point, qu'à se demander si des faits encore récens auraient été possibles il y a deux ou trois ans, si même on en aurait eu l'idée. Ce n'est pas qu'il y ait à chercher aussitôt des secrets là où il n'y a aucun secret et à se perdre en commentaires de fantaisie. Il suffit de suivre sans illusion le courant mobile et changeant des choses. Notre ingénieux et éloquent ami, M. de Vogüé, en faisant revivre récemment, pour notre instruction, ce qu'il appelle les *Spectacles contemporains*, s'est arrêté de préférence aux spectacles tragiques ou grandioses, à la mort de l'empereur Guillaume Ier, à la catastrophe de l'empereur Alexandre II de Russie, à l'invasion du mystérieux continent noir; mais il y a d'autres spectacles qui ont aussi leur intérêt, qui peuvent passer pour des signes du temps. Il y a ce mouvement du jour où tout se mêle, et les changemens à vue et les révolutions de diplomatie qui s'essaient, et les promenades princières qui ont parfois le don de piquer la curiosité.

Ce n'est, assurément, rien de bien extraordinaire que le voyage et le séjour d'un archiduc destiné à porter la couronne d'Autriche à la cour de Saint-Pétersbourg. Ce n'eût été qu'un incident inaperçu autrefois, au temps déjà lointain, il est vrai, où il y avait entre Pétersbourg et Vienne des habitudes d'intimité. Aujourd'hui, on est tenté de le remarquer, peut-être un peu parce qu'on n'était plus accoutumé à ce spectacle, un peu aussi, vraisemblablement, parce qu'on croit distinguer dans l'accueil fait au prince autrichien quelque intention plus marquée de sympathie et de cordialité. Le fait est que l'archiduc François-Ferdinand d'Este a trouvé, dans la ville des tsars, tout ce qui pouvait le flatter, les bals, les galas, les fêtes militaires, des revues où il a eu, comme un souverain, les honneurs du commandement. C'est certain, le faste de la politesse y est tout entier. Qu'en peut-on conclure? Il ne faudrait évidemment rien exagérer. Les galas de Pétersbourg ne décident rien dans les Balkans; ils n'interrompent ni ne détournent la politique patiente, invariable, du tsar dans les affaires d'Orient comme dans les affaires de l'Europe. Dans le fond, après comme avant, les positions restent les mêmes. Il faut bien, cependant, qu'il y ait quelque chose de changé pour que ce qui n'eût pas été possible il y a un ou deux ans soit devenu si aisément réalisable; il faut bien que la tension des rapports se soit adoucie depuis le temps où l'on se croyait menacé à Vienne par les mouvemens militaires de la Russie, et c'est ce qui fait justement que ce voyage de l'archiduc François-Ferdinand à Saint-Pétersbourg peut passer, jusqu'à un certain point, pour un des signes d'une situation nouvelle.

Autre spectacle contemporain qui n'est pas le moins curieux et le moins original! Assurément Paris est, depuis longtemps, accoutumé à

voir passer des membres des familles souveraines portant ou attendant la couronne, ou même ayant cessé de régner. Il n'est point au monde une ville offrant une hospitalité plus libre et plus commode aux princes de toute sorte qui viennent à son brillant foyer, sans compter ceux qui auraient envie d'y venir et qui n'osent pas; mais enfin Paris lui-même n'a pas tous les jours la fortune d'être l'auberge d'une impératrice mère d'un empereur régnant, fille de l'aînée des reines régnantes de l'Europe, — et la visite de l'impératrice d'Allemagne est restée une des nouveautés, pour ne pas dire une des singularités du jour. — Oh! c'est bien entendu, c'est sans façon, sans cérémonie, sans étiquette, sans l'embarras des réceptions et des politesses officielles. La brillante princesse qui a partagé un instant la couronne de l'infortuné Frédéric III a voulu garder un semblant d'incognito qui a été scrupuleusement respecté. On n'a pas entendu dire que M. le président de la république, toujours si correct, ait fait la moindre démarche de courtoisie, ni que M. le président du conseil ou aucun autre ministre se soit inscrit à l'ambassade d'Allemagne, et, s'il en a été ainsi, c'est qu'apparemment tout avait été ainsi réglé d'avance. Ceux qui ont eu l'honneur de cette combinaison ne s'en vanteront peut-être pas. Tout ceci, en effet, ne laisse pas d'être singulier. Tout est assez bizarre dans cette aventure de voyage si bien arrangée, — et le séjour d'une souveraine ayant l'air de passer à côté du gouvernement de la France sans le connaître, et la discrétion étudiée du gouvernement paraissant ignorer la présence d'une si illustre voyageuse, respectant sa liberté. C'est le prodige de la fiction!

De cette façon Paris a pu voir pendant quelques jours passer une personne d'élite qui était bien une impératrice, puisqu'elle aurait cru très justement peu digne d'elle de dérober son titre sous un nom d'emprunt, et qui n'était pas une impératrice, puisqu'elle s'est mise d'elle-même en dehors des plus simples usages de la vie officielle. C'était une grande dame en vacances, voyageant pour son plaisir ou, à ce qu'il paraît, pour conquérir nos peintres à l'exposition de Berlin, faisant soir et matin sa promenade aux Tuileries ou au parc Monceau, allant au Bois, au Champ de Mars, à Versailles et à Trianon, visitant nos musées, nos ateliers et nos magasins. A merveille! Qu'on ait voulu d'abord chercher dans ce voyage quelque arrière-pensée politique, c'était bien inutile: c'est visiblement une fantaisie d'une princesse intelligente et hardie; c'est un petit roman de quelques jours passés librement à Paris. A la vérité, le roman, un peu légèrement imaginé, aurait pu mal tourner et se compliquer chemin faisant. Cette manière un peu équivoque de voyager et de vivre à Paris pouvait et devait avoir ses inconvéniens, en paraissant défier l'imprévu, en risquant d'émouvoir des susceptibilités, en prêtant à toutes les interprétations. On a oublié qu'en fait d'expéditions de ce genre, les plus

courtes sont les meilleures. L'essentiel, en définitive, est que tout s'est passé sans accident, — on pouvait se fier à la délicatesse de l'hospitalité française. Tout a bien fini, et s'il n'y a eu sûrement aucun secret politique dans ce passage d'une princesse étrangère à Paris, si les rapports de l'Allemagne et de la France ne paraissent pas destinés à s'en trouver mieux, on ne peut pas dire que le voyage tel quel de l'impératrice Victoria ait été une tentative sans intérêt. Rapprochée de quelques autres faits, comme la lettre de sympathique condoléance récemment écrite par Guillaume II à l'occasion de la mort de M. Meissonier, ce voyage peut passer, lui aussi, pour un des signes du temps. C'est déjà une nouveauté qu'il ait semblé possible ; mais de tous ces spectacles qui révèlent le changement des choses, le plus curieux n'est peut-être pas encore ce qui se passe à Paris ou à Saint-Pétersbourg à propos de quelques voyages princiers, c'est ce qui se passe à Berlin même, c'est cette sorte de duel engagé entre un jeune souverain à la volonté impérieuse, à l'esprit impatient d'avenir, et le vieux solitaire morose et grondeur de Friedrichsruhe, le vieux ministre vaincu qui semble ne plus représenter que le passé.

Tout, en vérité, est saisissant dans ce singulier épisode où éclatent tous les contrastes de caractères, toutes les inconstances de la fortune. Il est bien clair que M. de Bismarck, depuis qu'il a été frappé dans sa puissance, n'a pu réussir à se consoler ou à se résigner. Il ne cesse de s'agiter dans sa solitude, gardant l'illusion de son ascendant, le ressentiment de la blessure faite à son orgueil, cherchant toutes les occasions de ressaisir une action, de faire sentir sa griffe. S'il ne parle pas directement par lui-même, il garde à son service des journaux qui se font les échos de sa pensée, des saillies acerbes de son génie irrité, de ses jugemens sur toutes choses. Il n'approuve rien, c'est bien évident. Il traite avec dédain le voyage de l'impératrice à Paris. Il voit sa politique périr entre les mains de ses débiles successeurs, l'Allemagne menacée, déjà affaiblie dans sa situation prépondérante au centre de l'Europe, dans son rôle d'arbitre entre l'Autriche et la Russie. Il a des sévérités hautaines ou ironiques pour les mobilités impériales, pour les ambitions réformatrices du jeune souverain. Il reste le censeur implacable de l'empire nouveau ! Il est bien clair aussi que Guillaume II ne souffre qu'avec impatience cette fronde de Friedrichsruhe dont il sent l'aiguillon. Déjà, il y a peu de temps, dans un banquet chez son chancelier, M. de Caprivi, il ne cachait pas son irritation et dans ses paroles il laissait entrevoir la menace. Ces jours passés encore, dans un autre banquet de la diète de Brandebourg, il prétendait avec amertume qu'en ce moment on cherchait à exciter les esprits, à lui aliéner son peuple, qu'on se servait « d'un océan d'encre d'imprimerie pour lui barrer la route ; » et il parlait en homme résolu à ne pas se laisser arrêter, plein de l'orgueil de son pouvoir. Bref, entre

Berlin et Friedrichsruhe, il y a un souffle de guerre, c'est certain. Comment ce duel, inégal si l'on veut, singulièrement dramatique néanmoins, se dénouera-t-il? Que M. de Bismarck se croie défendu par son passé, par son rôle de fondateur de l'empire, cela se peut. Il a aussi devant lui un prince qui déclarait l'an dernier qu'il réduirait en poussière ceux qui lui créeraient des obstacles, et c'est peut-être un jeu redoutable de répondre par des défis partis de Friedrichsruhe aux menaces qui viennent de Berlin, qui peuvent d'un jour à l'autre devenir des réalités. En viendra-t-on à cette extrémité? Il serait curieux, on l'avouera, de voir l'implacable génie qui s'est montré sans pitié pour des adversaires, pour M. d'Arnim, pour M. Geffken, frappé à son tour des mêmes armes, victime de la terrible Némésis qui n'épargne pas les puissans. En fait de spectacles, celui-là serait certes un des plus imprévus, un des plus saisissans pour l'Europe comme pour l'Allemagne.

Les choses sont moins tragiques en Italie, sans être moins significatives, et M. Crispi, en tombant après M. de Bismarck, ne sera probablement pas tenté de renouveler de sitôt ses pèlerinages à Friedrichsruhe, au risque de ne plus pouvoir passer par Berlin. Il a disparu, et le nouveau ministère qui lui a succédé a eu tout au moins à ses premières heures l'avantage des gouvernemens de bonne volonté nés pour détendre les situations critiques. Dans quelle mesure le ministère de MM. di Rudini, Nicotera, Luzzatti, Colombo réussira-t-il? Il en est encore à s'établir à la faveur de la courte trêve que lui laisse une suspension parlementaire de quelques jours. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'avant ces courtes vacances le nouveau ministère a eu le temps de se présenter aux chambres avec un programme, où il expose, sans subterfuge, dans un langage aussi décidé que mesuré, une politique de modération et de réparation. A dire vrai, il y a deux parties dans ce programme. Il y a la partie intérieure qui, en écartant tout ce qui ne serait que de la politique de parti, se résume en un seul point pratique et essentiel : réparation des finances, rétablissement de l'équilibre du budget sans aggravation de charges, sans impôts nouveaux; économies à tout prix, sur toutes les dépenses, sur les dépenses militaires comme sur les autres. C'est après tout le programme des dernières élections, de la chambre elle-même. La partie extérieure était évidemment la plus délicate, et ici le nouveau ministre des affaires étrangères qui est en même temps le chef du cabinet, le marquis di Rudini, a eu le mérite d'aller, autant que possible, droit au fait. Il a promis sa fidélité aux alliances, c'était prévu; il a aussi touché le point vif en avouant, avec une grande apparence de sincérité, l'intention de travailler à dissiper « les doutes, les soupçons, les défiances » qui ont pu s'élever, — « à tort, » assure-t-il, — entre l'Italie et la France. C'est là toute la question. Pour la première fois depuis longtemps, elle se précise avec cette netteté. Elle est aujourd'hui à ce qu'il

semble dans tous les esprits, dans toutes les préoccupations, dans toutes les polémiques au-delà des Alpes.

Lorsque le marquis di Rudini a le bon esprit et peut-être le courage de rappeler la nécessité de dissiper les doutes qui depuis quelques années ont pour ainsi dire fatigué les relations de l'Italie et de la France, il est bien sûr de ne rencontrer ni contradiction ni opposition dans notre pays. Il n'y a en France ni animosités systématiques, ni préméditations d'hostilité, ni préventions, ni jalousies d'aucune sorte à l'égard de l'Italie. C'est une vérité évidente, excepté pour ceux qui ont besoin de supposer une France ennemie, d'abuser leur pays dans l'intérêt d'une politique. Où donc est la difficulté? Les Italiens éclairés le sentent bien eux-mêmes et ne s'y méprennent pas. Depuis l'avènement du nouveau ministère, M. le marquis Alfieri a dit ce qu'il en pense. Tout récemment, un ancien ministre du temps de Cavour, M. Jacini, qui a publié l'an dernier un travail des plus substantiels, des plus réfléchis sur la triple alliance, vient de publier une étude nouvelle où il met à nu la vérité. L'Italie, par des raisons qu'il n'y a plus à discuter, s'est créé des engagemens. En quoi consistent ces engagemens? On ne le sait pas. Ces jours derniers encore, on paraît s'être demandé à Rome si les traités jusqu'ici secrets seraient divulgués; ils ne le seront probablement pas. Ce qu'on croit en attendant, ce qu'on ne met pas en doute, c'est que, par ces engagemens, l'Italie, en échange de la garantie d'une intégrité qui n'est pas menacée, s'est faite elle-même la garantie des conquêtes allemandes, qu'elle a accepté ou subi l'obligation de contribuer par ses armes à la défense de l'Alsace-Lorraine contre la France. M. Jacini le dit sincèrement et justement : « ... De là dépend la tension de nos rapports avec la France, la guerre économique, la nécessité des grands armemens... » Et il conclut, à la nécessité, pour l'Italie, de modifier ses obligations au renouvellement des traités ou de reprendre sa liberté d'action. C'est là la difficulté; tant qu'elle n'aura pas été tranchée, il y aura des relations régulières qu'on pourra peut-être adoucir, le nuage subsistera. Ce qu'il y a de nouveau et d'utile, c'est que la question est désormais posée, précisée. Elle ne l'aurait pas été aussi nettement il y a quelques années; elle l'est aujourd'hui devant l'Italie, devant l'Europe, — et les Italiens qui sont les premiers juges n'ont qu'à se demander ce qu'ils ont gagné ou perdu à dévouer leurs forces et leurs finances pour des intérêts étrangers, en oubliant le principe même de leur existence nationale.

Depuis quelques mois, les élections se succèdent dans les pays les plus divers, en Europe comme au-delà des mers, et presque toutes ces élections, à part ce qu'elles ont de local ou de national, se ressentent visiblement d'un état assez général de crise matérielle dans le monde. Presque partout s'agitent les mêmes questions économiques, les

questions de système douanier, de régime commercial, qui semblent appelées plus que jamais à décider des relations des peuples et de la direction de leur politique. Qu'est-ce qui a fait, il y a trois mois, l'importance des élections si imprévues des États-Unis? C'est qu'elles étaient faites au lendemain du jour où congrès, président, venaient d'entrer, par le bill Mac-Kinley, dans la voie du protectionnisme à outrance, et qu'elles éclataient comme une protestation du peuple américain contre la politique de prohibition effrénée, de guerre commerciale. C'est le conflit qui reste ouvert sur la politique douanière des États-Unis. Et voici que maintenant, tout à côté, dans le Dominion canadien, la même question s'élève sous une forme particulière, par une sorte de contre-coup du bill Mac-Kinley, à l'occasion des élections qui vont se faire dans peu de jours à Ottawa, à Québec, à Montréal. La question a même plus d'importance. Il ne s'agit point uniquement ici de savoir quels seront les rapports commerciaux du Canada avec les États-Unis; il s'agit de savoir quels rapports la belle colonie canadienne gardera avec l'empire britannique, si elle restera libre et prospère sous la suzeraineté nominale de l'Angleterre, ou si elle ira se perdre par l'annexion dans l'Union américaine.

Cette crise, puisque c'est évidemment une crise pour le brave et intéressant Canada qui a gardé tant de sympathies françaises, devait peut-être venir un jour ou l'autre. Elle a été récemment précipitée par le premier ministre du Dominion lui-même, sir John Macdonald, qui a cru sans doute utile de chercher dans un appel au pays une force nouvelle pour faire face aux difficultés du moment. Ce premier ministre, sir John Macdonald, qui a puisé peut-être à l'école de lord Beaconsfield le goût des coups de théâtre, n'est point certes un homme ordinaire. Chef du torysme canadien, du parti anglais, il gouverne victorieusement le Canada depuis douze ans, et dans son gouvernement, déjà long, il a déployé autant de hardiesse que d'habileté! Il a multiplié les travaux intérieurs et les entreprises fécondes. Plus que tout autre notamment, il a décidé et hâté la construction du chemin de fer interocéanique qui relie Halifax, Montréal à l'Océan-Pacifique. Le premier ministre d'Ottawa a eu comme d'autres l'ambition des grandes œuvres; il l'a eue peut-être même un peu trop pour les ressources du pays. Sir John Macdonald n'a pas gouverné douze ans sans multiplier les griefs contre lui, sans soulever une opposition des plus vives, ardente à profiter de ses faiblesses, à signaler les dangers de sa politique. Cette opposition libérale, représentée par des hommes comme sir Richard Cartwright, M. Laurier, M. Mackensie, M. Farrer, combattait déjà vivement le premier ministre lorsqu'est survenu le *bill* Mac-Kinley, qui menaçait encore plus le Canada, mais qui contient la réserve d'un droit éventuel et exceptionnel de réciprocité avec l'état canadien. C'est sur ce point

que la guerre s'est ravivée, et c'est à cette occasion que le premier ministre d'Ottawa s'est décidé à brusquer les choses par une dissolution hâtive du parlement.

Aujourd'hui la lutte est engagée entre les partis. Au premier abord, les libéraux, dans leur campagne d'opposition, sembleraient s'en tenir à ne réclamer pour leur pays que le bénéfice de la réciprocité proposée par les politiques de Washington. Dans le fond, ils n'ont d'autre pensée que de secouer ce qui reste de la tutelle anglaise, d'achever de rompre le faible lien qui les unit encore à l'empire britannique. Les libéraux du Saint-Laurent sont arrivés à se persuader que par la nature des choses, par la solidarité des intérêts, le Canada est appelé à se fondre dans l'Union américaine, qu'il devrait au moins, dès ce moment, entrer avec les États-Unis dans une sorte de Zollverein excluant les nations de l'Europe, au risque de fermer le marché canadien à l'industrie de Manchester et de le livrer aux fabricans du Massachusetts. Le dernier mot de leur programme est une pure et simple annexion à la grande république. C'est ce qui fait encore la force du premier ministre d'Ottawa. En tacticien habile qui sait déjouer ses adversaires, fût-ce en leur dérobant leurs armes, sir John Macdonald ne se refuse pas à négocier avec les États-Unis, à admettre une certaine réciprocité qui peut tenter l'opinion ; mais il limite cette réciprocité aux produits agricoles, et pour le reste il soutient la lutte avec une énergie extraordinaire. Tout récemment, à Toronto, devant un auditoire passionné, il a instruit pour ainsi dire le procès des libéraux, qu'il a accusés de conspirer contre leur pays, de livrer l'indépendance et l'autonomie du Canada. Il s'efforce de réveiller les vieux sentimens de loyalisme chez ces populations simples et droites qui ont, avec la fidélité des vieilles races, l'orgueil de leurs souvenirs et de leurs traditions.

Après cela, au Canada comme ailleurs, il ne faut pas sans doute prendre trop au sérieux les accusations et les discours échangés entre les partis dans le feu d'une lutte électorale, et les libéraux canadiens eux-mêmes, s'ils avaient le pouvoir, seraient peut-être les premiers à reculer devant une politique qui serait l'abdication de leur pays. Le fait est qu'on ne voit pas bien ce que le Canada, avec son histoire, avec ses mœurs, avec sa semi-indépendance et ses libertés, pourrait gagner à se confondre dans le vaste amalgame américain. Ce qu'il y a de sûr, c'est que l'Angleterre ne peut pas voir sans une certaine préoccupation ce mouvement qui s'accomplit dans la plupart de ses colonies, en Australie, au Cap comme au Canada, qui peut être retardé, mais qui peut conduire aussi à un démembrement successif de l'empire britannique.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

Le 13 courant, le 3 pour 100 français était à 95.75, l'emprunt à 94 francs, l'amortissable à 96, le 4 1/2 à 105.10. Pendant les deux semaines qui ont suivi, les cours de nos fonds publics n'ont plus subi que d'insignifiantes variations, pour se retrouver finalement au même niveau, lorsqu'un incident, démesurément grossi par une partie de la presse, est venu offrir à la spéculation une occasion, vivement désirée, de rendre un peu de mouvement au marché.

Les prix des rentes étaient à une telle hauteur, avec un emprunt encore non classé, et de forts engagemens à la hausse, qu'il n'était plus possible de songer à une nouvelle progression, malgré les achats réguliers et assez actifs des capitaux de placement. Les primes se négociaient à des écarts de plus en plus faibles, et les boursiers expérimentés avaient le sentiment que, puisqu'on ne pouvait plus monter, les spéculateurs, vendeurs de primes, saisiraient le premier prétexte venu pour en déterminer l'abandon par un brusque mouvement de recul.

Le prétexte s'est trouvé dans l'affaire de la participation de nos artistes à une exposition des beaux-arts à Berlin.

C'était le moment attendu par les *échelliers* impatientés de l'immobilité des cours. Des ventes bruyantes ont fait reculer le 3 pour 100, dans la journée du jeudi 26, de 95.70 à 95.20, l'emprunt a perdu 50 centimes de 94.05 à 93.55, et tout le reste de la cote a suivi l'exemple. Le lendemain déjà la réflexion avait repris ses droits. De quelques froissemens que puisse être suivi l'incident, et quelque contrariété que puissent éprouver les Allemands de n'avoir pas vu leurs avances accueillies comme ils l'espéraient, la question du maintien de la paix reste heureusement hors du débat.

Or celle-là seule intéresse la Bourse. Si donc la politique était seule en jeu, la rente, après avoir repris son ancien niveau, l'aurait même dépassé, à la faveur des rachats du découvert. Mais il y a la situation de place qui a été la vraie cause du recul, et sera le réel obstacle à une avance nouvelle des cours. Les engagemens à la hausse sont considérables, le marché de Londres n'en a pas encore fini avec les embarras légués par la crise de novembre, Berlin est très chargé de valeurs de toute sorte; rien d'étonnant si la Bourse garde quelque tendance à la faiblesse.

Les rentes internationales ont vivement progressé pendant ces quinze jours, la spéculation se portant de ce côté par suite de l'immobilité à laquelle nos fonds semblaient condamnés. L'Italien a bénéficié de la situation et s'est élevé de 94.15 à 95.50. On a ouvert un compte de confiance au nouveau ministère en faisant état des 50 millions de francs d'économies qu'il a promis de réaliser, engagement qu'il lui sera peut-être très difficile de tenir, mais qui attestait au moins de bonnes intentions. La spéculation a eu plus de part que les capitaux à cette avance de prix, ce qui justifie des doutes sur la solidité des cours acquis. Les Allemands seront certainement tentés de livrer des titres à la liquidation prochaine ou à la suivante; il reste à voir, si cette éventualité se réalise, comment les acheteurs nouveaux supporteront les livraisons. Jeudi, l'Italien a perdu subitement 70 centimes, il en regagnait 50 le lendemain.

Les fonds russes, ayant atteint le pair de 100 francs, ont reculé d'une légère fraction. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg peut se féliciter des résultats de la politique financière qu'il a suivie depuis trois années; sa situation budgétaire est excellente, son crédit a fait de rapides progrès; ses rentes 4 pour 100 sont aux prix où étaient naguère les 5 pour 100 avant qu'il fût question de conversion; toutes ses opérations ont réussi, et il peut achever l'œuvre du remplacement, par des titres d'un taux moins élevé d'intérêt, de ses anciens emprunts dotés d'un revenu de plus de 4 pour 100.

Le Hongrois a été moins favorisé et s'est vu ramener, sans raison plausible, de 93 1/2 à 92 1/2. L'Extérieure, établie à 77, s'y est maintenue avec fermeté. La conversion des obligations 6 pour 100 de Cuba en billets hypothécaires de 5 pour 100 va être reprise à bref délai et menée à bonne fin. Il est, en outre, question d'un important emprunt du gouvernement espagnol, destiné à la diminution de la dette flottante, qui est parvenue, dans ces dernières années, à un chiffre très élevé, même inquiétant, si l'on ne savait que l'Espagne a des ressources latentes qui n'attendent, pour se développer, que la régularisation des anciens déficits et une meilleure administration de la fortune nationale.

Le Portugais 3 pour 100, délaissé il y a quinze jours à 55 3/16, a été porté, par des rachats, jusqu'à 57, sur la nouvelle que le gouvernement de Lisbonne avait enfin conclu un accord avec des banquiers étrangers pour l'émission d'un nouvel emprunt.

Sur les valeurs turques, un véritable engouement s'est déclaré; toutes les catégories de titres ont eu part au mouvement : le 1 pour 100 qui a gagné 0 fr. 12 à 19.70; l'Obligation privilégiée, en hausse de 423 à 437; la Douane, de même, à 467.50 au lieu de 462.50. Les Tabacs ottomans, très recherchés, se sont avancés de 335 à 348.75, la Banque

ottomane de 622.50 à 630. L'opération de conversion de l'emprunt turc de la défense serait, dit-on, imminente.

L'Unifiée, après s'être approchée du pair de 500 francs, a reperdu 5 francs à 495, sans doute à cause des dépenses présumées de l'expédition de Tokar, et aussi par crainte d'une conversion, une fois le cours de 500 francs atteint. Les comptes du dernier exercice présentent un magnifique excédent de 600,000 livres égyptiennes.

Les valeurs argentines restent aussi délaissées que précédemment, en l'absence de tout progrès dans les négociations entre Londres et Buenos-Ayres. Le comité anglais paraît toutefois s'être enfin décidé à disjoindre la question du plan de consolidation de la Dette et celle du règlement relatif à la Compagnie des eaux et égouts de Buenos-Ayres. Il s'agit toujours d'une suspension du paiement des coupons pendant trois années, ou plutôt du paiement de ces coupons en un papier devant porter intérêt après un délai de trois ans.

Le change brésilien reste faible, les émissions de papier-monnaie ne s'arrêtant pas à Rio-de-Janeiro. On spécule avec frénésie au Brésil, et les créations de compagnies et d'entreprises nouvelles se multiplient avec une rapidité effrayante. Sans doute il y a de grandes ressources en ce pays, et les capitaux ne font pas défaut; mais l'exemple de la République Argentine ne devrait pas être perdu de vue.

L'action de la Banque de France s'est tenue sans changement à 4,320 environ. La commission chargée de l'examen du projet de loi portant renouvellement du privilège ayant décidé de recevoir jusqu'au 28 février toutes les observations et communications des intéressés, chambres de commerce, négocians, associations syndicales, etc., la discussion ne commencera qu'en mars à se serrer sur les points essentiels de la question; le rapporteur sera sans doute nommé avant les vacances de Pâques.

La Banque de Paris, qui a liquidé maintenant la plus grosse partie de ses engagemens avec le Brésil, a été ferme à 840. Le Crédit foncier est immobile à 1,290, dans l'attente des communications qui seront faites aux actionnaires lors de la prochaine assemblée. Le Crédit industriel et commercial donnera 15 francs pour 1890, soit 1 franc de plus que pour 1889. Le Crédit lyonnais reste à 820. Il est toujours question, soit d'une augmentation du capital, soit d'un appel de fonds sur les 250 francs restant à verser sur chaque action.

Les actions de nos grandes compagnies, après une nouvelle fusée de hausse, sont revenues aux cours du milieu du mois. Les Voitures ont monté de 717.50 à 750 francs, et les Omnibus de 1,217.50 à 1,245. Le Suez est en hausse de 10 francs à 2,450. Le Rio-Tinto, parti de 575, est allé à 590 pour revenir à 575 francs.

Le directeur-gérant : Ch. Buloz.

urc

rdu
pé-
urs
un

nt,
et
é à
du
res.
ant
de-

aie
sil,
lti-
res-
ple

t à
loi
'au
sés,
, la
es-
ant

rtie
cier
ont
in-
de
urs
nds

sée
ures
245.
575,